

Université de Montréal

Travailler dans la violence : le sale boulot paramilitaire en Colombie

Par Gabriela Manrique Rueda

École de criminologie, Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de Ph. D. en criminologie

2018

© Gabriela Manrique Rueda, 2018

Résumé

À partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, des millions de personnes ont été portées disparues, torturées et exécutées extra-judiciairement par des groupes paramilitaires, également impliqués dans l'élimination des petits délinquants et des populations en marge. En Colombie, des groupes paramilitaires ont été utilisés par l'État depuis les années 1970 pour la répression des mouvements sociaux civils, des partis d'extrême gauche et des guérillas, qui ont émergé depuis les années 1960 dans le pays. Dans les années 1980, les trafiquants de drogues ont commencé à financer des nouvelles organisations et à réprimer les luttes sociales et les déviances. Suite à une prolifération de ces organisations dans les années 1990, la fédération de groupes paramilitaires Autodéfenses unies de Colombie (AUC) a été créée en 1997, afin de récupérer les territoires contrôlés par les guérillas, en perpétuant des massacres, en déplaçant les populations civiles et en imposant un contrôle social forcé sur les communautés, incluant la commission d'agressions sexuelles envers les femmes, d'homicides sélectifs, de tortures et d'atrocités sur les corps des victimes.

Notre thèse s'intéresse au contrôle social paramilitaire en Colombie, à partir d'une analyse des récits de vie de 30 anciens paramilitaires des AUC. À la différence de l'assimilation des paramilitaires à des acteurs rationnels, motivés par des intérêts économiques et illégaux, qui a une tendance à dominer l'interprétation de leurs conduites, notre analyse des représentations de nos interviewés soulève l'importance de la morale dans la compréhension des actions des paramilitaires. Dans le contexte de la transnationalisation de l'économie légale et illégale de la Colombie de la fin du XX^{ème} siècle, les violences paramilitaires aident à maintenir la structure normative conservatrice de la société, à partir de l'élimination des transgresseurs de l'ordre politique, économique et moral. Dans un tel contexte de changements économiques et sociaux, qui altère les activités économiques traditionnelles, la violence devient un travail pour les hommes issus des classes populaires, dont les actions doivent être interprétées à partir de leurs expériences de vie dans une réalité où la violence est une

des seules opportunités de travail. En nous inspirant des recherches sur les agresseurs des violences (para) étatiques, des travaux sur les trajectoires en armes et de la sociologie du sale boulot, notre thèse propose d’appréhender la violence paramilitaire comme un sale boulot de contrôle social. À partir d’une étude du travail de la violence selon les expériences des interviewés, nous montrons que les paramilitaires se créent des représentations morales de leurs actions, ce qui permet de construire leur réalité, de diviser le travail en automatisant chacune des fonctions et de se bâtir une identité dans un sale boulot. Notre thèse soulève que l’identité morale des paramilitaires doit être saisie non seulement par rapport au contexte discursif conservateur à propos des criminels, mais aussi en relation à la position des paramilitaires dans une zone grise entre le secteur public légal et le secteur privé illégal, à qui est délégué le sale boulot de la répression des populations civiles et des guérillas. Les paramilitaires ont un rapport ambigu à la morale entre d’une part, l’idée selon laquelle ils aident l’État à défendre la sécurité des populations civiles et, de l’autre, le caractère illégal des organisations et des pratiques violentes. La violence est une expérience d’incarnation et de jouissance de l’adrénaline du pouvoir, mais aussi une expérience traumatique qui marque leur identité. Notre thèse propose aussi une analyse des trajectoires des carrières à partir des histoires de vie de nos interviewés, montrant l’existence de trajectoires différenciées selon la région, dans la temporalité de la participation et dans les degrés d’exposition à la violence, mais aussi les effets des changements économiques et sociaux et du conflit armé sur les carrières des hommes paysans.

Mots clés : groupes paramilitaires ; Colombie ; anciens combattants ; violence; agresseurs/ agression; travailleurs de la violence ; sale boulot ; contrôle social ; morale ; identité ; trajectoires ; carrières ; représentations ; récits de vie ; expériences.

Abstract

Since the second half of the twentieth century, millions of people were reported missing, tortured and executed extrajudicially by paramilitary groups, also involved in the elimination of petty criminals and marginalized populations. In Colombia, paramilitary groups have been used by the state since the 1970s for the suppression of civil social movements, left-wing parties and guerrillas, which have emerged in the country since the 1960s. In the 1980s drug traffickers have begun to fund new organizations and suppress social struggles and deviance. Following a proliferation of these organizations in the 1990s, the federation of paramilitary groups United Self-Defense Forces of Colombia (AUC) was created in 1997 to recover the territories controlled by guerrillas, perpetrating massacres, displacing civilians and imposing forced social control on communities, including the commission of sexual violence against women, target killings, torture and atrocities on the bodies of the victims.

Based on an analysis of the life stories of 30 former paramilitaries of the USDFC, my dissertation is interested on paramilitary social control in Colombia. Unlike the characterization of paramilitaries as rational actors, motivated by economic and illegal interests, which dominates the interpretation of their actions, my analysis of the representations of my interviewees raises the importance of morality in understanding paramilitary conducts. In the context of transnationalization of the legal and illegal economy of Colombia at the end of the twentieth century, paramilitary violence helps maintaining the conservative normative structure of society, through the elimination of transgressors of the political, economic and moral order. In such a context of economic and social changes, which transforms traditional economic activities, violence becomes a work for men from the lower classes, whose actions should be interpreted from their life experiences into a reality where violence is one of the few job opportunities. Inspired by research on the perpetrators of (para) state violence, by the work on armed trajectories and by the sociology of dirty work, my thesis invites to conceptualize paramilitary violence as a dirty work of social control. By studying the work of violence according to

the experiences of the interviewees, I show that the paramilitaries create moral representations of their actions, which makes it possible to construct their reality, to divide the work by automating each of the functions and to build an identity in a dirty work. My thesis argues that the moral identity of the paramilitaries must be understood not only relative to the conservative discursive context about criminals, but also in relation to the position of paramilitaries in a gray zone between the legal public sector and the illegal private sphere, to whom is delegated the dirty work of repression of civil populations and guerillas. The paramilitaries have an ambiguous relationship to morality between, on the one hand, the idea that they help the state to defend the security of civilian populations and, on the other hand, the illegal nature of violent organizations and practices. Violence is an experience of embodiment and enjoyment of the adrenaline of power, but it is also a traumatic experience marking their identity. My thesis also analyses career trajectories based on the life stories of the interviewees, showing the existence of trajectories differentiated by region, in the temporality of participation and in the degrees of exposure to violence, but also shows the effects of economic and social changes and armed conflict on the careers of peasant men.

Keywords: Paramilitary groups; Colombia; former combatants; violence; perpetrators/perpetration; violence workers; dirty work; social control; morality; identity; trajectories; careers; representations; life stories; experiences.

Resumen

A partir de la segunda mitad del siglo XX, millones de personas han sido desaparecidas, torturadas y ejecutadas extrajudicialmente por grupos paramilitares, quienes también participan en la eliminación de los delincuentes y de las personas marginalizadas. En Colombia, los grupos paramilitares han sido utilizados por el Estado desde los años 1970 para reprimir a los movimientos sociales civiles, a las guerrillas y a los partidos de izquierda que surgieron en el país desde la década de 1960. En los años 1980, los narcotraficantes comenzaron a financiar nuevas organizaciones y a reprimir las luchas sociales y las transgresiones. Luego de ocurrir una proliferación de estas organizaciones en la década de 1990, la federación de grupos paramilitares Autodefensas Unidas de Colombia (AUC) fue creada en 1997 para recuperar los territorios controlados por las guerrillas, por medio de la perpetración de masacres, del desplazamiento forzado de la población civil y de la imposición de un control social forzado en las comunidades, incluyendo la comisión de agresiones sexuales contra las mujeres, de asesinatos selectivos, de torturas y de atrocidades en los cuerpos de las víctimas.

Mi tesis se interesa por el control social paramilitar en Colombia, basándose en un análisis de las historias de vida de 30 antiguos paramilitares de las AUC. A diferencia de la caracterización de los paramilitares como actores racionales, motivados por intereses económicos e ilegales, que tiende a dominar la interpretación de sus conductas, mi análisis de las representaciones de mis entrevistados, plantea la importancia de la moral en el comprensión de las acciones de los paramilitares. En el contexto de la transnacionalización de la economía legal e ilegal de Colombia a finales del siglo XX, la violencia paramilitar ayuda a mantener la estructura normativa conservadora de la sociedad, por medio de la eliminación de los transgresores del orden político, económico y moral. En un contexto tal, de cambios económicos y sociales, que viene a transformar las actividades económicas tradicionales, la violencia se convierte en un trabajo para los hombres de las clases populares, cuyas acciones deben interpretarse desde sus experiencias de vida, en una realidad en la que la violencia es una de las únicas oportunidades de trabajo. Inspirándose en las investigaciones sobre los agresores de la

violencia (para) estatal, en los trabajos sobre las trayectorias armadas y en la sociología del trabajo sucio, mi tesis propone aprehender la violencia paramilitar como un trabajo sucio de control social. Realizando un estudio del trabajo de la violencia según las experiencias de los entrevistados, muestro que los paramilitares crean representaciones morales de sus acciones, lo cual permite construir su realidad, dividir el trabajo, automatizando cada una de las funciones, y construir una identidad en un trabajo sucio. Mi tesis sostiene que la identidad moral de los paramilitares debe entenderse no sólo en relación al contexto discursivo conservador sobre los criminales, sino también a la posición de los paramilitares, que está situada en un área gris entre el sector público legal y el sector privado ilegal, a quien es delegado el trabajo sucio de la represión de las poblaciones civiles y de las guerrillas. Los paramilitares tienen una relación ambigua con la moral entre, por un lado, la idea según la cual le ayudan al Estado a defender la seguridad de las poblaciones civiles y, por otro lado, la naturaleza ilegal de las organizaciones y de las prácticas violentas. La violencia es una experiencia de encarnación y de disfrute de la adrenalina del poder, pero es también una experiencia traumática que marca sus identidades. Mi tesis también propone un análisis de las trayectorias profesionales, basado en las historias de vida de los entrevistados, mostrando la existencia de trayectorias diferenciadas por región, en la temporalidad de la participación y en los grados de exposición a la violencia, pero también muestra los efectos de los cambios económicos y sociales, y del conflicto armado, sobre las carreras de los hombres campesinos.

Palabras clave: Grupos paramilitares; Colombia ; excombatientes; violencia; agresores / agresión; trabajadores de la violencia; trabajo sucio; control social; moral; identidad; trayectorias; carreras; representaciones; historias de vida; experiencias.

Table des matières

Résumé.....	iii
Abstract.....	v
Resumen.....	vii
Table des matières.....	ix
Liste des tableaux et des figures.....	xiii
Liste des abréviations.....	xiv
Remerciements.....	xv
Introduction.....	17
Chapitre 1 : Le public et le privé : Contrôle social, sale boulot et groupes paramilitaires en Colombie.....	31
1. Contrôle social et groupes paramilitaires.....	32
2. Le public et le privé : l'État et les paramilitaires.....	36
3. L'État et les trafiquants de drogues en Colombie : la privatisation de la sécurité par l'État.....	38
4. Définir les paramilitaires : le sale boulot.....	41
5. L'État, les paramilitaires et l'identité.....	44
6. Le sale boulot, la morale et l'identité des paramilitaires.....	49
7. L'expérience du sale boulot.....	55

Chapitre 2 : Les agresseurs des violences étatiques et para-étatiques et leur morale.....	59
1. La violence de masse comme travail bureaucratique	
1. 1. Violence d'État et morale.....	60
1. 2. La division du travail au sein de la bureaucratie nazie.....	61
1. 3. Le rôle des techniques sur la rationalisation du travail.....	64
1. 4. Techniques et violences paramilitaires.....	67
2. Les discussions sur la morale des agresseurs	
2. 1. La banalité du mal ou la perte de la morale chez les fonctionnaires de la bureaucratie.....	73
2. 2. Les approches compréhensives : L'importance des expériences et des cadres d'interprétation moraux des exécuteurs.....	77
Chapitre 3. Méthodologie.....	82
1. Enquêter sur les souvenirs de la violence.....	84
2. Les entrevues qualitatives.....	87
2. 1. Les entrevues auprès d'anciens combattants de groupes paramilitaires en Colombie.....	88
2. 2. Les conditions de terrain entourant la collecte de données.....	96
2. 3. Le terrain à Montes de Maria.....	99
2. 4. L'étude des représentations des anciens combattants des Autodéfenses unies de Colombie.....	103
2. 5. L'étude des histoires de vie des Héros de Montes de Maria.....	104
3. Les sources écrites.....	109
4. Les analyses.....	111

Chapitre 4. To Prevent the Existence of People Dedicated to ‘Causing Trouble’: Dirty Work, Social Control and Paramilitaries in Colombia.....115

Abstract..... 116

Introduction.....117

1. Method.....119

2. The Flexible Work Approach.....120

3. Human Dignity.....122

4. Dirty Work, Social Control and Deviance.....123

5. The Banality of Evil.....130

6. Denial.....132

7. The State, Paramilitary Groups and Dirty Work in Colombia.....134

Conclusion.....140

Chapitre 5. Working in violence: Moral narratives of paramilitaries in

Colombia.....142

Abstract.....144

Introduction.....145

1. The bureaucratic work of violence and morality.....150

2. Dirty work and morality..... 153

3. Methodology.....156

4. The spatial division of work: Differential experiences in the space of the group.....157

4. 1. The experience of combating and morality.....159

4. 2. The experience of executing.....163

4. 3. The experience of radio-operators.....165

Conclusion.....166

Chapitre 6. Violence, travail et identité : trajectoires d’anciens paramilitaires en	
Colombie.....	168
Résumé-abstract.....	169
Introduction.....	171
1. La réintégration des ex-combattants des Autodéfenses unies de Colombie.....	175
2. Trajectoires combattantes et identité	178
3. Les carrières des combattants des Héros de Montes de Maria.....	181
3.1 Les trajectoires différenciées.....	181
3.2. Du service militaire au groupe paramilitaire.....	185
3.3. De la ferme au groupe paramilitaire.....	190
4. Identité et mémoire des violences.....	193
5. Les carrières dans le post-conflit.....	200
Conclusion.....	204
Conclusions générales.....	204
Références.....	218

Liste des tableaux et des figures

Tableau I : Échantillon	P.92
Tableau II : Occupations des interviewés	P.95
Figure 1 : Carte de la Colombie	P.84
Figure 2 : Carte des régions de Montes de Maria et Golfo de Morrosquillo	P. 144

Liste des abréviations

Nom de l'organisation	Abréviation
Agence des États-Unis pour le développement international U.S. Agency for International Development	USAID
Asociación Nacional de Usuarios Campesinos Association nationale d'usagers paysans National Association of Peasant Users	ANUC ANUC ANUC
Autodefensas Unidas de Colombia Autodéfenses unies de Colombie United Self-Defense Forces of Colombia	AUC AUC USDFC or AUC
Banque mondiale	BM
Cooperativas de Vigilancia y de Seguridad Privada Coopératives de vigilance et de sécurité privée	CONVIVIR CONVIVIR
Ejercito Popular de Liberacion People's Liberation Army	EPL EPL
Ejercito de Liberacion Nacional Armée de libération nationale Army of National Liberation	ELN ELN ELN
Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia Forces armées révolutionnaires de Colombie Revolutionary Armed Forces of Colombia	FARC FARC FARC
Organisation des nations unies	ONU
Union européenne	UE
Union Patriótica Union Patriotique	UP UP

Remerciements

J'aimerais avant tout remercier tous mes interviewés, la raison d'être de cette thèse.

Je tiens à remercier mon très cher directeur de thèse, Samuel Tanner, de m'avoir introduit dans le champ de recherches des agresseurs des violences de masse. Cette thèse est une continuation de sa thèse sur les exécuteurs dans les Balkans.

Samuel : Merci de m'avoir donné l'opportunité de faire un doctorat avec toi. Tu m'as appris beaucoup de choses qui me resteront pour la vie. Tu es exemplaire. Je t'admire beaucoup. Merci pour ton immense générosité au niveau de l'aide financière, sans laquelle je n'aurais pas pu poursuivre mon doctorat. Merci aussi pour les multiples relectures que tu as fait des chapitres et manuscrits.

Je souhaite remercier mon mari, Nicolas Soca, pour toutes ces années de patience et de soutien, et notre petite Sophia, née dans cette période de recherches, lectures et rédactions. Merci à ma mère, Graciela Rueda, de m'avoir soutenue pour que je puisse faire mon terrain à Montes de Maria et à mon père, Pedro Manrique, de son soutien et aide tout au long de mes études. Je remercie ma sœur, Alejandra Manrique, et mon beau-frère, David Seader.

J'aimerais remercier l'École de criminologie, le CICC et la FESP d'avoir soutenu et aidé à financer mes études et recherches de maîtrise et de doctorat. Je remercie la garderie Le baluchon de la FAECUM, une aide importante pour les parents-étudiants de l'Université de Montréal.

Je souhaite remercier Jean Bérard, Karine Côté-Boucher et Jo-Anne Wemmers pour les opportunités de travailler dans vos projets, aidant à financer mon doctorat. Ces belles expériences de travail m'ont permis d'élargir mes connaissances et compétences, ainsi que d'apprendre des nouvelles méthodes de travail.

J'aimerais remercier Carlo Morselli, un professeur très ouvert, aidant et généreux avec les étudiants du doctorat. Je souhaite aussi remercier Jacobo Grajales pour ses précieux commentaires sur ma thèse. Je suis très fière de vous avoir sur mon jury. Vos travaux sont les meilleurs sur les paramilitaires en Colombie.

Merci beaucoup à toutes mes collègues pour votre solidarité. J'aimerais remercier particulièrement Elsa Euvrard, qui a édité bénévolement le français de ma thèse. Catherine Montmagny a aidé à la relecture de mon article sur les expériences morales des Héros de Montes de Maria. Dominique Laferrière m'a aidé à connaître les travaux sur l'identité des délinquants en criminologie, que j'ai utilisé pour analyser l'identité des anciens combattants.

Je dois remercier l'Agence colombienne pour la réintégration, le Haut conseil pour la réintégration et la *Fundación enseñame a pescar* d'avoir soutenu mes recherches et de

m'avoir permis d'accéder aux terrains avec les anciens combattants. Merci aux ONG locales, dont les noms resteront anonymes, pour leur collaboration et apport à la connaissance du contexte de la région de Montes de Maria. Merci à Martha Gonzales Farfán, dont le soutien pendant le terrain à Montes de Maria a été essentiel à sa réussite. Merci à mes amis Andrea Hidalgo, Daniel del Castillo et Eduardo Diaz pour leur aide lors du terrain.

Je remercie Francisco Gomez et Ann Kathrin Diehl pour leur soutien lors de ces années. Merci à mon cher ami, Ken Yip, pour son aide.

Introduction

À partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, on observe une escalade des violences visant la répression politique par des États en Amérique Latine, en Afrique et en Asie. Des millions de personnes ont été portées disparues, torturées et exécutées extrajudiciairement (Sluka, 2000). Une prolifération d'escadrons de la mort et de groupes paramilitaires a permis aux États de nier plus de 200 000 disparitions forcées dans le monde. Étiquetés comme subversifs, les mouvements paysans, les professeurs, les étudiants, les syndicats, les défenseurs des droits humains et les journalistes devinrent la cible de la violence de ces groupes. Dans les années 1990, des sans abris, des prostituées, des enfants de la rue, des homosexuels et des délinquants ont commencé à être éliminés par ces organisations (Sluka, 2000). Dans les années 1960, dans le contexte de la guerre froide, la doctrine de sécurité nationale des forces militaires colombiennes préconisait la création de groupes armés civils, afin d'aider à confronter les mouvements de contestation citoyenne et les guérillas, qui avaient émergé dans le pays. Suite à une utilisation d'escadrons de la mort par les militaires pour la répression d'opposants politiques dans les années 1970, des militaires et des politiciens commencèrent dans les années 1980 à promouvoir la formation de groupes d'autodéfense, afin de défendre la sécurité des propriétés foncières et des entreprises, victimes d'extorsions et de kidnappings par les guérillas (Mazzei, 2003). Les trafiquants de drogues commencèrent à financer ces organisations (Duncan, 2006). Suite à une légalisation de ces groupes par l'État en 1994, qui donna ensuite lieu à leur prolifération, Carlos Castaño forma les Autodéfenses unies de Colombie : une fédération de 32 groupes paramilitaires qui, en perpétrant des massacres, instaura des régimes de terreur dans les régions (Valencia, 2007). Entre les années 1980 et les années 2000, ces groupes furent responsables de 80% des violations aux droits humains dans le pays (Daviaud, 2012), dont des milliers de massacres et d'exécutions extrajudiciaires, plus de 25 000 disparitions forcées, 4 700 000 déplacements forcés et plus de 1700 agressions sexuelles (Centro Nacional de Memoria Historica, 2013).

Notre thèse explore les récits d'anciens paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) à propos de leur expérience du travail de la violence. Elle s'inscrit dans

la littérature sur les agresseurs des violences étatiques et para-étatiques et se centre sur la morale et l'identité des travailleurs de la violence. Le projet est né d'un intérêt pour étudier l'expérience de la violence des paramilitaires en Colombie et leurs représentations ou cadres de sens sur l'élimination de populations civiles afin d'essayer de comprendre, selon leur propre perspective, les conduites de violence atroces contre les corps des victimes qui ont été perpétrées par ces groupes (Voir Browning, 1992; Waller, 2007; Sémelin, 2007). Très peu d'études qualitatives sur les expériences et les représentations des paramilitaires en Colombie ont été publiées, car le fait de considérer les discours des paramilitaires comme des sources valides pour la compréhension de leurs conduites est considéré comme une justification des atrocités qu'ils ont commises (Civico, 2016). C'est à partir d'une analyse de récits d'anciens combattants des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), interviewés à Bogota, qui avaient représenté la violence comme s'agissant d'un ordre à suivre dans le cadre d'un travail bureaucratique, que nous sommes venues à nous intéresser au sujet des travailleurs de la violence. C'est également à partir de la lecture des travaux sur la bureaucratisation du travail de la violence en Allemagne nazie et notamment des réflexions d'Hannah Arendt (1963; 2003) sur la banalité du mal, que vient notre intérêt pour le sujet de la bureaucratisation du travail de la violence paramilitaire en Colombie. Dans notre mémoire de maîtrise (Manrique Rueda, 2010) nous avons montré que les paramilitaires utilisaient un langage militaire qui banalisait la violence à partir de mots et d'expressions qui transformaient les espaces en des territoires à contrôler, les populations en des civils ou en des ennemis. La violence était transformée en une action positive qui permettait de garantir la sécurité et de combattre l'ennemi. Ce changement du sens de l'acte violent par le langage permet une transformation de la violence en une tâche quotidienne dans le cadre d'un travail bureaucratique, où l'acte violent devient un ordre à suivre. Cela permet aux paramilitaires de se déresponsabiliser, en assignant la responsabilité aux commandants en haut de la hiérarchie bureaucratique (Manrique Rueda, 2010; Manrique Rueda, 2012).

Le sujet de la morale des travailleurs de la violence a été débattu par les recherches sur les agresseurs de l'Allemagne nazie (Hilberg, 1961; Arendt, 1963; Arendt, 2003; Bauman,

1989; Cohen, 2001). La thèse de la banalité du mal d'Hannah Arendt pose que la perte de la morale des fonctionnaires, conséquence de l'insertion de la violence dans les tâches bureaucratiques autant que du renversement de la morale dans la société allemande, est l'élément le plus important pour expliquer leur conduite (Arendt, 1963; Arendt, 2003). Cependant, d'autres auteurs se sont opposés à cette explication, argumentant que c'est précisément la préservation de la capacité morale des fonctionnaires qui rend possible le meurtre de masse (Welzer, 2005). La question de la morale des travailleurs de la violence bureaucratique a aussi été abordée par les travaux sur les violences d'État en Amérique Latine qui, dans la même ligne que les recherches sur les agresseurs nazis, ont montré que la disparition, la torture et l'élimination d'opposants politiques étaient faites de manière secrète afin d'effacer les preuves face à des éventuels procès pénaux. Cela impliquait, en même temps, l'élaboration de stratégies de déni de leur responsabilité par les agresseurs, ainsi qu'une rationalisation de l'acte violent par ceux-ci, qui, passant par une exclusion des émotions de la tâche, leur permettait de créer une distance par rapport à leurs actes, en tant qu'individus, et continuer à se percevoir eux-mêmes comme des êtres humains moraux (Robben, 2000; Huggins et al., 2002). Des recherches en anthropologie de la violence ont, quant à elles, mis en question la considération des contextes de violence de masse comme s'agissant d'un renversement de la structure normative et morale de la société et, en s'intéressant aux groupes armés privés, elles ont permis de réfléchir à la question de la morale de la violence dans le cadre des contextes locaux de conflits politiques et liés aux drogues (Sluka, 1988). Ces recherches proposent de considérer les liens moraux qui sont construits entre les groupes armés et les communautés, ainsi que d'analyser les cadres de référence morale dans des contextes où la survie dépend de la participation à la violence (Karandinos et al., 2015; Rodgers, 2015).

Notre thèse vise à contribuer à la connaissance de la morale et de l'identité des paramilitaires en Colombie, à partir d'une étude des récits d'anciens paramilitaires, qui permet de comprendre le sens qu'ils donnent à leur conduite. Nous nous inscrivons dans une perspective compréhensive, considérant que l'interprétation des êtres humains de

leur conduite, dans leur contexte social et culturel est importante pour comprendre leurs actions. Cette perspective s'inspire de la sociologie de Max Weber, ainsi que de la phénoménologie d'Edmund Husserl qui, en rupture avec le positivisme, défendaient l'idée selon laquelle l'analyse des actions humaines est indissociable de celle de la construction de significations. C'est pour cette raison que Weber proposait de faire une distinction entre le comportement (instinctif, biologique) et l'action, qui est guidée par les significations et les valeurs (Houles, 1997). W. I. Thomas, sociologue de l'École de Chicago des années 1920, autre auteur important du paradigme compréhensif a été influencé par les travaux en histoire orale du sociologue et journaliste anglais Henry Mayhew (Mayhew, 1861), qui s'intéressait aux conditions de vie et de travail des pauvres à Londres, et, selon qui, l'histoire des gens devait être construite à partir de leurs mots et de leurs interprétations, en faisant une description littérale de leurs conditions de vie et de travail, ainsi que de leurs souffrances (Bennett, 1981). Mayhew souleva aussi la pertinence d'explorer les souvenirs des personnes, afin de mieux les comprendre. Thomas intégra dans ses recherches sur les immigrants polonais à Chicago les récits à la première personne, appelés histoires de vie et défendait l'idée selon laquelle l'élément le plus important pour expliquer le comportement est l'interprétation que l'individu fait de la situation dans laquelle il se trouve. Thomas a proposé d'autres idées importantes. Selon lui, l'analyse de l'ensemble de l'histoire de la vie d'un individu permet d'étudier l'influence de la société et de ses valeurs sur ses conduites, ainsi que les changements sociaux, les processus, les points tournants, en plus de l'influence des institutions dans la définition de situations. Aussi, selon Thomas, une quelconque institution devrait être étudiée selon les points de vue des différents membres qui en font partie. D'après lui, la cause d'un comportement se trouve dans l'interaction entre un individu et son interprétation, en considérant que l'individu (et sa personnalité) construisent, mais tout en étant dans le même temps construit par cette dernière. Selon Thomas, les histoires de vie ont aussi une fonction morale : celle de permettre de se mettre à la place des autres. Une autre idée importante défendue par Thomas est qu'il n'existe pas de différence entre les criminels et les non criminels. Finalement, il propose que l'étude d'un aspect

spécifique de la vie d'un individu ne devrait pas être faite de manière isolée à tous les autres aspects de sa vie (Bennett, 1981).

Nous exposons ces idées de Thomas, car les recherches sur les groupes paramilitaires en Colombie ont tendance à adopter une approche dite « stratégique » à l'étude de ces organisations. Elle propose que lorsque les groupes armés colombiens (guérillas et paramilitaires) ont commencé à se financer avec le trafic de drogues, les considérations concernant les aspects militaires et économiques ont pris tellement d'ampleur, que cela donna lieu à une perte de l'idéologie des acteurs armés¹ (Pécaut, 1997; Lair, 1999; Garzon, 2005; Duncan, 2006). Cette idée de la perte de l'idéologie a été très peu contestée, sans que pour autant une analyse sérieuse des représentations des paramilitaires sur leurs propres actions n'ait été faite. Selon la perspective stratégique, les groupes paramilitaires en Colombie se sont créés pour confronter les guérillas, qui exerçaient des extorsions et des kidnappings de propriétaires fonciers. Les trafiquants de drogues, ayant acheté des terres dans les régions d'action des guérillas, avaient commencé à financer des groupes paramilitaires et auraient fini par prendre le contrôle des organisations, ce qui leur a permis de défendre leurs intérêts illégaux (Duncan, 2006; Garzon, 2005). L'histoire des groupes paramilitaires est alors interprétée comme celle des alliances, des ruptures et des confrontations entre trafiquants de drogues (Garzon, 2005). À partir de la formation des Autodéfenses unies de Colombie en 1997, l'expansion des paramilitaires sur le territoire national est perçue comme une prise de contrôle de l'État local par les trafiquants (Duncan, 2006). Claudia Lopez (Lopez, 2010) affirme que « ce qui s'est propagé dans les années 1990 et qui s'est démobilisé depuis 2003, sous le cadre légal de Justice et paix, fut la fédération de cartels de trafic de drogues la plus puissante de l'histoire de la Colombie : les Autodéfenses unies de Colombie AUC » (Lopez, 2010, traduction libre, p. 48).

¹ Selon Pécaut, l'importance gagnée par les considérations stratégiques et économiques donna lieu à une banalisation de la violence, ainsi qu'à une absence de représentations des acteurs en armes sur leurs propres actions.

La réduction des paramilitaires à des simples trafiquants de drogues est à l'origine de plusieurs présupposés. D'un côté, elle se base sur l'idée selon laquelle les paramilitaires colombiens sont autonomes et indépendants de l'État (Rangel, 2005; Duncan, 2006). Cela revient, à nier la nature même des paramilitaires fondée sur leur lien de collaboration avec l'État, ainsi que la relation symbiotique des paramilitaires avec les militaires. Les paramilitaires furent une création de la doctrine de sécurité nationale des militaires dans le contexte de la guerre froide des années 1960. Tel que soulevé par plusieurs commandants des AUC, comme Ramon Isaza et Salvatore Mancuso, plusieurs des premiers groupes qui se formèrent dans les années 1980 avaient été le résultat d'initiatives promues par des militaires. Pendant les années 1980, les trafiquants de drogues étaient les alliés des militaires dans la lutte anti-subversive, ce qui créa une permissivité de la part des autorités quant à la formation de groupes privés (Reyes, 2008). Un argument souvent avancé et peu crédible des défenseurs de l'approche stratégique pour démontrer que la violence des paramilitaires des années 1960 envers des militants de la gauche avait été perpétrée à cause de raisons stratégiques et non pas politiques, est que le baron de la drogue, Gonzalo Rodriguez Gacha, alias le Mexicain, aurait exterminé des centaines de militants du parti Union patriotique, notamment à la région du Magdalena Medio, à cause d'un problème avec la guérilla Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), lié à une cargaison de cocaïne (Duncan, 2006). On peut facilement se demander quel serait l'intérêt d'un trafiquant de drogues à exterminer un parti politique juste pour une vengeance envers les FARC. Mais, précisément, l'avantage tiré par l'État de son lien avec les paramilitaires est le suivant : en présentant la violence de masse comme une affaire de trafiquants de drogues, il est en mesure de nier sa propre responsabilité vis à vis les violences (Grajales, 2016). Un autre présupposé de l'approche stratégique est que, dans la mesure où, les paramilitaires sont présentés comme étant nécessairement des trafiquants de drogues, cela voudrait dire qu'ils sont uniquement motivés par leurs intérêts économiques et que leurs actions sont expliquées comme la conséquence de choix stratégiques. L'idée de stratégie présuppose l'existence d'une intentionnalité. La « *codicia* » ou cupidité des trafiquants de drogues est souvent avancée comme facteur explicatif, ce qui va de la main d'une condamnation de

l'immoralité de la culture mafieuse, contaminant les bonnes mœurs sociales et de l'État (Duncan, 2006; Lopez, 2010; Centro Nacional de Memoria Historica, 2013).

En adoptant une perspective « d'en bas » (Browning, 1992; Buton and Gayer, 2012) à l'étude des paramilitaires et en nous inspirant des travaux d'Everett Hughes sur le sale boulot (Hughes, 1958; Hughes, 1962), nous proposons, dans la lignée d'un courant académique naissant (Mariot, 2003; Tanner, 2012; Gayer, 2010; Buton and Gayer, 2012; Debos, 2011; Hoffman, 2011a), d'appréhender la violence paramilitaire comme un sale boulot de contrôle social. Hughes (1958) proposa la notion de sale boulot pour désigner les activités tabou, immorales ou physiquement déplaisantes, déléguées par les occupations à des travailleurs ayant un statut précaire, dont la dignité humaine est atteinte par leur travail. Selon Hughes, les travailleurs du sale se construisent des représentations afin de donner une dignité à leur travail. Cette notion permet de penser la délégation des violences de masse par l'État colombien à des acteurs qui se situent dans une zone grise entre le secteur public et le secteur privé, et où la ligne qui sépare la légalité et l'illégalité disparaît, tel que montré par des études dans le champ de la sécurité privée (Boon, 1993). Dans le même temps, la notion de sale boulot permet de penser à la délégation de la violence à des jeunes hommes des classes populaires qui travaillent dans ces organisations, dans des contextes de conflits politiques et pour les drogues, où la participation à la violence est devenue « littéralement un travail » (Hoffman, 2011). Dans ces contextes caractérisés par le chômage chronique et la flexibilité de l'emploi, les armes offrent des opportunités de carrière aux populations et notamment aux hommes (jeunes et adultes) (Pécaut, 1997; Mazzei, 2003; Debos, 2011; Gayer, 2013). Nous proposons alors de penser à la réalité d'un groupe paramilitaire comme celle de l'ensemble des expériences et des représentations des membres dans un sale boulot. Notre thèse propose que les paramilitaires, comme travailleurs dans le champ du contrôle social, ont une identité contradictoire en raison de leur position dans cette zone grise, entre la légalité et l'illégalité. Leur identité se construit autour de l'usage légitime de la force. Les corps des paramilitaires sont entraînés, disciplinés et endoctrinés pour la défense de la patrie, de la sécurité et de l'économie, mais à la différence des militaires, le sale boulot

des violences de masse est délégué aux paramilitaires. À la différence des agents de contrôle social de l'État, qui exercent eux aussi un sale boulot, les paramilitaires ne peuvent pas revendiquer l'usage légitime de la force pour donner une dignité à leur travail. Les paramilitaires reconnaissent l'illégalité de leur groupe et des actions de celui-ci, en même temps qu'ils représentent leur mission comme étant morale et nécessaire pour garantir la sécurité de l'État et des populations civiles. En même temps, la morale des paramilitaires devrait être analysée dans le cadre des contextes locaux où la survie peut dépendre de la participation à la violence et en analysant les expériences de la guerre partagées entre les paramilitaires.

Notre thèse se présente sous la forme d'articles. Le premier article (chapitre 4), publié dans le *British Journal of Criminology*, explore les représentations de 18 ex-combattants de différents groupes des Autodéfenses unies de Colombie sur la violence perpétrée par leur groupe envers des « outsiders ». Cet article invite à considérer la participation par des combattants à la violence paramilitaire comme un sale boulot. En analysant les trajectoires et les expériences de nos interviewés dans leurs groupes, nous montrons que la participation à des groupes paramilitaires est considérée comme une des seules options de travail dans des contextes économiques très précaires. La participation à ces groupes est un type d'emploi caractéristique du capitalisme flexible, dans la mesure où il s'agit d'un emploi temporaire, irrégulier et sans aucune considération de leurs droits. Leur dignité humaine est atteinte par le travail, étant fortement contrôlés et abusés par leurs groupes. Nous avons alors repris la notion de sale boulot de Hughes (Hughes, 1958; Hughes, 1962), afin de montrer que nos interviewés créent des représentations afin de donner de la dignité à leur sale boulot. L'identité de leur mission est basée sur l'idée selon laquelle leur travail était nécessaire afin de défendre la sécurité des populations civiles. Nous soutenons que cette représentation ne devrait pas être considérée uniquement comme une forme de déni ou de justification des actions de leurs groupes, mais plutôt qu'elle invite à considérer l'influence des valeurs conservatrices sur la culture des groupes paramilitaires. À partir d'une analyse historique du contrôle social paramilitaire en Colombie, nous soulevons que la prolifération de groupes paramilitaires

dans les années 1990 devrait être comprise dans le cadre du processus de transnationalisation de l'économie, qui donna lieu à un phénomène de privatisation de la sécurité, où le crime organisé fut instrumentalisé par l'État pour l'élimination de populations civiles. La transnationalisation de l'économie colombienne a été accompagnée d'une réaction très violente envers les processus de libéralisation sociale et contre l'insécurité résultante des changements sociaux et de l'apogée du trafic de drogues. C'est ainsi que les groupes paramilitaires se sont présentés comme des défenseurs des valeurs néo-conservatrices de la sécurité, de la loi, de la famille, du travail et de la propriété privée, centrales dans leur mission et leur identité.

Les deux autres articles de la thèse portent sur le cas du groupe paramilitaire Héros de Montes de Maria. Nous avons réalisé notre terrain de doctorat dans la région de Montes de Maria, une région paysanne, située entre les départements de Sucre et de Bolivar sur la côte Atlantique au nord de la Colombie. Elle fut le lieu de luttes paysannes pour le droit d'accès à la terre pendant le XXème siècle, puis, dans les années 1970, le gouvernement commença un processus de réforme agraire, conduisant à une privatisation de la violence par les militaires, les propriétaires de bétail et les politiciens. Ces acteurs utilisèrent des bandes de voleurs et des groupes de sécurité privée des trafiquants de drogues pour la répression des leaders paysans (Verdad Abierta, 2010). Suite à une incursion violente des FARC dans la région en 1995, qui se caractérisa par un contrôle forcé des populations, ainsi que par la commission d'attentats à la bombe envers la force publique et les infrastructures (Verdad abierta, 2014), les Héros de Montes de Maria se formèrent en 1997 à partir d'une alliance entre les commandants des AUC, Salvatore Mancuso et Rodrigo Doble Cero, et les politiciens, les propriétaires fonciers et les commerçants les plus influents de la région (Verdad Abierta, 2010). Le groupe était financé par les propriétaires fonciers et par des trafiquants de drogues de partout dans le pays, qui payaient l'organisation pour laisser passer la cocaïne par le Golfe de Morrosquillo. Il était commandé par Rodrigo Mercado Peluffo, alias Cadena, un ancien membre d'une bande armée utilisée pour la répression des paysans. Le groupe commisit plusieurs massacres dans les villages de la région entre 1999 et 2002. Ces massacres

visaient à punir une collaboration présumée de la population avec la guérilla. En utilisant des machettes, des couteaux, des pistolets, des pierres et des cordes, les paramilitaires torturaient, tuaient et mettaient à mort les victimes, en plus d'empaler et de violer des femmes (Centro Nacional de Memoria Historica, 2009). À cela s'ajouta la mise en place d'un contrôle social forcé sur les populations de la municipalité de San Onofre par les commandants Cadena et El Oso, notamment dans les villages de Rincon del Mar, lieu de sortie de la cocaïne, et de Libertad, où les paramilitaires perpétrèrent des violences envers les Noirs, les femmes, les homosexuels, les leaders sociaux, les petits délinquants, les consommateurs de drogues et les malades de VIH. Ils mirent en place un espace de travaux forcés et d'exécutions à la ferme *El Palmar*, où les corps des victimes étaient torturés, tués et dépecés, avant d'être enterrés dans des fosses communes (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). Le groupe laissa les armes en 2005, dans le cadre du processus de paix et de démobilisation entre le gouvernement colombien et les AUC, qui eut lieu entre 2003 et 2006.

Nous avons collecté les histoires de vie de 12 anciens paramilitaires du groupe Héros de Montes de Maria, en nous centrant sur l'histoire de leur carrière et sur leur vécu dans le groupe. Le deuxième article de la thèse (chapitre 5), en processus de révision par la revue *Theoretical criminology*, explore les récits de nos interviewés à propos de leurs expériences du travail de la violence. Basé sur des entrevues visant à obtenir une description de leur expérience du travail et de la violence, l'article s'intéresse à l'expérience corporelle immédiate des interviewés dans l'espace socio-temporel du groupe (voir Schütz and Luckman, 1973) et s'inscrit dans une analyse des représentations morales des paramilitaires. Cet article étudie l'économie de la morale dans le groupe à partir d'une analyse de la division du travail et des expériences et représentations morales de trois acteurs : les combattants, les exécuteurs et les radio-opérateurs. Au lieu de considérer, comme la perspective de la banalité du mal, les contextes de violence comme un renversement de la structure normative de la société, l'article propose que les paramilitaires construisent des liens moraux avec les communautés, en pensant défendre leur sécurité, en plus de restaurer un ordre social

moral au moyen de la violence. À la différence des agresseurs de l'État, qui exécutent une tâche secrète et rationnelle, les massacres paramilitaires sont des spectacles publics de punition des corps des victimes, vécus par les exécuteurs comme des expériences physiques de plaisir où ils incarnent le pouvoir. Le contrôle social paramilitaire à Montes de Maria visait la construction d'un ordre social moral fondé sur la religion, le travail et le respect de la loi, via le « nettoyage » ou l'élimination d'individus considérés immoraux, tels que les « mauvaises » femmes, les voleurs, les fumeurs de marijuana, les sans abris et les malades de VIH. L'analyse des récits de nos interviewés montre l'importance des représentations morales pour la compréhension des conduites des paramilitaires. En tant que travailleurs du sale, les paramilitaires construisent des représentations afin de donner une signification morale à leurs actions. Ces représentations aident à diviser le travail, diluant la responsabilité entre les membres du groupe, automatisant chacune des fonctions. Aussi, en réfléchissant à la question de la morale à partir du vécu des paramilitaires, l'article invite à considérer les impératifs moraux existants dans un contexte social de guerre et de violence, partagé par les agresseurs, où la survie dépend de la participation au sale boulot de la violence.

Le troisième article (chapitre 6) analyse les trajectoires des carrières des 12 interviewés des Héros de Montes de Maria. Dans l'optique d'étudier les trajectoires en prenant en compte les changements sociaux issus du conflit armé (Kalyvas, 2010), ainsi que les conséquences du vécu de la violence pour les anciens combattants, nous proposons une étude qualitative des trajectoires, basée sur les récits de vie de nos interviewés. Cette approche nous permet de connaître différents types de trajectoires, en considérant les changements sociaux survenus dans la région à partir du conflit armé, en plus d'analyser les effets de leur vécu de la violence sur leur identité dans le post-conflit, à partir d'une critique de la perception des anciens combattants, notamment par le discours du DDR, comme étant une menace à la sécurité du post-conflit et au maintien de la paix, ainsi qu'à l'approche actuarielle à l'étude de ces acteurs, nous soutenons qu'il est insuffisant d'évaluer le risque de récidive et de détecter des facteurs qui favorisent la réintégration. Cette réduction des anciens combattants à des individus à risque de récidiver ne prend

en compte ni la réalité des ex-combattants dans leur contexte socio-économique, ni leurs représentations de la réalité. L'étude de leurs récits montre l'existence d'un changement intergénérationnel des métiers à cause des processus d'urbanisation et du conflit armé, un passage d'activités dans le secteur primaire à un exercice d'activités économiques informelles dans les villes. Pour la génération d'hommes appartenant aux classes populaires, nés entre la moitié des années 1970 et la moitié des années 1980 dans cette région, le service militaire est un point tournant de leurs trajectoires de vie. Plusieurs interviewés interprètent le passage par l'armée comme une période importante de la construction de leur masculinité. Le pouvoir de l'État dans cette région fut non seulement délégué à, mais aussi, incarné par des jeunes hommes qui faisaient le service militaire. Transformés en soldats, étant disciplinés, entraînés physiquement et idéologiquement pour défendre leur nation, ils avaient pour tâches le combat des guérillas, ainsi que le maintien de la sécurité des entreprises et des populations civiles. Leurs récits montrent la précarité de leurs conditions de vie et d'emploi, ainsi que le manque d'opportunités pour étudier et de travailler dans les villes, qui les ont conduit à poursuivre des carrières en armes, afin d'aider au soutien de leurs familles. L'article illustre aussi les conséquences du conflit armé pour des paysans qui, déplacés par la violence, finirent par intégrer le groupe afin d'échapper à la précarité de l'emploi. Nous soulevons la manière dont des expériences de violence dans le conflit armé créent une conscience d'eux-mêmes, à partir du fait d'avoir vécu ces expériences traumatiques. Tel que soulevé par Tanner (2010), nous montrons la pertinence de considérer plusieurs registres de l'identité et nous invitons à analyser la question de l'identité des ex-combattants dans le contexte du programme de réintégration colombien, qui travaille sur la reconstruction de l'identité de ces acteurs, en les invitant à oublier leur vécu au conflit armé. Nous mettons en doute la possibilité d'oublier des expériences marquantes, qui font partie de ce qu'ils sont, en plus de montrer que les communautés locales les stigmatisent à cause du sale boulot qu'ils ont exercé. Finalement, nous analysons leurs trajectoires après avoir laissé le groupe, montrant l'abandon des activités paysannes après leur démobilisation. Cela nous invite à entamer une discussion sur la capacité du programme de réintégration économique pour anciens combattants du gouvernement

colombien à atteindre ses objectifs dans un tel contexte, montrant que le problème de la réintégration d'ex-combattants devrait être pensé dans le contexte plus large des transformations économiques survenues dans la région à cause des processus de transnationalisation de l'économie.

Chapitre 1 :
Le public et le privé : contrôle social, sale boulot et
groupes paramilitaires en Colombie

1. Contrôle social et groupes paramilitaires

Afin de comprendre la spécificité des organisations paramilitaires, il est nécessaire de travailler sur un ensemble de notions. Il est important de saisir la particularité de ces organisations, car il s'agit du cadre d'action de leurs membres. En ce sens, cela aide à comprendre leurs conduites. Cette spécificité est donnée par le rapport de ces groupes avec l'État. En premier lieu, comprendre le concept de contrôle social est crucial, car permet de considérer que les paramilitaires, en tant qu'acteurs du contrôle social, sont des organisations qui aident à la préservation de la structure normative de la société, induisant les individus et les groupes à se conformer aux normes sociales.

Le concept de contrôle social est apparu au début du XX^{ème} siècle. Les travaux d'Edward A Ross (1970) sont notamment importants pour désigner l'ensemble des institutions qui préservent la structure normative de la société et qui créent les mécanismes par lesquels celle-ci exerce sa domination sur les individus et assure leur conformité à ses valeurs et à ses normes (Coser, 1983). D'après Amitai Etzioni (1975), trois types principaux de mécanismes de contrôle social existent : la coercition, avec la peur de l'usage de la force comme moyen de contrôle ; l'utilitarisme, dont l'outil principal pour induire à la conformité aux normes du groupe est la rémunération; et finalement, dans les institutions normatives, l'attachement aux normes et aux valeurs du groupe est ce qui produit la conformité. Les groupes paramilitaires sont avant tout des organisations coercitives, car ils induisent les populations à ce qu'elles se conforment aux normes sociales, en employant la violence.

La parution de l'ouvrage *Visions of Social Control* de Stanley Cohen (1985) marqua une rupture dans le champ d'études du contrôle social (Carrier, 2006). En qualifiant le concept de « Mickey Mouse », car il désignait l'ensemble des processus qui induisent à la conformité, Cohen (1985) proposa de limiter l'étude du contrôle social aux institutions formelles de l'État chargées du contrôle du crime. Il définit ce concept comme « les formes organisées par lesquelles la société répond aux comportements et aux gens qui

sont perçus comme déviants, problématiques, inquiétants, menaçants, gênants ou indésirables d'une manière ou d'une autre » (Traduction libre, Cohen, 1985, p. 1). À partir de cette définition, le contrôle social commence à être perçu comme une forme de réaction à la déviance et non pas comme les mécanismes qui induisent à la conformité (Carrier, 2006). Néanmoins, un aspect intéressant de cette définition est qu'elle soulève l'influence des perceptions sur la réaction à la déviance. Cela nous invite à prendre en considération la manière dont les paramilitaires perçoivent les catégories de la population qu'ils attaquent, ce qui est intéressant dans la mesure où il s'agit de personnes qui sont dans les marges, sans que pour autant leurs conduites soient criminelles au sens de la loi. Ils ciblent, par exemple, des journalistes, des défenseurs des droits humains et des leaders sociaux, perçus comme étant « menaçants » pour l'ordre socio-politico-économique établi. En même temps, ils attaquent des prostituées et des homosexuels, car il existe une certaine perception sociale condamnant les conduites des êtres humains qui sont définies à partir de ces catégories. Ce qui est important à noter, c'est que ces personnes sont attaquées car elles transgressent les normes de conduite du genre et parce qu'il existe une certaine perception à propos des personnes qui ne se conforment pas à ces normes. La violence paramilitaire, en éliminant les transgresseurs, a pour effet de renforcer les normes sociales qui régulent les conduites, en plus d'induire à s'y conformer.

En Colombie, les sans abris sont désignés populairement comme des « vicieux ». Selon une interprétation catholique, les vices sont des besoins intenses d'une expérience déviante par le corps et sont considérés des pêchés. Qualifier les sans-abris de vicieux sous-entend une morale qui condamne les conduites dites « dégénérées ». En ce sens, un vicieux peut être quelqu'un qui consomme beaucoup de drogues ou de l'alcool, qui a des besoins sexuels intenses (luxure), qui ne prend pas en considération son aspect physique (un barbu, une personne qui ne prend pas sa douche ou qui ne change pas ses vêtements régulièrement), ou encore qui ne travaille pas (ce qui peut être associé à la paresse). Les petits voleurs et les délinquants sexuels peuvent aussi être associés à la figure du vicieux. Cela soulève

une relation entre punition et morale dans le sens où ce qui est puni n'est pas tellement la commission d'une action illégale, mais l'immoralité qui est perçue comme inhérente à l'acteur, ainsi que l'interprétation que l'on fait sur lui. Foucault (1975) montra que lorsqu'on punit des crimes on juge des actions définies par le code, mais en même temps :

Des passions, des instincts, des anomalies, des infirmités, des inadaptations, des effets de milieu ou d'hérédité ; on punit des agressions, mais à travers elles des agressivités ; des viols mais en même temps des perversions ; des meurtres qui sont en même temps des pulsions et des désirs (...) Jugées par le biais des « circonstances atténuantes » qui font entrer dans le verdict non pas seulement des éléments « circonstanciels » de l'acte, mais toute autre chose, qui n'est pas juridiquement codifiable : la connaissance du criminel, l'appréciation qu'on porte sur lui, ce qu'on peut savoir sur le rapport entre lui, son passé et son crime, ce qu'on peut attendre de lui à l'avenir (Foucault, 1975, p. 25).

Une autre limite de l'approche au contrôle social de Cohen (1985) a été de restreindre l'usage de la notion aux réponses (préventives et réactives) planifiées et programmées à la déviance par l'État dans les sociétés capitalistes libérales. Il s'intéressa notamment à l'avènement de l'État nation au XVIIIème siècle. Néanmoins, comprendre la spécificité du contrôle social de l'État est important pour saisir la nature des paramilitaires, car c'est par rapport à l'État que ces organisations doivent être appréhendées. Selon Cohen, l'émergence de l'État national a entraîné la création d'un appareil bureaucratique rationnel et centralisé, afin de contrôler et de punir le crime, en plus d'une augmentation de la catégorisation et de la définition de groupes déviants, qui commencèrent à être exclus de la vie sociale et ségrégués dans des asiles. La prison devint l'instrument principal de punition² et de transformation des conduites déviantes. Il se présenta une diminution des punitions physiques, qui furent remplacées par une répression des consciences. De la même manière, Foucault (1975) explique l'existence d'une mise en place d'une redistribution de l'économie du châtiment à la fin du XVIIIème siècle, qui se caractérisa, notamment, par la disparition des supplices, du corps « dépecé, amputé,

² La punition désigne une imposition autoritaire et délibérée d'une souffrance ou d'une privation en réponse à la transgression d'une norme, et qui a comme utilité de réaffirmer symboliquement la conscience collective qui a été violée Grabosky P. (1984)

symboliquement, marqué au visage ou à l'épaule, exposé vif ou mort, donné en spectacle » (1975, p. 14). Au XIX^{ème} siècle, le spectacle punitif disparut en France. La punition devint un aspect caché du processus pénal, ce qui conduisit à une diminution des peines physiques, exercées sur le corps et qui ont été substituées par « une économie des droits suspendus », notamment du droit à la liberté. La répression des corps fut remplacée par celle des âmes par des experts qui visent à transformer des conduites et qui s'appuient sur des savoirs scientifiques sur les criminels (Foucault, 1975).

Cependant, ces recherches, centrées sur l'État national dans les sociétés démocratiques libérales, donnent l'impression que les supplices ont disparu du spectre pénal, en les montrant comme s'ils faisaient partie d'un passé médiéval. Par contre, les études sur les violences d'État montrent qu'en réalité les punitions bureaucratiques étatiques coexistent avec les supplices exercés sur le corps, qui sont délégués à des groupes para-étatiques. Sluka (2000) soutient que la montée de la répression politique par les États en Amérique Latine, en Afrique et en Asie dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, se donna parallèlement à une prolifération de groupes paramilitaires. On constate l'existence de cas de violences bureaucratiques, notamment ceux de l'Argentine (Robben, 2004) et du Brésil (Huggins et al., 2002), où la violence était perpétrée par les agents de l'État de manière secrète et selon des techniques rationnelles, alors que dans d'autres cas, où celle-ci fut déléguée par l'État à des groupes paramilitaires, il s'agissait d'avantage d'une mise en place de massacres, qui sont des spectacles publics où les corps sont suppliciés, amputés, dépecés et exposés, tel que soulevé par Sémelin (Sémelin, 2007). Il est à noter, notamment dans le cas colombien, que les paramilitaires participaient non seulement à la punition et à l'élimination de ce qu'on pourrait désigner comme les « déviants politiques », mais, également, de toute sorte de déviances, qui ne s'encadraient pas dans un ordre moral conservateur.

2. Le public et le privé : l'État et les paramilitaires

En plus de comprendre le concept de contrôle social, il est important de saisir la distinction entre le public et le privé, car les paramilitaires sont situés dans une zone intermédiaire entre les deux. Selon Hannah Arendt (2002), la modernité entraîne une disparition de la frontière entre les sphères publique et privée, en tant que domaines complètement séparés et autonomes. Il existe une publicisation des affaires privées et une privatisation des problèmes publics. La sphère privée est le domaine de la famille, de l'intimité et de la propriété privée, alors que la sphère publique est celle de l'organisation politique, de la publicité, de la parole, de l'action et des biens communs. En plus de la différenciation entre les sphères publique et privée, Mulone (2008) fait une distinction entre le secteur privé, en tant que champ du marché privé, et le secteur public, du domaine de l'État. Les paramilitaires sont des acteurs privés, issus de la société civile, qui jouent des fonctions publiques de maintien de l'ordre et de la sécurité. Il est important alors de cerner le rapport de l'État avec les groupes privés.

L'État moderne présuppose l'idée d'une centralisation de la violence et de la justice (Weber, 1968), qui résulterait d'un processus graduel de soumission des groupes privés par l'État (Tilly, 2000). En étudiant la construction des États européens, Tilly (2000) soulève que, contrairement à l'idée selon laquelle le monopole de la violence par l'État fut le résultat d'un contrat social, où les citoyens lui conférèrent une souveraineté afin qu'il défende leur sécurité (Hobbes, 2004), celui-ci fut la conséquence de la logique d'expansion du pouvoir de ceux-ci. Au XVIème Siècle, les États instrumentalisaient des groupes privés (bandes armées de seigneurs, bandits, mercenaires, pirates) pour faire la guerre. Les États faisaient la guerre pour créer des menaces, afin de pouvoir demander des tributs en échange de protection, augmentant de cette façon leur pouvoir et leur contrôle territorial. Les initiatives de centralisation de la force commencèrent au XVIIème Siècle, car il était plus avantageux de détenir une seule armée professionnelle, mais ce processus par étapes ne se consolida que jusqu'au XIXème siècle et n'a jamais abouti complètement. C'est en ce sens que Tilly (2000) relativisa l'idée de l'existence d'un monopole de la force et de la justice et de leur centralisation. Il définit les États-

nations comme « des organisations différenciées, relativement centralisées, dont les fonctionnaires revendiquent avec plus ou moins de succès le contrôle des principaux moyens de contrainte sur une population dans un territoire vaste et continu » (2000, p. 98). Néanmoins, comme nous le montrerons dans le chapitre 4, l'expérience de la construction des États en Europe est loin d'être la norme. Plusieurs pays n'ont jamais arrivé à centraliser la violence. L'explosion de conflits armés qui s'est donnée depuis la fin du XXème Siècle, est caractérisée par une prolifération de groupes armés de nature criminelle, qui privatisent les fonctions publiques de l'État (Ahram, 2011; Kaldor, 2001).

Deux thèses principales découlent de ce phénomène de privatisation de la violence. La première, issue des travaux de Tilly (2000), soutient qu'il serait dû à une incapacité de l'État à monopoliser la violence. La privatisation fait partie du processus de construction de l'État. Il s'agit d'une situation similaire à celle de l'Europe occidentale avant la création de la police et des forces militaires professionnelles. Il s'agit d'une sorte de guerre médiévale entre seigneurs féodaux (Kalyvas, 2006; Singer, 2001). La deuxième thèse, de Mary Kaldor (2001), affirme que la prolifération de groupes privés serait propre aux « nouvelles guerres » de la globalisation, qui présentent une disparition des frontières entre la guerre (i. e. la confrontation entre forces armées, notamment étatiques), le crime organisé (i. e. les activités illégales visant le profit) et les violences de masse (i. e. les violences à grande échelle envers les populations civiles). Cela conduit à une différenciation de moins en moins nette entre la violence politique et la violence économique, entre le public et le privé et entre l'État et le marché. Selon Kaldor, à la différence des guerres conventionnelles, les acteurs sont motivés d'avantage par des raisons identitaires et économiques, que par l'idéologie. Également, les confrontations militaires entre soldats tendent à être remplacées par une violence envers la population civile, visant le contrôle de celle-ci, des territoires et des ressources au moyen de la terreur. En plus, il existerait une nouvelle économie de guerre globalisée caractérisée, d'une part, par l'existence de situations de chômage chronique dans les communautés locales, et de l'autre, par une économie illégale

issue d'activités, parfois transnationales, telles que le pillage, les prises d'otage, le trafic illégal d'armes, de drogues, de pierres précieuses, de pétrole et d'êtres humains. Le caractère économique des guerres crée un cercle vicieux de violence, car le contrôle des ressources dépend de leur utilisation, faisant prévaloir les intérêts privés.

Une perspective qui met en question l'idée de l'existence d'une incapacité de l'État à monopoliser la violence, soutient que l'État contribue lui-même à la privatisation, car son utilisation de groupes privés lui permet de déléguer le sale boulot de la violation des droits humains, dans un contexte où la pression de la communauté internationale pour leur respect est grandissante (Campbell and Brenner, 2000). Cela l'aide à se dé-responsabiliser et à nier sa participation aux violences envers leurs opposants politiques. La privatisation est favorable aux intérêts des élites politiques dans le maintien du *status quo*, car elles éliminent les acteurs politiques émergents, qui revendiquent des changements au niveau politique et économique (Mazzei, 2003). Cette approche est intéressante, car elle montre que la violence paramilitaire est en fait une réaction aux processus de mobilisation sociale qui se donnèrent dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Naylor (1993) montre que les groupes paramilitaires agissent à la fois de manière parallèle et en renforçant l'État, étant promus ou tolérés par les autorités. Leur caractère illégal permet à l'État d'exécuter des opérations illégales qu'il ne peut pas réaliser par lui-même. Naylor montre que dans le cas colombien, les ressources du marché illégal, notamment du trafic de drogues, sont utilisées pour le maintien du *status quo*.

3. L'État et les trafiquants de drogues en Colombie : la privatisation de la sécurité par l'État

L'idée de l'État faible et de son incapacité à monopoliser la violence est souvent avancée pour justifier l'émergence des groupes paramilitaires en Colombie (voir Duncan, 2006; Lopez, 2007). Cette idée est à la base des approches stratégiques, qui interprètent le phénomène paramilitaire comme s'il s'agissait d'une

appropriation de l'État local par les trafiquants de drogues à des fins criminelles et qui serait une conséquence de la faiblesse des institutions étatiques dans des régions marginales et en dehors du contrôle de l'État central (Duncan, 2006; Lopez, 2007). Le conflit armé en Colombie fut longtemps interprété comme une lutte territoriale entre les guérillas et les groupes paramilitaires pour le contrôle des ressources économiques, et notamment du trafic de drogues, par des chercheurs qui affirmaient l'existence d'une perte de l'idéologie et des identités politiques des acteurs en armes (Pécaut, 1997; Lair, 1999; Garzon, 2005). Selon Pécaut (1997), les luttes territoriales entre les guérillas et les paramilitaires pour contrôler les populations, les territoires et les ressources furent une conséquence de la concentration de ces groupes dans les pôles principaux de l'économie légale et illégale, à partir du positionnement de la Colombie comme le premier producteur de la cocaïne au monde dans les années 1980, en plus de l'ouverture de l'économie du pays vers le marché international au début des années 1990, qui, parallèlement à une privatisation des entreprises publiques et à une diminution des programmes sociaux, encouragea l'exploitation minière (charbon, nickel, or, émeraudes). De la même manière, l'agro-industrie s'est développée et, en particulier, l'industrie de la palme africaine, utilisée pour la production de bio-combustibles, venant à s'ajouter aux productions de bananes, de fleurs et de café. En ce sens, nous considérons que le conflit armé en Colombie devrait être interprété d'avantage comme une « nouvelle guerre », non pas à cause de la prolifération de groupes privés de nature criminelle, qui existait déjà dans les conflits médiévaux, mais parce que le processus de transnationalisation de l'économie colombienne a eu comme conséquence une multiplication de groupes privés.

La promotion de la sécurité privée par l'État peut être interprétée comme une forme de gouvernance néolibérale (Garland, 1996; Bayley and Shearing, 1996; Braithwaite, 2000; Loader, 2000) qui implique une assignation par celui-ci d'une responsabilité partagée en matière de sécurité aux citoyens et au marché, créant un réseau d'acteurs dispersés qui gouvernent la vie quotidienne. Dans les pays en

situation de conflit armé, on observe une intégration des groupes criminels, offrant leurs services aux entreprises multinationales, au marché de la sécurité privée (Dupont et al., 2007). Les objectifs de ces réseaux de sécurité dépassent la simple protection de la sécurité des entreprises minières et agro-industrielles. Dans le cas colombien, des groupes privés ont été utilisés pour la répression des luttes syndicales dans les entreprises agro-industrielles. Également, la « pacification » de régions perçues comme marginales et sous-exploitées (désignées comme des zones de réhabilitation ou de colonisation) était un mécanisme d'appropriation des terres collectives des communautés Noires et Indigènes, qui ont été déplacées par la force, favorisant l'exploitation de ces terres par des entreprises minières, du bois et des hydro-carburants (Grajales, 2013; 2016; Monroy Alvarez, 2014). Depuis les années 1990, la politique de développement agricole encourage l'agro-industrie, les industries minières et d'hydro-carburants, dans un contexte d'ouverture des frontières et dans un idéal de globalisation de l'économie. La formation des Autodéfenses unies de Colombie en 1997, a produit une unification des entreprises de sécurité privée qui existaient déjà, permettant une expansion territoriale des paramilitaires. En plus de libérer le pays de la « menace subversive », les AUC cherchaient à défendre le capital privé dans le contexte de la globalisation (Civico, 2016).

Contrairement à l'idée de l'existence d'une autonomie des paramilitaires par rapport à l'État, des recherches plus récentes interprètent le lien entre l'État et le crime organisé comme une symbiose, un entremêlement ou une exploitation mutuelle (Mazzei, 2003; Tanner and Mulone, 2013; Civico, 2016). En opposition à la perception selon laquelle la multiplication des groupes paramilitaires serait le résultat de la compétition entre trafiquants de drogues pour le contrôle territorial (Garzon, 2005), Grajales (2016) souligne que celle-ci fut une conséquence de la promotion d'entreprises de sécurité privée par l'État, nommées Coopératives de

vigilance et de sécurité privée (CONVIVIR), dans le contexte du néolibéralisme³. Selon Grajales (2016), les CONVIVIR ont été promues par l'État en 1994 pour protéger la sécurité des entreprises agro-industrielles. Leur formation a été l'aboutissement d'un processus qui commença à la fin des années 1980, consistant à utiliser des groupes de sécurité privée des trafiquants de drogues par les autorités militaires et politiques, pour la répression des militants des mouvements politiques et paysans. Lors de la création des CONVIVIR en 1994, ces bandes armées furent intégrées à cette coopérative d'entreprises de sécurité privée, faisant ainsi disparaître la ligne de séparation entre la légalité et l'illégalité. Le réseau du marché de la drogue fut ainsi intégré à celui de la sécurité privée, mettant en lien les autorités politiques, les militaires, les paramilitaires, les trafiquants de drogues et les entreprises, créant une collusion de leurs intérêts (Grajales, 2016).

4. Définir les paramilitaires : le sale boulot

Les paramilitaires n'appartiennent pas à la structure formelle bureaucratique de l'État. En ce sens, ils ne sont pas des acteurs publics. Néanmoins, ils ne sont pas non plus des acteurs complètement privés dans la mesure où ils exercent des fonctions publiques, étant des supplétifs de l'armée, associés à la bureaucratie de l'État (Ron, 2000). Les notions d'escadrons de la mort et de paramilitaires sont souvent confondues dans la littérature. Les escadrons de la mort sont caractérisés par l'existence d'un entrecroisement entre des intérêts publics et privés, par leur nature irrégulière, par le fait de compter avec le support ou la complicité de l'État et par leur commission d'exécutions extra-judiciaires (Campbell, 2000). En plus de commettre des exécutions extra-judiciaires, les paramilitaires de la Colombie ont perpétué des massacres, des disparitions forcées, des déplacements forcés, des viols, des tortures et des démembrements de corps, en plus de mettre en place un contrôle forcé des populations

³ Le néolibéralisme est « une théorie économique du libre marché qui est devenue le raisonnement idéologique principal pour la réforme de l'État et la mondialisation, en défendant le travail flexible, l'individualisme et le libre marché » (Traduction libre, Peck and Tickel, 2002). La néolibéralisation du système capitaliste global commença dans les années 1970, s'agissant d'une nouvelle forme d'intervention de l'État favorisant le libre marché, qui se caractérise par une diminution du protectionnisme des économies nationales, notamment par le biais de la signature d'accords de libre échange, qui contribuent à encourager l'investissement étranger par des entreprises multinationales. Le néolibéralisme encourage la privatisation, ainsi que des modes de vie axés sur la consommation, ce qui dans le champ de la sécurité se traduit par une expansion des entreprises de sécurité privée.

civiles et des territoires (Centro nacional de memoria historica, 2013). James Ron (2000) montre que la différence principale entre les paramilitaires et les escadrons de la mort est qu'en plus de commettre de la violence envers les civils, ils ont des fonctions proprement militaires de combat des guérillas. La particularité principale des paramilitaires est qu'ils imitent le modèle des organisations militaires bureaucratiques, sans pour autant appartenir à l'État (Kruijt and Koonings, 2004).

La notion d'acteurs hybrides de Johnston (1992) est utile pour qualifier les paramilitaires, car ceux-ci sont au centre d'un continuum entre le public et le privé. Tanner (2008) propose celle de « bande armée » pour désigner les petits groupes qui se situent à une interface entre une criminalité politique et une criminalité civile, à partir d'un jeu de profit mutuel entre l'État et les acteurs privés. Quant à eux, les paramilitaires se situent dans une zone grise, ou une zone intermédiaire, entre le privé et le public. L'idée de zone grise fait aussi allusion à une zone d'impunité, où des actions criminelles demeurent impunies par l'État, où la distinction entre la légalité et l'illégalité disparaît, car l'État autorise la commission d'actions illégales à son propre avantage. L'existence d'une zone grise, où la distinction entre le public et le privé tend à disparaître, permet de déléguer les activités interdites au secteur privé, comme c'est notamment le cas des enquêteurs privés, qui font le « sale boulot » des enquêteurs publics (Boon, 1993). Mais aussi, comme il est souligné par Jacobo Grajales (2016), une des caractéristiques des paramilitaires colombiens est qu'ils sont des acteurs illégaux, qui s'insèrent dans les réseaux de l'État et renforcent son autorité. Il s'agit alors d'une politisation des structures de violence du marché illégal de la drogue par l'État, qui permet à celui-ci de gouverner dans la violence. En ce sens, non seulement les paramilitaires sont des acteurs situés dans une zone grise entre le public et le privé, mais aussi entre le secteur illégal et l'État.

Le phénomène paramilitaire n'est pas uniquement une forme de gouvernance dans la violence, comme montré par Grajales (2016), mais c'est aussi une forme de travail dans (le contexte de) la violence et un sale boulot. La prolifération de

groupes privés dans le contexte des conflits armés de l'ère néolibérale fait en sorte que la participation à ces groupes devienne « littéralement un travail » (Hoffmann, 2011), notamment pour les hommes jeunes et adultes qui exercent des activités informelles dans le cadre d'une économie de la débrouillardise (Pécaut, 1997; Munive, 2010; Debos, 2011; Gayer, 2013) et qui dans le cas de l'Afrique occidentale se chargent de la défense de la sécurité des entreprises multinationales. Les recherches de Daniel Hoffmann (2007; 2011a) sur les milices armées au Sierra Léone et au Libéria permettent de montrer que, contrairement à l'idée d'une progression, d'une régularité et d'une stabilité des carrières bureaucratiques (Hughes, 1958; Hughes, 1997; Weber, 1968), les carrières des combattants s'inscrivent dans les logiques du capitalisme flexible, où le travail a une tendance à être dé-bureaucratisé. Parallèlement à une flexibilisation du travail, qui implique une érosion des conditions d'emploi, s'agissant de petits jobs temporaires, à temps partiel, sans avantages sociaux ni syndicats (Sennett, 2000; Hodson, 2001), la rigidité et les routines bureaucratiques tendent à être remplacées par des carrières non-linéaires, où les travailleurs changent constamment d'emploi, ce qui produit une difficulté à construire une identité continue et cohérente (Sennett, 2000). À la différence des carrières bureaucratiques où le travail est soumis à la hiérarchie, au droit et à la raison (Weber, 1968), les carrières miliciennes feraient partie d'une structure en réseau, où le travail est flexible, mobile et déterritorialisé (Hoffman, 2011b).

De plus, comme nous le montrerons dans le chapitre 6, dans le cas de la région de Montes de Maria en Colombie, la participation au groupe paramilitaire Héros de Montes de Maria était une manière d'échapper aux mauvaises conditions de travail dans une économie de la débrouillardise. L'insertion de nos interviewés dans cette économie fut un résultat de l'exode rural dû, entre autres, au conflit armé et aux conséquences de la transnationalisation de l'économie dans les années 1990 sur la paysannerie, qui est restée sans terre et déplacée dans les villes.

Ce chapitre montre également la délégation du sale boulot de la violence du conflit armé aux jeunes hommes qui faisaient le service militaire, qui combattaient les guérillas et défendaient la sécurité des entreprises minières et pétrolières. Une fois sortis de l'armée, étant au chômage, ils avaient intégré le groupe paramilitaire, perçu comme une sorte de deuxième force militaire, défendant les mêmes valeurs nationalistes, mais de manière illégale. Nous aimerions proposer une définition des paramilitaires :

Un paramilitaire est un travailleur d'une organisation militaire irrégulière, située dans une zone grise entre le milieu privé illégal et le secteur public de l'État, qui opère avec le support ou la complicité de l'État, et qui se charge du contrôle social au moyen de l'élimination d'individus ou de groupes criminalisés.

5. L'État, les paramilitaires et l'identité

Très peu d'attention a été portée à l'influence de la morale sur les actions des paramilitaires et sur le façonnement de leur identité. Nous considérons que l'identité des paramilitaires est une identité morale, basée sur la manière dont ils interprètent leur lien avec l'État et les populations civiles. Plusieurs auteurs ont mis de l'avant que les opérations de « nettoyage » des AUC permettaient aux paramilitaires de gagner le support des populations locales (Taussig, 2003b; Civico, 2012; Gutierrez Sanin, 2006). Taussig (2003) souligne que beaucoup de colombiens soutenaient les paramilitaires, car, non seulement, ils pensaient qu'ils protégeaient la population de l'insécurité, mais, aussi, car ils éliminaient des petits criminels et des individus considérés « vicieux ». La *limpieza* ou le « nettoyage » était alors interprétée comme une routine locale de *policing*, due à l'absence de protection de l'État et à la croyance selon laquelle le code criminel n'est pas assez dur avec les délinquants (Taussig, 2003). Il est pertinent de noter qu'au-delà du rôle joué par le nettoyage dans le contrôle de l'insécurité, il s'agissait d'une entreprise morale d'élimination d'individus dits « vicieux », dont les habitants de la rue et les fumeurs de marijuana.

Le problème est que l'identité des agresseurs, incluant celle des paramilitaires, tend à être considérée comme une adoption de l'identité du groupe, qui serait basée sur une déshumanisation de l'ennemi. Plusieurs recherches sur l'Holocauste considèrent que la déshumanisation des victimes par les agresseurs est une condition préalable et nécessaire au passage à l'acte (Hilberg, 1961; Arendt, 1963; Browning, 1992; Bauman, 1989; Waller, 2005; Sémelin, 2007). La déshumanisation désigne une situation sociale où un groupe de la population est sorti de l'orbite d'application des valeurs humaines et des obligations morales, qui se voit souvent accompagnée d'une entrée dans le domaine animal à partir d'un processus de désignation par le langage, ce qui contribue à justifier un soit disant besoin d'extermination, ainsi qu'à inhiber les résistances à toute violence à l'égard du groupe (Sémelin, 2007; Waller, 2005). La thèse de la déshumanisation fut reprise pour expliquer les pratiques violentes des paramilitaires (Uribe, 2004 ; Sémelin, 2007). La commission d'atrocités sur les corps des victimes est interprétée comme étant le résultat d'une déshumanisation de celles-ci par les agresseurs. Selon Sémelin (2007), la pratique du massacre est une opération mentale sur le corps qui exprime la déshumanisation de l'ennemi, qui doit être stigmatisé et infériorisé avant d'être tué. Partant d'un discours qui montre l'ennemi comme étant la cause de tous les malheurs du groupe et comme un danger pour la survie, l'identité du groupe se crée à partir de l'établissement d'une différence avec le groupe ennemi, faisant perdre l'identité individuelle. Il s'agirait de purifier et de nettoyer la société de l'autre, désormais envisagé comme un animal afin de garantir la sécurité du groupe.

De la même manière que Sémelin (2007), en étudiant les massacres perpétrés par des groupes paramilitaires en Colombie dans les années 1990, Maria Victoria Uribe (2004) affirme que les pratiques de démembrement et de manipulation des cadavres pendant les massacres reconfigurent le corps humain, le privant de sa nature humaine. Le massacre serait un rituel sacrificiel dans lequel les victimes seraient déshumanisées à partir de l'utilisation de techniques employées pour tuer

et pour cuisiner des animaux dans les fermes, ce qui jouerait le rôle de domestiquer et de féminiser les victimes. Selon Uribe, la déshumanisation ne résulte pas des dynamiques du massacre en soi, mais d'une transformation de l'ennemi en animal, à travers un processus de désignation par le langage. Le massacre inclut une opération sémantique, qui a une force métaphorique, qui déshumanise les victimes et leurs corps, dans un contexte de représentation binaire de la réalité, qui donne forme aux interactions sociales à partir des catégories ami/ennemi.

Selon Sémelin (2007), le groupe exerce une influence sur l'individu et participe à sa transformation en tueur, notamment au moyen de l'adoption de l'identité polarisée du groupe (amis vs ennemi) par l'individu, qui de fait estompe son individualité. Les entraînements qui ont lieu au début de l'affiliation aux organisations violentes, transforment les individus en des tueurs prêts à défendre les intérêts de leurs groupes.

L'idée selon laquelle la déshumanisation est une condition du passage à l'acte pose plusieurs problèmes. D'un côté, tous les exécuteurs n'adoptent pas forcément l'identité de leur groupe. Aussi, l'adoption de l'identité du groupe (amis vs ennemi, comme expliqué ci-dessus) ne se traduit pas nécessairement par une transformation de l'individu en tueur. Autrement dit, ce n'est pas parce que quelqu'un adopte l'identité de son groupe qu'il va se transformer en tueur et ce n'est pas parce que quelqu'un a tué qu'il a adopté l'identité de son groupe. Un autre problème de l'explication de la déshumanisation est que l'utilisation de techniques de démembrement du corps empruntées à la mise à mort d'animaux est vue comme la preuve de l'existence d'une déshumanisation des victimes par les agresseurs (Voir Uribe, 2004). Cette idée oublie le rôle joué par la familiarité culturelle avec les instruments et techniques dans la professionnalisation et la banalisation de la violence (Tanner, 2012). Aussi, cette idée présuppose l'existence d'une opération mentale sur le corps de la victime sans pour autant étudier l'expérience et les représentations des exécuteurs au moment même de l'acte (Mariot, 2003; Tanner,

2012). Mais surtout, d'après nous, le problème principal de la thèse de la déshumanisation est que l'on prend pour acquis que l'identité de l'agresseur se construit à partir d'une exaltation du groupe d'appartenance, en opposition au groupe ennemi, sans pour autant avoir étudié empiriquement son identité ou la manière dont il se définit lui-même, qui est le résultat de l'interprétation des différents rôles qu'il joue dans la société et qui est influencée par la manière dont les autres le perçoivent (Presser, 2008; Taylor, 1994).

L'identité des paramilitaires n'est pas basée uniquement en une opposition entre le groupe d'appartenance et le groupe ennemi. Évidemment, pour comprendre l'identité des paramilitaires, il faut connaître le contexte discursif de leurs actions et les valeurs morales (qui sont à la base des normes) de celui-ci, qui ne se limite pas à l'espace social du groupe. David Garland (1996; 2001) montre la confluence entre le néolibéralisme et le néoconservatisme. La privatisation de la sécurité par le marché se donna parallèlement à, en reprenant les expressions de Garland, « un discours moral sur le mal » (Garland, 2001), centré sur les criminels. Aux Etats-Unis et en Angleterre, l'apogée du néoconservatisme fut une réaction aux changements sociaux qui eurent lieu dans le contexte de l'État providence, notamment à la libéralisation des valeurs sociales et des styles de vie, qui produisirent une diminution des contrôles sociaux traditionnels, ainsi qu'une augmentation des crimes de violence, contre la propriété et liés aux drogues (Garland, 2001). Selon Garland, le discours néoconservateur, qui est très émotionnel, met au centre du discours le besoin de punir et la peur ressentie par une société victime, en même temps qu'il condamne moralement les criminels. Le néo-conservatisme défend les valeurs de la famille, du travail et de la loi et crée une opposition entre les « bons citoyens victimes » et les « méchants criminels ». Selon nous, cette mise en opposition ne révèle pas une déshumanisation des criminels, mais plutôt une criminalisation, qui fait disparaître tout intérêt à l'égard de leurs droits. De la même manière qu'il a été soulevé par Hilberg (1961) dans le cas de l'Allemagne Nazie, l'effectivité de la criminalisation réside en ce qu'elle fait en sorte que l'élimination des êtres humains ainsi désignés ne soit pas perçue comme une perte pour l'humanité. L'élimination devient une action

judiciaire, une punition, qui est interprétée comme étant méritée par l'individu à cause de la commission du délit.

Dans le contexte colombien, la violence de masse perpétrée par les paramilitaires des années 1990 et 2000 fut, en partie, une réaction aux processus de dé-subordination caractérisés par une importante mobilisation sociale dans les années 1970 par les paysans, les populations Indigènes, les Noirs, les étudiants et les travailleurs (Celis, 2013). Ces mobilisations sociales sont venues s'ajouter aux victoires électorales des nouveaux partis politiques d'extrême gauche au début des années 1980, dans un contexte d'ouverture politique d'un système, historiquement bipartiste, permettant l'accès à des nouveaux acteurs, par la voie démocratique. La violence fut une réaction aux changements sociaux et à des problématiques liées au processus d'urbanisation. En plus, le positionnement du pays dans le marché international de la cocaïne dans les années 1980, provoqua une augmentation de l'insécurité et des niveaux de violence (Pécaut, 1997 ; Gutierrez Sanin, 2006). Il est intéressant de constater que le langage de l'hygiène et du nettoyage, utilisé par les Nazis pour banaliser l'élimination des « vies qui ne mériteraient pas d'être vécues » (Hilberg, 1961), fut repris pour désigner la mise à mort des personnes considérées subversives ou criminelles en Colombie. Dans ce contexte, les dits « vicieux », « criminels » ou « subversifs » sont devenus à leur tour « des vies qui ne mériteraient pas d'être vécues » et leur élimination fut interprétée comme une sorte d'action policière, permettant la justice (voir Taussig, 2003). Des anciens commandants paramilitaires ont évoqué dans des discours qu'ils avaient prononcé pendant la période du processus de paix et des démobilisations et qu'ils avaient publié sur des sites web, qui n'existent plus, une perte des valeurs traditionnelles de la paysannerie : ceux du travail, de la famille, de la communauté et de la religion (Isaza, 2007). Cette perte était perçue comme étant une conséquence de la violence des « bandits communistes » qui, selon eux, emprunteraient des valeurs des étrangers. Ils justifiaient ainsi leur recours à la violence comme le seul moyen de préserver la vie, les valeurs et les modes de vie traditionnels (Isaza, 2007). En ce sens, la violence est aussi une manière de préserver la morale. Taussig (2003) montre que le discours des paramilitaires sur les criminels s'inscrit dans

des processus plus larges, où l'élimination d'individus « vicieux », perçue comme une manière de nettoyer la société et de faire justice, est envisagée comme étant une routine locale de *policing*, soutenue par la police et par la population civile, dans un contexte d'insécurité. En ce sens, les représentations des paramilitaires ne se construisent pas seulement à partir des interactions entre les membres du groupe, mais elles font partie d'un discours plus large sur l'insécurité et sur les criminels, qui cautionne l'élimination des déviances et les envisage comme étant nécessaires pour garantir la sécurité et servir la justice, face à l'immoralité perçue des actions des « déviants ».

Un autre changement discursif à prendre en considération, est qu'à partir de la chute du mur de Berlin, la guerre des Etats-Unis contre le communisme fut remplacée par celles contre la drogue, le crime et le terrorisme (Centro nacional de memoria historica, 2013). Le Président colombien Alvaro Uribe Velez (2002-2010), qui auparavant avait été le gouverneur du département d'Antioquia et l'un des promoteurs des CONVIVIR, mobilisa le discours anti-terroriste afin de promouvoir sa politique de sécurité, déclara une guerre frontale aux FARC, gagnant ainsi le support de la population pour qui cette guérilla devint la cause de tous les malheurs du pays. Dans sa rhétorique sur le terrorisme, Uribe repris l'idée néo-conservatrice de la nécessité de la punition, niant l'existence d'un conflit armé en Colombie, lequel fut réduit à un problème de crime, qui ne mériterait pas d'avantage de réflexions, surtout pas historiques ou sociologiques. L'extermination des guérillas et des criminels par la guerre et la violence, a été représentée comme la seule façon de punir les criminels et de rendre justice à une société craintive des victimes. Grâce à un discours qui opposait les criminels et les ennemis aux « honnêtes gens », le patriotisme et le nationalisme se construisirent à partir d'une exaltation de la nécessité guerre.

6. Le sale boulot, la morale et l'identité des paramilitaires

Quel est le rôle de la morale sur la perpétration de la violence paramilitaire en Colombie ? Quelle est l'identité des paramilitaires ? Quelles sont les expériences des paramilitaires de la violence ? Quelles sont les trajectoires des carrières des anciens

combattants de ces groupes ? Notre thèse explore les représentations morales des paramilitaires en Colombie, en étudiant la manière dont les perceptions guident les actions des paramilitaires. Les études sur les groupes paramilitaires, en considérant les actions de ces acteurs comme étant des stratégies rationnelles mises en place par les trafiquants de drogues pour défendre leurs intérêts et en présupposant un manque d'idéologie et de représentations influençant leurs conduites, ont porté très peu d'attention à l'identité des paramilitaires. À partir d'une étude des récits d'anciens paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie, notre thèse propose de considérer la violence paramilitaire comme un sale boulot de contrôle social. La réalité des expériences des paramilitaires dans le travail de la violence a été très peu explorée, ainsi que le sens qu'ils donnent à leurs conduites. De la même manière, les trajectoires des paramilitaires ont été très peu étudiées.

L'objectif principal de notre thèse est d'étudier le contrôle social paramilitaire en Colombie à partir des récits d'anciens paramilitaires.

Les objectifs spécifiques sont :

1. Étudier l'identité des paramilitaires.
2. Étudier le rôle des représentations morales des paramilitaires sur la perpétration de la violence.
3. Étudier les expériences différenciées de la violence selon les rôles joués dans le groupe.
4. Étudier les trajectoires des carrières de nos interviewés

Selon nous, l'identité des paramilitaires se bâtit sur leur proximité avec l'État, qui est l'autorité légitime et le pouvoir moral par excellence d'administration de la justice et de la défense de la sécurité. Les travaux de Katz (1988) permettent de comprendre que l'autorité morale se bâtit dans les interactions face à face entre les suspects et les agents, qui incarnent ou incorporent le pouvoir moral à infliger des punitions. En étudiant les tortionnaires, l'auteur explique que lors des interactions face à face avec leurs victimes, ils interprètent leur volonté de collaboration.

L'absence de coopération ou le déni des accusations sont interprétées et expérimentées au niveau sensoriel comme un affront à leur statut en tant qu'autorités morales, donnant lieu à des réactions très violentes. En ce sens, lors des situations de violence, les tortionnaires incarnent le pouvoir moral de leur rôle. Ces idées peuvent aider à expliquer les conduites violentes des militaires et des paramilitaires au niveau situationnel, mais surtout, comme nous le montrerons dans le chapitre 6, l'idée de l'incarnation du pouvoir moral est intéressante pour comprendre la manière dont les corps des jeunes hommes des classes populaires sont disciplinés, entraînés et endoctrinés par l'armée pour qu'ils se chargent du sale boulot du combat des guérillas et de la défense de la sécurité des mines et des populations civiles. Également, nos interviewés ont représenté leur expérience à l'armée comme une incarnation du pouvoir de la loi, alors que la violence à l'armée et dans le groupe paramilitaire avait été vécue comme une expérience sensorielle du plaisir de l'autorité. Néanmoins, il existe une différence majeure entre leur identité en tant que militaires et en tant que paramilitaires, qui est associée à la légitimité de l'armée en tant que pouvoir moral versus l'illégitimité des paramilitaires en tant que pouvoir illégal. Afin de comprendre l'identité des paramilitaires, il est essentiel de cerner la notion de sale boulot.

Considérer la violence paramilitaire comme un sale boulot permet de représenter la délégation des activités illégales du contrôle social par l'État au secteur privé et illégal. De la même manière, cette notion permet de réfléchir à la manière dont l'identité des paramilitaires se construit à partir du sens qu'ils donnent à leur travail, dans cette zone grise située entre le secteur public légal et le milieu privé illégal. Le travail désigne les activités, rémunérées ou pas, qui permettent la subsistance. Les travaux de Hughes (1958) sur le sale boulot aident à centrer la réflexion sur le travail, sur la question de l'identité. Selon Hughes, le travail est une partie intégrale de l'identité de l'être humain. Le sale boulot désigne les activités déléguées par toutes les sociétés et par tous les métiers à des travailleurs qui ont un statut très peu prestigieux à cause des tâches qu'ils exercent. Ces activités sont

des expériences physiques déplaisantes pour eux, qui les marquent socialement (Hughes, 1958). Il est très intéressant de souligner que, selon Hughes, malgré le fait que des pratiques « sales » et que l'imposition d'une telle étiquette vont à l'encontre de la dignité humaine de ce type de travailleurs, ceux-ci construisent des représentations afin de donner une dignité à leur travail. En exprimant ouvertement qu'ils sont indispensables pour leurs chefs hiérarchiques, connaissant leurs secrets et qu'ils font le sale boulot pour eux et pour la société, qui leur délègue le sale boulot, ils montrent la nécessité de leur travail (Hughes, 1958). Cette idée nous invite à explorer comment les paramilitaires représentent leur travail, en ancrant la réflexion sur la manière dont le « sale boulot » atteint la dignité humaine des paramilitaires, en tant qu'employés du sale. Cette question sera analysée dans le chapitre 4 à partir des récits de nos interviewés des AUC.

Réfléchir à l'identité des paramilitaires revient également à analyser les représentations morales de ces acteurs, car les travailleurs du contrôle social qui font le sale boulot tendent à représenter leur travail comme moral (Waddington, 1999). De la même manière que les policiers ou que les gardes de prison, qui emploient la force dans le cadre de leurs fonctions, les paramilitaires exercent la violence, pratique immorale et d'autant plus lorsqu'elle est exercée contre les populations civiles. En proposant de considérer le travail policier comme un sale boulot, Waddington (1999) montre que les policiers construisent des significations afin de représenter leur travail comme étant moral et nécessaire pour lutter contre les criminels et défendre la sécurité des citoyens. Nous postulons que dans la mesure où les paramilitaires se situent dans une zone grise entre le secteur public légal et le milieu privé illégal, ils ne sont pas en mesure de revendiquer l'usage légitime de la force, comme c'est le cas des policiers et des militaires, afin de pouvoir affirmer la moralité de leur mission. Néanmoins, ils construisent des représentations morales pour donner du sens à leur travail. Ce sens se base sur le lien de collaboration des paramilitaires avec l'État et les populations civiles. De la même manière, comme nous le verrons dans le chapitre 5, des représentations morales sont construites dans la réalité sociale du travail de la violence, ce qui aide à diviser et à

automatiser le travail, en plus de lui donner un sens, guidant les actions des membres du groupe.

La violence paramilitaire en Colombie peut être perçue comme un sale boulot, non seulement car la répression des luttes sociales et des populations civiles a été déléguée à des groupes criminels par l'État, par les élites et par les entreprises, mais aussi car le travail de la lutte contre la subversion a été délégué aux jeunes hommes des couches populaires des milieux ruraux et urbains. Civico (2016) montre la proximité sociale entre les milieux militaires, paramilitaires et de la sécurité privée. Selon nous, le travail paramilitaire dans le groupe Héros de Montes de Maria peut être considéré comme une extension du travail militaire, où il y a une délégalion du travail de la guerre contre les guérillas aux jeunes hommes des classes populaires et paysannes, qui font le service militaire obligatoire à 18 ans. Mazzei (2003) souligne que les paramilitaires ont pu gagner le support de la « masse » populaire et recruter plus de 30 000 combattants, car ils offraient des salaires et des emplois. Ils recrutaient des anciens militaires, des personnes sans emploi, des anciens membres des guérillas, des criminels et des victimes des guérillas.

Malgré la différence de contextes, un parallèle peut être fait entre les raisons qui poussent des personnes à participer à des groupes paramilitaires en Colombie et à d'autres types de sale boulot dans d'autres pays, comme c'est le cas du travail des abattoirs en France. Également, le modèle de l'abattoir est intéressant pour réfléchir aux conditions de travail dans des groupes paramilitaires. En étudiant ce secteur d'activités en France, Guidon et Jacques-Juvenon (2007) montrent qu'il s'agit d'un sale boulot qui se constitue comme une alternative au chômage ou à l'expérience de l'instabilité de l'emploi, qui caractérise les carrières de ces employés, peu scolarisés. Les conditions de travail dans les abattoirs sont celles de « la merde, le sang et les odeurs » (Guidon et Jacques-Juvenon, 2007, p. 6) et la seule compétence indispensable à l'exercice du travail est de pouvoir supporter les

conditions de travail. Néanmoins, des travailleurs décident de conserver leur travail, malgré tout, car cela est préférable à l'expérience du chômage et de l'instabilité de l'emploi.

Selon Hughes (1958) étudier le travail revient à analyser sa division selon le point de vue des acteurs de toutes les positions de l'organisation. Dans toutes les occupations, il existe une division du travail qui est en même temps une division des statuts et du prestige des activités exercées. Toutes les sociétés délèguent le sale boulot. Les travailleurs qui exercent ces activités ont les statuts les moins valorisés. D'après Hughes (1958), la dignité des êtres humains qui font le sale boulot est atteinte par le travail, soit parce que l'activité est physiquement dégoûtante, soit parce qu'elle est honteuse et moralement difficile à accomplir ou bien parce que l'exercice de l'activité implique pour le travailleur d'être mal perçu socialement. Bergman et Chalkley (2007) montrent que les travailleurs faisant le sale boulot sont stigmatisés à cause des activités qu'ils exercent, existant des préjugés sur eux. Les stigmates sont des marques ou des caractéristiques qui dévalorisent l'individu. Malgré le fait qu'il est généralement possible de changer d'emploi, les personnes marquées par l'exercice du sale boulot continuent à être mal vues aux yeux des autres, même si elles changent de domaine. Les personnes qui ont exercé un sale boulot peuvent être perçues comme étant essentiellement sales. Cette croyance peut persister même dans le cas d'un changement de métier (Bergman and Chalkley, 2007). En fait, les anciens combattants des groupes paramilitaires en Colombie continuent à être perçus comme étant des criminels par leurs communautés (Llorente, 2008) et, encore plus, ils sont mal perçus par leurs familles et par leurs proches.

Le travail de la violence dans les groupes paramilitaires en Colombie peut être considéré un sale boulot dans plusieurs sens. D'un côté, l'acte violent est difficile à accomplir au sens physique, car il implique d'être confronté en face à face à la mort et à la souffrance des victimes (voir Browning, 1992). La première expérience de ce

type est caractérisée par une peur intense, une perte du contrôle des nerfs et par d'autres réactions physiques, telles que des nausées et des vomissements. De la même manière que le travail dans les abattoirs, dont une des tâches consiste « à tuer, à vider et à dépecer des animaux (Guidon and Jacques-Jouvenon, 2007), les exécuteurs de la violence de masse exercent ces pratiques sur les corps des êtres humains, qui, en même temps, peuvent être torturés et manipulés. Le travailleur est confronté au contact tactile, à la vue et à l'odeur du sang et de la mort, qui s'incorporent au travailleur lui-même, qui devient sale (Guidon and Jacques-Jouvenon, 2007). Le travail de tuer en masse est immoral, car il implique une levée du principe fondamental qui interdit le meurtre (Arendt, 2003). Le tueur est marqué moralement par la commission de l'acte. Il est perçu comme un être immoral, à qui l'on ne peut pas faire confiance. Il devient un assassin aux yeux de sa société. Cette marque sociale persiste après-coup, lorsque leur participation à la violence devient un sujet tabou, duquel ils ne peuvent pas parler ni à leurs familles, ni encore moins à leur employeurs (Manrique Rueda, 2010).

7. L'expérience du sale boulot

À partir de la tradition de recherche développée par Hughes et explicitée ci-dessus, notre thèse part du postulat selon lequel la violence paramilitaire est un sale boulot. En plus d'étudier les représentations des paramilitaires, nous nous intéressons à l'expérience du sale boulot, selon les récits d'anciens combattants des Autodéfenses unies de Colombie, que nous avons interviewés à propos de leur travail dans le groupe et de leurs expériences, directes ou indirectes, de la violence. Étudier le travail revient à analyser la division de celui-ci, selon les expériences et les perspectives des différents acteurs (Hughes, 1958). La question de l'expérience vécue évoque alors la phénoménologie, qui s'intéresse à comprendre le monde vécu tel qu'il est expérimenté dans l'immédiat par les individus, de manière préreflexive, c'est à dire, avant d'être appréhendé, théorisé ou conceptualisé par la conscience (Van Manen and Adams, 2008). La phénoménologie implique une description rigoureuse de la vie humaine, telle qu'elle est vécue de manière

concrète par l'individu. L'idée consiste alors à obtenir une description de l'expérience plutôt qu'une explication (Pollio et al., 1997). La phénoménologie transcendantale est issue des travaux d'Edmund Husserl, qui s'intéressa au développement de la conscience et au monde vécu, préréflexif, de l'expérience du quotidien (Van Manen and Adams, 2008). Selon cette tradition, la conscience est issue de la relation entre l'être humain et son monde. Husserl définit le monde vécu comme le monde de l'expérience immédiate (Pollio et al., 1997). Alfred Schutz et Thomas Luckmann (1973) reprirent cette notion et lui donnèrent un usage sociologique, afin d'étudier les différents types d'expériences de la vie quotidienne, ce qui est utile pour analyser l'expérience du travail paramilitaire.

L'expérience du travail dans le groupe, par les paramilitaires, constitue leur monde vécu (Schütz and Luckman, 1973) ou la réalité fondamentale de leurs expériences de la vie quotidienne, telle qu'ils la vivent, car leur réalité se réduit à celle de leur groupe, qui est un espace social fermé, partagé avec les autres membres. Selon Schütz et Luckmann (1973), le monde vécu est la réalité sociale partagée avec les autres et l'expérience du monde vécu est celle du corps. Afin de comprendre cette idée, il faut étudier les travaux de Georges Herbert Mead (1934), sociologue de l'école de Chicago. Mead (1934) montra que l'acte social, ou l'interaction sociale face à face, est une expérience physiologique et psychologique, au cours de laquelle l'être humain réagit aux attitudes d'autrui. La conscience naît de la manière dont il interprète les attitudes des autres, parallèlement à ce qui se produit dans le système nerveux central. Les images de sensation et de mémoire sont enregistrées dans la conscience. Les émotions correspondent à des états de conscience et l'expérience envers un objet dépend des expériences passées. Le langage permet le partage de symboles significatifs ou de significations communes dans l'expérience de l'acte social, ce qui donne une capacité d'adapter la conduite individuelle à celle d'autrui et à celle du groupe auquel on appartient. D'après Mead (1934), la conscience est sociale, car l'individu se perçoit lui-même comme les autres le font, il se parle de la même manière que les autres lui parlent, il adopte le langage des autres et leurs attitudes et rôles envers lui-même. Les significations résultent alors de l'adaptation réciproque aux gestes d'autrui. La conscience de soi, ou l'identité, naît alors de

l'expérience sociale. De la même manière, Lyon et Barbaley (1994) montrent que les émotions permettent de mettre en lien le corps et le monde social. Elles donnent au corps la capacité de communiquer et d'être actif. L'expérience du corps dans la société est émotionnelle. Les émotions jouent le rôle de conduire les activités du corps.

Ces idées permettent de saisir que les interactions des paramilitaires dans leur groupe sont des expériences physiologiques, qui leur permettent d'acquérir un langage, une identité, en plus de construire des significations partagées. Les interactions entre les membres du groupe sont alors, avant tout, des expériences sociales face à face, émotionnelles, qui permettent la construction de significations communes, d'une identité ou d'une conscience de soi, en plus d'une adaptation des conduites individuelles à celles de leur groupe. Néanmoins, comme nous l'avons soulevé, ces interprétations communes de la réalité acquises dans les interactions sociales face à face s'encadrent dans des discours politiques plus larges à propos de la subversion et des criminels. C'est précisément là que l'idée du sale boulot est pertinente, car elle permet de lier les expériences des hommes de la base, aux fantaisies sociales d'une société sans subversion et sans crime.

La micro-sociologie des émotions (Collins, 2008; Katz, 2012) aide à expliquer l'expérience de la violence en tant que travail. Si, comme nous venons de le voir, l'action et la communication sont possibles grâce aux émotions, selon Katz (2012), la professionnalisation du travail nécessite le contrôle de la peur. Dans le chapitre 5, nous verrons que le contrôle de la peur est essentiel à la commission d'actions violentes par les paramilitaires. Cette émotion est transformée en énergie émotionnelle et permet à l'agresseur de devenir performant dans la tâche (Katz, 2012). Katz (2012) donne l'exemple de l'expérience d'enseignement. Au début de leur carrière, des professeurs sont bloqués par la peur, ce qui fait en sorte qu'ils utilisent d'avantage leurs notes de cours. Une bonne performance dans un cours, passe par un apprentissage du contrôle de la peur et par une transformation de cette dernière émotion en énergie émotionnelle.

Comme nous le verrons dans le chapitre 5, en plus du caractère social et émotionnel de l'expérience du travail dans le groupe paramilitaire, l'expérience du sale boulot est en même temps celle du corps dans l'espace (Schütz and Luckman, 1973) géographique d'action du groupe. La représentation que les paramilitaires avaient de l'espace permettait une transformation de celui-ci en un territoire à contrôler (Manrique Rueda, 2012; Grajales, 2013; Monroy Alvarez, 2014). Également, l'expérience du travail était celle du corps des hommes dans l'espace. Pour les combattants qui travaillaient dans des espaces ruraux, l'espace de travail était celui de la jungle. Comme nous le verrons, et juste pour l'énoncer ici de manière allusive, il y avait lieu, en même temps, à une adaptation du corps à l'espace, qui passait par des processus de renforcement des capacités de résistance du corps et par un disciplinement et un contrôle de celui-ci par le travail, au moyen du développement de compétences et de techniques, qu'on expliquera dans les chapitres 4 et 5. Selon Schütz et Luckmann (1973), les expériences ont aussi une structure temporelle. Nous étudierons l'organisation du temps des activités dans le groupe Héros de Montes de Maria, ainsi que le processus de professionnalisation de la violence selon une temporalité.

Chapitre 2 :

Les agresseurs des violences étatiques et para-étatiques et leur morale

Afin de comprendre la place de la morale dans la perpétration des violences de masse, dans ce chapitre, nous allons discuter les travaux sur les agresseurs des violences étatiques et para-étatiques. Nous aborderons également les discussions sur la morale des agresseurs des violences d'État, notamment dans le cas de l'Allemagne nazie, en plus de celles sur les auteurs des violences para-étatiques. L'holocauste est le cas par excellence où il exista une tentative et un certain achèvement d'une volonté de bureaucratiser, ou de rationaliser, le travail de la violence (Bauman, 1989). Malgré les différences des contextes historiques, économiques, politiques et culturels entre l'Allemagne Nazie et la Colombie des années 1990 et 2000, et en dépit de la différence d'ampleur des violences, les connaissances issues des études sur l'Holocauste montrent l'importance d'analyser la division du travail de la violence et l'économie du sale boulot dans le groupe. De la même manière, les études sur les exécuteurs nazis sont un cadre d'analyse des conduites des acteurs impliqués directement ou indirectement dans les violences envers des civils. Néanmoins, il sera aussi important de cerner les limites de cette littérature pour la réflexion sur la morale des agresseurs, dans un contexte socio-économique et historique totalement différent.

1. La violence de masse comme travail bureaucratique

1. 1. Violence d'État et morale

Les recherches sur les fonctionnaires nazis, qui participèrent au travail de destruction des populations Juives, Tziganes et communistes, ont porté de l'intérêt à la question du rôle de la morale dans le travail d'extermination. La destruction de ces groupes de la population civile avait été intégrée aux fonctions des agents de la bureaucratie de l'État. Hannah Arendt (2003) a réfléchi au lien entre la morale et la légalité. Selon l'interprétation de la morale de l'auteure, celle-ci désigne l'ensemble des codes et des règles de conduite qui permettent de différencier le bien du mal. En ce sens, il est attendu que les lois soient morales, car leur respect est sensé promouvoir des bonnes conduites. Arendt explique que la montée du nazisme avait conduit à une désintégration morale de la société, car les actions morales étaient devenues illégales, alors que les actions qui normalement étaient légales sont devenues criminelles. Dans un contexte de normes

renversées, les Allemands en général et les membres de la bureaucratie en particulier, ont continué à faire ce qui, selon eux, était « bien », c'est-à-dire à respecter les normes et à se conformer à l'autorité, sous peine d'une perte de leur sens moral, ou de leur capacité à différencier le bien du mal. Selon Arendt (2003), l'existence de la faculté morale, qui permet de faire cette différenciation, présuppose la capacité de penser, un dialogue entre l'individu et soi-même. À la différence de ceux qui continuent à respecter les normes, ceux qui avaient l'habitude de penser par eux-mêmes ont pu saisir l'immoralité des violences perpétrées par la bureaucratie, malgré leur légalité. Ils refusèrent de devenir des tueurs, car ils ne voulaient pas avoir à « vivre toute leur vie avec un tueur en eux ». Les travaux de Raul Hilberg (1961) ont étudié l'organisation de la destruction au sein de la bureaucratie.

1. 2. La division du travail au sein de la bureaucratie nazie

Les recherches de Hilberg (1961) sur la destruction des Juifs par la bureaucratie nazie, qui inspirèrent les travaux subséquents d'auteurs tels que Hannah Arendt (1963), Christopher Browning (1992), Zigmund Bauman (1989) et Harald Welzer (2005), sont importantes, car elles ont été les premières à montrer l'existence d'une intégration du projet de destruction aux tâches bureaucratiques des fonctionnaires, une idée qui est à la base de la thèse de la banalité du mal d'Hannah Arendt (1963). Afin de comprendre les caractéristiques des bureaucraties, il est important de se référer aux travaux de Max Weber sur la bureaucratie. Weber (1968) souleva que la forme de domination de l'État moderne est rationnelle et qu'elle émerge du travail bureaucratique. Selon l'interprétation de l'État de Weber, celui-ci est une entreprise politique, de type institutionnel, qui est en mesure de faire appliquer ses règlements sur un territoire, en reposant sur l'usage potentiel de la force (1968, p. 97). La domination de l'État est rationnelle, car elle se régit par le droit et non pas par un chef. Ce type de domination nécessite l'existence d'une division du travail selon des fonctions et des compétences objectives. Le travail bureaucratique consiste à appliquer des règles et des techniques déterminées par la loi et par la fonction. Les moyens et les situations dans lesquelles la coercition est autorisée sont délimités. Également, la bureaucratie a une organisation

hiérarchique. Les fonctionnaires font carrière dans la hiérarchie, avançant selon leur ancienneté et étant soumis au contrôle de leur fonction. La domination bureaucratique est alors celle :

« de l'impersonnalité la plus formaliste : sine ira et studio, sans haine et sans passion, de là sans « amour » et sans « enthousiasme », sous la pression des simples concepts du devoir, le fonctionnaire remplit sa fonction « sans considération de personne » ; formellement, de manière égale pour « tout le monde », c'est-à-dire pour tous les intéressés se trouvant dans la même situation de fait » (Weber, 1968, p. 300).

La contribution des travaux d'Hilberg (1961) a été de montrer que l'élimination des Juifs devint une tâche rationnelle et sans émotions, parmi d'autres, étant intégrée aux fonctions bureaucratiques, ce qui selon Arendt (1963 ; 2003) a provoqué une perte de la capacité morale des agents. Selon Hilberg, la destruction des juifs fut le résultat d'un processus par étapes (définition, expropriation, concentration et annihilation), construit à partir des décisions des fonctionnaires, dans le cadre d'un large appareil administratif. L'extermination était devenue une fonction spécialisée de l'administration, à partir d'une division du travail entre les différentes branches. L'appareil administratif, constitué des hiérarchies ministérielles, des forces armées, de l'économie et du parti, participa au processus d'annihilation au moyen de mesures administratives. Chacune des hiérarchies introduisit ses habitudes organisationnelles et techniques, jouant un rôle spécifique. Par exemple, la bureaucratie ministérielle rédigeait des règlements et des décrets, ce qui aida à construire une définition des juifs, suivie d'une expropriation de leurs biens et de leur concentration dans des ghettos. L'administration des chemins de fer se chargea du transport des victimes. La police et les gardes SS du parti exécutèrent les massacres dans les territoires occupés. L'analyse de la division du travail est, sans aucun doute, importante à la compréhension de la mise en place du processus de destruction et des actions des fonctionnaires chargés de son actualisation. À notre connaissance, cette analyse n'a pas été faite pour étudier les groupes paramilitaires en Colombie, ainsi que les actions des membres de ces organisations qui, malgré le fait d'être situées en dehors de la structure bureaucratique formelle de l'État, avaient une structure interne

semblable à celle des forces militaires. Les fonctions des paramilitaires n'étaient pas régies par des lois formelles, comme c'était le cas de la bureaucratie étatique, mais, quand même, ces groupes avaient des codes internes qui régissaient les tâches et les conduites de leurs membres. Le respect de ces codes était contrôlé selon un principe hiérarchique. Néanmoins, dans la mesure où les pouvoirs de coercition n'étaient pas limités par la loi, il s'agissait d'avantage d'un type de pouvoir arbitraire. L'irrespect des codes de conduite par les membres était puni par la peine capitale.

Un autre résultat de l'étude de Hilberg, utile pour comprendre la division du travail dans les groupes paramilitaires, est qu'en fait les actions de chacune des branches de la bureaucratie ne s'expliquent pas par un principe d'obéissance à l'autorité. Il existait un processus d'autonomisation du travail de chacune des branches. Selon l'auteur, la bureaucratie fonctionnait comme un réseau où chaque branche faisait son travail de manière automatique, selon l'interprétation que chacune avait de sa mission. La destruction des Juifs fut alors la conséquence d'une succession d'activités ordinaires :

ces notes, mémorandums et télégrammes, incrustés dans l'habitude, la routine et la tradition, se transformèrent en un processus de destruction de masse. Des individus parfaitement ordinaires allaient accomplir un travail qui, lui, ne l'était pas. Une phalange de fonctionnaires, dans les bureaux de l'État et les entreprises privées, oeuvrait à l'objectif ultime (...) Dans son travail quotidien, le bureaucrate utilisait des techniques éprouvées et des formules dûment vérifiées qu'il connaissait bien et qu'il savait acceptables par ses supérieurs, ses collègues et ses subordonnés. Les pratiques habituelles étaient également appliquées aux situations inhabituelles (Hilberg, 1961, p. 856-857).

De la même manière, Ian Kershaw (dans Tanner, 2008) souleva que la mise en place de la solution finale se caractérisait d'avantage par une dynamique de compétition entre plusieurs segments de la bureaucratie, que par une stricte obéissance aux ordres dans le cadre de la hiérarchie. L'annihilation des Juifs s'actualisait selon une logique d'après laquelle chaque agence de la bureaucratie travaillait en direction du Führer. Chaque segment agissait selon un principe d'initiative, qui consistait à interpréter la volonté d'Hitler. Dans la mesure où les instructions étaient données dans un langage ambigu,

chaque agence avait un pouvoir d'interprétation. Cela créa une compétition entre les différentes agences. Les fonctionnaires étaient motivés par la possibilité d'obtenir des promotions. En ce sens, il existait une logique d'exploitation mutuelle entre les fonctionnaires, qui souhaitaient avancer dans leurs carrières, et les leaders politiques, qui visaient à matérialiser leurs fantasmes de nettoyage (Tanner, 2008). Ces idées montrent l'utilité de prendre en considération l'interprétation que chaque fonction a de son rôle et de ceux des autres, dans l'analyse de la division du travail dans les groupes paramilitaires. De la même manière, elles permettent de réfléchir à la logique d'instrumentalisation mutuelle entre l'État et le crime organisé, qui sera analysée d'avantage dans le chapitre 4.

1. 3. Le rôle des techniques sur la rationalisation du travail

Un autre apport d'Hilberg, utile pour l'analyse des actions des paramilitaires, fut de montrer l'invention de techniques par les nazis, pour que les officiers puissent supporter psychologiquement l'immoralité de la violence. Les techniques jouaient le rôle de rationaliser le travail de la violence. Tuer devint une tâche technique. À partir d'une standardisation des massacres, les Einsatzgruppen tuaient environ 100 000 juifs par mois. Les mêmes processus standardisés étaient répétés à chaque ville, ce qui passait par le choix d'un lieu d'exécution à l'extérieur de la ville, où une fosse commune était préparée. Différentes techniques étaient utilisées pour tuer les victimes. Certains *Einsatzkommandos* tiraient à la mitraillette dans la nuque. D'autres préféraient de tirer à la distance, alors que d'autres faisaient des tirs croisés, afin que les victimes tombassent directement dans la fosse. Dans un esprit bureaucratique, les nazis donnaient beaucoup d'importance à ce que la tâche soit accomplie selon des règles militaires, de manière « rationnelle » et, selon eux, « humaine ». L'interdiction de perpétrer des massacres volontairement avait eu un effet psychologique important, car, dans la mesure où, les tueries s'effectuaient selon des règles techniques précises et « sans excès », elles pouvaient être considérées « humaines », diminuant de cette façon la charge sur la conscience des bourreaux. Les exécutions étaient supervisées pour éviter qu'elles ne deviennent des spectacles. Les exécuteurs ne pouvaient pas tuer ou organiser des

exécutions de leur propre initiative. Tuer devait être interprété comme un acte d'obéissance dicté par une nécessité historique et ne devait surtout pas être perçu comme étant le produit d'une volonté personnelle. Les nazis établissaient alors une différence entre un bon soldat et un assassin.

Cependant, Hilberg (1961) montra les difficultés à rationaliser le travail de la violence et les excès commis par des gardes qui s'amusaient à faire souffrir les victimes. De la même manière, les travaux de Martha Huggins et ses collègues (Huggins et al., 2002) sur les policiers-tortionnaires au Brésil, montrent l'importance de la rationalisation du travail de la violence par ces acteurs, au moyen de l'usage de techniques, afin de créer une dissociation entre eux en tant que travailleurs et qu'individus. Néanmoins, ils montrent aussi l'existence de différences entre les policiers et celle d'une catégorie de tortionnaires qui prendrait du plaisir à l'exécution de la tâche. Le secret est un autre élément caractéristique des violences de masse étatiques. Les violences sont perpétrées dans des espaces secrets, qui sont cachés de la population. Le secret doit être gardé par les agresseurs et l'utilisation d'un langage de codes « secrets » permet d'éviter qu'ils associent leurs actions à des meurtres, produisant un déni de leur responsabilité (Hilberg, 1961; Robben, 2000; Huggins et al., 2002; Arendt, 1963)

Également, Hilberg montra que l'invention du camion à gaz visait à créer une méthode alternative aux fusillades, qui soit plus « humaine » et qui ait moins de conséquences psychologiques sur les exécuteurs. Au départ, des camions de gazage avaient été utilisés pour la mise à mort des femmes et des enfants. Néanmoins, au-delà des considérations « humaines », qui s'intéressaient davantage aux conséquences psychologiques de la violence sur les exécuteurs qu'aux souffrances des victimes, la création postérieure des camps de concentration avec des chambres de gazage visait l'efficacité de la destruction, car Hitler avait déterminé que tous les Juifs devaient être exterminés en une année à cause des difficultés techniques des opérations mobiles, qui empêchaient de mettre en oeuvre la solution finale. Avant la création des 6 camps de gazage en Pologne en 1941 et 1942, des chambres à gaz avaient été utilisées pour pratiquer « l'euthanasie » des « vies

ne méritant pas d'être vécues ». Les malades mentaux, les criminels, les enfants trisomiques, les handicapés et les personnes atteintes de malformations appartenaient à cette catégorie. Les camps de concentration imposaient des souffrances aux victimes à des fins spécifiques : la faim, le froid, la surcharge de travail et la saleté visaient à punir les fautes disciplinaires. Des pratiques telles que l'expérimentation médicale sur des êtres humains et le gazage étaient considérées nécessaires.

En ce sens, le cas de la bureaucratisation des violences en Allemagne nazie illustre un achèvement du processus de diminution des supplices exercés directement sur le corps, que Foucault (1975) situa vers la fin du XVIII^{ème} siècle, la peine devenant un aspect caché du processus pénal. Le châtement n'était plus un spectacle. L'exécution devint un secret, un sale boulot, car punir était perçu comme une tâche honteuse. La peine fut alors transformée en une fonction bureaucratique. Les supplices sont devenus représentatifs d'une période barbare. Les punitions sont devenues pudiques. Le corps commença à être pris en charge par un système de contraintes et de privations, étant imposées par des « techniciens » de la souffrance, dans un idéal d'infliction de peines « sans douleur ». Des techniques, telles que la guillotine, ou encore les injections, ont été inventées afin de produire une mort instantanée, car le châtement devait porter d'avantage sur la vie que sur le corps. Au XVII^{ème} siècle, les supplices, ces « peine(s) corporelle(s), douloureuse(s), plus ou moins atroce(s) » (Foucault, 1975, p. 42), utilisant des techniques réglées imposant une quantité de souffrance mesurable, étaient « un art de retenir la vie dans la souffrance, en la subdivisant en mille morts et en obtenant, avant que cesse l'existence, « the most exquisites agonies » » (Foucault, 1975, p. 43). La longueur des supplices dépendait de la gravité des crimes :

Nombre de coups de fouet, emplacement du fer rouge, longueur de l'agonie sur le bûcher ou sur la roue (le tribunal décide s'il y a lieu d'étrangler aussitôt le patient au lieu de le laisser mourir, et au bout de combien de temps doit intervenir ce geste de pitié), type de mutilation à imposer (poing coupé, lèvres ou langue percées) (p. 43).

Selon Foucault (1975), le supplice faisait partie d'un rituel qui marquait, qui torturait et qui faisait souffrir le corps. Il s'agissait d'un spectacle public qui créait une exaltation de la justice aux yeux de tous, produisant la vérité du crime, au moyen de la torture. Il s'agissait, en même temps, d'un rituel politique du pouvoir, dans le sens où le crime est un affront à la loi, qui représente la volonté du souverain. Selon Foucault, le droit de punir les criminels serait associé au pouvoir du souverain à punir ses ennemis. La punition serait alors une manière d'exécuter la loi. Le rituel punitif permettrait donc une restitution du pouvoir, au moyen de pratiques excessives qui devraient terroriser. Il s'agissait à la fois d'une victoire et d'une lutte, d'un scénario d'affrontement entre le bourreau et le supplicié. C'était une sorte de bataille où l'exécuteur, en plus de déployer la force, faisait appliquer la loi, devenant l'adversaire du supplicié physiquement. En ce sens, le pouvoir souverain était incarné par l'exécuteur. Selon Foucault, les atrocités, faisant souffrir le corps, permettaient de restituer le crime, de produire la vérité et de restaurer le pouvoir. Aux châtiments atroces s'opposaient alors ceux dits « humains ».

1. 4. Techniques et violences paramilitaires

Contrairement au cas de l'Holocauste, moderne par excellence (Bauman, 1989), où il y eut une tentative de rationalisation du travail de la violence par l'État, qui essaya d'exclure le plaisir de l'acte d'exécution (Hilberg, 1961) dans les violences de masse qui ont eu lieu depuis la fin du XXème siècle, on constate une certaine « dé-bureaucratisation » de la violence. Non seulement le sale boulot de l'exécution est délégué à des acteurs privés, souvent impliqués dans le crime organisé. Aussi, le plaisir des exécuteurs est autorisé, ce qui est exploité au profit de l'objectif d'élimination. La liberté donnée aux exécuteurs quant à la jouissance physique de l'acte d'exécution n'implique cependant pas que les techniques et que d'autres éléments de rationalisation du travail cessent d'être importants dans celui-ci. Aussi, il faut prendre en considération que malgré le fait que ces groupes privés opèrent dans le cadre de réseaux étendus d'acteurs publics et privés, légaux et illégaux (Tanner, 2008), où l'État devient un noeud du réseau de gouvernance (Hoffman,

2011a; Grajales, 2016), les groupes peuvent avoir une organisation de type bureaucratique, comme c'est notamment le cas des Autodéfenses unies de Colombie, qui tentèrent de faire un mimétisme de la structure hiérarchique des forces militaires. Afin de professionnaliser le travail, des écoles d'entraînement pour les commandants et les combattants avaient été mises en place. On pourrait alors parler d'une dé-bureaucratization relative du travail de la violence.

Les recherches de Jacques Sémelin (2007) sur les violences de masse perpétrées contre des civils à la fin du XX^{ème} Siècle par des groupes paramilitaires, montrent l'existence de différences entre l'Holocauste et les génocides au Rwanda et en Ex-Yougoslavie. Ces cas sont caractérisés par une prolifération de milices et de groupes paramilitaires, qui aidaient l'État à mettre en place le nettoyage ethnique. À la différence des contrôles bureaucratiques qui étaient exercés par les nazis sur les exécuteurs pour que l'acte violent soit une tâche impersonnelle et rationnelle (Hilberg, 1961), en s'inspirant de Foucault (1975), Sémelin (2007) souligne que les massacres de la fin du XX^{ème} siècle étaient une mise en scène publique de la souffrance corporelle. Ils restauraient de manière spectaculaire le pouvoir, en marquant, en martyrisant et en détruisant les corps des ennemis. Contrairement au secret qui entourait les violences d'État en Allemagne nazie et ailleurs, visant précisément à éviter que les massacres deviennent des spectacles publics, ainsi qu'à l'invention de techniques pour diminuer les souffrances des victimes au niveau physique (Hilberg, 1961), les violences de la fin du XX^{ème} siècle se caractérisent par la commission d'atrocités sur les corps. Le débordement des passions des exécuteurs était autorisé, s'agissant d'une violence orgiaque, où la violence et la fête étaient concomitantes (Sémelin, 2007).

Sémelin (2007) montre alors que les massacres sont des scénarios où le pouvoir est restauré à partir d'une punition des corps, torturés et découpés. Il souligne que dans le cas colombien, les Autodéfenses unies de Colombie perpétuèrent une succession de petits massacres, laissant peu de victimes si on les compare à ceux qui ont eu

lieu au Rwanda, en Allemagne Nazie ou en Ex-Yougoslavie. Les massacres des AUC ont été perpétrés dans des villages où la population était perçue comme une alliée d'une guérilla, qui avait une influence dans une zone spécifique (Lair, 1999). En fait, les massacres étaient une stratégie cherchant à « pacifier » et à punir la population d'un territoire sous l'influence d'une guérilla, au moyen de la répression des luttes sociales. La promotion et le soutien ouvert par les autorités, par les politiciens et par les entreprises à la privatisation de la violence par des groupes paramilitaires avaient pour but, entre autres, la récupération du contrôle territorial (Monroy Alvarez, 2014). Tel que soulevé par Sémelin (2007), les AUC rassemblaient la population dans des lieux publics, créant des spectacles qui mettaient en scène la souffrance des victimes et qui punissaient leurs corps, qui étaient torturés et découpés. Les machettes, les couteaux, les cordes, les pistolets et les pierres étaient parmi les instruments de torture et de mise à mort des victimes. La coupure des oreilles, des bras et du cou figuraient parmi les techniques de torture (Centro Nacional de Memoria Historica, 2009; Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). La décapitation était une méthode d'exécution. Une technique d'étranglement avec des cordes, couramment employée dans les fermes pour le sacrifice des animaux, fut répliquée pour tuer les victimes dans la région de Montes de Maria (Centro nacional de memoria historica, 2009). Ce phénomène d'emploi de techniques, empruntées aux usages de la vie quotidienne des fermes, a été aussi observé en Ex-Yougoslavie et au Rwanda, où les instruments et les techniques d'égorgeement de cochons avaient été répliqués dans les génocides (Tanner, 2012). Tanner (2012) montre que cette familiarité des exécuteurs avec les instruments ou armes, utilisés dans la vie quotidienne, contribua, sans doute, à la normalisation de la tâche par ces acteurs.

Le démembrement et la manipulation des corps des victimes pendant la guerre de la Violencia, qui eut lieu entre les partis libéral et conservateur dans les années 1950, ainsi que la mise en place de ces pratiques par des groupes paramilitaires dans les années 1990 et 2000, ont conduit des auteurs à s'intéresser au sujet de

l'atrocité. Les atrocités commises par les bandes armées affiliées aux partis traditionnels, libéral et conservateur, pendant la guerre de la Violencia (1946-1964), qui fut une confrontation entre les paysans partisans des partis traditionnels, armés par les dirigeants des partis visant le contrôle de l'État, entraînèrent la création d'une anthropologie de l'inhumanité, intéressée à la morbidité des actes violents (Guzman Campos et. All, 1962). Le livre *La Violencia en Colombia* de German Guzman Campos, Orlando Fals Borda et Eduardo Umana Luna (1962), se basant sur une enquête qualitative auprès de centaines de personnes des communautés affectées par la violence, a fait une étude descriptive des pratiques violentes, telles que l'incinération de personnes avant la mort, les castrations, les crucifixions, l'arrachement des yeux et de la langue des victimes et le dépeçage des corps avec des machettes, lors des fusillades et des massacres. Le délit de la *tanatomie*, qui était infligé par les guérillas envers les prisonniers, consistait à attaquer leurs corps avec des machettes, jusqu'à ce que les exécuteurs arrivent à sentir un plaisir sexuel ou une folie momentanée. Cela montre que, dans ce cas, contrairement au rôle de rationalisation de la tâche par les techniques, celles-ci permettaient aux exécuteurs d'arriver à sentir du plaisir en commettant l'acte violent. De la même manière, pendant la guerre de la Violencia, des cadavres ont été profanés et des organes sexuels ont été coupés et introduits dans la bouche des victimes. Ces pratiques ont été expliquées comme étant propres à une culture de la violence d'une classe paysanne barbare, descendante de races indigènes violentes, sans pour autant considérer la responsabilité des élites des partis traditionnels, qui avaient dirigé les massacres.

L'idée du plaisir de la violence a été soulevée par des auteurs travaillant sur les milices en Afrique (Hatzfeld, 2005; Hoffman, 2011). Les entrevues menées par Jean Hatzfeld (2005) auprès d'une bande d'exécuteurs Rwandais qui participèrent au génocide de 1994, montrent qu'ils représentaient cette période de leur vie comme une saison de travail à la campagne plus productive, moins exigeante qu'habituellement et lors de laquelle ils avaient pu boire, manger de la viande et

chanter à leur gré. Les exécuteurs disaient avoir été en dehors d'eux-mêmes. Ils avaient eu la sensation d'être intoxiqués. Ils n'étaient pas conscients de leurs actes. Ils avaient changé. Ils étaient devenus féroces. Ils avaient perdu leur sensibilité envers la souffrance humaine. La violence était devenue un travail à finir, dont la responsabilité était attribuée aux autorités. Selon l'interviewé Ignace, la violence était, avant tout, plaisir et diversion :

It was sweaty-hard and stimulating, like an unforeseen diversion. I did not even keep count. Not during the action, not afterward, since I knew it would be starting up again. I cannot tell you, sincerely, how many I killed, because I forgot some along the way.

This gentleman I killed at the marketplace, I can tell you the exact memory of it because he was the first. For others, it's murky-I cannot keep track of anymore in my memory. I considered them unimportant; at the time of those murders I didn't even notice the tiny thing that would change me into a killer (Ignace, p. 25-26).

Le rapport *¡Basta ya!* du Centre national de mémoire historique (2013) montre que les paramilitaires ont perpétré, majoritairement, des petits massacres laissant peu de victimes, principalement dans des maisons, ainsi que 158 massacres de grandes dimensions. Celles qui eurent lieu de 1988 à 1992 visaient le châtement des militants de la gauche, ce qui démontre qu'il s'agissait de méthodes de répression des luttes sociales. La majorité des massacres eurent lieu de 1996 à 2002. Le rapport montre qu'ils visaient à gagner le contrôle territorial aux guérillas, au moyen de la violence envers les populations, stigmatisées comme étant des collaboratrices des guérillas. Les massacres étaient suivis de l'imposition de régimes de terreur sur la population. Les victimes n'étaient pas choisies de manière aléatoire. Elles étaient sélectionnées à partir de stéréotypes et de stigmates (Centro nacional de memoria historica, 2013), ce qui est important, car il démontre que des groupes particuliers de la population avaient été ciblés. Une interprétation qui souligne l'influence des rituels, de la magie et de la sorcellerie sur les pratiques violentes, étant proposée par l'anthropologue Carlos Alberto Uribe (2010), montre

que les paramilitaires consultaient des sorcières pour chercher leur protection, afin de les rendre inertes à l'entrée de balles dans leur corps lors des combats. De la même manière, les sorcières protégeaient les combattants des esprits des victimes démembrées, qui les tourmentaient. Ce qui est intéressant de cet auteur est que, inspiré de la psychanalyse et de l'anthropophagie de Canetti, il interprète la violence comme un rituel sacrificiel de consommation et de domestication des victimes, qui transgressent leur rôle. Dans ce rituel, l'agresseur, à travers l'acte violent, récupérerait la vitalité du sacré (l'âme et l'esprit) de la victime, dans son propre corps et dans le corps social. Cette interprétation est intéressante, car elle soulève le rôle du rituel de la violence dans le maintien du pouvoir. Elle montre que l'acte violent est une action de domestication et de domination qui rabaisse la victime, lui enlève sa capacité de résistance, en la tuant comme si elle était un animal. Dans le même sens, Elsa Blair (2010) montre que la violence pratiquée sur les corps pendant la guerre est une technologie de pouvoir, qui s'exerce afin de dominer des individus et des populations. Il s'agit d'une politique punitive des corps. Les corps sont perçus comme étant des espaces où le pouvoir est vécu et transmis. Cette idée est intéressante, car elle permet de saisir, à la fois, l'incorporation du pouvoir de la victime par l'exécuteur, ainsi que l'annulation du pouvoir de résistance de la victime par celui-ci, au moyen de la punition. Selon Blair (2010), en Colombie, les corps qui ne s'ajustent pas à un certain ordre social et politique sont punis afin d'être contrôlés et dominés. La torture produit un savoir sur le corps et mettrait en lien le corps, le savoir et le pouvoir, produisant le tortionnaire, exécuteur de la politique punitive des corps (Blair, 2010). La violence est exercée envers des personnes qui transgressent leur position donnée dans l'économie du pouvoir. L'avantage de cette perspective est de lier l'étude des pratiques à celui du pouvoir. Néanmoins, cette approche ne considère pas l'idée selon laquelle le pouvoir des paramilitaires est un pouvoir moral et que la punition est un moyen de créer un ordre moral, c'est-à-dire, l'imposition d'un ensemble de normes au moyen du châtement des conduites considérées immorales.

L'étude ethnographique d'Aldo Civico (2016) sur les paramilitaires colombiens permet de lier l'expérience du pouvoir à celle du plaisir. L'auteur avance l'hypothèse selon laquelle la violence est une expérience de plaisir (voir sexuel) du corps. Luna, l'un de ses interviewés, qui avait travaillé dans un groupe paramilitaire dans la région d'Uraba, où les membres étaient entraînés pour apprendre à tuer et à dépecer les corps de leurs victimes, décrit la violence comme étant une sorte d'addiction : *"Latter one gets addicted to killing. One gets into the habit of killing and killing. It's your body that asks you for it"* (2016, p. 75). Selon Civico (2016), la violence paramilitaire vise le nettoyage territorial et il faudrait l'interpréter comme étant un acte dont l'objectif est d'éduquer, au moyen de la punition des corps, qu'il perçoit comme étant des lieux où le pouvoir est manifesté et répandu. Cependant, selon lui, le pouvoir est cette « décharge violente d'énergie, comme une dépense, comme de la violence faite pour la violence (...) c'était du délire, du sport, du plaisir et du divertissement » (Traduction libre, 2016, p. 117).

2. Les discussions sur la morale des agresseurs

2. 1. La banalité du mal ou la perte de la morale chez les fonctionnaires de la bureaucratie

Le rôle du langage et de l'emploi d'euphémismes constituent des piliers de la réflexion sur la morale dans la littérature sur les agresseurs nazis. Un autre apport de Raul Hilberg (1961) est d'avoir montré le rôle des euphémismes, qui avaient été inventés par la bureaucratie nazie, sur la psychologie des fonctionnaires. Selon Arendt (1963), l'usage du langage bureaucratique de clichés et d'euphémismes démontre et est à la base de la perte de la morale des fonctionnaires. Selon Hilberg (1961), les massacres ont eu des conséquences psychologiques sur les chefs des unités mobiles, qui ont inventé des expressions substitutives à celles de « tuer » et de « mort », afin de changer la signification de l'acte de tuer, pour qu'il ne soit pas associé au meurtre. Par exemple, ils utilisaient les termes « liquider », « exécuter », « actions spéciales », « traitement spécial », « nettoyage », « réinstallation » ou encore « solution à la question juive ». Cette

terminologie permet d'interpréter les massacres comme s'ils étaient des activités policières bureaucratiques. En plus, des rhétoriques de plus en plus élaborées ont été développées pour justifier le « besoin » d'éliminer les juifs.

La propagande aida à représenter ce groupe comme l'ennemi par excellence et la cause de tous les problèmes du pays. La destruction des juifs était présentée comme s'il s'agissait d'une nécessité historique. Les centres de recherche, les étudiants de doctorat et la littérature propagandiste ont aidé à justifier l'idée selon laquelle l'élimination des juifs était nécessaire, face à l'existence d'une menace d'un judaïsme international, visant à gouverner le monde et complotant pour détruire la vie allemande. En ce sens, la destruction était envisagée comme sorte de guerre préventive. En plus, les Juifs ont été déshumanisés. Ils étaient décrits comme un pseudo-peuple, comme une forme de vie inférieure, pouvant être assimilée aux poux et à la vermine. La destruction était alors interprétée comme une action d'hygiène et de nettoyage. Il est intéressant de noter l'existence d'une reprise du langage de l'hygiène et du nettoyage par les paramilitaires en Colombie pour la représentation de la répression des luttes sociales et de l'élimination des populations dans les marges. Mais, il est aussi intéressant de constater que la criminalisation des Juifs joua un rôle important. Ils étaient représentés comme un peuple de criminels dont la destruction ne constituait pas une perte pour l'humanité. Être juif devint un délit et leur élimination une sorte de pratique pénale (Hilberg, 1961). De la même manière, au delà de la déshumanisation des victimes par les paramilitaires en Colombie, leur criminalisation permet de transformer leur élimination en des sortes de pratiques judiciaires.

Également, selon Hilberg (1961), la création de rationalisations qui justifient les actes selon un principe de conformité à l'autorité, ainsi que la distance prise par rapport à leur rôle, permettent de créer une distinction entre les exécuteurs en tant qu'individus et que travailleurs. De la même manière, les anciens combattants des groupes paramilitaires en Colombie ont une tendance à expliquer leurs actes

comme étant des ordres à suivre dans le cadre de leur travail, selon un principe hiérarchique.

En s'inspirant des travaux de Hilberg (1961), Arendt (1963) a soutenu que le procès à Jérusalem démontra que ce qui avait conduit Adolf Eichman à déporter les Juifs en Pologne n'était pas le produit d'un quelconque fanatisme, ni de la haine envers les Juifs, mais bien d'une perte de sa capacité morale, ou de sa capacité de penser, en tant que fonctionnaire de la bureaucratie, où sa responsabilité se limitait à l'accomplissement des fonctions assignées par son poste et à son consentement à l'autorité d'Hitler. Arendt (1963) analysa le discours d'Adolf Eichmann lors de son procès à Jérusalem en 1961. Eichmann était un Obersturmbannführer des SS, chargé de la planification du transport des juifs vers les camps de concentration en Pologne. Lors de son procès, il affirma ne jamais avoir tué un Juif, malgré en avoir transporté des millions vers des camps de concentration. Cependant, il dit l'avoir fait si on lui en avait donné l'ordre. Eichmann était un citoyen qui, dans le cadre de sa fonction de bureaucrate, se conformait aux lois, aux ordres et aux désirs d'Hitler. Il faisait plus que simplement obéir des lois. Il faisait son devoir. Il n'était pas un fanatique. Il ne haïssait pas les juifs.

Selon Arendt (1963), Eichmann était incapable de différencier le bien du mal. Il parlait avec des phrases « toutes faites ». Il n'était pas en mesure de formuler une phrase par lui-même. Son langage était celui de la bureaucratie. Ce langage, fait de « clichés », semblait refléter son incapacité à penser, le protégeant de la réalité de ses actes. Il ne donnait aucune importance à tout ce qui était en dehors, techniquement et bureaucratiquement, de son poste. La déportation de Juifs était devenue pour lui une routine banale. Selon lui, les « affaires médicales », qui se chargeaient des stérilisations et de la mort par gazage, ne faisaient pas partie des tâches associées à son poste, alors il ne sentait pas responsable de ces actions. Cependant, l'affirmation selon laquelle il n'était pas conscient des conséquences de ses actes, n'était pas juridiquement valide. Arendt (1963) montra qu'Eichmann

avait visité le camp de Lublin, Treblinka, où il fut mis au courant des projets de construction d'édifices, où se situaient les chambres de gazage. Ensuite, il avait inspecté un centre d'extermination en Pologne, Warthegau, où il fut très impressionné d'avoir vu des Juifs qui, après avoir été déshabillés, ont été introduits dans un camion de gazage et jetés dans une fosse commune. Ensuite il visita Minsk, où il vit des gardes tirer sur la tête de victimes, qui se trouvaient dans une fosse commune. Il vit des gardes casser les os d'une victime. Neuf mois plus tard, il retourna à Treblinka, où il vit l'entrée d'une file de Juifs, tous nus, dans un bâtiment, où ils furent gazés avec de l'acide cyanhydrique. Il visita Auschwitz et, même s'il n'a jamais observé une opération de gazage directement, il était parfaitement au courant des techniques et du fonctionnement de la machine de destruction, en dehors de son poste de travail. La banalité du mal a été mise en question, car elle reflèterait la position de la défense d'Eichmann, ainsi que la théorie du totalitarisme d'Arendt (Delpla, 2011). Des recherches en criminologie (Brannigan, 2014) soulèvent le rôle actif entrepris par Eichmann dans la destruction des Juifs. Selon Brannigan (2014), ce fonctionnaire n'était pas un simple « criminel de bureau », agissant à la distance de la réalité des violences et complètement désintéressé du sort des victimes, tel qu'il a été soutenu par Arendt (1963). Il était un des partisans les plus dévoués et enthousiastes du projet de destruction. En fait, il aurait affirmé lui-même qu'il n'était pas un simple receveur d'ordres, mais qu'il faisait partie du processus de destruction, se décrivant comme un « idéaliste » (Brannigan, 2014).

Cependant, selon Arendt (1963), Eichmann ne se considérait pas responsable des opérations en dehors de son poste et il ne portait pas d'attention aux conséquences de ses actes. Les clichés, les euphémismes, les phrases qui représentaient la destruction comme une tâche lourde qui devrait être livrée au bénéfice des générations futures, en plus de l'idée selon laquelle la mort par gaz était une affaire de médecine visant à fournir une mort « humaine » et « sans douleur » et à « éviter des souffrances non-nécessaires », avaient affecté sa capacité de penser. Selon Zygmunt Bauman (1989) l'holocauste fut le résultat de procédures bureaucratiques

modernes. La violence était devenue une technique rationnelle et sans émotions, à partir d'une division du travail et d'une substitution de la responsabilité morale par la responsabilité technique. L'acte bureaucratique serait devenu une fin en soi et il aurait été séparé de ses conséquences. Selon Stanley Cohen (2001), l'usage d'un langage technique et d'euphémismes, qui change l'interprétation de l'acte violent, est une forme de déni. Au niveau psychologique, il s'agit d'un mécanisme de défense qui bloque la capacité de penser et la réception d'information dérangeante. La bureaucratie nazie, en cachant et en gardant en silence l'existence des camps d'extermination, niait littéralement la commission de la violence et, en même temps, elle transformait la signification des actions violentes. Le déni permettrait à l'individu de se mentir à lui-même, ayant de l'information sur la souffrance mais se conduisant comme si celle-ci n'existait pas, comme c'était le cas d'Eichmann. Selon Cohen (2001), le déni serait nécessaire à la commission de l'acte et après-coup. En plus de créer une distinction entre l'individu et son rôle au travail, le langage lui permet de continuer à vivre normalement, comme si les horreurs et atrocités n'existaient pas.

2. 2. Les approches compréhensives : l'importance des expériences et des cadres d'interprétation moraux des exécuteurs

L'avantage des approches compréhensives à l'étude des exécuteurs nazis (Welzer, 2005; Browning, 1992) est de considérer les expériences et les représentations morales des agresseurs dans l'étude de leur conduite. Contrairement à Arendt (1963), pour qui Eichmann avait perdu sa morale, Welzer (2005) soutient que les fonctionnaires avaient conservé leur intégrité morale. Selon l'auteur, comprendre les interprétations et les cadres moraux des exécuteurs est très important pour expliquer leur conduite : « Sans morale, le meurtre de masse n'aurait pas pu être mis en œuvre » (Welzer, 2005, p. 44). Les exécuteurs Nazis avaient conservé leur intégrité morale, en créant une distance entre le dégoût qui, individuellement, ils ressentaient en accomplissant la tâche et ce qu'ils considéraient comme étant leur

devoir, la violence étant interprétée comme une nécessité historique au bénéfice de leur société. Cette distinction leur a permis de préserver une identité d'êtres moraux. Une telle identité se base sur l'idée selon laquelle le projet de destruction ne dépend pas de leur responsabilité individuelle. En tant qu'individus, ils utilisaient la petite marge de liberté qui leur était laissée, pour accomplir des actions morales. Par exemple, ils évitaient d'observer les tueries, ils faisaient des faveurs à des victimes ou encore, certains essayaient de choisir les méthodes d'exécution les moins pénibles pour les victimes. Selon Welzer, dans le cadre normatif de l'Allemagne nazie, l'élimination des Juifs, des Tziganes et des « vies qui ne méritaient pas d'être vécues » était considéré comme étant un acte moral. L'idéologie de la suprématie raciale, soutenue scientifiquement, dictait que les « races inférieures » devaient être éliminées pour préserver la race arienne, ce qui permettait aux exécuteurs d'interpréter leurs actions comme un fardeau horrible devant être accompli, techniquement et objectivement, en vue du bien être des prochaines générations. En ce sens, selon Welzer, ils ne tuaient pas en tant qu'individus, mais en tant qu'agents d'une tâche historique, malgré eux.

Les travaux de Christopher Browning (1992) ont contribué à la connaissance des expériences de la violence des exécuteurs nazis. En reconstituant une histoire « d'en bas » du vécu des exécuteurs du 101^{ème} bataillon de réserve de la police, qui tua par balle 38 000 juifs et déporta 45 000 à Treblinka, Browning (1992) souligna qu'à la différence des fonctionnaires qui travaillaient dans leurs bureaux, la main d'oeuvre d'exécuteurs, provenant majoritairement des basses couches de la société allemande, avait été confrontée au sale boulot de tuer les victimes. L'après-midi de 1942 à Josefow où ils tuèrent 1500 Juifs pour la première fois, révèle jusqu'à quel point tuer est une tâche difficile. Il s'agit d'une expérience difficile au niveau physique, émotionnel, psychologique et moral. Pour massacrer les Juifs dans un marché, les exécuteurs tiraient sans cesse, s'abstenant de le faire sur les petits enfants. Certains abandonnèrent leur fonction, la trouvant répugnante. Ils ont été incapables de continuer, car ils étaient des pères de famille. D'autres ratèrent leurs

victimes et d'autres se cachèrent pour éviter de participer. Certains tombèrent malades, tel qu'il fut qu'exprimé par l'un des hommes :

La mise à mort de ces hommes me répugnait tellement que j'ai raté le quatrième. Je n'arrivais simplement plus à viser correctement. Brusquement, j'ai eu la nausée et je me suis sauvé du site d'exécution. Je me suis mal exprimé. Ce n'est pas que je ne pouvais plus viser correctement, la quatrième j'ai plutôt fait exprès pour rater. Puis j'ai couru dans la forêt, j'ai vomi et je me suis assis contre un arbre. Pour être sûr qu'il n'y avait personne aux alentours, j'ai crié fort dans les bois, car je voulais être seul. Aujourd'hui je peux dire que mes nerfs étaient totalement délabrés. Je pense que je suis resté seul dans la forêt deux ou trois heures durant (1992, p. 95)

Également, Browning (1992) révéla l'existence de réactions différentielles relatives à la violence entre les membres du groupe étudié. Certains avaient dû abandonner la tâche. D'autres se montrèrent efficaces et ardents, traitant de « lâches, salauds et chiffe molles » ceux qui s'étaient abstenus. Malgré le caractère dégoûtant des massacres et en dépit du fait que les hommes avaient pu choisir s'ils participaient ou pas aux tueries, très peu s'abstinrent de le faire, car cela revenait à abandonner leurs frères d'armes, leur laissant le sale boulot. De la même manière, cela impliquait d'accepter l'accusation selon laquelle ils étaient des lâches. Une fois le massacre fini, les exécuteurs étaient amers et déprimés, incapables de manger. Ils décidèrent de ne jamais parler de cet épisode à personne. En pleurant, le commandant Trapp se lamentait d'avoir eu à ordonner une telle horreur. Néanmoins, Browning montre une perte progressive de la sensibilité des exécuteurs envers la souffrance humaine. Lors de la deuxième vague de massacres, les tueurs étaient beaucoup plus efficaces. Ils tuaient d'une manière plus indirecte et impersonnelle. Ils se montrèrent beaucoup plus habitués. Au fil du temps, ils devinrent de plus en plus endurcis et moins capables d'émotion, indifférents et parfois enthousiastes. Néanmoins, l'élément le plus important pour expliquer la conduite des exécuteurs dans le cas des hommes du 101^{ème} bataillon de police serait, selon Browning (1992), leur conformité à leur groupe, car refuser de tuer revenait à casser leurs liens de solidarité avec leurs « frères en armes ». En

discutant cette idée, Welzer (2005) soutient que l'appartenance à un groupe implique une loyauté de la part de ses membres., ce qui fait en sorte qu'il est plus facile de tuer que de s'abstenir. Néanmoins, l'existence de différences individuelles dans l'interprétation de la conduite des autres et des situations, permet de se positionner moralement dans le groupe. Par exemple, les exécuteurs qui se consacrent avec plaisir à la tâche permettent l'efficacité de l'action. En même temps, comme ils sont des figures négatives aux yeux des autres, ils permettent aux autres membres du groupe de se sentir plus humains.

Les travaux de Welzer et de Browning ont, sans doute, l'avantage d'adopter une approche compréhensive à l'étude des exécuteurs, basée sur leurs expériences et représentations de la violence. Ils nous inspirent à étudier les représentations morales des paramilitaires en Colombie, à partir d'une analyse de leurs récits à propos de leurs expériences de la violence, en identifiant la division du travail entre les membres du groupe et les différents rapports à la morale des membres selon leur fonction. Néanmoins, nous considérons que l'analyse de la morale des paramilitaires ne devrait pas être limitée à leur participation à des actions violentes dans un cadre d'action bureaucratique. Comme nous le développerons d'avantage dans le chapitre 5, d'un côté, tel qu'il a été soulevé par des études dans le champ de l'anthropologie (Sluka, 1988), un problème de l'approche à la morale des études sur les exécuteurs nazis est de considérer les contextes de violence de masse comme étant des espaces où les normes sociales ont été renversées. Contrairement à cela, Sluka a montré que les groupes privés construisent des liens moraux avec les communautés. Cette idée permet de réfléchir aux liens que les paramilitaires en Colombie construisaient avec les communautés qu'ils contrôlaient et qui étaient basés sur l'idée selon laquelle ils défendaient leur sécurité (Civico, 2012; Gutierrez Sanin, 2006; Taussig, 2003). Il est alors important de réfléchir à la place de l'idée de la défense de la sécurité des civils dans l'identité des paramilitaires et à la manière dont cette signification leur permettrait de donner un sens moral à leurs conduites. Comme nous l'avons soutenu dans le chapitre 1, il est également important de

situer historiquement ces représentations dans le discours moral du néoconservatisme. De l'autre côté, un autre problème des études sur les agresseurs nazis et notamment de l'approche d'Hannah Arendt à la morale est d'interpréter celle-ci uniquement par rapport aux codes de conduite. Une autre perspective, qui a été adoptée par des chercheurs en anthropologie et qui s'inspire de la définition de la morale d'Émile Durkheim, considère celle-ci, plutôt, comme un ensemble d'obligations collectives. Cette perspective est intéressante, car elle permet d'ancrer la réflexion sur la morale sur la réalité des contextes sociaux, économiques et politiques des exécuteurs, où la participation à la violence est une des seules options de travail pour les hommes des communautés (Karandinos et al., 2015; Rodgers, 2015). Cela nous invite à analyser les représentations morales de nos interviewés en partant d'une réflexion à propos des obligations sociales qu'ils avaient par rapport à leurs familles et à leurs communautés, en tant que hommes. De la même manière, à partir d'une analyse de leurs récits sur leur vécu de la violence, nous allons réfléchir aux obligations morales qui ont été construites entre les paramilitaires dans l'expérience sociale du sale boulot de la violence, qui impliquait d'être confrontés aux corps morts de leurs ennemis, des civils et des membres de leur groupe. Dans le chapitre suivant, nous allons présenter la méthodologie de notre thèse.

Chapitre 3 : Méthodologie

Figure 1 : Carte de la Colombie⁴



⁴ Source : <http://www.mapsopensource.com/colombia>

1. Enquêter sur les souvenirs de la violence

Afin d'étudier les trajectoires des paramilitaires, leurs expériences de la violence, leurs représentations morales et leur identité, nous avons opté pour une méthodologie qualitative, en utilisant principalement une méthode de récits de vie. Les entretiens qualitatifs sont des pratiques sociales qui visent la production de connaissances au moyen de conversations (Brinkmann, 2013). Ce sont des interactions face à face, qui donnent lieu à une construction par les interviewés de représentations d'eux-mêmes, à partir d'une interprétation de leurs actions, de leur vécu, de leur situation présente et de leurs attentes pour le futur. Les entretiens qualitatifs permettent d'accéder aux récits des interviewés à propos de leurs expériences, ce qui rend possible la connaissance de leur identité et du sens qu'ils donnent à leurs conduites. Les entrevues sont des espaces de construction de l'identité. En faisant une reconstruction de leur vécu, les interviewés font une présentation de leur personnage dans leur propre histoire (Presser, 2008)., Également, l'identité est une interprétation des rôles multiples qui sont performés par les individus dans la société, étant influencée par les significations acquises dans l'interaction sociale.

Le récit de vie est une description de l'expérience de vie d'un interviewé, ou d'une partie de sa vie, selon l'interprétation qu'il fait de celle-ci. Un avantage de la méthode du récit de vie est de permettre de situer la vie de l'interviewé dans son contexte social, politique et économique. Son histoire est représentative de celle de son groupe culturel (Houles, 1997). Également, la forme chronologique du récit de vie, permet de connaître les changements sociaux qui sont utiles à l'interprétation des trajectoires. Les récits de vie sont utiles à l'étude des trajectoires de vie et des carrières, à partir d'une analyse de la succession d'évènements, d'étapes et de points tournants (Hughes, 1997). Instrument privilégié pour accéder à l'expérience, cette méthode nous permet d'explorer les expériences (directes ou indirectes) de nos interviewés de la violence, ainsi que la manière dont ils se positionnaient moralement par rapport à leurs actes et à ceux de leurs groupes. Cette méthode nous permet d'explorer leurs souvenirs de la violence et la

place de ce vécu sur leur identité. De la même manière, celle-ci, qui est centrée sur une description de l'expérience, est utile pour la connaissance des groupes paramilitaires : leurs méthodes d'entraînement ; leurs codes, valeurs et principes ; les interactions entre leurs membres ; leurs représentations de la réalité ; leur organisation ; la division du travail entre les différents rôles ; l'interprétation de chaque rôle sur ses actions et sur celles des autres ; l'expérience de la violence de chacun d'entre eux ; et l'économie de la morale dans le groupe. Également, à partir de la description que nos interviewés ont fait de leur trajectoire de travail ou de leur carrière, nous avons pu connaître les différents types de trajectoires conduisant à la participation aux groupes paramilitaires et leurs contextes et conditions d'emploi. Nous avons saisi les changements sociaux qui se sont présentés dans la région de Montes de Maria à cause du conflit armé et du néolibéralisme, à partir d'une analyse des transformations des métiers entre les générations des grands-parents, des parents et de celle de nos interviewés du groupe Héros de Montes de Maria.

L'avantage de notre méthodologie est d'explorer la réalité des groupes paramilitaires et de leurs membres, à partir d'une analyse des récits d'anciens combattants de ces groupes. Contrairement à l'intérêt croissant des études sur les expériences des victimes, notamment à partir des années 1990, lorsque qu'elles gagnèrent une plus importante reconnaissance par le droit pénal international, il existe une réticence à étudier les violences étatiques et para-étatiques selon la perspective des agresseurs, car cela pourrait venir à justifier leurs conduites (Browning, 1992; Taussig, 2003; Civico, 2016; Sluka, 2000). Une perspective compréhensive est néanmoins utile à l'étude des conduites violentes des agresseurs (Browning, 1992). Cette approche permet d'éviter le jugement et autorise une posture par laquelle le chercheur essaye de se mettre dans leurs souliers et de comprendre leur perspective, selon leur expérience. Très peu de recherches ont adopté une telle approche à l'étude des paramilitaires (Civico, 2016), ce qui passe par une mise entre parenthèses des stéréotypes populaires sur ces acteurs, qui sont représentés comme étant des hommes méchants, inhumains et sadiques.

Également, il existe une résistance à accepter la validité scientifique des perspectives des bourreaux, ou leur apport d'un témoignage nécessaire à la compréhension des violences de masse. Les interprétations des agresseurs sont souvent perçues comme étant des justifications ou des formes de déni de leurs conduites (voir Payne, 2008). Néanmoins, l'étude des récits des agresseurs est importante pour appréhender leurs propres cadres de sens (Waller, 2007). De la même manière, cette démarche peut avoir une grande valeur dès lors qu'il est question des modes alternatifs de justice, y compris les commissions de vérité et de réconciliation, où la parole des agresseurs est nécessaire à la compréhension des événements.

Un autre problème concerne les erreurs relatives à la mémoire des agresseurs, qui risqueraient de biaiser l'explication de la violence. Byford (2013) montre que les études sur les nazis ont longtemps mis en doute la validité des récits post-factum pour la reconstruction de l'histoire des violences, à cause des erreurs et des distorsions de la mémoire des agresseurs. De la même manière, il serait possible pour les agresseurs de mentir, ou du moins de déformer les faits pour se présenter sous un aspect positif, consciemment ou pas. Les chercheurs préféraient d'utiliser une méthodologie documentaire, qui était considérée comme étant plus valide (Byford, 2013). Cependant, la validité de la méthode documentaire commença à être réévaluée, parallèlement à une mise en valeur des récits des agresseurs pour la construction de l'histoire des violences (Byford, 2013). Ces questions sont importantes pour l'évaluation de la validité des récits de nos interviewés, car plusieurs années se sont écoulées entre les événements et les entrevues. Il est vrai que le temps a pu faire en sorte qu'ils aient oublié des choses. De la même manière, il est possible qu'ils aient essayé d'accommoder leurs versions des faits afin de donner une présentation favorable d'eux-mêmes. Néanmoins, nous considérons que dans la mesure où l'explication d'une situation passe toujours par une interprétation de l'acteur, aucune explication n'est objective. La méthode de récit de vie, en se centrant sur une description de l'expérience de la violence, permet précisément de connaître la manière dont l'interviewé se souvient d'avoir vécu les événements. De même, un grand avantage des récits descriptifs à propos de l'expérience est qu'ils permettent de

connaître leurs perceptions au moment des évènements, même s'il s'agit de reconstructions post-factum. Également, les récits permettent d'analyser l'influence de leur interprétation sur leurs choix et sur leurs conduites (Byford, 2013).

Le choix des méthodes devrait dépendre principalement de l'objet d'étude. Selon nous, afin de reconstruire l'histoire des violences, il faudrait utiliser à la fois des entrevues et des documents écrits. Les rapports de droits humains et les articles de presse sur les violences à Montes de Maria nous ont permis de faire une chronologie des faits et des évènements de violence. Ils nous ont aidé à établir une succession des événements et à identifier les acteurs impliqués et leurs intérêts. Néanmoins, des limites de l'usage des articles de presse sont que les journaux ne rapportent pas tous les événements violents et qu'en plus ils tendent à faire des descriptions vagues de ce qui s'est passé et des responsables. Cela est d'autant plus vrai en ce qui concerne la manière de rapporter les violences des groupes paramilitaires, car les autorités politiques, militaires ou administratives sont souvent impliquées. Quant aux récits, ils aident à connaître les représentations que les agresseurs ont de leurs expériences durant les violences et dans la période qui suit. Ils sont utiles pour la connaissance et la documentation de la réalité quotidienne des groupes, de leur organisation et leur division du travail, des relations de pouvoir, des pratiques, des discours et des valeurs des organisations, autant d'éléments qui constituent le centre de notre intérêt dans la présente thèse.

2. Les entrevues qualitatives

Les entrevues qualitatives favorisent la connaissance des expériences, des cadres interprétatifs et de la subjectivité des acteurs selon leur propre perspective. Différentes techniques d'entrevues existent. Nous avons choisi la méthode de l'histoire de vie, qui est une construction par l'interviewé d'un récit sur l'expérience de sa vie, ou d'une partie de celle-ci. En nous écartant du format ouvert qui est généralement utilisé par cette méthode (Brinkmann, 2013), nous avons opté pour un format semi-structuré afin de

centrer les entretiens sur les sujets d'intérêt et les thématiques de notre projet, telles qu'identifiées dans nos objectifs. Néanmoins, les interviewés ont eu la liberté de parler des sujets de leur choix. Des relances ont été faites à partir des idées qu'ils ont exprimées au cours des entretiens. Les entrevues qualitatives sont des processus dialogiques dans lesquels le chercheur assume une position respectueuse face à l'interviewé, considéré comme un co-chercheur. Dans un objectif de compréhension, la relation entre l'intervieweur et l'interviewé vise à créer un dialogue qui permet une exploration du monde vécu de l'interviewé, qui décrit son expérience (Pollio et al., 1997). D'après Brinkmann (2013) les entrevues qualitatives, explorant l'expérience, visent à obtenir une description du monde vécu de l'interviewé, plutôt qu'une réflexion ou une théorisation, le but étant d'interpréter la signification du phénomène qui est décrit. Elles permettent d'accéder à une description de l'expérience du monde social et des situations, étant vécus par le participant. Elles offrent la possibilité d'accéder à une description rigoureuse du monde des expériences de la vie quotidienne, telles qu'elles sont vécues et décrites par des individus dans des situations spécifiques (Pollio et al., 1997). Les questions invitent l'interviewé à décrire ses expériences (Brinkmann, 2013). La plupart d'entre elles doivent émerger du dialogue avec le participant et se centrer sur des expériences spécifiques, visant à obtenir une description détaillée et complète de celles-ci (Pollio et al., 1997). De la même manière, les questions aident à explorer les émotions des interviewés dans des situations spécifiques. L'intervieweur devrait réussir à connaître et à s'exprimer lui-même dans le langage de l'interviewé pour poser des questions. Au lieu de demander le « pourquoi » d'un phénomène, il faudrait poser des questions sur le « comment » (Pollio et al., 1997).

2. 1. Les entrevues auprès d'anciens combattants des Autodéfenses unies de Colombie

Nous avons réalisé une première collecte de données à Bogota. Nous avons fait un deuxième terrain sur la Côte Atlantique, dans la région de Montes de Maria et du Golfe de Morrosquillo. Certaines des entrevues ont eu lieu dans la ville de Cartagena. Comme Bogota est la capitale de la Colombie, cette ville est un bassin important d'anciens

combattants. Ceci nous a permis d'interviewer des anciens membres de différents groupes, régions et milieux (urbains et ruraux) des Autodéfenses unies de Colombie, tel que prévu par notre échantillon initial. Ensuite, nous avons décidé de faire une étude du cas du groupe paramilitaire Héros de Montes de Maria. La région de Montes de Maria et du Golfe de Morrosquillo a été l'une des plus affectées par le conflit armé, surtout en raison des forts combats des FARC avec les paramilitaires et l'armée, qui ont laissé plus de 100 000 paysans déplacés. En plus, les paramilitaires ont perpétré plusieurs massacres et du contrôle social forcé sur la population, commettant des atrocités. Montes de Maria est une région de conflits agraires, où le mouvement paysan a eu une action importante pendant le XXème siècle, notamment dans les années 1970, étant l'objet d'une répression de la part des politiciens, des militaires et des paramilitaires. Notre intérêt pour ce cas vient aussi du fait que cette région a une importance stratégique pour les trafiquants de drogues. Dans les années 1980, ils avaient acheté des fermes dans les savanes de la région pour aller en vacances, ce qui rendit plus facile l'exportation de la cocaïne par le Golfe de Morrosquillo, qui est situé sur l'Océan Atlantique. La géographie du territoire se prête aussi à la réalisation d'activités illégales, car les montagnes et l'état des routes rendent difficile l'accès à la mer, en particulier à la municipalité de San Onofre, où se sont concentrées les violences envers les civils. Avant de commencer notre doctorat, nous avons été assistante d'un projet de mémoire historique des paysans de Montes de Maria pour l'ONG Commission inter-église de Justice et de paix. Le projet était fait en collaboration avec d'autres organisations de défense des droits humains, dont Human rights watch et Amnistie internationale. Cette expérience, qui nous a permis de connaître les histoires de vie et de victimisation des paysans, nous a sans doute sensibilisée à continuer à travailler sur les violences dans cette région.

Dans notre mémoire de maîtrise, nous avons interviewé 18 anciens combattants de différents groupes des Autodéfenses unies de Colombie à Bogota. Nous avons comparé les représentations qu'ils avaient de la violence perpétrée par leur groupe selon leur région et leur milieu (urbain ou rural). 7 ont participé à des groupes dans le département de Meta (4 au Bloque Meta y Vichada, 2 au Bloque Centauros et 1 au Bloque Heroes del

Llano). 2 avaient appartenu au Bloque Cacique Nutibara à la ville de Medellin. 3 ont été des membres de groupes dans la Côte Atlantique (1 du Bloque Norte, 1 du Bloque Elmer Cardenas et 1 du Bloque Central Bolivar). 2 ont appartenu au Bloque Catatumbo. 4 n'ont pas voulu donner le nom de leur groupe (voir carte en annexe). Nous avons choisi un échantillon par diversification externe qui nous permettait de comparer les représentations d'anciens membres de groupes urbains et ruraux, dans certaines des régions les plus critiques de la violence paramilitaire. Ensuite, afin de pouvoir étudier en profondeur le cas d'un groupe en particulier, nous avons collecté les histoires de vie de 12 anciens paramilitaires du Bloque Héros de Montes de Maria. Les entrevues ont eu lieu à deux villes de la Côte Atlantique.

Tableau I : Échantillon

Nom du groupe	Région d'action du groupe	N	Pseudonymes des interviewés cités	Milieu d'origine de l'interviewé : Rural - urbain	Milieu du groupe de l'interviewé : Rural-urbain	Âge d'entrée dans le groupe	Durée dans des groupes paramilitaires	Fonctions dans le groupe
Héros de Montes de Maria et Montes de Maria	Montes de Maria et Golfe de Morrosquillo – Côte atlantique	12	Yair	Urbain	Rural	21	5 ans	Combattant
			Dylan	Rural	Rural et urbain	28	6 ans	Combattant, Urbain et garde du corps
			Jason	Urbain	Rural	29	2 ans et demi	Combattant
			Jhon Edwin	Urbain	Rural	24	6 ans	Combattant et radio-opérateur
			Ramon	Rural	Rural	Ne le sais pas	3 ans	Combattant et radio-opérateur
			Fredy	Urbain	Rural	Ne le sais pas	2 ans et demi	Combattant
			Noel	Rural	Rural	30 ans	4 mois	Radio-opérateur
			Ever	Rural	Rural	22 ans	2 ans	Combattant
			Arlington	Rural	Rural	Ne le sais pas	3 ans	Combattant
Meta et Vichada, Bloque Centauros et Heroes del Llano	Meta-Llanos	7	Carlos	Urbain	Rural	21 ans	2 ans	Patrouilleur
			Juan	Urbain	Rural et urbain	18 ans	3 ans	Patrouilleur-exécuteur
			David	Urbain	Urbain	Ne le sais pas	4 ans	Urbain

Bloque Norte, Hermes Cardenas et Central Bolivar	Côte atlantique	3	Pas d'interviewés cités					
--	-----------------	---	-------------------------	--	--	--	--	--

Notre échantillon est composé de 28 hommes et de deux femmes. Malheureusement, il a été très difficile d'obtenir la participation des femmes, car celles que nous avons contactées n'ont pas été intéressées à participer au projet. Cela peut être dû au fait qu'elles sont mieux intégrées au marché du travail que les hommes ex-combattants. L'âge des interviewés de Bogota variait de 18 à 39 ans. 5 se sont affiliés au groupe en étant des mineurs, de 9 à 17 ans. L'âge moyen d'affiliation est de 24 à 28 ans. Ils ont passé de 4 à 6 ans dans le groupe. La plupart avaient appartenu à des familles monoparentales à l'enfance. Ils sont issus de milieux ruraux (petits villages ou fermes) ou des quartiers populaires des villes. 15 ont expliqué qu'ils s'étaient affiliés au groupe, car ils étaient sans emploi et leurs familles vivaient des situations financières très difficiles. 3 étaient motivés par la vengeance car des membres de leur famille avaient été victimes des guérillas. Ces interviewés ont dit qu'ils partageaient l'idéologie des paramilitaires, soit de protection de la sécurité des paysans. Avant leur affiliation au groupe, 2 avaient participé à des activités de délinquance commune, 2 à d'autres groupes armés illégaux et 3 à la force publique (la police ou l'armée).

En ce qui concerne nos interviewés des Héros de Montes de Maria, ils ont passé de 2 à 6 ans dans le groupe. 10 ont exprimé qu'ils s'étaient affiliés au groupe car ils n'avaient pas

de travail. 2 souhaitaient avoir l'expérience de la vie militaire. La plupart sont nés entre 1975 à 1985. Ils avaient entre 29 et 50 ans au moment des rencontres dans le cadre de la présente recherche. L'âge moyen était de 36,7 ans. La plupart avaient de 32 à 39 ans. Leurs parents et grands parents sont des paysans et leurs mamans sont des femmes à la maison. D'autres interviewés appartiennent à des familles d'ébénistes. On constate quelques évolutions intergénérationnelles des professions, étant liées à l'urbanisation et à l'exode rural, entre la génération de leurs grands-parents et celle de leurs parents. Certains des pères, qui avaient migré vers les villes, avaient travaillé dans le transport commercial, la sécurité privée, des activités industrielles ou techniques. Certaines des mères avaient travaillé dans les services domestiques. Tous les interviewés ont des enfants et la plupart d'entre eux en ont plusieurs (de 2 à 7). Le nombre moyen d'enfants est de 3. Avant d'avoir participé au groupe, la plupart des interviewés n'avaient pas terminé l'école primaire, ou avaient fait seulement quelques années d'études secondaires. Ils ont terminé leurs études secondaires dans le cadre du programme de réinsertion. Certains se sont formés pour travailler dans les domaines techniques ou commerciaux. Ils étaient âgés de 16 à 36 ans quand ils ont rejoint le groupe, avec une moyenne de 23,4, la plupart étant entre 18 et 25 ans. Dans notre projet de thèse, nous voulions interviewer des anciens combattants qui étaient en prison en raison de leur participation à des crimes de guerre ou à des crimes contre l'humanité. Néanmoins, nous n'avons pas eu accès à ce terrain, ce qui fait en sorte que les personnes qui ont commis les actes les plus graves ne se trouvent pas dans notre échantillon. Il s'agit de la principale limite de notre étude de cas. Néanmoins, nous avons eu accès à leurs expériences à partir de l'interprétation des récits de nos interviewés. Nous reviendrons sur cette question.

Tableau II : Occupations des interviewés

Groupe	Pseudonyme des interviewés cités	Occupations Antérieures à l'affiliation	Service Militaire : Oui, non	Occupations après la démobilisation	Occupations des grands-parents : Femme-homme	Occupations des parents : Mère-père
Héros de Montes de Maria	Yair	Construction, mécanique, cultivateur de coca	Oui	Conducteur de moto-taxi	Femme au foyer-agriculteur	Décédée -Ouvrier industriel
	Dylan	Agriculteur - soldat professionnel	Oui	Vendeur, incertain	Idem	Femme au foyer-agriculteur
	Jason	Activités de vente informelles et construction	Oui	Conducteur de moto-taxi	Commerçante-navigateur	Femme de ménage-navigateur
	Jhon Edwin	Vendeur magasin	Oui	Vendeur magasin	Ne le sait pas	Commerçante-hébéniste
	Ramon	Paysan	Non	Conducteur de moto-taxi	Agriculteurs	Agriculteurs
	Fredy	Ventes informelles et construction	Non	Diversité d'activités commerciales	Ne le sais pas	Femme au foyer-soudeur
	Noel	Paysan	Non	Conducteur de moto-taxi	Femme au foyer-agriculteur	Agriculteurs
	Ever	Paysan	Non	Sans emploi	Agriculteurs	Femme de ménage-gardien
	Arlington					
Inconnu	Daniel	Jamais travaillé	Non	Informatique	Inconnu	Inconnu
Heroes del Llano	David	Policier	Inconnu	Sans emploi	Inconnu	Inconnu
Bloque Cacique Nutibara	Ivan	Délinquant - tueur à gages	Non	Sans emploi	Inconnu	Inconnu
Bloque Catatumbo	Rodrigo	Membre d'une guérilla	Non	Sans emploi	Inconnu	Inconnu

Meta y Vichada	Juan	Inconnu-sans emploi	Non	Sans emploi	Inconnu	Inconnu
	Carlos	Policier	Non	Sans emploi	Inconnu	Inconnu

2. 2. Les conditions de terrain entourant la collecte de données

Afin de cerner les limites de la méthode d'entrevue employée, il est nécessaire de décrire et d'analyser les deux terrains et les contextes de production des entrevues.

Les deux terrains eurent lieu dans des espaces géographiques différents et à des moments différents. Cela eut une influence sur les démarches administratives pour accéder aux participants à l'étude et sur les entrevues en soi. Lors de la collecte de données à Bogota, les interviewés avaient été contactés via le Haut conseil pour la réintégration, en charge du programme de réintégration pour anciens combattants du Gouvernement, et au moyen de la fondation *Enseñame a pescar*, une maison d'accueil pour enfants soldats. Une amie-voisine qui avait fait du bénévolat dans cette fondation nous a mis en contact avec le directeur qui s'est montré très ouvert envers notre projet.

Également, nous étions entrée en contact avec le fonctionnaire du Haut conseil pour la réintégration, qui était chargé d'évaluer le soutien aux projets de recherche et nous lui avons envoyé notre projet. Suite à une entrevue lors de laquelle il nous aida à mieux cibler notre échantillon, nous avons dû attendre quelque temps avant qu'il nous appelle pour nous donner les numéros de téléphone des intervenants que nous devons contacter ainsi que les noms de potentiels participants. En ce sens, l'accès au terrain fut facilité, car nous n'avons pas eu de contraintes ou de résistances institutionnelles et, bien au contraire, nous avons pu compter sur la collaboration des institutions. Après avoir contacté les intervenants, nous avons assisté à des ateliers d'intervention psychosociale, où nous sommes entrée en contact avec les participants. Comme les ateliers avaient lieu dans différentes localités de Bogota, nous nous sommes déplacée dans des centres répartis dans plusieurs quartiers. Nous avons contacté les interviewés de cette manière. Le terrain n'a pas impliqué un grand changement de contexte pour nous, car Bogota est notre ville natale. Dans la mesure où la plupart des entrevues ont été conduites dans les centres où avaient lieu les ateliers, les espaces pour les entrevues n'étaient pas toujours les plus propices. Il y avait beaucoup de bruit, car les ateliers se déroulaient en parallèle à côté. Il nous est même arrivé de devoir mener une entrevue dans la même salle de l'atelier, sans pouvoir compter sur une place plus privée, ce qui aurait pourtant permis

une meilleure ouverture de la part de l'interviewé. Les entrevues où les participants ont été le plus enclins à partager leurs expériences ont eu lieu dans des cafétérias, à la maison, ou dans les parcs des quartiers de certains d'entre eux. Inviter les interviewés à boire un café a permis de créer une confiance accrue, car on pouvait parler dans un espace où ils sentaient une liberté plus grande pour s'exprimer.

Le contexte du programme a eu une influence sur les entrevues. Il a pris en charge le processus de réintégration sociale et économique d'anciens combattants qui, au moment des démobilisations, ne faisaient pas face à des accusations pénales et qui étaient censés de ne pas avoir participé ni à des crimes de guerre, ni à des crimes contre l'humanité, lesquels ne sont pas amnistiables. Pendant le désarmement, les groupes avaient fourni une liste avec les noms des combattants ayant des accusations auprès du système de justice. Les autres ont commencé à participer au programme de réintégration, sans qu'ils n'aient fait l'objet d'enquête criminelle. À peu près 30 000 des 31 687 combattants qui ont laissé les armes ont été amnistiés (Villarraga Sarmiento, 2012). Ils ont été pris en charge par le programme depuis leur démobilisation. Depuis ce moment-là, tel qu'il ressort des entrevues que nous avons menées avec eux, mais aussi de conversations avec des intervenants du programme, on leur a demandé de ne plus parler de ce qu'ils ont vécu dans le groupe. Ils étaient censés changer d'identité, laissant celle de combattants pour se concentrer sur leur processus de réintégration sociale. Ainsi, la transformation de l'identité des participants est perçue comme un mécanisme favorisant leur réintégration sociale. L'exigence de ne pas parler de ce qu'ils ont vécu dans le groupe est utile au programme. D'un côté, au début de l'implantation du programme, les intervenants ne savaient pas comment traiter la question de la mémoire des violences des participants, étant confrontés à des histoires très difficiles qu'ils devaient partager et qui avait des impacts sur eux-mêmes. Garder en silence les expériences des participants dans la violence, permettait d'éviter de rouvrir les blessures du passé. Les participants au programme ont participé à des groupes paramilitaires ou à de guérillas. En ce sens, ne pas parler de leurs souvenirs de la violence était utile pour éviter des conflits éventuels. De l'autre côté, le silence est également utile car il permet d'éviter des dilemmes au

niveau pénal, pour des individus qui sont supposés de ne pas avoir commis des crimes contre l'humanité, mettant les intervenants dans une position difficile et ambiguë. L'un des rôles des intervenants est de les aider au niveau psychologique, mais cela pourrait impliquer de devenir complice de crimes impunis. Cette position ambiguë se présente aussi pour les chercheurs et en particulier entre, d'une part, leur rôle d'expliquer des conduites violentes, qui nécessite une connaissance en détail de l'expérience de l'interviewé et de ses actions et, de l'autre, un conflit de rationalité entre la responsabilité éthique de confidentialité, versus la responsabilité pénale des participants à l'étude. Les interviewés se trouvent dans une position ambiguë entre les exigences de silence de la part du programme, s'auto protéger pénalement et l'invitation du chercheur à lui confier ses expériences les plus intimes, sous les préceptes de l'anonymat et de la confidentialité.

Rappelons encore que la présente recherche a elle-même été appuyée par le programme du Haut conseil pour la réintégration et par celui de l'Agence colombienne pour la réintégration, qui s'est chargée de notre mise en contact avec les participants. Dans le contexte du processus de justice transitionnelle du pays, qui vise la construction de la vérité, les institutions publiques sont censées collaborer avec les chercheurs. En ce sens, le programme de réintégration du gouvernement se trouve dans une position ambiguë, précisément par l'exigence d'aider les chercheurs à collecter des données, versus la volonté de garder le silence à propos de la participation à la violence des anciens combattants du programme.

Cette position des interviewés limite évidemment ce qu'ils peuvent dire pendant les entrevues. Dans le cas de notre terrain à Bogota, le fait que les interviewés aient été rencontrés dans la capitale, éloignés géographiquement des régions dans lesquelles leur groupe a perpétré les violences, leur permis de se sentir plus à l'aise pour parler. Cette situation a favorisé un recul par rapport à ce qu'ils ont vécu dans le groupe, se situant dans une réalité différente de celle de leur région d'origine ou de celle de leur groupe. Aussi, lors de l'enquête à Bogota, les anciens combattants interviewés n'avaient eu aucun contact avec le système de justice, se trouvant complètement en dehors du processus de

justice transitionnelle. La position ambiguë des interviewés offre, malgré tout, des avantages pour la conduite des entrevues. Dans la mesure où le chercheur vise à créer une relation horizontale de confiance avec l'interviewé, dans le cadre d'une approche compréhensive, sans le juger, plusieurs participants voient dans l'entrevue une possibilité de briser le silence. Comme nous le verrons par la suite, il s'agit pour eux d'une opportunité de donner leur point de vue, de parler de ce qu'ils ont vécu et, surtout, de dénoncer et de dévoiler les secrets des acteurs qui ont bénéficié de leur sale boulot, en plus de critiquer le gouvernement et le programme de réintégration. Certains interviewés expliquent qu'ils voulaient raconter leur histoire afin de prévenir que d'autres jeunes commettent leur erreur, soit d'intégrer un groupe paramilitaire. D'autres se sont montrés réticents à parler, tandis que d'autres se sont ouverts et impliqués dans les rencontres.

2. 3. Le terrain à Montes de Maria

Les démarches pour parvenir aux entrevues avec les anciens combattants des Héros de Montes de Maria ont été plus difficiles que pour l'enquête à Bogota. Le Haut conseil pour la réintégration a été remplacé par l'Agence colombienne pour la réintégration (ACR). Une amie de l'université qui travaillait à l'ACR a fait parvenir notre projet au responsable de l'appui aux recherches. Nous avons dû attendre longtemps pour avoir une rencontre avec lui, lors de laquelle il nous a dit que la raison du délai tenait au fait que le projet portait sur la participation à la violence des anciens combattants et que dans la mesure où ils étaient supposés ne pas avoir participé à des actes de violence contre les populations civiles, cela pouvait avoir des implications pénales pour le programme, pour les participants et pour nous. Après une négociation au terme de laquelle nous nous sommes engagée à dire au début de chaque entrevue de ne pas faire référence à des situations de violences spécifiques (lieux, dates, noms, etc.), mais de parler d'une manière plus générale des expériences dans ce type de situations, le programme a émis comme condition de possibilité de signer un formulaire disant que, si jamais la recherche montrait qu'un participant avait pris part à des crimes et dans l'éventualité qu'un procès pénal s'ouvre en conséquence, c'était notre responsabilité pénale qui était engagée.

Ces conditions posent évidemment des limites à notre recherche. Néanmoins, grâce au programme, nous avons pu contacter les interviewés et nous avons compté avec le soutien du programme de réintégration dans deux villes de la région, qui planifia les rencontres et nous a offert l'espace d'un bureau pour faire les entrevues. À part une entrevue où il y avait une intervenante assise dans le bureau mitoyen, l'espace fourni par le programme pour les rencontres avec les participants nous a permis de faire les entrevues dans un endroit propice.

À la différence du terrain à Bogota, les ex-combattants des Héros de Montes de Maria ont été interviewés par des fonctionnaires du système de justice. En conséquence, ils étaient beaucoup plus conscients des implications juridiques de ce qu'ils pouvaient dire lors des entrevues que les participants de Bogota. Également, le fait qu'ils soient dans la même région que les violences qui ont été perpétrées a eu une incidence sur les entrevues. La plupart des interviewés dirent, par exemple, qu'ils s'étaient affiliés au groupe après la commission des massacres par celui-ci dans la région. Ils affirment ne jamais avoir participé à des violences contre la population civile. Nous les avons donc invités à nous parler des expériences des exécuteurs qu'ils avaient observés, ou avec qui ils avaient parlé, ce qui s'avéra être une technique très utile pour la connaissance de la violence. En effet, ils avaient une connaissance très intime de celle-ci, en tant que témoins directs des actions, ou parce qu'ils avaient eux-mêmes parlé de ce sujet avec des exécuteurs. En ce sens, nous considérons que, même si nous ne sommes pas en mesure de savoir si nos interviewés de Montes de Maria ont participé, ou pas, directement à des violences contre des civils, ils constituent des sources importantes et valides pour documenter ce sujet. Néanmoins, il est important de se poser quelques questions quant à la validité de leur discours. Ont-ils menti ? Sont-ils les auteurs directs de violences envers des civils ? Quelles sont les implications de cela pour notre analyse de la violence dans le groupe ? En fait, tous ceux qui ont parlé de l'expérience de la violence des exécuteurs ont fourni la même description, ce qui, selon nous, montre qu'ils n'ont pas menti à ce sujet et qu'ils partageaient du moins leur interprétation de la conduite des exécuteurs. Par contre, ils

ont pu mentir en ce qui concerne l'affirmation selon laquelle ils n'étaient pas eux-mêmes les auteurs directs des violences. Le fait qu'ils aient menti ou pas ne change en rien la validité de leur description de l'expérience de la violence des exécuteurs. En plus, cette description est concordante avec celle des interviewés de Bogota qui nous avaient dévoilé leur participation directe aux violences et avec les résultats de l'étude ethnographique de Civico (Civico, 2016). Par contre, s'ils ont menti, le discours de nos interviewés qui avaient la fonction de radio-opérateurs serait moins valide. Les radio-opérateurs affirment qu'ils ont refusé de participer directement aux violences. S'ils ont menti, notre analyse de la division morale du travail dans le groupe, selon laquelle il existe une division du travail entre les exécuteurs et les radio-opérateurs, facilitée par la perception par ces derniers d'avoir conservé leur intégrité morale, ne serait pas exacte. Néanmoins, nous considérons qu'ils n'ont pas menti, car le discours de tous les interviewés radio-opérateurs est concordant et, surtout, car l'existence d'une division morale du travail et d'une catégorie d'acteur qui s'abstient à participer aux violences a déjà été prouvée par les études de Browning (Browning, 1992) et de Welzer (Welzer, 2005) sur les exécuteurs nazis. Également, l'existence de différences morales entre les tortionnaires est démontrée dans l'étude de Huggins et de ses collègues (Huggins et al., 2002) sur les policiers au Brésil. D'autre part, plusieurs interviewés participèrent à des combats avec les guérillas, ce qui nous a permis d'étudier ce type de situation violente selon les expériences des acteurs de première ligne.

Notre terrain réalisé dans la région de Montes de Maria et du Golfe de Morrosquillo s'est avéré riche, car nous avons été en mesure de nous immerger dans le contexte régional de nos interviewés, à la différence de notre terrain à Bogota. Nous avons une tante qui habite dans la région, ce qui a beaucoup facilité le terrain car nous avons pu rester chez elle et compter sur son soutien. Elle nous sensibilisa à la réalité de la région en nous donnant des informations pratiques à propos des gens, des codes de la population, des moyens de transport à utiliser et à éviter, des différents endroits et des restaurants pour aller manger, etc. En plus de nous parler du contexte de la région, elle nous présenta d'autres gens. Elle nous accompagna lors de nos premiers voyages aux différents villages,

ce qui nous a permis de nous sentir en sécurité, tout en nous familiarisant avec la région, pouvant voyager par nous même par la suite.

Lors de nos déplacements, nous avons rencontré des habitants qui nous ont parlé de leurs perceptions par rapport à la réalité sociale, politique et économique actuelle. Ils ont partagé leurs souvenirs du conflit armé et leurs perceptions sur les changements de la région après la démobilisation des Héros de Montes de Maria en 2005. Ils ont parlé de la militarisation de la région par le gouvernement, qui a eu lieu depuis 2002. Nous avons beaucoup parlé avec les conducteurs de taxis et bici-taxis, qui sont devenus des personnes de confiance. Nous avons fait deux voyages dans la région. Lors du premier, nous visitâmes les différents villages. Nous écrivîmes nos expériences et observations dans un journal de terrain. En plus d'avoir échangé avec des gens rencontrés en voyageant, nous avons interviewé un entrepreneur. Nous avons réalisé d'autres entrevues avec des professionnels d'ONG travaillant dans les domaines de la mémoire des victimes, des droits des paysans et du développement. L'expérience des professionnels sur le terrain fut d'une grande valeur pour nous fournir un portrait des changements vécus dans la région suite à la « pacification » qui eut lieu après la démobilisation des paramilitaires en 2005, en plus de nous permettre de connaître le contexte socio-économique et politique actuel des milieux urbains et ruraux. Ces entrevues nous ont apporté des informations à propos de situations problématiques concernant la propriété des terres des paysans déplacés, en plus de nous renseigner sur les problèmes d'insécurité qui suivirent le processus de démobilisation des paramilitaires. À cela s'ajoute la situation de pauvreté extrême et de marginalité encourue par les déplacés par la violence. Des jeunes marginalisés sont exploités par des bandes néo-paramilitaires pour qu'ils participent à des activités liées au micro-traffic d'armes et de drogues, incluant des homicides commandités. Nous avons pu contacter et obtenir la collaboration des ONG locales grâce à l'aide de nos connaissances à Bogota.

2. 4. L'étude des représentations des anciens combattants des Autodéfenses unies de Colombie

L'objectif des entrevues réalisées à Bogota était de connaître les représentations des interviewés sur les violences perpétrées par leur groupe. L'histoire de vie fut abordée depuis la période précédant leur affiliation au groupe, saisissant leurs cadres interprétatifs à partir de la description qu'ils ont fait de leur expérience. Leurs représentations ont été étudiées à partir de leurs récits. Afin de distinguer les représentations des interviewés quand ils appartenaient au groupe de celles qu'ils avaient au moment de l'entretien, c'est-à-dire dans la période de la réintégration à la société, nous leur avons posé des questions sur leurs perceptions lors de situations ou d'évènements spécifiques. Un sujet de débat tient à savoir si les représentations du passé sont construites pendant l'entrevue, dans le cadre de l'interaction entre l'intervieweur et l'interviewé. Les entretiens sont des interactions face à face, des constructions sociales situées ou des situations, où les acteurs construisent la réalité, en performant différents rôles et positions (Brinkmann, 2013). Le rôle de l'intervieweur et la manière dont il est perçu par l'interviewé ont une influence sur le récit du dernier. De la même manière, des nouvelles représentations peuvent émerger pendant l'entrevue. Ces aspects doivent être pris en compte pour l'analyse des entrevues qui portent sur les souvenirs de la violence des agresseurs. Comme nous l'avons noté, les ex-combattants ont très peu d'espace pour parler de leurs expériences du conflit armé, car leur participation au groupe est, selon eux, un sujet tabou. L'entretien est alors une opportunité pour donner du sens à l'expérience vécue. Les interprétations créées pendant les entrevues sont une réalité qui peut être analysée. Ce n'est pas parce qu'elles émergent au cours de l'entretien qu'elles sont fausses, peu objectives ou qu'elles n'existent pas (Pollio et al., 1997). Néanmoins, d'après nous, il est important de distinguer les représentations qu'ils avaient lors de leur participation au groupe paramilitaire de celles qu'ils ont construit pendant l'entrevue, tout en prenant en compte le fait que la mémoire a des lacunes, en plus d'être partielle et subjective (Deschaux-Beaume, 2013).

Les entrevues peuvent rendre compte, ou pas, de leurs interprétations du passé violent

pendant le post-conflit, se situant dans le cadre du programme de réintégration. Des techniques d'entrevue peuvent être utilisées pour pouvoir faire cette différenciation. Par exemple, lorsqu'un interviewé vient de décrire une situation de violence, on peut lui poser une question sur sa perception de l'évènement au moment où il a eu lieu. De la même manière, les interviewés ont une tendance à dire par eux-mêmes que leur représentation de la violence a changé depuis qu'ils ont laissé les armes. Nous analyserons les rôles de l'intervieweur et de l'interviewé dans le cas de nos entrevues ci-dessous.

2. 5. L'étude des histoires de vie des Héros de Montes de Maria

La collecte de données dans la région de Montes de Maria, visait à reconstruire les histoires de vie d'anciens combattants du groupe paramilitaire Héros de Montes de Maria depuis leur enfance. L'objectif était de reconstruire leur vécu, en nous centrant sur la période de leur vie consacrée au travail, en considérant leur participation à des organisations violentes comme étant une période de leur carrière. Nous avons centré les entrevues sur leurs expériences du travail, les invitant à nous décrire leur carrière, dans un ordre chronologique, en mettant l'accent sur leurs conditions d'emploi et sur leurs expériences, au niveau physique. Au cours de leur récit sur leur expérience dans le groupe, nous avons cherché à approfondir sur des évènements spécifiques, en leur demandant de nous décrire ce qu'ils avaient ressenti au moment de la situation, en plus de nous préciser leur expérience au niveau physique et sensoriel. Cette technique s'est avérée très utile pour connaître l'expérience de la violence, comme il est suggéré par Katz (1988). Par exemple, l'interviewé Ramon nous a dit qu'il avait été présent lors de la commission de massacres, devant enterrer les victimes dans des fosses communes. Nous lui avons demandé de nous décrire la première fois qu'il avait vécu ce type de situation et nous lui avons ensuite demandé de nous détailler son ressenti. Cela l'amena à décrire son expérience physique et émotionnelle. Ensuite, nous lui avons demandé de nous décrire les massacres suivants, ce qui l'amena à parler des changements au niveau de sa conduite et de son interprétation. De la même manière, la technique descriptive fut très utile pour étudier les combats, permettant de connaître, non seulement, l'expérience

situationnelle de la violence, mais aussi, le processus d'apprentissage de techniques et de compétences leur permettant de devenir performants. Au delà de la connaissance de la violence proprement dite, cette technique permet d'appréhender d'une manière vivante la réalité de la vie quotidienne des combattants, leurs expériences et leurs contextes de vie et de travail, permettant de saisir les petits détails qui sont importants pour avoir un bon portrait de leur vie de tous les jours.

Un débat en méthodologie qualitative porte sur les récits des interviewés : sont-ils des représentations construites au cours des entretiens ou permettent-ils de rendre compte de leurs perceptions de la réalité en dehors de la réalité situationnelle de l'entrevue (Brinkmann, 2013) ? D'après nous, les récits ne sont pas uniquement des constructions situées, tel qu'il est posé par l'approche analytique ou constructiviste. Selon la position phénoménologique, les données issues de entrevues rendent compte de la réalité de l'interviewé en dehors de l'entretien, mais, pour cela il faudrait utiliser des entrevues centrées sur la technique descriptive afin d'obtenir des portraits détaillés des expériences dans des situations spécifiques (Brinkmann, 2013). Néanmoins, il est important à prendre en compte le fait que la description de l'expérience émerge dans un contexte de dialogue entre l'intervieweur et l'interviewé (Pollio et al., 1997). Les données sont influencées par ce dialogue, qui a lieu entre des acteurs performant des rôles définis et ayant des statuts spécifiques. En ce sens, le processus de remémoration de l'interviewé, dans le contexte de l'entrevue, a une influence sur la signification donnée à l'expérience (Pollio et al., 1997).

Il est nécessaire d'analyser les rôles de l'intervieweur et de l'interviewé, afin de cerner l'influence de la manière dont le chercheur est perçu par l'interviewé sur ce qui est dit, ou n'est pas dit par celui-ci. Carreiras et Alexandre (2013) soulèvent que le statut (âge, genre, ethnicité, social, économique) du chercheur a une influence sur la manière dont il est perçu par l'interviewé, ce qui a une influence sur son récit. Dans le cas de nos entrevues, plusieurs de nos interviewés avaient notre même rang d'âge, ce qui a permis de créer un certain rapprochement générationnel. D'autres étaient plus jeunes que nous,

ce qui créa un autre type de rapport, de grand à petit. D'autres étaient plus âgés, construisant un rapport, d'une certaine manière, paternaliste avec nous. Seules deux de nos interviewés étaient des femmes. Notre rapport avec ces deux interviewées fut différent, car une d'elles, très jeune, nous percevait comme quelqu'un de grand. L'autre interviewée semblait avoir notre âge, ce qui nous a permis de parler avec beaucoup de confiance, de femme à femme. Cette interviewée a beaucoup pleuré pendant l'entretien, en se rappelant des horreurs qu'elle a vécues dans le groupe paramilitaire. Un autre type de rapport s'est construit avec la grande majorité de nos interviewés, soit des hommes. Notre statut de femme était en intersection avec notre statut socio-économique, plus élevé que celui de nos interviewés. Nous n'avons pas fait attention aux différences raciales entre eux et nous, mais nous ne considérons pas qu'elles auraient influencé les entrevues, car nous appartenons à la race métisse, comme la grande majorité des colombiens. Certains de nos interviewés nous ont associé aux intervenantes du programme de réintégration, ayant un rapport avec nous similaire à celui qu'ils auraient eu avec une professionnelle de l'intervention. Cela a pu poser des limites à ce qu'ils nous ont dit. D'autres nous perçurent comme une étudiante, à qui ils faisaient une sorte de faveur pour qu'elle puisse faire son devoir, comme dans une école. Mais, aussi, ils nous ont vu comme une étudiante qui allait écrire un livre montrant leur point de vue et leur expérience, ce qui, selon eux, contribuerait à éviter que d'autres ne commettent les mêmes erreurs qu'eux. D'autres nous perçurent comme quelqu'un à qui il ne fallait pas faire confiance et qui posait des questions sur des choses qui ne la concernaient pas. Ces dernières entrevues ont été les moins réussies, car les interviewés répondaient aux questions de manière très brève. Nous avons dû alors poser beaucoup de questions, sans parvenir à gagner leur confiance.

Pour notre part, à partir de nos premières entrevues à Bogota, nous avons créé une perception d'eux comme des gens qui n'avaient pas eu d'opportunités de réussir dans la vie. Plutôt que de les voir comme des criminels dangereux, nous avons l'impression qu'ils étaient des hommes tout à fait ordinaires, conduits à travailler dans un groupe paramilitaire à cause de situations difficiles dans leur vie. Cette perception a eu une

influence sur notre interprétation des données. Nous avons toujours essayé, dans la mesure du possible, de créer des relations horizontales avec nos interviewés. Pour cela, nous avons essayé de parler en employant un langage populaire, afin de cacher notre origine plus favorisée. En Colombie, les différences entre les classes sociales sont très marquées et le langage est un indicateur du milieu socio-économique. Parler dans un langage populaire était pour nous une manière d'éviter qu'ils aient des préjugés envers nous. Nous les avons tutoyé afin de créer une attitude de confiance. Nous avons appris à utiliser leurs codes de langage pour obtenir plus d'information. Une technique employée était de faire une relance en utilisant un terme qu'eux-mêmes avaient employé, pour approfondir un sujet sensible. Par exemple, si l'interviewé avait parlé du « nettoyage » pratiqué par son groupe, alors nous lui demandions de nous décrire les actions entreprises pour qu'un village soit plus propre. Cela leur permettait de ne pas se sentir jugés et de s'exprimer d'une manière plus libre. Une autre technique consistait à introduire un sujet sensible qu'ils n'avaient pas mentionné eux-mêmes, en utilisant des expressions propres aux paramilitaires, afin qu'ils se sentent en confiance pour en parler. Par exemple, au lieu de leur demander de parler de la violence exercée envers les civils, nous leur avons demandé de nous décrire les méthodes utilisées par leur groupe pour lutter contre les collaborateurs ou les vicieux, ou pour protéger la sécurité, ce qui leur donnait l'impression que nous soutenions ces pratiques.

Nous avons adopté une attitude très compréhensive pour qu'ils se sentent à l'aise de parler. Nous avons évité de réagir et de montrer nos positions par rapport à ce qu'ils disaient lorsqu'ils parlaient de sujets sensibles. Néanmoins, cela s'avéra très difficile lorsqu'ils exprimaient des idées choquantes. Nous avons l'impression que notre statut de femme nous a fait paraître inoffensive à leurs yeux. Ce statut nous a aidé à obtenir la confiance de nos participants plus âgés, ainsi que de nos « contemporains », qui adoptèrent une attitude protectrice envers nous. À certains moments des entretiens, lorsqu'ils parlaient de sujets sensibles sur le plan moral, ou avec certains interviewés avec qui nous ne nous sommes pas sentie en confiance, nous adoptâmes une attitude plus distante, créant une différence de statut avec eux en les vouvoyant. Cela fut un

mécanisme instinctif de notre part pour nous protéger, au moins psychologiquement. Une telle situation nous est arrivée avec un interviewé qui nous regarda et qui nous parla d'une manière bizarre au début de l'entrevue, ce qui a fait en sorte que nous ne nous sommes pas sentie en confiance avec lui. Un autre participant voulait nous convaincre qu'il était un « vrai criminel » pour nous impressionner. Plusieurs fois, il nous a demandé de faire une analyse psychologique de lui en tant qu'étudiante au doctorat en criminologie parlant avec un « vrai criminel ». Ensuite, il nous a dit que lui aussi avait des aptitudes d'investigation en tant que (ex) paramilitaire et qu'il pouvait alors analyser notre psychologie à son tour. Dans d'autres entrevues, nous avons partagé des moments difficiles avec eux, lors desquels nous avons dû nous retenir pour ne pas pleurer lorsqu'ils parlaient d'expériences vraiment traumatiques qu'ils avaient subies. À certains moments, l'analyse des entrevues fut difficile pour nous, car leurs histoires sont souvent faites de souvenirs tragiques et de souffrances : ce sont des expériences de la pauvreté, de la violence, du manque d'espoir, toutes ayant contribué à les conduire à décider d'intégrer des groupes qui violentaient leurs corps, ceux de leurs camarades et des victimes innocentes, tués injustement par des méthodes brutales. Évidemment, pendant les entrevues, nous n'avons pas pu nous empêcher de réagir en les entendant parler des méthodes de torture ou en justifiant la mise à mort des civils innocents ou des petits délinquants, au nom de la sécurité ou d'un soi-disant nettoyage, ou, encore, comme si c'était quelque chose qu'ils méritaient. Néanmoins, nous avons toujours fait un effort pour les comprendre, pour essayer de nous mettre à leur place et pour ne pas les juger.

Le sujet de la violence sexuelle des paramilitaires envers les femmes n'a pas été abordé du tout. Ils ne nous ont pas parlé de ce sujet et nous n'avons jamais rien demandé sur cette question non plus. Nous considérons que cela est une limite de notre thèse, car avoir abordé d'une manière plus directe et spécifique leur position par rapport aux violences faites aux femmes aurait permis de réfléchir davantage au sujet de leur masculinité. Également, après avoir fait cette recherche, nous constatons que nous aurions dû explorer leur histoire sentimentale et celle de leur sexualité, en plus de leurs perceptions par rapport aux rôles des hommes et des femmes, ce qui aurait été une porte

d'entrée à l'étude de leur masculinité. Également, nous aurions dû aborder d'une manière directe la question du rapport des paramilitaires aux femmes des communautés et aux femmes combattantes. Par exemple, certains interviewés nous ont dit qu'ils fréquentaient des prostituées lorsqu'ils sortaient en vacances, mais, malheureusement, nous n'avons pas approfondi sur ce sujet, le trouvant trop intime.

3. Les sources écrites

Nous avons utilisé plusieurs sources écrites. Afin de connaître l'histoire de la région, nous avons consulté les recherches du *Centro de investigacion y educacion popular* (CINEP) dans leur bibliothèque à Bogota. Pour connaître l'économie de la région, nous avons lu des articles publiés par le *Banco de la Republica*. Les journalistes de *Verdad abierta*, qui appartient à la *Revista semana*, la revue la plus importante en Colombie, font un travail de recherche très vaste sur les groupes paramilitaires en Colombie. Ils ont publié plusieurs articles sur la région de Montes de Maria, étant disponibles sur leur site web : www.verdadabierta.com. Les recherches de *Verdad abierta*, nous ont aidé à connaître l'histoire des groupes paramilitaires à Montes de Maria, en plus d'identifier les différents acteurs impliqués dans la violence. Grâce à ces articles, nous avons pu obtenir de l'information sur les commandants des groupes et sur leurs liens avec les politiciens et avec les autres acteurs impliqués dans les violences. Les procès de justice des paramilitaires, étant jugés par la loi de justice et de paix (loi 975 de 2005), ne sont pas publics. Le public n'a accès aux audiences qu'à travers les médias. *Verdad abierta* fait un travail important de médiatisation des confessions des procès de justice et de paix, ce qui nous a été utile pour documenter les confessions des leaders des Héros de Montes de Maria, notamment celles de Diego Vecino et de Juancho Dique. Le groupe de mémoire historique de la Commission nationale de réparation et de réconciliation, qui avait été créé par la loi de justice et de paix en 2005 et qui fut remplacé par le Centre national de mémoire historique à partir de sa création par la loi des victimes et de restitution de terres en 2011, a été mandaté pour aider à construire la mémoire historique du conflit armé en Colombie, en travaillant sur des cas emblématiques. Le cas de Montes de Maria est l'un des plus documentés. Le Centre national de mémoire historique a fait un travail

important sur la mémoire des violences dans la région de Montes de Maria, en collectant les témoignages des survivants, des populations locales et des anciens combattants. Des rapports portant sur l'histoire du mouvement paysan, sur le problème de la propriété de la terre et sur la violence des groupes paramilitaires ont été publiés. Un rapport, qui fut publié en 2009, documente un massacre perpétré au village d'*El Salado* en février 2000, l'un des massacres les plus connus, à cause de son caractère spectaculaire et atroce. Selon nous, l'un des rapports les plus importants fut publié en 2011, et porte sur les régimes de terreur imposés par les commandants El Oso et Cadena aux villages de *Rincon del Mar* et de *Libertad* à la municipalité de *San Onofre*. Il offre une documentation détaillée et une analyse fine de la violence perpétrée dans la vie quotidienne envers la population civile et, notamment, envers les femmes de la communauté. Les rapports du Centre national de mémoire historique ont été utilisés dans nos analyses des violences et des conduites des agresseurs.

Également, nous avons construit une chronologie des massacres perpétrés par les Héros de Montes de Maria. Après avoir identifié chacun des évènements, nous avons fait une recherche sur Google des articles de presse publiés sur Internet sur chacun des épisodes. Nous avons trouvé des articles publiés dans les principaux journaux et revues du pays et de la côte atlantique tels que *El Tiempo*, *El Espectador*, *El Meridiano* et *Revista Semana*, ayant leurs archives en ligne. Ces articles fournissent des informations très générales sur ce qui s'est passé et sur des aspects tels que les armes et les méthodes utilisées et, parfois, sur les acteurs impliqués, mais ne permettent pas de connaître, par exemple, la conduite des agresseurs. En ce sens, les articles de presse permettent d'obtenir des informations de base sur les évènements en soi (date, lieu, armes, acteurs impliqués), mais ils n'aident pas à étudier les conduites des agresseurs. Par contre, les entrevues avec les anciens combattants nous ont aidé à connaître les conduites des auteurs, mais pas à avoir des informations plus précises sur les évènements en soi. Le média indépendant *La Silla vacia* a fait des recherches sur l'achat des terres des paysans déplacés, par des entrepreneurs et par des entreprises de la palme africaine, se basant sur des entrevues avec les paysans et avec les acheteurs eux-mêmes. Nous avons

consulté ces recherches. Nous avons également fait une recherche sur les acteurs (politiciens, propriétaires fonciers, entreprises, trafiquants de drogues, personnes de la population, etc.) impliqués dans les violences des Héros de Montes de Maria. Après avoir identifié les acteurs impliqués, nous avons effectué une recherche sur Google des articles de journaux parlant sur chacun de ces acteurs. Afin de vérifier la validité de la source, nous avons comparé l'information fournie par les différents articles. La collecte de sources écrites fut une longue période de la collecte de données.

4. Les analyses

Afin d'atteindre nos objectifs d'étudier les expériences, les représentations et l'identité d'anciens paramilitaires, nous avons adopté une méthode d'analyse de récits. Cette méthode analyse des textes rapportant des histoires de vie ayant un ordre chronologique, afin de dégager leur signification. Il s'agit d'une approche narrative à l'étude de l'expérience dans son contexte et selon sa temporalité. L'analyse thématique appartient à cette catégorie, se centrant sur ce qui est dit dans l'histoire (KohlerRiessman, 2008). C'est une stratégie de réduction des données qui consiste à identifier et à décrire des expériences, afin de dégager leurs *patterns* et leur signification. Une première étape de l'analyse consiste à identifier des thèmes dans les données selon les objectifs de la recherche. Ensuite, des nouveaux codes sont créés de manière inductive (LionessAyres, 2008). Nous avons adopté cette approche pour analyser les récits de vie de nos interviewés.

En ce qui concerne nos analyses des entrevues avec les 18 ex-combattants de différents groupes des Autodéfenses unies de Colombie (chapitre 4), après les avoir toutes retranscrites et les avoir lues plusieurs fois, à l'aide du programme N. Vivo, nous avons identifié les différentes raisons et les trajectoires qui les ont conduits à s'affilier aux groupes. Nous avons créé des codes pour les entraînements et pour les mécanismes de contrôle des combattants. Nous avons analysé l'évolution des conduites et des représentations, le langage du groupe et les termes utilisés pour faire référence à la violence. Nous avons procédé à une analyse des différentes rhétoriques à propos de la

violence. Après avoir identifié les différentes rhétoriques, le travail d'interprétation a été fait dans un aller et retour à la littérature portant sur les exécuteurs et sur le sale boulot. Notamment, après avoir saisi la pertinence théorique de la notion de sale boulot pour interpréter les expériences et les représentations du travail de la violence de nos interviewés, nous avons notamment cherché des passages d'entrevues dans nos données, qui permettaient de travailler ce concept.

La méthode d'analyse de récits de type thématique, étant une stratégie d'analyse descriptive de l'expérience, a été très utile pour étudier les expériences de la violence selon la division du travail dans le groupe Héros de Montes de Maria, selon les récits de nos 12 interviewés (chapitre 5). Une première étape de l'analyse thématique des données consiste à sélectionner des passages pertinents d'entrevues par rapport à la question de recherche et à l'objet d'étude. À partir de ces passages, une liste d'unités de signification est créée. Les unités sont ensuite regroupées en thèmes ou catégories. Ensuite, une description textuelle de l'expérience de chaque interviewé est rédigée pour chaque thème. À partir de ces documents, une synthèse des significations et des essences de l'expérience de l'ensemble des interviewés est créée (Van Manen and Adams, 2008; Moustakas, 1994).

Toutes les entrevues avec les anciens paramilitaires des Héros de Montes de Maria ont été retranscrites et relues plusieurs fois. Notre première étape d'analyse a consisté à sélectionner des citations pertinentes pour l'exploration de l'expérience de la violence dans chaque entrevue. Ensuite, les citations ont été placées dans différentes catégories ou sujets qui ont émergé des données. En ce qui concerne la division du travail dans le groupe, une catégorie a été créée pour chaque rôle : l'expérience du combat, de l'exécution et des radio-opérateurs. Chaque catégorie fut divisée en des sujets différents. L'idée était d'extraire l'expérience typique de chaque rôle et la signification donnée à celle-ci. Pour chaque citation, une description de l'expérience de l'interviewé a été rédigée, en préservant ses propres mots et ses significations. Ensuite, pour chaque catégorie, les expériences et les significations des interviewés ont été comparées. Une

synthèse des caractéristiques essentielles de l'expérience a été rédigée dans un langage scientifique, ainsi qu'une sélection de citations. Afin d'analyser la morale, des citations portant sur des questions morales ou bien sur des questionnements au niveau moral ont été soulevées. De même, des citations montrant une perte de moralité ou une absence de pensée ont été sélectionnées. Les autres sujets analysés ont été : l'expérience du corps dans l'espace géographique ; l'organisation du groupe dans l'espace ; l'expérience sociale du travail ; l'évolution de l'expérience dans le groupe ; les interactions entre les membres et avec les commandants ; et la temporalité du groupe. Afin de dépasser un exercice purement descriptif, l'interprétation des données a été faite parallèlement à une lecture et à une réflexion sur les travaux portant sur la morale des travailleurs de la violence.

Afin d'analyser les trajectoires des carrières de nos interviewés des Héros de Montes de Maria (chapitre 6), après avoir relu chaque entretien plusieurs fois, nous avons rédigé une description de l'expérience de vie et de travail de chaque interviewé, en conservant leurs propres mots et expressions. Cela nous a permis d'identifier des étapes des trajectoires et des points tournants, en dégagant différents types de trajectoires. Nous avons rédigé une description des différentes trajectoires, en plus de choisir une histoire représentative de chacune d'entre elles. Ces éléments ont été pris en compte dans l'analyse des trajectoires : l'origine rurale ou urbaine de l'interviewé ; les activités exercées antérieurement à l'affiliation au groupe ; les conditions d'emploi ; la participation à l'armée ou à d'autres groupes armés ; les conséquences de la victimisation de proches sur la trajectoire ; l'influence des réseaux sociaux sur le recrutement ; les métiers de leurs parents et de leurs grands parents ; l'âge d'affiliation ; la durée dans le groupe ; le niveau d'exposition à la violence ; les activités exercées après avoir laissé les armes. La connaissance de l'histoire de vie depuis l'enfance a servi à mettre en contexte les trajectoires et à pouvoir les interpréter, en prenant en considération les effets des changements sociaux et du conflit armé sur celles-ci. Cette méthode a permis d'avoir une connaissance vivante de leur trajectoire, notamment des changements qu'ils ont subis pendant le service militaire et des expériences de victimisation des paysans. Également, notre connaissance du terrain, la recherche

documentaire que nous avons réalisé et les entrevues avec des ONG locales, nous ont aidé à interpréter les trajectoires des interviewés après avoir laissé les armes. La limite principale de notre analyse des trajectoires des Héros de Montes de Maria est notre petit échantillon. Afin d'essayer d'atténuer cette limite, nous avons comparé les trajectoires des anciens combattants de ce groupe avec celles des 18 interviewés d'autres organisations des Autodéfenses unies de Colombie. Cela nous a permis d'identifier des différences régionales, notamment en ce qui concerne les activités antérieures exercées par les combattants. En plus, cela nous a permis de saisir la spécificité des trajectoires des Héros de Montes de Maria, notamment l'origine paysan de plusieurs des membres et la proximité étroite entre les milieux militaires et paramilitaires dans cette région.

Chapitre 4 :

To Prevent the Existence of People Dedicated to 'Causing Trouble': Dirty Work, Social Control and Paramilitaries in Colombia

This is a pre-copyedited, author-produced PDF of an article published in the *British Journal of Criminology* following peer review. The version of record "To Prevent the Existence of People Dedicated to 'Causing Trouble': Dirty Work, Social Control and Paramilitaries in Colombia" DOI: 10.1093/bjc/azv038

is available online at:

<http://bjc.oxfordjournals.org/content/early/2015/05/18/bjc.azv038.full?keytype=ref&jkey=wKhPDVoj4Cmgcec>

Abstract

The activities of combatants in paramilitary groups in Colombia can be seen as 'dirty work' that acts as a form of social control. We study the experiences and representations of former combatants concerning violence perpetrated by their groups against 'outsiders', arguing that the rhetoric of paramilitary groups not only plays a role in denying crimes. It makes possible for combatants to dignify the dirty work of paramilitary activities, but also offers an opportunity to study social control in Colombia in times of economic transnationalization and neo-conservatism.

Key words

paramilitary groups ; combatants ; Colombia ; dirty work ; social control ; security privatization

Introduction

This article suggests that the participation of combatants in paramilitary groups in Colombia should be understood as 'dirty work' of social control. Paramilitary groups are private military units, situated along a blurred line between legality and illegality, that are used or tolerated by the state and play a role in providing security and eliminating criminalized individuals or groups. 'Dirty work' designates activities that are delegated to specific categories of workers in all occupations and societies and are considered to be immoral, taboo, physical disgusting or to erode dignity (Hughes, 1958). Social control is defined as the social processes of construction of deviance through which dominance and conformity to social structures are maintained. Considering participation in paramilitary groups as work is increasingly relevant because contemporary armed conflicts are now characterized by a proliferation of private armed groups (Kaldor, 2001) that provide employment to thousands of people. Hoffman (2007; 2011a) shows, however, that despite the massive participation of civilians in militias and other private armed groups in West Africa and elsewhere, there is resistance to defining violence as work. Some researchers have suggested that violence should be thought of as work performed by members of the popular class who are mobilized during times of war (Browning, 1992; Mariot, 2003; Loez, 2012). Others have drawn a parallel between processes of professionalization that do not involve violence and those experienced by combatants in violent groups (Mariot, 2003; Gayer, 2010; Tanner, 2012) or have argued that in a flexible and post-Fordist war economy, violence can accurately be described as work (Debos, 2011; Hoffman, 2011a; Gayer, 2013). While some researchers see interpreting combatants' actions as work as a way of denying the reality of violence (Cohen, 2001; Bauman, 1989), this approach fails to take into account the thousands of people whose income is provided by parastatal groups.

We analyze the experiences and representations of 18 former combatants in the United Self-Defense Forces of Colombia (USDFC). The USDFC, a federation of 32 paramilitary groups, was created by Carlos Castaño in 1997 and demobilized between 2003 and 2006.

Members of the USDFC massacred people accused of collaborating with guerrillas, killed 'outsiders' (Becker, 1963), and displaced civil population, imposing a reign of terror in communities and expanded to the whole national territory (Valencia, 2007). The USDF have been implicated in the elimination of social movements, left-wing parties, journalists, human rights advocates, petty thieves, sex offenders, the homeless, prostitutes and others considered 'outsiders' from a conservative point of view.

We use different approaches to analyze the occupations of combatants in paramilitary groups in Colombia. After a discussion of methodology, based on the literature on dirty work in the context of flexible capitalism, the section 'The Flexible Work Approach' shows that participation in armed groups has become an occupation. In the section 'Human Dignity', we analyze the experiences of our interviewees in particular groups, showing that the work of being a combatant debases the human dignity of workers. In the section 'Dirty Work, Social Control and Deviance', we use research by Everett Hughes (1958; 1962) and Waddington (1999b; 1999a) on dirty work to analyze the picture our interviewees provided of violence perpetrated by their groups, arguing that representing the killings of 'guerrilla collaborators' and marginalized people as an enterprise that cleanses society and is supported by good people is a way to create dignity in a dirty occupation. Analyzing the occupation of paramilitary combatants as dirty work that provides social control, we show that an integral part of this work is the construction of deviance and 'outsiders'. In the next section 'The Banality of Evil', we show the importance of the banality of evil (Arendt, 1963) and its relation to violence represented as a job. In the section 'Denial', we discuss denial (Cohen, 2001), arguing that the rhetoric of paramilitary groups concerning security, social cleansing or self-defence should not be reduced to psychological mechanisms of denial used by the perpetrators. In the last section 'The State, Paramilitary Groups and Dirty Work in Colombia', we analyze the Colombian state's construction of deviance since the second half of the 20th century and the role played by paramilitary groups in social control, showing that the rhetoric of former combatants of the USDFC should be understood in the larger context of privatization and economical transnationalization that has taken place in Colombia since

the 1990s, with its accompanying neo-conservative discourse about security and criminals.

1. Method

We conducted interviews with 18 former combatants from different groups of the USDFC in Bogota, Colombia. The interviewees were contacted through the reintegration programs of the NGO Fundación Enseñame a Pescar and the government's Alta Consejería para la Reintegración. We wanted a diversified sample and therefore selected former combatants from different regions and from both rural and urban areas. Most of the interviews took place during psychosocial workshops provided by the programs with a few conducted at coffee shops and one at the house of the interviewee. It is important to note that interviewees' accounts about the past were provided in the context of programs of reintegration that openly push former combatants to shut out their memories of experiences in armed groups in order to focus on the process of reintegration. This could have influenced interviewees' representations of themselves as dirty workers, particularly with regard to the lack of moral responsibility expressed by most of the interviewees about the killing of civilians. The interviews were semi-structured as we were interested in the life stories of the interviewees during the period preceding their affiliation with the group as well as while they were members. We focused on their experiences before joining and after leaving the group.

Using narrative analysis and the qualitative analysis program N-Vivo, our first step was to create a descriptive analysis of the different motivations and trajectories leading to affiliation with paramilitary groups. We studied the mechanisms that encouraged normalization of violence and allowed groups to control and motivate combatants. We then compared the different types of representations of violence held by groups and looked at the literature on the holocaust, war criminals, ordinary combatants, security privatization and the sociology of dirty work. Representative quotes from interviewees are used to illustrate our findings.

2. The Flexible Work Approach

The literature on the sociology of work in the context of flexible capitalism is useful for the study of combatant occupations in contemporary armed conflicts. Researchers have shown that in flexible capitalism, low-wage workers often have part-time and temporary jobs and deteriorating work conditions (Diamond, 1992; Newman, 1999; Sennett, 2000; Smith, 2001; Chiappetta-Swanson, 2005; Rodriguez, 2011). Workers usually change jobs several times, which not only creates instability but makes it more difficult to develop a coherent identity (Sennett, 2000). Research on ordinary combatants in armed conflicts in the 1990s and 2000s shows that participation in armed groups has become a job in the context of flexible capitalism (Debos, 2011; Hoffman, 2011a; Hoffman, 2011b; Gayer, 2013). Combatants in West Africa are a flexible, mobile and de-territorialized workforce that provides security for global capitalism. Willingness to use weapons provides career opportunities for economically marginal men in Chad and South Asia, who operate within a war economy of resourcefulness in which work is unstable (Debos, 2011; Debos, 2013; Gayer, 2013).

Our interviews show that participation in paramilitary groups in Colombia in the 1990s and the first years of the 2000s provided job opportunities for members of the popular classes in rural towns and popular-class neighbourhoods in cities. Five of the 18 interviewees had joined groups when they were minors (between 10 and 17 years old); the others had been between 20 and 31 years old (most of them were between 25 and 27 years old). Almost all the interviewees had been unemployed prior to joining a paramilitary group. They explained their decision to join as a way to escape unemployment and terrible economic situations. Three of them had previously been part of the legal armed forces, two had participated in guerrilla groups and two had taken part in criminal activities. For the remaining interviewees, a friend's membership in the group acted as a facilitator for recruitment. Social networks, such as those provided by friendship, the army, armed groups or criminal groups, are important in explaining

recruitment, as shown by Gayer (2009) and Debos (2008). The interviewees' different trajectories show that armed groups offered career opportunities to men who had grown up in an environment where job options were very limited and where willingness to use weapons was often the only way to obtain employment. Some of the youngest had joined the group in order to provide economic help to their mothers. Others who joined the group as adults had their own families to support, while some were looking for economical independence from their parents.

Daniel's story shows the importance of social networks in recruitment and is representative of the kind of experiences that lead young men to participate in paramilitary groups:

Daniel:

At that time I was living in "a town" and we were experiencing a very hard economic situation. My mom, my sister, and me were very fucked up. I had a friend who was part of one of the armed groups and I asked him to help me to get in. He told me, "No brother, you are very young. You should not. You should not." I said, "No, I need the money. I don't have money to survive and my mom and my sister are in a bad situation. I am not going to die of hunger." At that time I needed money. I needed to earn money any way possible. I knew I could work there, because my partner was part of the urban militias and he was doing well. One day he told me, "Ok, come with me." I thought I was going to be like he was in the town – cool, relaxed – but it was not the case.

While meeting economic needs was the predominant reason given for joining such groups, this aspect of the work is often less successful than anticipated. Not only is the work temporary, irregular and risky, but wages are unequal. There are obviously no benefits. In contrast to the widespread view that combatants reap huge benefits, our interviewees indicated that such profits are not assured. Some groups paid the equivalent of minimum wage, while in others, salaries increased with advance in rank. Not all groups were paid monthly. Some received relatively large amounts of money when they went on holiday, which allowed them to buy clothes and drink alcohol.

Looting of drugs and victim's property was encouraged by some groups, which allowed participants to earn more money.

3. Human Dignity

The literature on combatants shows that willingness to use weapons provides career opportunities for men who operate in a context of capitalist flexibility, instability, poverty and lack of legal jobs, but very little attention has been paid to the issue of human dignity, which is central to thinking about work. Dignity is both the right to be respected, valued and treated ethically and a feeling of self-confidence and self-respect that allows an individual to protest and withstand abuse (Hodson, 2001) but both of these aspects are ignored in the process of selecting combatants. Parastatal groups have been integrated into the private security market (Dupont et al., 2007) to provide both security and social control. These functions, which often involve denigrating and inflicting punishment on other human beings, including participating in killings, are delegated to ordinary combatants, who are frequently seen as expendable. One interviewee, who had been a middle rank commander, reported that the criteria for selecting group members was class. 'Amount' was preferred to 'quality' and groups sought to recruit large numbers of poor, unemployed and unqualified people, who were more easily manipulated through indoctrination. The selection logic was that if people 'without value' were recruited, their violent deaths during war would not represent a loss to the organization.

Barret (2001) analyzes the role played by training in the construction of masculinities insensible to violence but little attention has been given to how mechanisms of socialization to violence actually affect the human dignity of combatants as workers, leading to a lack of respect for their rights as individuals. In several groups, affiliation involved a loss of freedom and of relationships with their families. Many had spent several years without being able to leave the camp, even for a weekend. Combatants were also abused by their groups. Many of our interviewees reported that they had been

verbally and physically assaulted, as well as subjected to torture. During training and throughout their time in the group, deserters and those who transgressed the group's norms were killed in front of their peers. Groups also ordered the deaths of combatants during their participation in armed conflict. More than 2,700 former combatants have been killed since the USDFC was demobilized (El Heraldo, 2011). Several of our interviewees indicated they had left their region because of attacks after demobilization.

Despite the disciplinary regime in which they operate and their employers' lack of respect for their fundamental human rights, combatants use various mechanisms to give dignity to their work. Studies on dirty work have looked at how workers interpret and experience the reality of work and have shown that employees interpret their work in ways that allow them to create dignity in occupations that are perceived by outsiders as dirty work (Diamond, 1992; Newman, 1999; Smith, 2001; Chiappetta-Swanson, 2005; Rodriguez, 2011). In next section, we analyze our interviewees' different representations of paramilitary violence and the mechanisms by which they attempt to create dignity in dirty work.

4. Dirty Work, Social Control and Deviance

To understand how combatants in paramilitary groups in Colombia give dignity to their work, it is useful to review the work of the American sociologist Everett Hughes (1958; 1997) and his notion of dirty work. Hughes emphasizes the importance of work in human life, showing that work is an essential part of identity and therefore of how we perceive ourselves and how we are perceived by others. According to Hughes (1958), work may be dirty in several ways: it may be physically disgusting or a symbol of degradation, diminishing a worker's dignity (Hughes, 1958), or may involve taboo activities. Dirty work is delegated in all occupations (Hughes, 1962): the dirty work of persecuting marginalized people is delegated to prison guards in the same way that the work of violence is delegated to combatants in times of war.

An important element in Hughes' notion of dirty work is that, although the activities involved in dirty work are believed to be taboo or immoral, they are necessary by respectable people in the society. This aspect of his theory is crucial to understanding the identity of dirty workers. Workers involved in such activities maintain their dignity by recognizing the hypocritical character of their superiors. They know that they do the dirty work for others—that their work is necessary, although this is not acknowledged. In the same way, former members of paramilitary groups in Colombia tend to highlight the hypocritical character of the people for whom they worked, who received huge economic and security benefits from their dirty work, as is shown in our interview with Carlos.

Carlos:

In the rural area, there were drug traffickers who did business with the group, making us protect the kitchens [drug laboratories] and yet leave the commodities [drugs]. We had links with politicians in small towns. The army and the police asked us for help. Each time a new police commander arrived in a town, the first thing he did was to ask for help from the paramilitary commander, who got a monthly payment.

Gabriela: And drug traffickers had an economic advantage due to the war, thanks to the paramilitaries?

Carlos: The drug traffickers went [to the paramilitaries] for help to protect the kitchens and to get out the commodities, and they helped us to obtain the commodity. The militaries sold us ammunition, uniforms. We did operations together. We did a joint operation involving the military and paramilitaries to ambush the guerrillas. We were in contact with the military. In the town where I used to work, the police were on vacation because our group guarded the town. We patrolled at night, and yes, sometimes the police came out and asked us to do something so they could say they were doing something, but it was us who did the dirty work.

Hughes' writings on the dirty work carried out by SS guards in Nazi Germany (1962) are particularly relevant because they show that Nazi violence made it possible to actualize respectable peoples' desires. The idea that violence directed toward guerrillas (and their

collaborators) as well as petty criminals fulfilled the desires of civilians is a central element in the identities of former combatants in the USDFC. According to Hughes (1962: 3), the SS guards 'perpetrated the most colossal and dramatic piece of social dirty work the world has ever known'. How can he say this? While many Germans did not know the details about the executions that took place in the camps, they knew that the camps existed. Once the full details were revealed, there was silence and a collective refusal to think about the genocide that had taken place. Germans hid behind this silence and a belief that 'the Jewish problem had to be solved'. Hughes provides the transcript of a conversation he had with a German architect during the post-war period that illustrates this idea:

The architect: "I am ashamed for my people whenever I think of it. But we didn't know about it. We only learned about all that later. You must remember the pressure we were under; we had to join the party. We had to keep our mouths shut and do as we were told. It was a terrible pressure. Still, I am ashamed. But you see, we had lost our colonies, and our national honour was hurt. And these Nazis exploited that feeling. And the Jews, they were a problem. They came from the east. You should see them in Poland; the lowest class of people, full of lice, dirty and poor, running about in their ghettos in filthy castles. They came here and got rich by unbelievable methods after the first war. They occupied all the good places. Why, they were in the proportion of ten to one in medicine and law and government posts!" (1962: 5)

According to Hughes (1962), the SS guards were carrying out the wishes of the public, doing the dirty work for others. He makes an analogy between these actions and the mistreatment inflicted on prisoners by prison guards. People accept the fact that the guards mistreat this marginalized population as part of their dirty work. Similarly, Germans consented to the SS guards doing the dirty work they were unwilling to do themselves. Our interviewees used different rhetoric to justify the violence perpetrated by their groups. The rhetoric of self-defence presents violence as a way to avoid being killed by enemy groups. The rhetoric of 'limpieza' or social cleansing is also very common in their accounts. Former combatants in rural groups built their identities and gave dignity to their work by representing violence as a way to cleanse society and protect civilians: 14 of our interviewees said that paramilitary groups protected civilians

from the attacks of guerrillas and criminals. A crucial element of combatants' identity is the idea that civilians support paramilitary groups. In this sense, paramilitary violence can be seen as dirty work that enables civilian security. For example, one of our interviewees, Juan, described paramilitary violence as a cleaning enterprise legitimized not only by civilians' security needs but also, crucially, by their desires. He also argues that the security provided made it possible to improve the economy.

Juan:

We, the paramilitary or ex-paramilitary, when we were in the areas, because they were already our areas, the guerrillas could not be there anymore because the civilians complained. When we arrived at any town, the civilians used to tell us that the guerrillas had killed, that the guerrillas came, did things, kidnapped people. Then we cleaned up to avoid that. We cleaned and kept cleaning. That's what we were doing before the groups were demobilized.

Gabriela: And what was the effect of that? What happened when you arrived in an area and you cleaned?

Juan:

It was positive. I can talk about the towns where I have been. Civilians lived safe in these areas. They loved us. They had no problems like, "ah, the guerrilla is going to kill me." And it was also positive because the big livestock owners could have their cows in the villages. Security made it possible to increase trade, so it contributed to the economy too, right?

The work of Waddington (1999b; 1999a) on the police is also relevant to understanding how the identities of former combatants of paramilitary groups in Colombia involve the idea of dirty work. For Waddington, policing should be seen not as enforcing the law but as an exercise of coercive authority granted by the state. Like the work of combatants in paramilitary groups, policing is an authoritative and conservative vocation—a form of dirty work. Waddington shows that policemen, by exercising coercive authority, are in a morally ambiguous position because their actions, if committed by others, would be illegal. Their legitimacy is therefore always in doubt. Police agents devote an enormous amount of energy to constructing occupational self-esteem in an attempt to create the

dignity of their mission. Like paramilitaries, police officers see themselves as crime-fighters, who protect good people from criminals. They defend conservative values and authority in order to demonstrate that their occupation is necessary and an integral part of this demonstration is denying the human dignity of criminals.

Unlike the police, paramilitary groups fall on a blurred line between legality and illegality. Former combatants in paramilitary groups say that, despite the illegal character of their organizations, they do the dirty work that the state is not willing to do and this dirty work protects good people from criminals. It is dirty work as a form of social control. Nicolas Carrier (2006) argues that after the publication of Stanley Cohen's *Visions of Social Control* (1985), social control has been understood as 'the organized ways in which society responds to behavior and people it regards as deviant, problematic, worrying, threatening, troublesome or undesirable in some way or another' (Cohen 1985: 1). Believing that the previous work on social control as all social processes and institutions through which society induces the conformity of its members was too general, Cohen limits the study of social control to the planned reaction and prevention of deviant behaviour by the state and other formal institutions, such as social work and psychiatry. In other words, he limits social control to crime control. He also restricts its study to liberal industrial societies that have developed since the birth of the modern state. Carrier (2006) shows that by doing this Cohen excludes issues of dominance, authority and power, which used to be central to the study of social control, as well as the study of how people learn to conform to social norms. His ideas also reflect predominantly Western state reactions to crime, excluding institutions such as paramilitary groups, which are key actors in crime control in several countries as Colombia.

However, despite these limits, Cohen's definition has the advantage of considering the study of social control in relation to deviance, highlighting how social reaction plays an important role in the construction of crime and what is considered criminal (Becker, 1963; Lemert, 1967; Matza, 1969). Lemert (1967) shows the role played by social

reaction in the construction of delinquency, while Becker (1963) shows that when a social rule is enforced, the person who has broken the rule is seen as an 'outsider'. In pluralistic societies, there is no common morality: there is no consensus and what is considered deviant by one person may be normal for someone else (Matza, 1969). Becker's work shows that nothing is inherently deviant. Deviance is neither an inherent characteristic of the actor, nor a quality of the act. It is the result of the application of a label and the deviant is the person so labelled. Many people break rules but, because their rule breaking is not identified, are not seen as deviant. In this sense, social reaction creates deviance.

Unlike Cohen (1985), Becker's (1963) interest is in both informal and formal rules as well as the processes of rule breaking and rule enforcement. And, crucially, for Becker, the question of how social groups create and enforce rules is political and has to do with who has the political and economic power to create and enforce norms. Questions of power, authority, and dominance are therefore central. Social control is thus defined as the social processes of construction of deviance by which dominance and conformity to social structures are maintained and the challenge in analyzing social control is to determine how social groups use the construction of deviance to maintain dominance and reproduce social structures.

The work of Raewyn Connell (2014) is important to understanding that relations of dominance and subordination are maintained by the practices of social actors that are bodily experienced. His insights are important because they show that different levels of analysis are relevant to the study of social control, including understanding the configuration of the structure of social control by the state and social groups in specific societies, as well as an historical analysis that makes it possible to comprehend the evolution of social control practices. It is also necessary to consider how social groups construct deviance and how the agents who carry out the dirty work of social control construct the practices of social control. Finally, the study of social control in countries at war should take into account how deviance is constructed during war and the role

played by violence in the production of conformity and the maintenance of social structures.

An approach involving deviance is relevant to the study of social control by paramilitary groups in Colombia. Much of the violence perpetrated by these groups is directed against 'outsiders' who have not committed any crime or violated any social rule: civilians unjustly accused of collaborating with guerrillas, human rights advocates, journalists, people belonging to peasant and student movements and members of left-wing parties. As shown by Becker (1963), there is nothing inherently deviant in these categories or these individuals. They are constructed as outsiders and deviants by social reaction. Most of the time paramilitaries have no proof that these outsiders are linked to the guerrillas, which is the main justification for the executions and an integral part of the paramilitary job is to find and invent proofs to justify the executions. The notion of deviance is also relevant to analyzing the killings of individuals who are considered deviant from a conservative point of view: prostitutes, women and homosexuals who contravene the conservative view of gender, the homeless, who are seen as deviant in relation to the ideal of the good working citizen, and junkies and petty thieves, who are seen as morally degenerate.

Our interviewees who had been members of urban groups represented these practices of social control as social cleansing, a rhetoric related to security. These killings are represented as dirty work that ensures good people's security and cleanses society. Such killings ensure social conformity to a conservative morality by eliminating people whose behaviour is considered unacceptable. They are seen by the paramilitaries as methods of crime prevention that enable them to correct 'bad behaviour'. In this sense, killing outsiders is not a reaction to criminal offenses but a construction of crimes and criminals. David, one of our interviewees, used notions of cleansing and health to justify violence as preventing crimes through the elimination of people who 'cause trouble'.

David:

Our goal was to keep the guerrillas far from the oil zone and to guarantee a safe life in the villages, preventing theft, drug consumption, or the drug trade, and to keep the population “clean” and “healthy,” the entire town.

Gabriela:

What do you mean by keeping the population “clean”?

David:

To prevent the existence of people dedicated to “causing trouble”, people who steal, who rape or who trade in drugs. In that town we had that problem, lots of consumption of marihuana by young people, so we needed to correct that kind of behaviour.

Gabriela: *How did you correct those behaviours?*

David:

We verified the identity of the person, we talked with the commandant, and if he gave us the order, we executed the person.

5. The Banality of Evil

In analyzing the dirty work of violence carried out by paramilitary combatants in Colombia, it is helpful to consider Hannah Arendt's (1963) idea of the banality of evil. Arendt proposed that participation in mass murder in Nazi Germany could be seen as a type of work that took place within a bureaucracy and was carried out by respected members of society. The idea of the banality of evil first appears in her 1961 reports on the Adolf Eichmann trial in Jerusalem for *The New Yorker*. Eichmann, a lieutenant colonel in the Nazi SS, was responsible for organizing the transport of Jews from Germany to concentration camps in Poland during the Second World War. Arendt argued that Eichmann's work in deporting Jews was not based in hatred, adherence to an anti-Semitic ideology, or fanaticism but rather in the inability to think for himself. The Jerusalem trial revealed Eichmann not as a monster but as a human being who, in the

context of his work, did not consider whether his actions were good or evil. He did not go beyond the Nazi regime's language of euphemisms and clichés, which, according to Arendt, protected him from the reality of his actions.

Unlike Eichmann, whose bureaucratic crimes meant he did not have direct contact with his victims, the violence perpetrated by combatants in contemporary armed conflicts takes place face to face. Nevertheless, the idea of the banality of evil is useful in understanding the lack of ability to think demonstrated by some combatants, who lose their morality. Violence becomes part of banal routine work, in the sense that combatant-executioners fail to think about the moral aspects of the job, describing it instead with the clichés and euphemisms used by the group. Our interviewees tended to highlight the lack of thinking that was experienced during their participation in the group. In the following quote, Daniel shows that during his participation in the group, he did not think beyond the moment, describing his experience as a job:

Daniel: When I was in the group I did not think about why I was there, or if there really existed a reason "why" we had to be there or why we had to kill other people or things like that.

Gabriela: What did you think at that time?

Daniel: At that time I didn't think because I was in that reality and I didn't pay attention to other things. I was in my movie. It is like when you are in your job. You are doing your job and that's all. I mean, you do a good job to be in a good position. It was the same thing. We thought the same thing: we do our job and that's all. The idea was to finish the job quickly to be in a good position.

Ivan, another interviewee, shows that this loss of morality is linked to the interpretation of death as 'collateral damage':

Gabriela: What did you think when you were in the group? What did you think about the group? About all the things that were happening there?

Ivan: The truth is that you get used to receiving orders and you don't ask why or for what reason. Sometimes you think different things but the truth is that you don't

give any importance to that. You obviously see bad things, things that should not happen. But most of these things don't happen because you want to do them but because they are collateral damage. It happens as if it were normal. It is normal, I don't know.

We need to specify the mechanisms by which executioners learn to accept violence as a job. Tanner (2012) shows that in addition to the role language plays in making it possible to see violence as banal, banality is induced by repetition. After the first killing, the act of killing becomes normalized, which allows violence to become part of a work routine. Another mechanism is continuity between executioners' daily practices and their involvement in violence. In the context of former Yugoslavia, Tanner noted that executioners were familiar with instruments such as machetes, which were used to kill animals on farms. Techniques used during massacres to kill human beings reproduced those used on farms, normalizing the activity through dissociation between the act and its consequences, as well as between the act and the reality of the massacre. In a massacre that took place in the town of El Salado in Colombia, executioners strangled the victims with strings, using a technique normally used to kill cows (Centro Nacional de Memoria Historica, 2009). These mechanisms of similarity and familiarity are key to understanding the dissociation that allows participation in violence to be seen as a job. Another mechanism, the division of labour, dilutes individual responsibility within the group.

6. Denial

Researchers interested in why and how individuals come to participate in mass violence during war tend to emphasize the importance of denial. Cohen (2001) defines denial as the need to find a way to feel innocent of involvement in what would otherwise be a troubling recognition. Reality is distorted through the literal denial of damage, a change in how the act is interpreted, or denial of its implications. Denial functions as a mechanism of neutralization, allowing the killer to carry on in the aftermath of such

actions. The idea of denial also appears in the work of Sémelin (2007) on the language of combatants in paramilitary groups. He argues that participation in massacres creates language because combatants invent a vocabulary to hide the reality of the massacre, creating a common culture. According to Sémelin, the rhetorical techniques used by combatants—security, identity and purity— are strategies to deny the reality of massacres.

Sémelin's interpretation of combatants' rhetoric is, however, problematic in that it fails to acknowledge that combatants in paramilitary groups are dirty workers and the idea that they defend good people's security is central to the construction of their occupation's dignity. Also, violence perpetrated by paramilitary groups is actually dirty work from which the state, politicians, corporations and civil populations gain advantages, advantages that are not merely rhetorical. Several interviewees described the many actors who benefited from the actions of paramilitary groups. The idea that combatants invent language minimizes the influence that conservative values and discourses have on the culture of such groups. For researchers such as Sémelin (2007), the culture of the group includes a reversal of normal social values, an idea that fails to take into account the fact that paramilitary groups defend conventional and conservative social values. The notion of denial is useful in understanding the psychological mechanisms used by executioners and societies in war and post-war situations, but it focuses almost exclusively on the psychological and moral aspects of violence and on individual factors. As we argue in next section, paramilitary rhetoric of social cleansing and security belongs to the larger process of neo-conservatism (Garland, 2001), which is a revival of conservative values in reaction to social changes and social liberalization.

7. The State, Paramilitary Groups and Dirty Work in Colombia

Historical analysis is relevant to study of the construction of deviance and social reaction by the Colombian state and the role played by paramilitary groups in social control. The report *¡Basta ya!* by the CNMH (Centro Nacional de Memoria Historica, 2013) shows that

during the later period of the la Violencia war (1946–58), a confrontation between the traditional Liberal and Conservative Parties, the state implemented strategies of military ‘pacification’ against peasant groups originally created to defend the Liberal Party. During the period of Frente Nacional (1958–74), that resulted from a peace pact between traditional parties, the state was influenced by US security agencies such as the CIA, whose goal was to contain communism through a combination of military repression against insurgent groups and reformist social policies that would attack the ‘structural causes of violence’. This was especially true of the government of John F. Kennedy (1961–63). President Guillermo Leon Valencia (1952–66) implemented Plan LASO (Latin American Security Operation), an attempt to eliminate subversive zones through military attacks and alliances between the military and civilians, which led to military autonomy over control of public order. Civilians were given a role in the provision of security and social movements were defined as subversive. State strategies of ‘pacification’, as well as the definition of social movements and private peasant groups as subversive, contributed to radicalization of the guerrillas. Labelling social movements as subversive also played a role in the state construction of deviance and influenced the kind of response adopted. The Army began to define unions and peasant and student movements as subversive and responsible for the diffusion of radical ideologies (Mancuso, 2007). In 1968, Law 48 authorized the creation of civilian armed groups by the military and during the 1960s groups of landowners financed paramilitary groups, created by the military, to provide security (Mazzei, 2003). Such actions remained a marginal phenomenon until the implementation of the Doctrine of National Security by President Julio Cesar Turbay Ayala (1978–82). At the end of the 1970s, landowners and local politicians created paramilitary groups that were armed and trained by the military.

In order to understand the development of paramilitary social control, it is important to look at state alliances with drug traffickers. Paramilitary groups originally created by drug traffickers became allied with local elites and the military in the 1980s and have been implicated in massacres and the elimination of left-wing parties and social

movements, especially the Patriotic Union. An expansion of paramilitary groups took place in 1988, followed by a temporary legalization of such groups in 1994 (Mazzei, 2003; Garzon, 2005). Following the deaths of Pablo Escobar and Rodriguez Gacha in 1994 and the creation of the Self-Defense Forces of Cordoba and Uraba in 1995 by Carlos Castaño, formation of the USDFC in 1997 led to a national expansion of paramilitary groups through massacres, forced displacement and the imposition of terrorist regimes on civil populations (Valencia, 2007).

¡Basta ya! describes the many contextual changes that are important to understanding the changes in social control that have occurred since the end of the 1980s. For instance, during Frente Nacional (1958–74), Colombia began a process of urbanization and modernization that followed the creation of social movements that had begun to win elections. Labelling these movements as subversive led to a dirty war against such movements in which drug traffickers became key allies of the state. *¡Basta ya!* notes that Colombian participation in the international drug market in the 1980s contributed to social changes and an increase in violence. It argues that drug trafficking and its illegal culture contaminated the Colombian state and it presents the conflict at the end of the 1990s and the first years of the 2000s as a confrontation between guerrillas and paramilitary groups, with paramilitary groups described as the private armies of war lords and semi-autonomous from the state. The report, however, fails to acknowledge the role drug traffickers played in the state strategy of social control by taking on the dirty work of eliminating social movements and ‘outsiders’, actions that the state was unwilling to undertake, thus ignoring the mutual exploitation (Tanner and Mulone, 2013) that occurred between the state and organized crime. Another important change in the 1990s is the end of the cold war, which meant a change of US policies and national security discourse with regard to guerrillas (Centro Nacional de Memoria Historica, 2013). The idea of an internal enemy was replaced by a war against drugs and terrorism and it no longer seemed important to attack the structural causes of violence through implementation of social policies (Centro Nacional de Memoria Historica, 2013).

Replacing the doctrine of national security with the idea of a war against drugs and terrorism included a process of privatization of public institutions, beginning in the 1990s (Centro Nacional de Memoria Historica, 2013). The economy was opened to the international market, which favoured the development of agro-industry and mining by foreign investors. An important factor neglected by *¡Basta ya!* is that the process of economic transnationalization occurred at the same time as a process of security privatization, which led to a proliferation of paramilitary groups. The interaction of the state with organized crime is crucial to understanding this expansion.

Ahram (2011) shows that some countries, unlike those that go on to develop into nation states, have a state model based on the use of militias and the privatization of violence. The use of militias by warlords does not involve a process of state-building that leads to military centralization. In countries such as Nicaragua (Schroeder, 2000), Mexico, Colombia (Mazzei, 2003), El Salvador (Arnson, 2000), Rwanda (Strauss, 2006) and Sierra Leone (Hoffman, 2011a), elites take advantage of violence privatization by parastatal groups, which are seen as instruments of social control, in order to maintain their power and social positions. Historically, the formation of private groups by political elites in these countries allowed them to eliminate their opponents in order to maintain their political power and defend their property. Political participation thus made exclusive access and control over land possible (Mazzei, 2003). Following the formation of peasant movements that claimed the right to ownership of land, particularly in Nicaragua, Mexico, Colombia and El Salvador, private groups were used to suppress peasants, with violence serving as a way to ensure compliance with patronal power. Such private groups were later legalized by the state and began to play a role in security provision and social control, attacking peasant, student, worker and union movements as well as guerrillas. Such armies gradually became more professional and increasingly connected to legal armed forces and were involved in carrying out enforced disappearances and torture (Arnson, 2000; Schroeder, 2000; Mazzei, 2003).

It is important to note that increasing security privatization is part of the process of neoliberalization (Garland, 2001). Since the last decades of the 20th century, security privatization has increased and parastatal groups and paramilitary groups have proliferated (Francis, 1999; Musah, 2002; Ndlovu-Gatsheni, 2007; Dupont et al., 2007). Criminology has largely studied the process of security privatization in modern democratic societies. Following the publication of Bayley and Shearing's (Bayley and Shearing, 1996) article, several authors have argued that the change in modern democratic societies from a Keynesian state to neoliberalism has been accompanied by a transition from a system of policing characterized by a state monopoly on crime control and security to a process of security privatization (Bayley and Shearing, 1996; Garland, 1996; Loader, 2000). Dupont et al. (2007) have demonstrated the existence of a general trend toward security privatization, including in war-torn countries. Paramilitary groups have entered the private security market, offering their services to multinational companies. Research on security privatization in countries facing armed conflict shows that private security companies played a role in Africa in the 'pacification' of regions where there had been mining exploitation, working in alliance with multinational companies, arms brokers and paramilitary groups (Francis, 1999; Singer, 2001; Musah, 2002; Ndlovu-Gatsheni, 2007).

To understand this configuration of power, it is crucial to analyse the interaction between the state and organized crime. Gambetta (1993) shows that the state and the mafia deal with the same commodity—protection—and that there are periods when the interests of the state and the mafia converge. Hagan and Rymond-Richmond (2009) argue that Edwin Sutherland thought that war crimes should be considered as both state crimes and white-collar crimes. According to Sutherland, the state promotes organized crime in periods of war (Hagan and Rymond-Richmond, 2009). Research on the 1990s has revealed a parallel between organized crime and white-collar crime in their involvement in both legal and illegal business (Lascoumes and Nagels, 2014). Economic transnationalization creates an expansion of dirty economies in which the interests of those involved in white-collar crime and in organized crime converge and new

opportunities emerge for criminal networks participating in drugs and arms trafficking (Lascoumes and Nagels, 2014). Hagan shows that in Darfur, the state promoted mass violence by mobilizing state-sponsored political-entrepreneurs to radicalize the population. As well, Tanner and Mulone (2013) show that mass violence in former Yugoslavia resulted from competition and mutual exploitation involving a network of public, private, legal and illegal actors. In such cases, there is a blurring of the boundaries between private security and organized crime. Organized crime is integrated into the private security market and used by the state to execute mass violence.

These ideas help understand the interaction between the Colombian state and organized crime. Paramilitary violence in Colombia developed as part of a process of mutual exploitation involving the state, politicians, landowners, companies, drug traffickers, paramilitaries and local populations. On the one hand, organized crime was useful to the state in its fight against guerrillas and social movements as well as for the provision of security to elites and corporations, the maintenance of social structures and the reproduction of traditional power interactions. The role paramilitary groups played in providing security services led to the creation of more than 100 paramilitary groups between 1980 and 1990 (Mazzei 2003). Paramilitary groups act both as private militias for drug traffickers and as counter-subversive armed groups and have used agro-industry as an excuse for land grabbing and illegal profit (Ballvé, 2012; Grajales, 2013). The criminalization of the population and violence perpetrated by paramilitary groups have been encouraged by a development policy that favours foreign investment (Grajales, 2013). On the other hand, the state is useful to organized criminals in implementing their criminal and non-criminal activities. For instance, the Colombian state's use of paramilitary groups of drug traffickers for social control aided organized crime (Gutierrez Sanin, 2006). In this sense, violence perpetrated by paramilitary groups can be seen as dirty work that can be of use to both legal and illegal interests in a context of economic transnationalization of legal and illegal capital. By instrumentalizing organized crime, the state promotes both organized and white-collar crimes.

Paramilitary social control in towns and cities can be understood as dirty work that fulfils good people's desires, in the sense in which, as Hughes (1962) shows, good people in Germany consented to the killings of Jews. 'Social cleansing' is part of local practices of policing promoted by both the police and local populations (Taussig 2003). Limpieza, or cleansing, is considered to be the lesser evil in contexts of insecurity where people feel that the criminal code is not sufficiently punitive when dealing with criminals (Taussig 2003). The state promoted social cleansing in cities like Medellin in neighbourhoods that are seen as marginal and infested with criminals, guerrillas and addicts (Gutierrez Sanin, 2006; Civico, 2012). The process of labelling and representing these territories as criminal is important in understanding the construction of deviance and social control. As well, engaging in social cleansing often aids paramilitary groups in obtaining the support of local populations (Gutierrez Sanin, 2006).

The support by local populations for social cleansing and the belief of former combatants that these crimes ensure the security of good people have to be considered in the more general context of neo-conservatism. Neo-conservatism is a moral reaction to social changes, the rise of insecurity and processes of social liberalization at the peak of market capitalism in the last decades of the 20th century (Garland 2001). The discourse of neo-conservatism exalts the values of security, family, work and law and is predicated on the belief that punishing offenders is necessary to protect society (Garland, 2001; Garland, 2007). The support of the local population in Colombia for practices of social cleansing in the last decades of the 20th century was the result of an increase in crime and insecurity linked to urbanization, social changes, drug trafficking and the 'degradation' of the internal armed conflict (Taussig, 2003b; Centro Nacional de Memoria Historica, 2013). Commandants of paramilitary groups in the 1980s saw violence as a way to defend good, hard-working and religious citizens against criminals, while the USDFC were defined as counter-subversive armies defending private capital. Extremist right-wing politicians implicated in white-collar crimes have exploited the situation of insecurity to promote ideas of punishment for criminals that have been very well received by the public. The neo-conservative discourse in Colombia argues that security and pacification are

necessary to encourage foreign investment and development. The internal armed conflict is thus reduced to a problem of terrorism and crime, with war and violence presented as the only possible way to punish criminals and protect good people. The occupation of paramilitary combatants as a conservative and authoritative one belongs to the larger process of neo-conservatism that is its 'raison d'être'. The combatants' dirty work of constructing and eliminating 'outsiders' creates social control by making the discourse of neo-conservatism real.

Conclusion

To understand social control in Colombia since the 1980s, it is important to consider how the state instrumentalized organized crime for social control purposes, resulting in the promotion of organized and white-collar crime. The proliferation of paramilitary groups that took place in the 1990s has to be understood in the context of transnationalization of the Colombian economy, which involved a process of security privatization that created thousands of job opportunities for those in the popular classes. In a context of lack of legal opportunities, security privatization, work instability and capitalist flexibility, the willingness to use arms offered career opportunities.

Paramilitary groups became private armies defending conservative values and legal and illegal private capital. The processes of urbanization and modernization that took place in the second half of the 20th century created social changes. Social movements expanded and violence and insecurity increased. As part of the neo-conservative moral reaction to social changes, paramilitary groups play a role in the construction and elimination of 'outsiders' to these processes of social liberalization and economic transnationalization. The dirty work of eliminating 'outsiders' results from mutual exploitation by the state and the private actors that benefit from these crimes. Neo-conservatism, with its belief that punishing criminals is necessary to ensure the security of good people, is the background discourse for this violence. Former combatants of the USDFC construct their occupational self-esteem and give dignity to their dirty work by arguing that killing 'guerrilla collaborators' and 'outsiders' is necessary to prevent crimes and correct immoral behaviour, ensuring the security needs and desires of civil

populations. The rhetoric of 'social cleansing', security and self-defence cannot be reduced to mechanisms of denial by combatants. Instead, it reveals how the dirty work of neo-conservatism social control becomes a banal reality.

Chapitre 5 :

Working in violence: Moral narratives of paramilitaries in Colombia

Revised and resubmitted at *Theoretical Criminology*

Figure 2 : Carte des régions de Montes de María et Golfo de Morrosquillo⁵



**The 15
municipalities of
the Montes de
María region.**

Source: Fundación Programa de Desarrollo y Paz de los Montes de María.

⁵ Source: Fundación Programa de Desarrollo y Paz de los Montes de María, in Wola Advocacy for Human Rights in the Americas.2012. "Consolidation," land restitution, and rising tensions in Montes de María. <https://www.wola.org/analysis/consolidation-land-restitution-and-rising-tensions-in-montes-de-maria/>

Abstract

This article reflects on the morality of violence workers through an analysis of the narratives of 12 former low-ranking men of the paramilitary group *Heroes of Montes de Maria* in Colombia. By exploring their physical and social experiences in the space of the group, and the meaning given to their actions, I argue that violence should be considered a dirty work in which members construct moral representations to deal with the illegality of the group. Despite the immorality of violent actions against civilians, whose bodies were dismembered and buried in mass graves, the paramilitaries represented their mission as a necessary dirty work enabling the state to guarantee civilians' security, and creating moral obligations toward their fellows, families and communities.

Key words: Paramilitary groups; Colombia; violence workers; dirty work; morality

Introduction

My article explores the narratives⁶ of 12 former low-ranking paramilitaries of the group *Heroes of Montes de Maria* in Colombia on their experiences of the work of violence. I consider that the meaning that individuals give to their actions in their social context is important in understanding their conduct (Thomas and Znaniecki, 1984; Bennett, 1981; Mead, 1934). People's reality should be understood in their own words, according to their representations through a literal description of their experiences of work, poverty and suffering (Mayhew, 1861). The study of social and work organizations should reflect the experiences and perceptions of people in different roles (Thomas and Znaniecki, 1984; Hughes, 1958). I follow sociological phenomenology (Schütz and Luckman, 1973) interested in the study of the life-world that is the immediate experience of the body in the inter-subjective social and cultural reality of everyday life where common meanings are shared through social interactions, influencing actions. The fundamental reality of the life-world takes place in a particular space and has a temporality that is socially constructed and historically situated (Schütz and Luckman, 1973). This is useful in understanding the reality of the work of violence in the paramilitary group, because it enables one to focus on the physical and social experience of working, as well as on the meanings given by the interviewees to their actions. Based on qualitative interviews that aimed to obtain descriptions of their experiences of work and in situations of violence, I explore the experiences of 3 different roles in the group that emerged from the analysis of data: Combatants, executioners and radio-operators.

In the second half of the XX century there was a rise of state terror and human rights violations against civilian populations for political repression worldwide, with hundreds of thousands of people disappeared, tortured and killed extra-judicially (Sluka, 2000). Right-wing paramilitary groups linked to the state's security forces proliferated, enabling the denial of the disappearances of peasant movements, unions, human rights activists and journalists, stigmatized as subversive. In the 1990's the homeless, delinquents,

⁶ Narratives are representations made by individuals of their life experiences, where they make a presentation of their character to explain their identities, or the meanings given by individuals to the roles they perform (Presser, 2008).

street children, prostitutes and homosexuals became targets of those groups (Sluka, 2000). From the late 1980s to 2003, paramilitary groups were responsible for 80% of human rights violations in Colombia (Daviaud, 2012), including thousands of massacres and target killings of political activists, community leaders, trade unionists and human rights defenders. More than 25,000 disappearances, 1,700 sexual assaults and 4,700,000 forced displacements were perpetrated (Centro Nacional de Memoria Historica⁷, 2013). Influenced by US security agencies in the context of the war against international communism, paramilitary groups in Colombia emerged as a strategy of the doctrine of national security of the military forces of the 1960s, in order to fight against the guerilla and civil movements that had emerged in the country (Centro Nacional de Memoria Historica, 2013). In the 1980's groups of civilians were created from alliances between militaries, politicians, landowners and companies to "clean" regions from Communist ideas (Civico, 2016). There had been a politicization and instrumentalization of the armed structures of drug traffickers by the military and the elite for the repression of social struggles (Grajales, 2016). Those groups proliferated after their legalization as private security companies called CONVIVIR in 1994, and expanded nationally in 1997 with the creation of the United Self-Defense Forces of Colombia (AUC) by the paramilitary leader Carlos Castaño (Valencia, 2007). The AUC laid down their arms from 2003 to 2006 and 31,687 combatants demobilized within a peace process with the government (Rivas et al., 2007).

This article focuses on the case of the *Heroes of Montes de Maria*. Montes de Maria is a mountainous region situated between the departments of Sucre and Bolivar in northern Colombia located behind the Gulf of Morrosquillo on the Atlantic Coast. Since gaining independence from Spain in 1810, republican political elites prevented peasants from becoming landowners (Reyes, 1978). In the 1970s, the peasant movement, the National Association of Peasant Users (ANUC), staged an occupation of farms, which led the government to undertake land reforms. Militaries and politicians began employing the

⁷ The *National Centre for Historical Memory*, created by the *Law of Victims and Lands Restitution* of 2011 to help preserve the memory of the Colombian armed conflict, has published a serial of reports on emblematic cases of paramilitary violence, one of which is Montes de Maria.

private security groups of regional drug traffickers to kill peasant leaders at the end of the 1980s (Verdad Abierta, 2010). The guerrilla group Revolutionary Armed Forces of Colombia (FARC) raided the region in 1994, targeting public forces, civilians and infrastructures, and extorting and kidnapping ranchers (Verdad abierta, 2014). In order to drive the FARC out of Montes de Maria, the commandants of the AUC Salvatore Mancuso and Rodrigo Doble Cero allied with local politicians, cattle ranchers, and traders to create the *Heroes of Montes de Maria* in 1997 (Verdad Abierta, 2010). Commanded by Rodrigo Mercado Pelufo called Cadena, a former member of a CONVIVIR, the *Heroes* were involved in the displacement of more than 100,000 peasants. Between 1999 and 2002 the group perpetrated several massacres in the towns to punish the population's so-called collaboration with the FARC (Centro Nacional de Memoria Historica, 2009). The commanders Cadena and El Oso took control over the municipality of *San Onofre*, in the towns *Libertad* and *Rincon del Mar*, where cocaine was exported at the Atlantic Coast. At the farm *El Palmar*, the center of operations of Cadena, victims were tortured, dismembered, killed and buried in mass graves. The group aimed to "clean" villages eliminating the homeless, political leaders, HIV patients, "deviant" women, petty thieves and marijuana users (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011).

My paper is embedded in the literature on perpetrators, by addressing the discussion concerning the morality of violence workers. This question was raised first by the literature on Nazis' perpetrators, interested in bureaucratic violence workers (Arendt, 1963; Arendt, 2002; Bauman, 1989; Welzer, 2005). While Arendt interpreted the Holocaust as a moral disintegration of society, and as a substitution of moral responsibility by technical responsibility resulting from the introduction of violence in bureaucratic routines, Welzer (2005) argued that officers preserved their morality. The morality of violence workers was also discussed by the literature on state terror in Latin America that also highlighted the secrecy, denial and rationalization of violence by the perpetrators (Robben, 2004b; Huggins et al., 2002). Ethnographic studies in contexts of political and criminal violence reconsidered the reflection on morality beyond

bureaucracy, and questioned the interpretation of violence as a breakdown of moral systems, showing the moral relation between private armed groups and communities (Sluka, 1988; Rodgers, 2015; Karandinos et al., 2015). In the case of paramilitary groups in Colombia this relation was built around the role of these organizations in providing security and social control through practices of “social cleansing” of people in the margins (Civico, 2012; Gutierrez Sanin, 2006; Taussig, 2003). Ethnographic studies in Latin America also raised the question of morality understood as collective social obligatory practices in contexts where survival depends on an economy of violence, showing that local ethics and differential representations toward dead are constructed in violent contexts (Rodgers, 2015; Karandinos et al., 2015). This question is relevant for reflecting on participation in paramilitary groups and militias that have become a “literal work” (Hoffman, 2011a) in contexts of political and drug conflicts characterized by chronic unemployment and work flexibility, where arms provide careers’ opportunities to young and adult men (Pécaut, 1997; Mazzei, 2003; Debos, 2011; Gayer, 2013).

There has been little reflection on the morality of the paramilitaries in Colombia. My article contributes to the literature on the perpetrators by showing the existence of differences in the identities and in the rationalization of acts of violence between the violence workers of the state and the paramilitaries. By adopting an integrative approach using reflections on the morality of state and private violence workers to analyze the paramilitary group Heroes of Montes de Maria in Colombia, I show through the interviewees’ narratives of their experiences in the violent context of their group that the paramilitaries represented their work and their actions toward their fellows, communities and families as moral. The social experience of violence in a context where life and economic survival depended on the participation in the group, led to the construction of moral representations and moral interactions that guided individual and group actions. I show that morality not only has to do with the respect of codes and standards of conduct or with collective social obligatory practices but also with the meaning given to social bonds in the social experience of the work of violence.

My article contributes to understanding the moral identities of the paramilitaries. Unlike the research that regards the identity of the paramilitaries in Colombia as the adoption of a group rhetoric that dehumanizes the victims (Uribe, 2004; Sémelin, 2007), I argue that participation in paramilitary groups in Colombia should be considered a dirty work as is the case of military or police work (see Hughes, 1962; Waddington, 1999) where the dirty activities of social control are delegated to the agents who have to deal with difficult reality of suffering in everyday life. Violence is an immoral action (Waddington, 1999) that in the case of the paramilitaries in Colombia was delegated to unemployed men from different backgrounds (Mazzei, 2003). Paramilitary groups are illegal organizations located in a grey zone between the legal public sector and the illegal private sphere. These groups are delegated not only the combat of guerrillas, but also the illegal activities of social control like the disappearance, torture, killing and dismemberment of political opponents and marginal members of society. Like the legal officers of the state, the paramilitaries created moral frames to deal with the immorality of violence. But unlike them, not being able to claim the legitimate use of violence, the paramilitaries had a contradictory identity of acknowledging the illegality of their group, while representing their mission as moral and necessary to guarantee the security of the state and of civilian populations. By exploring the experiences of my interviewees in the group, I show that moral representations were constructed in the shared experience of violence between members in the group. Their role as financial providers for their families as men and defending their lives in a violent context were the main moral imperatives. The narratives of the interviewees not only showed that morality gave meaning to their actions and helped dividing labor, but also showed that protecting the lives of their fellows and concern over dead corpses were moral obligations in this context.

In the first section of the article, I reflect on the relation between violent work and morality. In the second, I focus on morality and dirty work. In the third section, I discuss the methodology. Then I analyze the narratives of my interviewees on their experiences of the work of violence, focusing on their moral representations.

1. The bureaucratic work of violence and morality

This section reflects on the notion of morality through a discussion of its understanding by the research on the perpetrators of state violence and of private armed groups. I reflect on the utility of these approaches to understand the morality of the paramilitaries. A first approach to the morality of state officers is the banality of evil of Hannah Arendt (1963; 2003). Arendt (2003) reflected on the relation between morality and legality. She regarded the rise of Nazism as a moral disintegration of society, where criminal actions became legal, and moral norms became illegal. In her view, morality meant codes and standards of conduct that enable one to tell right from wrong. As in normal times, following rules was considered good, despite their wrongness; Germans and bureaucratic officials continued to respect rules, which led to a loss of their moral capacity. This loss of morality was also related to the fact that extermination became part of officials' bureaucratic administrative routines through a division of labor between agencies, in which the 'dirty work' of mass murder, was delegated to small units of SS and police (Hilberg, 1961). The Nazis tried to exclude emotions from the task of execution, making it a rational and technical act, individually disgusting but necessary (Hilberg, 1961). Moral responsibility was replaced by technical responsibility within the Nazi bureaucracy (Bauman, 1989).

Harald Welzer (2005) has a position contrary to the banality of evil. Welzer (2005) argued that Nazi officers had not lost their moral capacity: mass violence is impossible without morality. As individuals, they maintained their moral integrity by interpreting violence as an unpleasant but necessary duty, which shows the relevance of analyzing the perpetrators' narratives of their actions. The discussions on the banality on evil show the importance of studying the division of work in paramilitary groups for the analysis of their morality. Had the paramilitaries lost their morality? Browning's (1992) study of the 101th Police Battalion invites consideration of the differences between members and the moral system that is developed in the group. Some members refused to kill. Others

followed orders. Still others felt pleasure when killing. The group's moral system created a diffusion of responsibility for those who took pleasure in the task by the other members (Welzer, 2005). Research on Brazil's police torturers also shows differences between workers in their relation to violence and that men considered violence a moral action if it was executed rationally (Huggins et al., 2002).

Research on perpetrators of state terror in Argentina (Robben, 2000) and in Brazil (Huggins, Haritos and Zimbardo, 2002) also showed the secrecy of the implementation of state violence, which is a main difference with paramilitary groups that executed massacres in public spaces. Secrecy aimed at erasing the evidence to avoid perpetrators' prosecutions and allowed the denial of responsibility for human rights violations and organizing the work of violence (Robben, 2000; Huggins et al., 2002). The massacres committed in the towns of Montes de Maria between 1999 and 2002 aimed at taking control of the territory and punishing the population for a so-called collaboration with the guerrilla group FARC. Unlike the secrecy and the invisibility of violence in the cases of state violence discussed before, as shown by Sémelin (2007) massacres against civilians restore power by punishing, torturing and dismembering victims' bodies in a public space. In his ethnographic study of paramilitary groups in Colombia, Civico (2016) shows that the practice of "limpieza" was the cleansing and purification of a space through violence embodied by the paramilitaries who created otherness. Unlike the secrecy and the rationalization of state violence, "limpieza" was a spectacular political ritual of power, and a physical experience of pleasure for the executioners that became an addiction. In the towns of Montes the population was forced to gather at public places to witness the paramilitaries torturing victims by cutting off ears, by hitting them in the head with stones or by cutting them with knives and machetes. Women were impaled, and some were raped before being killed (Centro Nacional de Memoria Historica, 2009). Victims could be beheaded, throttled with ropes – applying a technique used to kill cows on farms - or executed by gunshot. This shows the adoption of techniques employed in everyday life in the farms that contribute to the normalization of violent acts by the perpetrators (Tanner, 2012), and the existence of differential techniques to kill men and

women. Duran Martinez (2016) argued that the visibility of violence by criminal groups decreases when these organizations establish pacts with the state. This was not the case with massacres perpetrated by the AUC between 1997 and 2002 which counted on the support or lack of intervention of the authorities, being public spectacles of suffering inflicted on victims' bodies in order to terrorize and gain control of populations and territories (Valencia, 2007). Strategies for hiding violence were adopted when massacres gained public attention due to its spectacular character, and were substituted by the less visible target killings.

Ethnographic work on local realities of state terror by anthropologists (Sluka, 2000) is relevant for the reflection on the morality of paramilitary groups in Colombia, because unlike Arendt (1963) it is argued that violence should not be considered a result from a breakdown of moral systems, inviting an analysis of the role of paramilitary violence in the affirmation of moral values and ideologies (see Sluka, 1988). Sluka's (1988) argument that guerrillas and communities in Northern Ireland have a moral relationship supported in moral frames and values is interesting to use as a lens to understand the case of paramilitary groups' participation in social control and "social cleansing" of neighborhoods of the city of Medellin in Colombia that were perceived as infested with junkies, criminals and subversives. Studies show that "limpieza" helped in gaining the political support of the population (Civico, 2012; Gutierrez Sanin, 2006) and led to the construction of moral bonds between paramilitaries and communities based on the idea that paramilitaries protect civilians' security (see author's reference). This idea was supported by the proximity of paramilitary groups to the state and the elites. The perceived immorality of social mobilization by the elites and the state that labeled it as "subversion" shows that mass violence was considered a way to restore a moral social order that was perceived as lost as a consequence of social changes and of the influence of communism in local life (Isaza, 2007).

The role of criminal groups in local regimes that provide order and count on popular support has been demonstrated (Desmond-Arias, 2017). The case of Montes de Maria

could be regarded as a kind of micro-level armed regime categorized as *collaborative governance* in which a very organized criminal group having strong ties with the state, controls state policy and security in the area. Little attention is given by Desmond-Arias (2017), however, at the role of criminal groups in the moralization of communities through punishment of conducts perceived as immoral, as it is revealed in paramilitary social control in Montes de Maria. In the municipality of San Onofre, “limpieza” was strived for through the eradication of individuals perceived as morally degenerate like petty thieves, marijuana users, the homeless, HIV patients, and deviant women (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). Commanders raped “bad” women who left relationships, liked to party, were social leaders, or worked as prostitutes. These women were also subjected to forced labor, public humiliation, torture, and murder (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). Gays were subjected to humiliation. In this sense, the imposition of a moral order meant at the same time patriarchal and racial domination over women and subordinated masculinities through the imposition of norms of gender, including the prohibition of men from wearing their hair long or having their ears pierced. Paramilitary domination was also economical and racial, including forced labor and dehumanization of Black people, who were referred to as “pigs,” and as “disgusting niggas that have to be treated as animals” (CNMH, 2011). In the next section I reflect on the morality of the paramilitaries through the notion of dirty work.

2. Dirty work and morality

In exploring the morality of the paramilitaries it is important to consider that participation in violent groups has become a literal work, as it is revealed by the work of Danny Hoffman (2011a; 2011b) on militia fighters in West Africa. The proliferation of private armed groups in contexts of drug and political conflicts has employed thousands of people. In the context of chronic unemployment and work instability, armed conflict violence is a career opportunity, an alternative to the informal economy of resourcefulness (Pécaut, 1997; Debos, 2011; Gayer, 2013). Hoffman (2011a) shows that fighters have an identity as workers, and are a workforce within the context of flexible post-Fordist modes of production (Hoffman, 2011a). An important question when

considering violence as work is: what happens with morality when subsistence depends on an economy of violence? Ethnographic work on gangs by anthropologists shows that violence becomes a resource and a moral necessity when day-to-day survival depends on a local drug economy that has become the main employer for poor young men (Rodgers, 2015). Morality is understood, like Durkheim did, as a collective social obligatory practice (Karandinos et al., 2015). In the context of extreme poverty and criminal violence, people become habituated to death and violence (Rodgers, 2015). However, different representations are constructed around death, which invites analysis of local ethics and moral frames in contexts of violence. In understanding the moral frames of the paramilitaries it is useful to think of paramilitary violence as a dirty work of social control. The notion of dirty work enables the representation of the delegation of social control activities like the combat of guerillas or the execution of violence against civilians by the state to criminal groups. It also permits delegation of the work of violence to the men of low classes. In the *Heroes of Montes de Maria* the dirty work of war against subversion was an extension of military dirty work, delegated to poor young men and peasants who did military service. Many of my interviewees joined the group after military service or had started a career in the military, being unemployed. Others were peasants who were unemployed due to the armed conflict, some of them being displaced by force to the cities, while others were recruited by their neighbors, who already participated in the group in cities, as a promise to improve their unstable work conditions and help their mothers in an economic context of resourcefulness. These interviewees started to work very young to help their families to feed their younger brothers, alternating unstable jobs in construction with sales activities in the streets. They explained their participation in the group as a decision taken to help their mothers due to terrible employment and financial situations, which show that participation in violence in this context could be considered a moral imperative.

The dirty work concept also helps to understand the everyday experience of the work of violence of the paramilitaries. Hughes (1958) shows that dirty works are the “necessary” activities that are delegated in all societies and occupations to some category of workers

whose status is socially marked by the activities they perform. Violence as part of social control's occupations is a physically hard experience, an immoral and a taboo interaction (see Hughes, 1958 ; 1962). Hughes (1958) shows, however, that dirty workers build representations to create dignity in a dirty work (Hughes, 1958). It is interesting to note that violence workers spend a lot of time in creating a moral meaning to their mission, having an identity of having the legitimate use of force to defend society against criminals as it is revealed by Waddington (1999) in his research on police work. The idea of the existence of a grey zone between public and private spheres (see Boon, 1993) where the illegal activities of social control are delegated to the private sector is a crucial viewpoint to understand the identity of the paramilitaries. Unlike the legal violence workers the paramilitaries cannot claim the legitimate use of force to frame their actions. They have, however, a contradictory identity of being illegal groups, while defending the state's interests and civilians' security. Differences between regional paramilitary groups have, however, to be considered in their relation to morality. For example, former combatants of the group *Cacique Nutibara* in the city of Medellin that I interviewed in the past were former delinquents mobilized by the paramilitaries to eliminate left-wing militias and petty criminals. They had an identity of defending their communities' security. A contradiction in the identity of these interviewees is that they had been delinquents in the past and they finished fighting petty criminals like them, but they adopted the identity of defending the security of the communities against criminals. Others interviewees of the *Bloque Catatumbo* in Norte de Santander that let the fighters stay with the objects of the victims as a motivation to perpetrate violence, framed violence in terms of profit, having less consideration for the morality of their actions. Interviewees of the group *Meta and Vichada* that focused on political or ideological training had a strong identification with the discourse of their group against guerrillas. The particularity of the *Heroes of Montes de Maria* was its social proximity with military forces.

3. Methodology

I look at the reality of the work of violence through qualitative retrospective interviews with low-ranking former members of the *Heroes of Montes de Maria*. Qualitative interviews help in capturing the life-world of the interviewee and questions – which emerge from the dialogical process of the interview and help to uncover interviewees' emotions in specific situations (Brinkmann, 2013; Pollio et al., 1997) – aim at obtaining a description of experiences in specific situations and events (Pollio et al., 1997), rather than at theorization or reflection.

Twelve former members of the group were contacted through the Colombian Agency for Reintegration and interviews were conducted at two cities on the Atlantic Coast in Colombia. All the interviewees were men. They were originally peasants or had been raised in underprivileged settings in cities. They had spent 2 to 6 years in the group. Ten of them joined the group because they had no work, while 2 wanted to have the experience of military life. Most were born between 1975 and 1985. All have children, and most of them have several (from 2 to 7).

Before joining the group, most of the interviewees did not complete primary school or only had a few years of high school. They were from 16 to 36 years old when joining the group with an average of 23.4, most being between 18 and 25 years old.

The context of the reintegration program influenced the interviews and interviewees denied having participated in violence against civilians. They were asked about the actions of those who were the executioners in their group, with which they had intimate knowledge, having witnessed it or discussed it with executioners. They had certainly been on the scene with the executioners and played at least peripheral roles in the violence.

Interviewees described their experience in the group and talked about specific situations, focusing on their feelings. I used a narrative and thematic analysis method for

analyzing the data (KohlerRiessman, 2008; LionessAyres, 2008). The first step was to select quotes relevant for the analysis of the experience of violence in each interview. Then the quotes were placed within different categories or subjects that emerged from the data. I analyzed the division of work in the group, creating a category for each role: experience of combatants, of executioners and of radio-operators. I divided each into different sub-categories. The idea was to identify what is the experience typical of each role and how it is represented.

For each quote, I made a description of the experience of the interviewee, preserving his own words and meanings. Then for each category the experiences and meanings of the interviewees were compared. For each category a synthesis of the essential characteristics of the experience was written down in a scientific language, and a selection of quotes was analyzed. Statements dealing with moral perceptions and with experiences of moral reflections were selected to analyze morality. As well, quotes expressing a loss of morality or of not thinking about it were selected. Other themes analyzed were the experience of the body in the geographical space, the group organization in space, the social experience of working, interactions between members, and the temporal context of the group. Finally, the results were discussed in light of the literature.

4. The spatial division of work: Differential experiences in the space of the group

The *Heroes of Montes de Maria* were a private group outside of state administration, but its structure mimicked a military hierarchy with a clear command chain where orders must be followed. Beyond the bureaucratic division of work raised by the studies on the Nazi bureaucracy, the analysis of the division of labor shows the importance of the meaning each role gave to its work in dividing labor and in automatizing each one of the functions. Combatants on the first line saw themselves as “brave” and as protecting the security of the whole group, while they saw others as relaxed or on vacation. Urban executioners were regarded as the elite in the group, with nice clothes and cars, partying while the rural members did the dirty work. Radio operators and combatants described

the executioners as sadistic and created a moral boundary with them, assigning responsibility for violence against civilians to them while denying their own responsibility. As shown by Browning (1992) the moral system developed in the group between those who refused to kill and those who took pleasure in the task made violence effective, but also the moral representations of rural members of doing dirty work, and their feelings of pride for defending the groups' security provided meaning to their actions.

Another subject has to do with the work of violence as a social experience. Following Shutz and Luckmann (1973) from a socio-phenomenological perspective, paramilitary groups can be regarded as social spaces that constitute the life-world of its members where the immediate reality of paramilitary dirty work takes place. For interviewees who did not have previous experience with military institutions, joining a paramilitary group was hard because it involved severing ties with family and friends. It was a social experience of working and of integrating into the group, of attempting to gain other members' respect and finding a place.

Military and paramilitary work of war is a hard physical experience that necessitates withstanding harsh conditions: walking all day in the mountains under extreme weather with wet clothes and facing mosquitos. In times of combat, men were forced to forage for food for weeks. In analyzing the temporality of the group, it is important to consider its work routines and activities in relation to the risk of being attacked by guerrillas. Members woke at 4 am to avoid the guerrillas' early morning ambushes.

Meaning is also important for understanding the representation of space and its organization. Paramilitaries understood space as a territory to fight over, control, and protect. Part of the difficulty of the experience was related to the spatial division of work. The space of the group was secured by dividing it into areas controlled by different commanders. Most of the mass violence was concentrated in the municipality of San Onofre (CNMH, 2011) protected by so-called "rings of security," or parallel lines of

defended positions. The security of Cadena and his bodyguards was defended by four parallel lines of combatants. The first one fought the guerillas, the second and the third backed up the first. Most of the hard work of combating the guerrilla was performed by the first line.

4. 1. The experience of combat and morality

The narratives of the interviewees on their experiences of combat invite pushing reflection on the morality of violence beyond the banality of evil or the loss of morality by the agents of the bureaucracy (Arendt, 1963; Arendt, 2003). The accounts of the interviewees Yair and Dylan show that the group was in fact a bureaucratic organization where bureaucratic conformity, or following orders was perceived as a way to avoid being killed by their own group:

Yair: Relations with commanders were good, I mean with them you had to comply with the order. You didn't say "I don't want to go". You have to go because the one who rebels in a paramilitary group is executed.

Dylan: How can I tell you, I am going to be sincere with you. One does not ask many things. One fulfils the order and that's it. Because they would say "that's not your business, toad son of a bitch. Are you a toad? Why are you interested in that? Are you a collaborator or what?" You quietly fulfil the order to avoid problems.

Like in the case of Nazi executionners (Browning, 1992) it was possible for men to avoid participating in killing by performing other roles. They were not just motivated by the orders they received. Combatants had an ambiguous identity that had to do with the legitimate use of force. Unlike state violence workers who can claim the legitimate use of force, the paramilitaries had an awareness of being illegal. They represented their group as an illegal organization that defended state interests and civilians' security. Battles were seen as moral actions to expel guerrillas and to recover territorial control. The idea that they were protecting the population provided motivation during battles. Combatants described a process of violence banalization, but they also revealed their

experience of moral struggles. These moral conflicts arised in the tension between the illegality of the group and their role in providing security as it was shown by Jason:

Jason: In that moment (loosing a battle) I thought "I am doing something bad because I'm carrying a rifle that is not of the state but I am protecting the population". The only difference was that we were attacking with illegal weapons.

Moral struggles also appeared at the beginning of their affiliation, but they decided instead to establish their place in the group gaining the commanders esteem. In the violent reality of war the main moral imperative was protecting one's life, which implied interpreting the death of enemies as something unimportant, as highlighted by studies on gangs in anthropology (Rodgers, 2015). Jhon Edwin showed that concerns about killing in combat became secondary, because in this situation what was important was preserving ones life:

Jhon Edwin: It's him or it's me. The bullet can kill you. You only care about saving your own life.

Reflection on the morality of violence should consider the experience of combat. Research on professionalization of fights shows that fighting is an emotional experience of fear in which fighters are not competent, defending the observation of combat situations from the outside view, actors' narratives being interpreted as unobjective (Collins, 2008). Recent research has, however, showed the relevance of considering fighters' interpretations in the understanding of violent situations (Hanska, 2014; Lien et al., 2016). My interviews show that combatants' interactions with instructors and fellows gave meaning to their actions, enabling learning of techniques and providing motivation. Professionalizing violence also means embodying power. Battles are also social experiences of suffering when seeing fellows dying, and facing moral questions regarding the sanctity of dead corpses.

Like Collins (2008) my interviewees said that the first experience of combat was characterized by fear and tension. Their body was paralysed. They lost control of emotions and of bodily movements. Some felt as if they were tied up or in shock. Others ran away, cried, screamed, or urinated in their pants. Techniques and tactics learned in training and commanders' instructions during combat served, however, to control the situation. One technique was to lie on the ground and roll around. Most important of all was to follow instructions. Thinking while fighting was dangerous (also see Spencer, 2013). Performance had much to do with controlling fear and managing the energy to apply fighting techniques. Instructors and peers provided encouragement, motivation and morale. Professionalizing work involves gaining control of fear, which is converted into emotional energy, increasing efficiency (Katz, 2012). In combat, visibility was lost. They did not see the enemy. The sense of the hearing prevailed: the sound of screams, bullets and explosions. Screams aimed at the enemy, such as "motherfuckers, bastards, we know how to fight, you don't," provided encouragement.

Noel highlights the loss of bodily control in the first experience of combating, and the transformation of fear by adrenaline in the following experiences:

Noel: The first battle I felt everything: fear, panic, that they were going to kill me. I ran out trembling because of the nerves. They (his group) were going to kill me that day, but I was forgiven, thanks to God. The next battles were excellent. I stood. I crouched. I liked to fight, the adrenaline, all the excitement. I liked to take a rifle and fire. It felt great if I was fighting, I was proud to be in battle, to have a rifle, shoot. I stood up, I fought, I screamed.

Freddy described that the physical experience of winning a combat was a sensorial embodiment of power:

Freddy: At this instant fear enters you, but when you listen for your companion, you lose your fear and this gives you courage, a feeling of power that makes you fight. When you are winning, you feel things. You feel that you carry the power, or you feel that you are powerful, like the one who has the power.

"The war is won or lost" (Yair). Winning was an experience of power. Losing created a reflective experience: they remembered their families, particularly their mothers. The

disgusting physical experience of the dirty work (see Hughes, 1958) of war included interacting with the dead bodies of friends and enemies. Sometimes engagements lasted for one or two weeks, and involved walking all day, with dozens dead on either side, but they were unable to retrieve the bodies for burial because they were decomposing. One interviewee saw his brother die in combat. Many were injured and remain scarred. The narratives of Yair and Ever illustrate the experience of losing combats:

Yair: That battle was intense. They killed 20 of our boys. Next to me they killed 2 comrades in combat and thank God I am alive. I had to see two of my comrades dying. I had never seen dying before. They begged when they were dying. One told me "they got me". I saw him knocked out. The first that was hurt yelled "oh my God I'm not going to see my mom again. Oh mom I will not see you again". We could not rescue these boys because the guerrilla had surrounded us. There were many dead bodies of my comrades. I remember that our dead were like 21 but of the guerrillas they lost like 50. We could take out all the wounded, out of us were 30 or 40 wounded and of the dead we retrieved only one.

Ever: At that moment many thoughts came to my head. Suddenly I thought I was going to die, that I was not going to see my family again, that if I died what would happen with me and with my body, but the first thing you think of is your family. (...) In other words, I felt sad because he was a human being who was going, that today it was him and tomorrow it could be me, that his family was waiting for him at home and he will never return. These are many feelings that came to my head, these are things that I feel bad about, or I feel a sadness for not being able to give a Christian burial or giving the body to the family. But above all what I thought of was that he would always be awaited at home and he would never go back.

These narratives illustrate that unlike the apathy felt toward the enemys' death, the shared experience of death between combatants created moral reflections on the most fundamental social relationships with mothers, families and fellows in the group. This shows the relevance of reflecting on morality not only as collective obligations (Karandinos et. al., 2015), but also relative to the importance of the meaning of social bonds for human beings. Combatants felt a moral obligation of defending their fellows' lives who were seen as brothers, and in that sense morality has to do with solidarity and empathy. Going back home, giving the bodies to the families and a proper burial were

moral obligations relative to human dignity and the sacredness of the corpses. Anthropologists have shown that the moral and social obligations toward death are expressed in funeral practices, and in a need for mourning (Robben, 2004a).

4. 2. The experience of executing

The moral obligation of respecting the sacredness of the bodies and giving a proper burial to the corpses was, however, violated by the group that tortured, killed and dismembered the bodies of so called “collaborators” who were identified according to information provided by townspeople helping the group. The corpses of the victims were buried in mass graves at the farm *El Palmar*, located behind an unpaved road connecting the towns San Onofre and Rincon del Mar. Urban members executed petty thieves in towns, an act seen by other members as being deserved and good for community security. Like Browning (1992), some interviewees said that some executioners killed when they received the order, but it was possible to avoid it. How executioners came to perpetrate these immoral acts on victims’ bodies, and how their role became automatic were related to the experience of embodying power. With time it was not necessary to give the order, because there were people in the group that volunteered to kill.

As a dirty work, killing is a physically disgusting and immoral interaction (see Hughes, 1958). The first experience of killing someone was characterized by fear, and the most difficult part was seeing the victim who was suffering. Killing is a face-to-face interaction – attacking the body of someone who is suffering and pleading his innocence. It is dirty because it includes tactile contact with the other’s body, with organs and blood. There is a physical sensation of proximity between bodies (Hatzfeld, 2005; Sémelin, 2007). Killing also requires violating a fundamental moral principle and becoming a killer (Arendt, 2003). Other authors (Tanner, 2012; Waller, 2005) showed that unlike the work of bureaucrats such as Eichmann, proximity between the executioner and the victim is crucial. Violence is banalized by repetition of the action (Tanner, 2012). A report on the massacre in El Salado (CNMH, 2009) shows that atrocities occur following a resistance or

a lack of cooperation of suspects. My interviewees referred to a banality towards the act in subsequent experiences related not only to a loss of moral capacity, but also to a physical sensation, an impulse, a kind of addiction to the act, that make them commit the action over and over again, as found by Civico (2016) in his ethnography. Loss of moral capacity was also related to privileges: money, authority and sexual privileges.

Ramon showed that the banality of the experience of killing is about losing fear and embodying power:

Ramon: They say they were scared, they trembled, their skin bristled, their bodies sweated. And then they lost their fear. They were destined for that job. I was afraid to talk with them because they came dirty with blood, as when someone comes after killing cows. They changed. They became aggressive. They spoke aggressively, giving orders. They felt they were bigger than everyone else. They arrived happy, as if they came from playing. They came to greet everyone. They gained confidence, as if they were bosses, as if they were commanders. In the end, they took the life of any stranger. They were brave, as if killing was nothing. They no longer investigated the suspects.

The narrative of Yair illustrates the division of labor and the possibility to avoid directly participating in mass violence:

Yair: Sometimes they sent people dressed as civilians: peasants. One took them and began to investigate. Then they came (the executioners), they took them there and they executed them. Sometimes the order was given and it has to be done. And they took them down and 'pumpum'. They already knew what they had to do. They took one, two, and executed them there. The first time, they say, it's hard because they have to look at the face of the person they're going to kill. Especially because there, bodies are often dismembered, and they were not completely buried. There were men who always were designated to do the job. More than one became an inveterate killer that wanted everyone for himself. That is, they become like addicts to murder. That is, because when they came (with the victim) I would not show up there, because the first thing they said was "you, come here". Then I would go away and move away.

The familiarity of executioners with machetes and with killing farm animals like pigs also contributes to banality of the act (see Tanner, 2012). Dismembering bodies is a

technique intended to avoid detection, but also in the group the use of the machete depended on the goal of the act, as it is shown by Noel:

Noel: People were killed partly with a gun, partly with a machete. It depended on how the person wanted to kill or to make them suffer. If he wanted to make them speak, he would not kill right away. He cuts a finger, an arm, here and there in the neck. He cuts an ear to make him talk. If he did not need to make them talk, he would shoot or cut off their head. Each one had to bring his machete, and those who liked it, the psychopaths, used their machete daily. I did not use it. Most used it because they liked to hit people with the machete handle.

4. 3. The experience of radio-operators

Jhon Edwin: When the person was found positive (i.e. was found guilty), it was done what has to be done according to the commander: "you have to make him disappear". The one that was found negative was let go. We (the radio-operators) took them and sent them to executioners, but from then on we did not know what was going on. We did not ask what happened to him or anything. Then executioners had to follow the orders of the commanders. Those people were already destined for that.

This narrative shows that radio-operators did not feel responsible for murders attributed to executioners and commanders. In accordance with Welzer (2005), by refusing to kill they preserved their moral integrity according to their own perception. But in accord with Arendt (1963), like Eichmann, their activities (opening the door, investigating and handing over the suspects to executioners, burying the bodies afterwards) contributed to the murder. Some interviewees report having made minor efforts to help the victims, like sending messages to their families or trying to convince commanders that a suspect was innocent, just as Welzer (2005) recounted during the Holocaust.

The narratives of radio-operators illustrate the complex relation between violence and morality. On the one hand, the action of the group in towns was represented as a moral

practice favoring security and good conducts, counting with the support of civilians who collaborated with the group. On the other hand, they insisted that despite being treated as cowards they refused to become killers, preserving their perceived moral integrity. But they show that the most important reason for remaining in the group was that they were paid a salary which enabled them to help their families, showing their moral responsibility as financial providers. Their narratives also show their collaboration in victims' burial, their gradual habituation to it, and their perception that despite the illegality of the group they were helping the government to fight the guerilla.

Conclusion

My article explored the morality of violence workers of the paramilitary group *Heroes of Montes de Maria* in Colombia. An analysis of the narratives of their experiences in the group illustrates their physical, sensorial and social experiences of the work of violence, as well as the meaning given to their actions. This analysis shows that the representations of the paramilitaries on the morality of their work are crucial in explaining their actions. Unlike regarding violence as a disintegration of the social normative structure, in the case studied here, the public punishment of "deviant" bodies was aimed at the preservation of a moral social order. Morality in this context has to do with codes and standards of conduct, as well as social obligations toward others within a violent context where participation in violence was one of the few employment opportunities for men. Considering violence as a dirty work enables one to understand the morality of the paramilitaries. Unlike legal violence workers who deal with the immorality of violence by creating a moral identity through rationalizing the legitimate use of force, the paramilitaries were aware of being illegal and for them violence was an emotional experience of pleasure and power. Despite the immorality of paramilitary acts of violence against victims who were dismembered and buried in mass graves, violating the sacredness of the corpses and the principle of mourning, as dirty workers, the paramilitaries constructed representations to give a moral meaning to their actions. Their position in a grey zone between the legal state public sector and the illegal private sphere made them represent their mission as illegal but necessary for the state to

provide security to civilian populations and to promote good conduct. Moral meanings helped in dividing labor and automatizing each one of the functions. The construction of meanings through social interactions between fellows in the shared experience of violence created moral bonds between members that implied moral obligations of a collective sense and action of defending each other's lives. Defending one's life and the economic responsibility toward his family as men were moral imperatives in this context. As already highlighted by ethnographies on violent groups, differential representations toward death were constructed. There was apathy toward the dead of enemies and victims, unlike the moral obligations toward their fellows, their families and the communities. In that sense morality not only has to do with the respect of social norms, but also with the meaning of social interactions for human beings. Reflection on the morality of violence workers should not consider it as a quality that is withheld or lost. Morality is contradictory, and the commission of immoral actions requires the ability to represent oneself as a moral being.

Chapitre 6 :

Violence, travail et identité : trajectoires d'anciens paramilitaires en Colombie

Cet article sera soumis à *Cultures et conflits*

Résumé

À partir d'une étude des histoires de vie de 12 anciens combattants du groupe paramilitaire *Héros de Montes de Maria*, cet article analyse les effets endogènes du conflit armé sur leurs trajectoires de carrières et identités. En étudiant les trajectoires différenciées de nos interviewés, nous montrons que la violence liée au conflit ainsi que la participation aux forces militaires et paramilitaires se constituent comme des points tournants majeurs de leur cheminement de vie et de carrière. L'identité des ex-combattants doit être saisie dans un double registre : un qui représente la violence de manière « mythique », comme un sale boulot, illégal mais nécessaire pour l'État afin de garantir la sécurité des entreprises et des populations civiles ; et, un autre, qui se réfère à l'expérience vécue de la violence et crée une définition de soi-même à partir d'un passé traumatique. Nous analysons les conséquences de la participation dans le groupe sur leur identité et leur carrière après-coup.

Mots clés : Anciens combattants ; groupes paramilitaires ; Colombie ; trajectoires ; carrières ; identité

Abstract

Based on a study of the life stories of 12 former combatants of the paramilitary group *Heroes of Montes de Maria*, this article analyzes the endogenous effects of the armed conflict on their careers' trajectories and on their identities. By studying the differentiated trajectories of the interviewees, I show that violence of armed conflict, as well as participation in military and paramilitary forces, are major turning points in their life and career paths. I show that the identity of former combatants should be captured in a double register: one that represents violence "mythically" as a dirty work, illegal but necessary for the State to ensure the security of companies and civilian populations; and another, referring to the lived experience of violence that creates a definition of oneself from a traumatic past. I analyze the consequences of participation in the group on their identity and career afterward.

Key words: Former combatants; paramilitary groups; Colombia; trajectories; identity

Introduction

Cet article étudie les trajectoires de 12 anciens combattants du groupe paramilitaire *Héros de Montes de Maria* en Colombie, en portant un intérêt particulier à la question de l'identité des anciens combattants dans le post-conflit. Montes de Maria est une région de montagnes et de savanes, située entre les départements de Sucre et de Bolivar au Nord de la Colombie, adjacente à la zone côtière du Golfe de Morrosquillo sur l'Océan Atlantique⁸. Appartenant aux Autodéfenses unies de Colombie (AUC), les Héros de Montes de Maria furent créés en 1997, à partir d'une alliance entre les paramilitaires Salvatore Mancuso et Rodrigo Doble Cero et les politiciens, les propriétaires fonciers et les commerçants les plus influents de la région (Verdad Abierta, 2010). Depuis la fin des années 1980, des militaires et des politiciens ont instrumentalisé les bandes de voleurs et les groupes de sécurité privée des trafiquants de drogues, qui avaient acheté des fermes dans la région, pour l'élimination des leaders paysans suite à une réforme agraire mise en place par le gouvernement depuis les années 1970 (Verdad Abierta, 2010). Dans cette décennie, l'Association nationale d'usagers paysans (ANUC) fit une occupation massive de terres, revendiquant « la terre pour ceux qui la travaillent », dans un contexte où le droit d'accès à la terre avait été nié, depuis l'indépendance de l'Espagne, par la classe politique qui détenait la propriété de grandes extensions de terres dédiées à l'élevage de bétail, au moyen du contrôle de l'État local. Les élites républicaines reproduisirent la structure de la propriété de la terre qui existait pendant la période coloniale. Celle-ci fut construite à partir de l'exploitation de la force de travail des populations indigènes et de l'esclavage des noirs (Reyes, 1978). C'est ainsi que dans les années 1990, ont proliféré des bandes armées chargées de la répression des leaders paysans à Montes de Maria (Verdad Abierta, 2010). Lors de la promotion des Coopératives de vigilance et de sécurité privée (CONVIVIR) par l'État en 1994 qui visait à garantir la sécurité des entreprises agro-industrielles (Grajales, 2016), ces bandes armées, nées dans une zone grise entre l'État et le crime organisé, ont été de fait

⁸ La région de Montes de Maria est en réalité une invention du post-conflit, dans le sens où cet ensemble de municipalités fut désigné ainsi depuis 2002, à partir de sa constitution en tant que zone de réhabilitation par le gouvernement, qui voulait mettre en place un ensemble de mesures de contrôle social pour la récupération de la région, le maintien de l'ordre et sa pacification.

transformées en entreprises de sécurité privée. Elles furent intégrées aux Héros de Montes de Maria lors de leur formation. Le commandant principal du groupe, Rodrigo Mercado Peluffo, alias Cadena, était un ancien membre d'une bande armée, mutée en CONVIVIR (Verdad Abierta, 2010). La formation du groupe en 1997 fut une conséquence de la situation d'insécurité qui régnait dans la région, suite à une incursion des fronts 35 et 37 des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) en 1994. Les FARC perpétrèrent des attentats à la bombe, des homicides, des attaques envers les infrastructures électriques et du pétrole, en plus de kidnapper des propriétaires fonciers et des commerçants, de recruter des mineurs et de déplacer des populations (Verdad abierta, 2014).

La création du groupe visait alors à combattre les FARC, mais aussi à maintenir le statu quo, suite à des changements politiques, économiques et sociaux qui s'étaient présentés à partir de la réforme agraire (voir Mazzei, 2003). Entre 1999 et 2002, le groupe a commis plusieurs massacres dans les villages de la région. Il cherchait à punir une « collaboration » soupçonnée de la population avec les FARC. Le groupe utilisait des pistolets, des couteaux et des machettes, pour torturer, dépecer et tuer les corps des victimes. Des violences spécifiques étaient exercées envers les femmes, dont la violence sexuelle et l'empalement (Centro Nacional de Memoria Historica, 2009). Un contrôle forcé de la population fut alors imposé à la municipalité de San Onofre par les commandants Cadena et El Oso, et notamment au village Rincon del Mar, lieu de sortie de la cocaïne sur l'Océan Atlantique (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). La surveillance et le contrôle de la mobilité de la population, dont l'interdiction de sortir après 18 heures, visaient à assurer la sécurité de la drogue. Néanmoins, la violence envers la population civile peut s'expliquer surtout comme étant une forme de vigilantisme, car il s'agissait d'une privatisation de la justice dont le but était de contrôler le crime et de renforcer les normes sociales traditionnelles. Le groupe devint une sorte de système judiciaire, chargé de gérer les conflits entre la population. Des habitants allaient chercher les commandants du groupe, afin de dénoncer leurs voisins à propos de conflits personnels, pour des terres ou des poules, qui se réglaient souvent par des

homicides. En plus de réguler les liens familiaux et entre voisins, le groupe avait un réseau d'informateurs parmi la population civile, chargés de dénoncer des suspects. D'autres mesures étaient l'imposition du silence, l'interdiction des rassemblements, l'obligation de travailler ou bien de rester à la maison (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). Le groupe imposait des châtiments et autant de formes d'humiliation pour les victimes. L'humiliation publique des femmes est une pratique couramment utilisée par les groupes de *vigilantes* (Favarel-Garrigues and Gayer, 2016). Ces châtiments étaient une manière de punir des personnes qui transgressaient la norme du genre (voir Butler, 2012), ce qui avait pour effet de renforcer la norme. Par exemple, lors d'une fête des paramilitaires, les homosexuels du village ont dû participer à une bataille de boxe. Ce spectacle était une manière de les ridiculiser. Ils se sont déplacés de la région par la suite. Également, des châtiments étaient imposés aux « mauvaises femmes » qui trompaient leur conjoint, qui se séparaient, faisaient la fête, « parlaient de trop », exerçaient des activités politiques, ou encore la prostitution. Il s'agissait de châtiments publics qui consistaient à raser les cheveux de la femme, à maquiller son visage en clown, à la faire balayer un parc public, à la battre avec une ceinture, ou bien à lui faire porter une pancarte qui disait « je suis une chismosa »⁹ (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). En plus de ces mécanismes d'humiliation, d'autres formes de châtiment étaient : des travaux domestiques forcés, des viols¹⁰ et des homicides. Les corps violés des prostituées étaient ensuite laissés sur l'autoroute. Également, les hommes ne pouvaient porter ni les cheveux longs, ni des boucles d'oreilles, ni s'habiller, ni marcher de manière féminine (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). D'autres actes de violence visaient à contrôler le crime. Ces actions étaient interprétées par les paramilitaires comme étant une forme de nettoyage, qui permettait de maintenir la santé de la population, ce qui s'inscrivait dans un idéal de société axée sur la religion, le travail, la discipline et le respect de la loi. Les voleurs, les fumeurs de marijuana, les vicieux, les habitants de la rue et les malades de VIH furent éliminés (Centro Nacional de Memoria Historica, 2011). En ce sens, la violence était perçue comme une manière de préserver la

⁹ Une personne chismosa est quelqu'un qui parle des affaires des autres, qui se mêle de ce qui ne la concerne pas.

¹⁰ Le commandant El Oso violait des femmes pendant des jours dans une chambre sale, par terre où les victimes n'avaient même pas accès à une salle de bain.

morale.

Cet article porte sur les trajectoires d'anciens combattants des Héros de Montes de Maria. Des recherches se sont intéressées aux expériences des « combattants ordinaires » dans les conflits armés. Elles adoptent une approche « d'en bas », qui se centre sur l'étude des trajectoires sociales des combattants avant, pendant et après la guerre (Buton and Gayer, 2012). En appréhendant la participation à la violence « littéralement comme un travail », des études sur les miliciens en Afrique occidentale montrent que les trajectoires combattantes s'inscrivent dans les logiques du capitalisme flexible. Il s'agit d'emplois mobiles, instables et temporaires. Des activités armées et non armées sont alternées, au profit des intérêts sécuritaires et économiques des « hommes forts locaux » et des entreprises multinationales (Hoffman, 2011a; Hoffman, 2011b). Les trajectoires des combattants en Colombie et au Tchad se caractérisent par une alternance entre des groupes armés légaux, para-légaux et illégaux (Pécaut, 1997; Debos, 2011; Debos, 2013). Dans différents contextes, les armes offrent des opportunités de carrière, notamment aux hommes des classes populaires, ce qui se constitue comme une alternative à l'économie informelle, ou de la débrouillardise, permettant d'améliorer le statut social et d'avoir un sens d'appartenance à une quelconque institution (Pécaut, 1997; Debos, 2013; Gayer, 2013). Néanmoins, le succès des carrières est relatif, car, ensuite, les miliciens sont à nouveau replongés dans l'économie de la débrouille (Gayer, 2013; Debos, 2008). On constate des trajectoires différenciées, ainsi que des différences dans les bénéfices tirés des activités armées, qui peuvent dépendre du capital social de l'individu, influencé par des facteurs tels que l'origine ethnique, la caste et les réseaux familiaux, ainsi que par les connexions avec des réseaux militaires et des hommes forts locaux (Debos, 2008; Gayer, 2009). Aussi, les réseaux sociaux favorisent la mise en contact avec les milieux des armes (Gayer, 2009).

Kalyvas (2010) soulève la pertinence d'étudier les trajectoires en portant attention aux expériences des combattants de la violence ainsi qu'aux conséquences de ce vécu sur leur identité. Il serait important de prendre en considération les effets endogènes de la

guerre, c'est-à-dire que les communautés sont transformées par l'expérience du conflit. Une attention particulière devrait aussi être portée à la question des « survivances de la guerre dans l'après-guerre » (Duclos, 2010, p. 20), notamment en ce qui concerne les cognitions et les représentations des anciens combattants à propos de leur vécu de la violence. Cependant, ces sujets demeurent très peu explorés dans le cas des anciens paramilitaires colombiens. L'intérêt des recherches sur les ex-combattants de ces groupes se centre surtout sur leur réintégration, dans le but d'éviter qu'ils ne deviennent une menace à la stabilité des efforts de sécuritisation du post-conflit (voir Duclos, 2010). Après avoir discuté les résultats des travaux sur les ex-combattants en Colombie, qui s'inscrivent dans une perspective d'évaluation du risque de récurrence, nous allons soulever la pertinence d'analyser les trajectoires différenciées des anciens combattants de Montes de Maria, à partir du récit à propos de leur expérience, en étudiant les effets endogènes de la violence dans la région. L'analyse de leurs histoires de vie permet de connaître les changements sociaux vécus dans la région à partir du conflit armé. À partir d'une discussion de théories sur l'identité, ainsi que de travaux sur l'identité des ex-combattants, nous nous intéressons à l'identité de nos interviewés dans le post-conflit, en faisant une analyse de leurs représentations de la violence.

1. La réintégration des ex-combattants des Autodéfenses unies de Colombie

Les études sur les ex-combattants en Colombie, et la manière dont ces acteurs sont perçus, ont une tendance à s'encadrer dans les principes internationaux du Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), qui sont basés, entre autres, dans les Standards intégrés du DDR de l'ONU. Ces principes affirment l'importance des programmes de réintégration pour assurer la stabilisation, le maintien de la paix et de la sécurité dans les contextes de post-conflit. Les anciens combattants sont représentés comme des acteurs potentiellement déstabilisateurs. Ils sont considérés comme une menace au maintien de la paix, car pourraient se réarmer, ce qui entraînerait une réémergence de la violence (De Vries and Wiegink, 2011). D'autres auteurs mettent en question la capacité du discours de DDR à rendre compte des contextes « d'après-

guerre ». Elles montrent que les frontières entre la guerre et la paix sont floues (Debos, 2013; Duclos, 2010). Des notions internationales telles que post-conflit, réconciliation, stabilisation, reconstruction, ou encore, développement, ont du mal à refléter la réalité des communautés locales après le désarmement des groupes armés illégaux. Les communautés sont souvent confrontées à de nouvelles problématiques de violence et de crime organisé (Muggah, 2005).

Suite aux démobilisations de 31 687 combattants, entre 2003 et 2006, des 32 groupes qui faisaient partie des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), environ 30 000 d'entre eux, qui n'avaient pas des accusations pénales, obtinrent le bénéfice du pardon. Ils furent pris en charge par le programme de réintégration du Haut conseil pour la réintégration, créé par le gouvernement colombien (Villarraga Sarmiento, 2012). Ce dernier assumait la direction du programme, influencé par les standards intégrés du DDR de l'ONU, particulièrement en ce qui concerne la réintégration économique des ex-combattants (Thorsell, 2013). 34 000 ex-combattants des guérillas (démobilisés individuellement) et des groupes paramilitaires furent accueillis par le programme de 2003 à 2006. Selon Daviaud (2012) le démantèlement des AUC conduisit à une réduction de 70% des taux de violence en Colombie, passant de 80 000 morts par année dans les années 1990 à 14 479 homicides en 2006. Cependant, des nouveaux groupes, dits néo-paramilitaires, dont *Los Machos*, *Las Aguilas Negras* ou *Los Rastrojos*, ont émergé par la suite. Ces organisations sont issues des factions non démobilisées des AUC, ainsi que des nouvelles structures armées du trafic de drogues et d'autres activités illicites (Daviaud, 2012). L'incapacité à finir avec les groupes paramilitaires serait due à la persistance des réseaux de trafic de drogues, qui n'ont pas été démantelés (Daviaud, 2012). Néanmoins, il faut prendre en considération que ces organisations continuent à perpétrer des violences envers les leaders sociaux. Des anciens paramilitaires intégrèrent les mafias et les gangs (Denissen, 2010).

D'autres recherches adoptent des approches actuarielles pour évaluer le risque de récurrence des anciens combattants. L'idée est d'aider à identifier et à renforcer les facteurs

qui aident à la réintégration, via la collecte et l'analyse d'informations provenant de différentes sources (des anciens combattants, des familles, des communautés). Aussi, des tests psychologiques et des entrevues sont faites pour créer des profils. Les statistiques sur la récidive varient selon les études. Selon Thorsell (2013), 12% des anciens combattants ont récidivé : 11 500 ont été arrêtés de 2006 à 2012. Selon la Fondation idées pour la paix (2014), 20% sont réintégrés dans la société. 56% présentent un risque moyen de récidive et 24% sont des récidivistes. Les facteurs qui favorisent la réintégration sont la sécurité du revenu, l'intervention individuelle basée sur une identification des difficultés, des besoins et des capacités de chacun, la prévention du réarmement et du recrutement, casser les liens avec les membres du groupe, ainsi que le traitement des traumatismes, l'inclusion des familles dans le programme, l'attachement à la famille et au programme, ainsi que la réconciliation avec les communautés (Rozema, 2008; Denissen, 2010; Kaplan and Nussio, 2015; Fundacion ideas para la paz, 2014). Par contre, l'absence de sécurité personnelle (Nussio, 2011; Thorsell, 2013), les sentiments de frustration et de déception par rapport au processus de DDR (Denissen, 2010), un manque de sources légales d'emploi, se réintégrer dans la même région où le participant s'est démobilisé (Rozema, 2008; Fundacion ideas para la paz, 2014), ainsi qu'un degré élevé de capital anti-social (Nussio and Oppenheim, 2014), augmentent le risque de récidive. Aussi, la présence de traits de personnalité anti-sociaux, un faible attachement à la famille, ne pas avoir des enfants, un niveau peu élevé d'éducation, la présence de groupes criminels, une perte de statut et avoir passé un temps prolongé dans le groupe augmentent le risque de récidive (Kaplan and Nussio, 2016).

Sans vouloir méconnaître les retombées pratiques de ces résultats, le problème des approches actuarielles est qu'en abordant la question de la récidive de manière individuelle et en promouvant une forme de « pacification par le bas » (voir Lefranc, 2008; Dezalay, 2008), ces études ne portent pas suffisamment d'attention à la réalité des expériences des ex-combattants dans leur contexte, les réduisant à des individus à risque de récidiver. Aussi, l'intérêt exclusif pour ceux qui seraient à risque, ferait en sorte qu'on ne s'intéresse pas à ceux qui ne le sont pas (Heideman, 2015). Les anciens combattants

ne sont pas seulement des personnes à risque de récidiver, mais aussi à risque d'être tués. Les conséquences de la participation à des carrières en armes n'ont pas été assez analysées dans le contexte colombien. Plus de 2700 ex-combattants des AUC ont été tués après avoir laissé les armes. Cela fut une conséquence du refus de plusieurs d'intégrer des groupes néo-paramilitaires, qui émergèrent après les démobilisations des AUC. Également, ils sont devenus des cibles des victimes, d'anciens camarades, des chefs et des tueurs à gages (Denissen, 2010; Daviaud, 2012; Thorsell, 2013). Il ne faut pas non plus oublier que les groupes eux-mêmes commettaient des homicides de combattants, ce qui était une méthode de contrôle et de punition de la transgression des normes de l'organisation pendant le conflit (Manrique Rueda and Tanner, 2015). Si l'on s'intéresse à ces morts violentes dont les circonstances sont peu connues, c'est pour souligner le risque de réarmement des ex-combattants à cause de la situation d'insécurité dans laquelle ils se trouvent.

2. Trajectoires combattantes et identité

En suivant l'idée de Kalyvas (2010) d'étudier les trajectoires des combattants à partir d'une analyse de leurs expériences, qui considère les transformations des réalités locales à cause du conflit armé, nous nous proposons d'analyser la manière dont les trajectoires de nos interviewés des Héros de Montes de Maria permettent d'illustrer les effets endogènes du conflit armé sur leur destin et sur leur identité. Heideman (2015) soulève que la participation d'individus à des groupes armés implique une rupture avec leurs familles ainsi qu'une interruption de leurs carrières et de leurs études. Les ex-combattants peuvent être traumatisés à cause de leur exposition à la violence, devant affronter les conséquences du conflit après coup, en plus de leurs difficultés à trouver un emploi. Néanmoins, différentes trajectoires existent. Par exemple, elles peuvent varier selon la durée de leur participation, ou encore selon leur degré d'exposition à la violence. Certains ont pu avoir passé la plupart de leur vie d'adultes ou de leur adolescence, à combattre. Selon la perspective du « cours de la vie » (life course perspective), les trajectoires sont constituées d'une succession d'évènements, dont certains sont des

points tournants, qui donnent une nouvelle direction à la vie. Des variables pour analyser la trajectoire sont par exemple : la nature de l'événement ; sa sévérité ; sa durée ; les expériences de l'événement, ainsi que les croyances associées à celui-ci ; la signification attribuée à celui-ci ; ainsi que les adaptations qui dépendent des alternatives possibles (Heideman, 2015). Selon Heideman (2015), la participation dans le groupe est un point tournant majeur dans la vie des anciens combattants. Elle change la direction du chemin de leur vie. Afin de comprendre les effets à long terme, il faudrait faire attention à la nature de l'expérience du combat, aux caractéristiques des situations de vie des combattants avant d'intégrer les groupes, ainsi qu'aux différents types d'adaptations possibles à la fin du conflit. Il est pertinent d'étudier la manière dont la participation change les trajectoires de vie individuelles. En ce sens, une approche biographique permet d'analyser les effets de l'expérience du combat, en prenant en compte que les sociétés sont transformées par le conflit (Heideman, 2015). Denov (2010) montre que les conséquences après-coup de la participation à des groupes armés par des jeunes sont, entre autres : des blessures physiques et des handicaps ; une perte de membres de la famille ; des souvenirs difficiles de la violence ; des sentiments de honte et de culpabilité ; en plus d'un rejet de la part de leurs familles et de leurs communautés (Denov, 2010, p. 796).

Dans cet article, notre intérêt ne porte pas uniquement sur la trajectoire de vie des combattants, mais surtout sur leur carrière, définie comme la période de la vie qui est consacrée à travailler (Hughes, 1958). Celle-ci peut être appréhendée comme une succession de phases à partir de points tournants, qui marquent le passage d'une étape à une autre (Hughes, 1958). Très peu de recherches ont analysé les carrières des anciens combattants des groupes paramilitaires en Colombie, à partir d'une étude qualitative de la trajectoire de travail centrée sur les expériences des individus, sur les points tournants, ainsi que sur leurs identités. Notre approche pour étudier les carrières et le travail est basée sur les travaux d'Everett Hughes (1958; 1962; 1997) en sociologie du travail. Selon Hughes (1997), la vie humaine est une succession de phases, qui ont une tendance à être définies en relation à l'école et au travail. Des points tournants marquent

le passage d'une période à une autre. La carrière a lieu dans un système de travail, dans un contexte historique spécifique. D'après Hughes (1958), le travail est l'aspect le plus important de l'identité de l'être humain. C'est à partir de quoi l'individu se juge soi-même et qu'il est jugé par les autres.

L'identité est l'interprétation qu'un être humain fait de qui il est. Elle est construite en interaction avec les autres, à partir des significations qu'il apprend dans l'interaction sociale (Taylor, 1994). La construction de l'identité est aussi une négociation avec soi-même de ce que l'on accepte comme définition de soi, par les autres. L'identité est influencée par la reconnaissance de soi par les autres, mais aussi par l'absence de reconnaissance, ou par une fausse reconnaissance. L'individu peut alors, soit intérioriser des interprétations négatives, soit résister aux définitions qui dégradent, déforment et limitent la perception que les autres ont de lui, à cause de son appartenance à un groupe en particulier (Taylor, 1994). L'identité est en constante transformation et elle a une temporalité. Les expériences passées interagissent avec la situation présente et avec les projections futures dans la construction de l'identité. Veena Das (2000) montre que la conscience de soi peut se construire à partir de l'expérience d'avoir été présent dans des situations de violence. C'est ce qu'elle appelle la « connaissance empoisonnée ».

L'étude de l'identité des délinquants connaît ces dernières années un intérêt grandissant avec la criminologie narrative. Dans ses travaux sur le désistement, Maruna (2001) souligne que la construction d'une identité cohérente, unifiée et consistante par les délinquants est nécessaire afin d'abandonner le crime, ce qui est interprété comme un processus d'abandon d'une addiction, qui passe par une transformation du sens de soi-même, à partir d'une réinterprétation du passé. Les travaux de Lois Presser (2008) sur l'identité d'hommes qui avaient commis des actes de violence montrent qu'ils se représentaient eux-mêmes comme des êtres moraux. Selon l'auteure, les entrevues qualitatives sont des espaces qui permettent la construction de l'identité, au moyen de l'élaboration de récits. Cette méthode permet à l'interviewé de se positionner comme un agent de sa propre expérience. Selon Presser (2008), l'identité est l'interprétation des

rôles multiples qu'un individu joue dans la société. Elle est construite par rapport aux autres, sous la forme d'une unité historique qui intègre les expériences passées, au présent et aux projections futures. La réflexivité par rapport à l'expérience dans la narration permet de créer une distance avec les actions immorales commises, en se présentant soi-même comme un être moral.

3. Les carrières des combattants des Héros de Montes de Maria

3. 1. Les trajectoires différenciées

Nous avons collecté les récits de vie de 12 anciens combattants des Héros de Montes de Maria, qui participent actuellement au programme de réintégration de l'Agence colombienne pour la réintégration (ACR) dans deux villes de la côte atlantique. Tous nos interviewés sont des hommes, car nous n'avons pas eu d'accès à des entrevues avec des femmes. Les entrevues étaient centrées sur la reconstruction de leur histoire de vie depuis leur enfance, en portant un grand intérêt à l'histoire de leur carrière. Nous leur avons demandé de nous décrire leur trajectoire de travail de manière chronologique, ainsi que de nous parler de leurs conditions d'emploi. Nous cherchions aussi connaître d'éventuels changements de métiers par rapport aux générations de leurs parents et de leurs grands parents. Afin d'analyser les entrevues, nous avons rédigé une description des trajectoires de travail de chaque interviewé, en préservant leur langage et leurs formes d'expression. Ensuite, nous avons identifié plusieurs types de trajectoires différentes conduisant à l'affiliation au groupe. Nous avons choisi des cas représentatifs spécifiques, qui seront présentés dans cet article.

Avant de présenter les trajectoires des interviewés du groupe Héros de Montes de Maria, les différences des trajectoires entre les différents groupes régionaux doivent d'abord être prises en considération. Dans le passé, nous avons interviewé 18 ex-combattants de différents groupes des Autodéfenses unies de Colombie. Les interviewés du groupe urbain Cacique Nutibara à Medellin provenaient des quartiers populaires. Ils avaient commencé des carrières délinquantes très jeunes et avaient été des tueurs à gages. Ces

hommes furent recrutés par les paramilitaires de Don Berna lors de leur arrivée à Medellin, afin de combattre le Bloque Metro, en plus de « nettoyer » les quartiers des miliciens de gauche et des petits délinquants. Pour ces interviewés, la participation au groupe était considérée une opportunité de travailler, ainsi qu'une forme de s'auto-protéger eux-mêmes et les siens, dans un contexte de guerre. D'autres interviewés, qui avaient appartenu au groupe Meta y Vichada avaient été recrutés à Bogota. Ils étaient des jeunes qui venaient de finir l'école secondaire. Étant sans emploi, on leur avait offert d'aller travailler dans une ferme, mais, une fois arrivés, ils apprennent qu'il s'agit d'un groupe paramilitaire. Des interviewés du Bloque Catatumbo à Norte de Santander avaient été recrutés à la Côte Atlantique et envoyés à ce département. Ils étaient des hommes qui cherchaient à améliorer leurs perspectives d'emploi. Certains avaient appartenu à la guérilla et ils pensaient que les paramilitaires leur offriraient des meilleurs salaires. D'autres interviewés avaient été des victimes des guérillas. Leur affiliation aux groupes paramilitaires visait à venger des homicides de proches par la guérilla. D'autres participants avaient appartenu à la force publique (police ou armée) et avaient accepté de participer aux groupes paramilitaires, car ils se trouvaient sans emploi. Chez eux, le discours anti-subversif appris dans les forces légales joua un rôle dans leur décision d'intégrer les groupes paramilitaires, car ils considéraient que ceux-ci avaient des tactiques plus efficaces que les militaires.

Dans le cas spécifique des Héros de Montes de Maria, il faut faire une distinction entre les combattants d'origine urbaine et ceux d'origine rurale. Dans les deux cas, certains s'étaient affiliés au groupe après avoir fini le service militaire, se trouvant sans emploi. D'autres avaient commencé une carrière militaire qu'ils abandonnèrent pour cause de problèmes de conduite. Certains avaient appartenu à d'autres groupes paramilitaires avant de s'affilier aux Héros de Montes de Maria. Ils sont nés dans la région ou dans des régions voisines. Entre les combattants d'origine rurale, certains intégrèrent l'organisation à cause d'une situation d'insécurité et de manque d'emploi, due au conflit armé. D'autres étaient des victimes de déplacement forcé. Leur affiliation au groupe était

une conséquence directe ou indirecte du conflit armé. D'autres étaient des victimes de déplacement forcé. Leur affiliation au groupe était, soit une conséquence directe, soit indirecte du conflit armé. Dans certains cas, le groupe avait profité du fait que des membres de leur famille avaient été tués par la guérilla pour les recruter, ou bien ils avaient opté pour travailler dans le groupe, car ils se trouvaient dans une situation très précaire dans les villes où ils s'étaient déplacés. Dans plusieurs des cas des combattants d'origine urbaine, l'affiliation au groupe était une alternative à l'économie informelle, de la débrouillardise, comme il a déjà été soulevé d'autres chercheurs (Pécaut, 1997; Debos, 2011). Les réseaux sociaux, dans ce cas le réseau d'amis du quartier, qui faisaient déjà partie du groupe, facilitèrent le recrutement, tel qu'il a été soulevé par Gayer (2009). Le recrutement se présenta dans la période qui suivit la fin du service militaire, mais, dans certains cas, c'étaient les participants eux-mêmes qui, en connaissant quelqu'un du groupe, avaient cherché à s'affilier à celui-ci. Dans deux cas, l'affiliation au groupe fut expliquée par les interviewés comme une sorte d'aventure de la jeunesse. Ils cherchaient à vivre l'expérience et « l'adrénaline » de la vie militaire. De la même manière que les miliciens du Khalistan interviewés par Gayer (2009), ces interviewés avaient intégré l'organisation avec leur groupe d'amis.

Nos interviewés Arlington, Yair, Ever, Noel, Freddy, Wilson, Ramon, Jhon Edwin, Jason, Dylan, Alexander et Giovanni sont issus de familles paysannes. Ils sont nés entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1980. Tous leurs grands-pères étaient des agriculteurs. Leurs grands-mères étaient des femmes au foyer qui travaillaient aussi dans les fermes. Dans certains cas, on constate un changement de métier dans la génération de leurs parents, lié aux processus d'urbanisation et à l'exode rural. Les pères travaillaient dans les domaines de la construction, de la sécurité privée, de la mécanique et du transport public. Certaines des mères étaient soit des femmes de ménage, soit des femmes au foyer, soit des commerçantes. Dans certains cas, leurs parents étaient séparés. Nos interviewés appartenaient à des familles très nombreuses. Ils avaient plusieurs frères et sœurs (plus de 7). Tous avaient entre 2 et 7 enfants. Le manque d'emploi fut la cause de l'affiliation dans 10 des cas. Dans ce contexte, les familles

attribuaient une responsabilité financière aux enfants aînés hommes, afin d'aider financièrement leur famille à soutenir les enfants les plus petits. Cela joua dans leur décision d'intégrer le groupe. Avant cela, la plupart n'avait pas fini l'école primaire. Ils validèrent l'école secondaire dans le programme de réintégration, en plus de suivre des formations pour l'emploi. L'âge d'affiliation varie entre 16 et 36 ans, la majorité ayant entre 19 et 25 ans. Plusieurs étaient des paysans avant leur incursion dans le groupe qui travaillaient dans les fermes de leur famille, ou qui s'étaient déplacés dans d'autres régions pour travailler. D'autres étaient issus de petits villages ou de villes, alternant des emplois temporaires en construction avec des ventes informelles dans la rue. De la même manière que les miliciens en Afrique occidentale étudiés par Hoffman (2011a; 2011b), nos interviewés avaient des carrières instables, changeant régulièrement d'emploi. Dans plusieurs cas, le service militaire, obligatoire à 18 ans en Colombie pour les jeunes hommes qui ne peuvent pas se payer la carte militaire, constitue un point tournant de leur carrière, comme nous le verrons dans la section suivante.

Les participants à l'étude ont passé entre 3 mois et 6 ans dans le groupe, la plupart entre 2 et 6 ans. Comme le montra Debos (2013; 2008) dans le cas des hommes en armes au Tchad, il existe différents niveaux d'exposition à la violence. Dans le cas de nos interviewés qui avaient commencé des carrières dans les forces militaires et/ou qui avaient participé à d'autres groupes armés, leur exposition à la violence avait une temporalité beaucoup plus longue. Ils avaient participé à plusieurs combats et/ou ils avaient témoigné la commission de violences de masse envers la population civile. Ils affirment que les groupes auxquels ils avaient appartenu dans d'autres régions étaient beaucoup plus violents et combattifs que les Héros de Montes de Maria. Par exemple, l'interviewé Dylan passa plusieurs années à l'armée, il participa ensuite à un groupe paramilitaire dans une autre région pendant 2 ans. Puis il travailla dans une autre organisation dans un autre département pendant 1 an, pour finalement intégrer les Héros de Montes de Maria, où il passa 2 ans de sa vie. Dans un autre cas, celui d'Alexander, la participation ne dura que quelques mois et l'interviewé n'avait pas été exposé à des combats, ni à d'autres formes de violence. Certains des combattants qui

avaient la fonction de radio-opérateurs étaient placés dans des fermes et se chargeaient de la communication d'information sur les déplacements de l'armée ou de la population. Ils dirent ne pas avoir été en interaction avec d'autres membres, ni avoir dû participer à des combats. Néanmoins, d'autres radio-opérateurs avaient été directement exposés à la violence envers des civils. Ils se chargeaient d'identifier des suspects et de les envoyer aux exécuteurs, qui exécutaient des tortures, des dépèchements des corps et des homicides. Les membres dont la fonction consistait à combattre la guérilla, ont dit avoir participé à plusieurs combats. D'autres interviewés n'ont vécu qu'un ou deux combats pendant toute leur carrière en armes.

3. 3. Du service militaire au groupe paramilitaire

Le service militaire est un point tournant des trajectoires de vie et des carrières de plusieurs de nos interviewés. Des travaux ont montré que la guerre et le militarisme ont toujours été des secteurs masculins (Elshtain, 1987). Malgré l'augmentation récente du nombre de femmes, les forces militaires demeurent une institution masculine et genrée en ce qui concerne la distribution du pouvoir, des opportunités et l'organisation du travail (Carreiras and Alexandre, 2013). Des recherches ont soulevé que le secteur militaire est un espace de socialisation des hommes, où ils apprennent à respecter les règles, à partir d'un ensemble de rituels à travers lesquels ils adoptent des attitudes qui seraient propres à une masculinité militarisée hégémonique (Barrett, 2001), ou à une forme de virilité qui serait associée aux armes et à la violence (Theidon, 2009). La performance d'une masculinité militarisée est essentielle au maintien du militarisme. Dans une étude sur la socialisation des soldats dans la marine américaine, Barrett (2001) soutient qu'une masculinité hégémonique est reproduite à travers les pratiques des soldats, ce qui implique une démonstration de la ténacité, de l'agressivité, de la résistance, de l'hétérosexualité, du contrôle émotionnel et du consentement à l'autorité. Selon Theidon (2009) les paramilitaires colombiens partagent une masculinité militarisée, qui passe par la performance d'une masculinité agressive. L'adoption d'une masculinité militarisée leur permet de dépasser leur statut d'hommes économiquement

marginaux. L'acquisition d'une masculinité militaire est le résultat de l'entraînement physique, de l'endoctrinement émotionnel, ainsi que de l'adoption d'une attitude qui inspire de la terreur. En ce sens, selon Theidon (2009), le corps est un capital qui permet de participer au marché du travail de la violence, ainsi qu'à une économie politique de la masculinité, qui aide à gagner des privilèges économiques et sexuels.

De la même manière, en étudiant les identités des ex-combattants en Afrique du Sud, Maringira (2015) soutient que la distinction entre l'identité militaire et la masculinité est floue. Les ex-combattants de ce pays continuent à avoir une identité militarisée plusieurs années après la transition à la démocratie. Selon lui, les identités des combattants ont été forgées pendant les entraînements militaires, qui les transformaient physiquement et mentalement en des soldats. Leur identité était celle de « héros-guerriers masculins ». Ils se sentaient différents et supérieurs aux civils. Également, l'auteur soutient que l'identité des ex-combattants était influencée aussi par leur type d'organisation d'appartenance, par leur vécu de la violence et par leur situation de vie après avoir laissé les armes (Maringira, 2015).

Nous considérons que l'assimilation de l'identité militaire à l'identité masculine est une idée intéressante, mais que la question de l'identité des ex-combattants est plus complexe. Une approche compréhensive des expériences de la vie militaire des hommes dans le contexte plus large des conditions et des opportunités d'emploi disponibles aux hommes dans des contextes historiques, économiques, culturels et sociaux spécifiques, permettra de saisir d'une manière plus précise le lien entre masculinité et identité. Nos interviewés qui avaient fait le service militaire le représentent comme une période de transition de l'adolescence à l'âge adulte et comme une étape importante de la construction de leur masculinité. Cela passe par une séparation avec leur mère et par l'apprentissage des normes et de la discipline. D'après l'interviewé Dylan, le service militaire est le défi le plus important d'un homme. De la même manière que les autres interviewés qui avaient participé à l'armée, il affirma que c'est le passage par cette institution qui permet que les hommes arrêtent d'être des enfants gâtés et qu'ils

deviennent indépendants et responsables. Il représente l'armée comme une famille où tout le monde se donne du soutien. Il s'agit d'une expérience d'incarnation du pouvoir. Dylan soutient que dans la mesure où c'était l'armée qui avait le pouvoir légitime, c'était lui qui devenait la loi. Il aimait les armes et les uniformes. D'autres interviewés expriment avoir expérimenté un sentiment de supériorité sur la population civile par le fait d'être l'autorité.

L'incarnation du pouvoir à laquelle se réfère Dylan est celle d'un pouvoir masculin, qui est en même temps l'autorité de l'État. Le récit de Dylan montre que, selon lui, devenir un soldat signifie devenir un homme et, en même temps, veut dire incarner l'autorité de l'État, qui est la loi. En ce sens, le pouvoir de l'État peut être considéré comme un pouvoir masculin. Il est intéressant à constater que, dans le contexte du conflit armé colombien, l'autorité de l'État, en tant que pouvoir incorporé dans le corps, est délégué aux jeunes hommes des classes populaires, qui combattent des guérillas et se chargent du travail quotidien du maintien de la sécurité des populations civiles et des grands capitaux économiques du pays. La trajectoire de l'interviewé Jason montre comment un jeune homme d'un milieu urbain, qui commença à travailler jeune pour aider sa mère, dans un marché de l'emploi instable et informel, fut discipliné et endoctriné par l'armée, qui le transforma en un soldat prêt à défendre sa nation.

Jason grandit dans un quartier populaire d'une grande ville. Il appartenait à une famille de 8 enfants. Ses parents étaient séparés. C'était d'abord sa mère, commerçante de vêtements, qui a pris en charge la responsabilité pour le maintien de sa famille. Il représente son enfance comme une belle période de partage avec ses frères, ses voisins et ses copains de l'école. À 16 ans, il commença à travailler comme maçon dans la construction afin d'aider sa mère. En même temps, il lavait des motos et des voitures avec un de ses voisins. Ensuite, il vendait des jus dans la rue. Après, il travailla dans une entreprise de thon, effectuant des tâches diverses. Un autre interviewé, Alexander, était un bon étudiant et avait fini l'école primaire. Il ne put pas continuer l'école secondaire à cause de problèmes financiers. Il commença à travailler afin d'aider sa mère, une femme

de ménage, pour nourrir une famille de 10 enfants. Il vendait du pain dans la rue avec un charriot loué à la journée. D'autres produits pouvant être vendus étaient, par exemple, du café et des fruits. Notre interviewé soulève le très peu d'argent gagné à partir de ces activités. Il y avait quelques bonnes journées, mais, surtout, beaucoup de mauvaises. Il devait marcher beaucoup sous le soleil pour très peu d'argent. Certains interviewés racontent être tombés malades à cause de leur exposition excessive au soleil. Un an et demi après, Alexander commença à travailler comme maçon dans la construction. Il s'agissait d'un travail très fatigant qui exigeait d'être fort, exercé dans des conditions difficiles à cause du climat très chaud. Cette alternance entre les activités de vente informelle et des emplois temporaires dans la construction est typique des interviewés des milieux urbains. Cinq mois plus tard, plusieurs des amis du quartier à Alexander, qui travaillaient déjà dans le groupe paramilitaire, lui proposèrent de les rejoindre, en lui promettant que cela lui permettrait d'aider sa famille. Il décida de partir, sans rien dire à sa mère. Dans les cas des interviewés issus de milieux urbains, on peut se demander si c'étaient eux qui faisaient des choix de carrière ou si, c'était plutôt le contexte de précarité de l'emploi qui s'imposa, ayant des possibilités très limitées d'activités à exercer. Comme il a été montré par d'autres auteurs, dans les cas des interviewés issus de milieux urbains, l'affiliation au groupe peut être interprétée comme une alternative à la débrouillardise (Munive, 2010; Pécaut, 1997; Debois, 2011; Gayer, 2013), mais aussi aux conditions de travail difficiles, à la précarité de l'emploi, à l'instabilité, au manque d'options de travail, ainsi qu'à l'absence d'emplois humainement dignes. L'idée proposée par des théories sur l'identité des délinquants (voir Presser, 2008) concernant l'existence d'un agencement peut s'avérer discutable pour saisir les histoires de vie de nos interviewés, car elle présuppose que les individus ont un contrôle de leurs vies, de leurs expériences et de leurs décisions, sans prendre en considération l'influence du contexte sur leurs choix. D'autres auteurs ont déjà mis en doute la pertinence de l'idée de l'existence d'une « motivation » pour expliquer les trajectoires et les actions des miliciens (Gayer, 2009).

En continuant avec l'histoire de Jason, il fit le service militaire à 20 ans. Son récit montre

que l'entrée au service militaire passa par des rituels d'initiation à la vie militaire. Il partit dans un bus vers le bataillon avec plusieurs jeunes. Ils arrivèrent vers 4 heures du matin, furent douchés et leurs cheveux rasés. On leur donna les uniformes et ils firent la file. On leur dit qu'ils étaient arrivés à la « glorieuse armée nationale », que c'était leur deuxième maison, qu'ils allaient défendre leur patrie ainsi que les couleurs de la Colombie. Les premiers jours, ils apprirent la discipline. Ils se levèrent tôt, prirent la douche et ils firent des exercices. Il s'agissait d'une expérience de la fatigue, qui leur permit d'acquérir de la résistance physique. Ils se levaient tôt et se couchaient tard. Ils faisaient des exercices. Ils marchaient et faisaient des patrouilles. L'entraînement dura trois mois très durs. Jason apprit à avoir ses affaires propres, à tirer, à manier les armes, à aimer sa patrie et à la défendre. Selon lui, à l'armée tout dépend de soi-même. Si l'on a une mauvaise conduite, on va être mal, alors que si l'on a un bon comportement on va être bien.

De la même manière, son récit illustre l'importance des jeunes soldats pour la défense de la sécurité des pôles économiques, des populations et pour le combat des guérillas. Travaillant dans une base militaire, sa fonction consistait à assurer la sécurité d'une mine de charbon. D'autres interviewés faisaient des gardes et des patrouilles dans les villages afin d'assurer la sécurité de la population. Ensuite, Jason intégra la force de contre-guérilla pendant six mois, combattant à la frontière avec le Venezuela. Comme plusieurs interviewés l'affirment, le travail du combattant consiste dans une grande mesure à marcher. Jason devait marcher cinq heures par jour afin d'éviter de se faire intercepter par l'ennemi, devant toujours dormir dans des lieux différents. Le camp se défaisait le matin et se refaisait le soir, après avoir passé toute la journée à marcher. L'interviewé Dylan exprime qu'il aimait le fait d'être à une place le matin et à une autre l'après-midi, s'agissant d'une existence mobile. Jason participa à des combats contre la guérilla, devenant de plus en plus professionnel.

Après deux ans de service militaire, il devint gardien pour une entreprise de sécurité privée pendant six mois, mais, selon lui, ce n'était pas un bon travail. Ce fut à ce moment

que des anciens collègues de l'armée, qui travaillaient dans le groupe paramilitaire, commencèrent à le convaincre d'intégrer l'organisation, en lui disant que les paramilitaires étaient comme l'armée, qu'ils avaient des bons idéaux, qu'il allait protéger la population et, qu'en plus, on allait le payer. Cette association de l'armée avec le groupe paramilitaire est centrale dans l'identité des Héros de Montes de Maria. Les paramilitaires étaient associés à une deuxième armée, ayant les mêmes idéaux et valeurs, notamment celui de la protection de la population civile. Néanmoins, plusieurs interviewés insistent sur le caractère illégal des paramilitaires, en contraposition à l'armée, ce qui montre l'existence d'une différence entre l'identité militaire et la paramilitaire. L'idée selon laquelle ils protègent la sécurité de la population civile est centrale dans l'identité des paramilitaires. Ils se perçoivent eux-mêmes comme des êtres humains moraux, malgré les actions illégales commises par leur groupe, tel qu'il est montré par Presser (2008). Cela est renforcé par la proximité sociale entre les milieux militaires, paramilitaires et politiques dans cette région. Néanmoins, dans la mesure où le groupe se situe dans une zone grise entre le secteur légal de l'État et le milieu illégal, les paramilitaires ont une identité ambiguë et contradictoire. La violence est représentée comme un sale boulot, qui permettait au gouvernement et aux politiciens de garantir la sécurité de l'armée, des propriétaires fonciers et des populations civiles. D'autres interviewés n'ont pas pu continuer une carrière dans les forces militaires, car ils avaient eu des problèmes de conduite, ont cherché à s'affilier au groupe, car ils souhaitaient continuer à porter un uniforme et une arme.

3.3. De la ferme au groupe paramilitaire

Les cas où les effets endogènes du conflit armé sur les trajectoires des carrières des interviewés sont les plus notoires sont, sans doute, ceux des interviewés qui exerçaient des activités paysannes dans les fermes de leurs familles avant d'avoir intégré le groupe. Les histoires de ces interviewés montrent que les paysans avaient des bonnes conditions de vie et d'emploi. Celles-ci furent affectées radicalement à cause du conflit armé. Ils sont devenus des déplacés sans terre dans les villes, en plus de devoir vivre avec la mémoire

des violences perpétrées envers des membres de leur famille. Plus de 100 000 paysans furent déplacés par la force à Montes de Maria, comme conséquence des combats des FARC avec l'armée et les paramilitaires, ainsi que des massacres et des autres formes de violence de masse perpétrées par les Héros de Montes de Maria (Verdad Abierta, 2010). Les milliers de paysans de Montes de Maria déplacés par la violence et la peur, ont migré dans les villes. Ceux qui avaient de la famille ont dû s'habituer à leur nouvelle situation de dépendance et de pauvreté, où ils ne pouvaient plus manger ce qu'ils cultivaient. Sans terre, l'économie informelle devint leur nouvelle source d'emploi. Les jeunes hommes déplacés par la violence devinrent la cible parfaite du recrutement des paramilitaires. Victimisés et sans emploi, ils furent facilement mobilisés pour la lutte anti-subversive. Les violences, ainsi que la participation au groupe paramilitaire se constituent comme un point tournant majeur des trajectoires de vie et de travail de nos interviewés, qui, après-coup, faisaient partie de la masse de personnes sans emploi dans les grandes villes. Ils commencèrent à exercer des activités dans l'économie de la débrouillardise.

Avant leur affiliation au groupe, plusieurs de nos interviewés étaient des paysans laborieux et prospères. Ils avaient commencé à travailler très jeunes dans les fermes de leurs parents. Ils cultivaient du *ñame*, du riz, du tabac, du yucca, des plantains, des avocats, du maïs, des fruits, ce qui permettait à leurs familles de manger et de vendre les aliments qu'ils produisaient. La vie tournait autour des saisons de semence et de récolte. Une période était consacrée à la récolte d'avocats, une autre à celle du *ñame*, une autre à celle du yucca. Ils avaient des porcs, des vaches et des poules. Ils ont des beaux souvenirs d'enfance avec leurs grands parents, leurs parents, leurs frères, leurs voisins et leurs copains d'école. Le cas le plus illustratif des effets du conflit armé sur les trajectoires de vie et sur les carrières des jeunes paysans, est celui de l'interviewé Noel. Né au milieu des années 1970, il appartenait à une famille d'agriculteurs. Il grandit avec ses grands parents, ses parents et ses 8 frères et sœurs. Ils avaient une ferme de 300 hectares où ils cultivaient du tabac, du maïs et du yucca. Ils élevaient du bétail, des porcs et des poules. Étant le plus âgé de ses frères, Noel travaillait avec ses parents à la ferme depuis qu'il était petit. Il se levait à 5 heures du matin pour aider son père à nettoyer les cultures de

yucca et de maïs avec une machette. À midi, il partait à l'école. À l'âge de 18 ans, son père mourut du cancer. Sa mère, l'un de ses frères et lui même, se firent alors responsables de la subsistance de la famille. Avec l'arrivée de l'électricité dans le village, sa mère acheta un réfrigérateur. Sa famille ouvrit un magasin où ils vendaient des boissons gazeuses et des aliments tels que des saucisses en conserve. La vie communautaire commença à changer avec l'arrivée des Fronts 35 et 37 des FARC dans la région. Plusieurs de ses copains d'école partirent à la guérilla. Celle-ci faisait des réunions avec la population pour recruter des jeunes, mais, ni lui ni ses frères et sœurs étaient intéressés à intégrer un groupe armé. La guérilla faisait des patrouilles dans le village. L'armée entraînait lorsque la guérilla partait. Il y avait beaucoup de combats entre l'armée et la guérilla et beaucoup de morts.

Ses souvenirs des violences marquèrent sa vie et son identité. Noel se remémore lorsque la guérilla et l'armée combattaient jour et nuit. Parfois, il se levait à minuit à cause des détonements des bombes. Il ne réussissait plus à s'endormir. La situation devint encore plus difficile lorsque ses copains commencèrent à partir à la guérilla, alors que ses cousins et l'un de ses frères partirent faire le service militaire. La guérilla commença à accuser sa famille de collaborer et de donner de l'information à l'armée. Leurs voisins et connaissances, qui avaient grandi avec eux, devinrent leurs ennemis, sans pour autant pouvoir les identifier avec certitude. Après avoir fini le service militaire, ses proches retournèrent dans la région. Un soir, une femme et deux hommes habillés en civil, mais qui portaient des armes, arrivèrent au magasin pendant qu'il écoutait le télé journal de 19 heures avec sa famille. Les intrus dirent qu'ils souhaitaient acheter des boissons gazeuses et ensuite, ils commencèrent à tirer. Ils tuèrent sa mère, son frère et sa soeur en face de lui et d'une autre de ses sœurs. L'expérience tragique de Noel est un exemple de la manière dont la conscience de soi peut être construite à partir de l'expérience de la violence (voir Daas, 2000), devenant une partie intégrale de l'identité, où la mémoire du passé violent fait partie de ce que l'on est et sera :

On (son frère et lui) était avec mes deux sœurs, ma mère et d'autres jeunes. J'ai

sentí quelque chose d'horrible en ce moment. Je n'ai pas de mots pour exprimer le mal qu'ils nous ont fait. Ils avaient dit qu'ils voulaient acheter des sodas et, tout à coup, ils commencèrent à tirer. Ils tuèrent mon frère, ma mère et l'une de mes sœurs en face de nous. Ce moment fut enregistré dans ma mémoire pour toujours. La seule chose que j'ai pu faire fut de partir. Je me mis à genoux et j'ai prié Dieu qu'est ce qu'on avait pu faire de mal pour qu'un tel malheur nous arrivasse. J'attendit l'arrivée de l'armée le lendemain. Ensuite, beaucoup de gens du village se déplacèrent avec nous. Chacun pris son chemin et je ne les ai plus revus. Ma famille se dispersa. J'avais beaucoup de rancune à ce moment-là. Après, les paramilitaires me cherchèrent, car ils savaient ce qui s'était passé. Ils me trompèrent. Ils me dirent que j'aillais travailler dans une ferme, mais, une fois à la ferme, ils me dirent qu'ils étaient un groupe paramilitaire. J'ai accepté de travailler avec eux, car ils m'ont offert un salaire et, comme j'étais à rien faire et qu'en plus j'avais cette rancune dans mon cœur... (Interviewé Noel).

4. Identité et mémoire des violences

En étudiant l'identité d'anciens miliciens qui combattirent en Serbie, Tanner (2010) fait une distinction entre la violence mythique et la violence vécue. Cette différenciation nous semble importante pour faire une distinction entre deux types de registres de l'identité des ex-combattants, soit un de type collectif et un de type individuel (Tanner, 2010). Le premier fait allusion à des idéaux et à des objectifs « supérieurs », tels que la défense de la nation, à partir desquels les acteurs donnent une signification à leurs conduites qui deviennent légitimes, leur permettant, dans ce contexte, de se bâtir comme des héros patriotiques. Ce type de répertoire leur permet de se représenter eux-mêmes comme des êtres humains moraux. Dans le cas des Héros de Montes de Maria, la représentation des actions du groupe comme un sale boulot qui permettait d'aider le gouvernement, l'armée et les politiciens à défendre la sécurité des « honnêtes gens », dont celle des propriétaires fonciers, des soldats et des populations civiles, appartient au registre de la violence mythique. À la différence de la violence mythique, dont les conséquences sont fantasmées, la violence vécue se réfère aux conséquences réelles et traumatiques de l'expérience de la violence en tant qu'auteurs ou témoins (Tanner, 2010). Il y a donc un rapport ambigu à la violence. Selon Tanner (2010), la violence vécue n'est pas banalisée et la mémoire de celle-ci fait en sorte, qu'après-coup, certains miliciens vivent des angoisses et des moments de panique, car il s'agit d'une violence qui est inscrite dans

leurs corps et leurs esprits. De plus, ils ont du mal à en parler et à attribuer une signification à leurs gestes. Les violences affectent leurs parcours personnels et professionnels (Tanner, 2010).

Nos interviewés qui avaient témoigné ou participé à des situations de violence étaient marqués par des homicides perpétrés par leur groupe envers un de leurs camarades, qu'ils avaient dû témoigner, sans rien avoir pu faire pour les éviter. Ces homicides étaient vécus de manière très difficile par les autres membres du groupe, qui dirent qu'ils étaient restés en silence toute l'après-midi et qu'ils n'avaient pas voulu manger ce jour-là. Lors d'une fête des paramilitaires, un membre était chargé de collecter l'argent de l'alcool vendu. Comme il avait trop bu, il s'endormit. Le lendemain, lorsqu'il se réveilla, on lui avait volé tout l'argent qu'on lui avait confié. L'après-midi, le commandant ordonna à un des nos interviewés de le tuer. Il refusa. Son camarade fut tué avec une arme à feu en face de tous, ce qui était aussi une forme de dissuasion des autres membres, afin qu'ils se conforment aux règles du groupe. D'autres souvenirs difficiles sont ceux des interviewés qui avaient la fonction de combattre la guérilla. L'expérience de gagner un combat fut représentée comme une forme d'incarnation du pouvoir et de l'adrénaline. La défaite était une expérience de confrontation avec la mort. Dans l'expérience de la défaite, ils pensaient à leur mère. Ils virent mourir et entendirent les supplices de leurs camarades blessés par leurs ennemis. L'expérience du combat créa une banalisation, ou une perte de la sensibilité, envers la violence subie par leurs ennemis. L'interviewé Yair exprima qu'on « ne sentait pas la mort d'un ennemi, car on ne savait jamais combien des nôtres il avait tué », alors que ses collègues étaient représentés comme ses frères, se soutenant les uns les autres. Un sujet marquant, lorsque les combats duraient plusieurs jours, est celui de leur interaction avec les corps morts de leurs camarades tués, qui commençaient à se décomposer avec le temps. Le fait d'avoir dû devoir laisser les corps dans la jungle à cause de raisons sécuritaires et de ne pas avoir pu les retourner à leur famille, pour qu'ils aient une sépulture chrétienne, comme ils y auraient pourtant droit, était vécu très difficilement au niveau moral. L'interviewé Ever vit son frère mourir à côté de lui lors d'un combat. Il dit avoir vu le sang de son frère tomber, sans rien pouvoir faire. Le

groupe ne lui donna pas la permission d'aller l'enterrer avec sa famille. Le cadavre fut envoyé à sa mère, qui, à partir de ce moment-là, tomba malade. Ever remémore les longs combats où les corps commençaient à se décomposer après quelques jours. Ils devaient les laisser dans la jungle, sans pouvoir les donner à leurs familles. Plusieurs des interviewés nous parlèrent et nous montrèrent des blessures qu'ils avaient eu lors des combats, leurs corps étant marqués par l'histoire de ces blessures, inscrites sur leurs corps. Un autre interviewé, Yair, exprime son impossibilité d'oublier l'image des victimes démembrées par son groupe, ce qui créa une ré-expérimentation régulière du scénario violent :

Parfois, le groupe tuait des personnes et leurs corps étaient démembrés. Elles n'étaient pas enterrées toutes entières. Et cela impacte beaucoup, même si le temps passe. J'ai vu beaucoup de personnes démembrées et je n'oublie jamais ça. Mais je dois surmonter cette image et je me dis que je dois oublier ça. Je vous raconte l'histoire, car vous me l'avez demandée, mais je suis incapable d'effacer ça de mon esprit, comme si c'était le premier jour. Mais ce sont des étapes qu'on doit commencer à oublier. C'est-à-dire, je n'ai pas encore oublié, mais je ne parle plus de ça à personne. Mais tout ce qui est arrivé resta dans mon esprit (Interviewé Yair).

Le sujet de la volonté et de l'incapacité d'oublier, qui apparaît dans le récit de Yair, est souvent soulevé par les ex-combattants des groupes paramilitaires en Colombie. Selon nous, la question de l'oubli devrait être comprise dans le contexte du programme de réintégration, qui encadre le processus d'intégration à la vie civile des anciens combattants en Colombie et qui se constitue comme l'espace de production des entrevues que nous avons menées. Comme il a été soulevé par Presser (2008), les entrevues permettent de construire l'identité au moyen de la formation de récits qui intègrent les expériences passées au présent, ainsi qu'aux imaginaires sur ce que sera le futur. Les récits sont construits dans un contexte socio-historique spécifique, qui, dans le cadre de notre étude, est celui du programme de réintégration du gouvernement. N'ayant pas d'espace pour parler de leurs expériences de la violence et notamment dans leur famille, où leur participation au groupe est perçue comme honteuse et demeure un sujet tabou, les souvenirs des violences de nos interviewés restent des non-dits. Le

silence est, en même temps, une manière de garder des expériences pour soi-même, car elles sont trop dures pour en parler (Ahmed, 2010). Les entrevues peuvent être perçues comme des opportunités pour parler de leurs souvenirs de la violence et de leur donner une signification. Plusieurs de nos interviewés des Héros de Montes de Maria et des autres groupes paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie, de la même manière que des intervenants psycho-sociaux avec qui nous avons eu l'occasion de parler, nous dirent que depuis le moment où un ancien combattant commençait à participer au programme, il était fortement encouragé à oublier son vécu dans le groupe et son identité de combattant, afin de se concentrer dans son processus de réintégration, ce qui passait par la construction d'une identité de civil. Par exemple Marta, une ancienne combattante du Bloque Norte, interviewée auparavant, exprima que :

Quand j'ai commencé le processus de réintégration, ils nous dirent : « Vous ne parlerez plus de vos groupes, ni de qui vous étiez, ni de ce que vous avez fait là-bas. Vous êtes dans une nouvelle étape, de réintégration, et le groupe fait partie de votre passé. Nous ne parlerons pas de cela, de ce que vous étiez, de vos surnoms ou de vos armes. Il faut oublier. Oublier les groupes, les commandants, tout ».

Un intervenant psycho-social nous explique qu'au début de l'implémentation du programme, celui-ci avait décidé d'interdire aux anciens combattants de parler de leurs souvenirs des violences, car les intervenants ne savaient pas comment traiter ce type de problématiques. Mais au-delà de ça, l'oubli pourrait être considéré comme une manière d'éviter des situations juridiques problématiques (pour les intervenants, les ex-combattants, les chercheurs) dans le sens où l'entrée au programme présuppose que le participant n'a pas commis des crimes de guerre ou contre l'humanité, sans pour autant avoir été l'objet d'une investigation pénale. Les participants pourraient éventuellement avoir participé à ces crimes. Aussi, l'oubli peut être considéré un mécanisme de gestion de la population démobilisée dans le sens où, cela les pousse à se concentrer dans leur processus de réintégration sociale. Malgré les contextes de chômage chronique, de précarité et d'instabilité de l'emploi dans lesquels ils sont censés se réintégrer, la construction d'une nouvelle identité de citoyen réintégré, en opposition à leur passé

violent, peut se constituer comme un instrument de gestion et de pacification de cette population, en évitant un retour à « l'ancien moi ». Comme il est montré par Maruna (2001), le désistement passe par une nouvelle construction identitaire en opposition au passé délinquant.

L'oubli est en même temps un mécanisme « choisi » par les anciens combattants afin de pouvoir continuer à vivre avec eux-mêmes. Certains expriment vouloir se souvenir uniquement de ce qu'on pourrait appeler la « violence mythique », ou des « choses positives » qu'ils prétendaient avoir fait pour leur pays. Niant leur responsabilité, ils disent avoir suivi des ordres, assignant la responsabilité pénale et morale pour les crimes aux commandants et aux exécuteurs. Changer leur mode de vie et ne pas récidiver est perçu comme une manière d'essayer de réparer ce qu'ils avaient pu faire dans le groupe. Néanmoins, comme il est exprimé dans le récit de Yair, la volonté d'oublier ne dépend pas d'un choix individuel. Le vécu de la violence est trop fort pour pouvoir être effacé, que ce soit par une politique d'un programme de réintégration, ou par une décision de le faire. Ces violences sont une partie marquante de leur expérience de vie et, en ce sens, de leur identité, qui est l'interprétation que l'individu fait de soi-même à partir de ce qu'il vit dans le moment présent et de ce qu'il a vécu. L'idée de l'impossibilité d'effacer ce que l'on a fait a été exprimée par un ancien combattant du Blocage Catatumbo à Norte de Santander, que nous avons eu l'occasion d'interviewer :

Le groupe faisait des massacres. Je me souviens d'un massacre lors duquel 45 personnes sont mortes, des soi disant membres et collaborateurs de la guérilla. Vraisemblablement, parce que je ne suis pas sûr. On avait juste la liste et "pa", « pa », « pa », « venez ici et exécutez ». Et vous ne saviez pas plus que ça et vous n'aviez pas le droit de demander quoi que ce soit non plus. Et ce sont des choses que, même si vous le souhaitez, vous ne pouvez pas les supprimer parce que ce sont des choses que vous avez mal faites et qui seront toujours là. Je pense que j'ai été une personne injuste. J'ai participé à des choses auxquelles je ne devrais pas avoir dû participer et j'ai été méchant. Mais, comme autant de fois ma mère me l'a dit « ce qui est fait est fait, et ce qui est arrivé, est arrivé. Nous devons vivre le présent, laisser le passé derrière. » Vous ne pourrez jamais oublier ce que vous avez fait. Vous ne pourrez pas oublier qui vous étiez. Cela sera toujours là, ou il y aura toujours des gens pour vous le rappeler.

Gabriela: Qu'est ce qui fait en sorte que vous ne puissiez pas oublier?

Interviewé: Les familles de mes amis qui sont tombées dans ces listes absurdes. Ils vont toujours te pointer du doigt. « À cause de toi, ils ont tué mon fils, à cause de toi mon frère, à cause de toi mon mari ». Et ce sont des gens qui, partout où tu vas, vont te pointer du doigt et ces mêmes gens vont envoyer quelqu'un pour te tuer, car comme on dit populairement : «celui qui tue avec du fer, meurt avec du fer ». Voilà donc la crainte que nous avons. (Ancien combattant du Bloque Catatumbo).

L'idée d'Everett Hughes (1958) selon laquelle les travailleurs qui font le sale boulot sont marqués par leur travail au niveau physique, moral et social est pertinente afin de saisir les conséquences du travail de la violence sur les anciens combattants. Dans notre cas, la participation au travail de la violence ferait en sorte qu'ils soient mal perçus socialement. En analysant les effets de la participation à des sales boulots, Bergman et Chalkley (2007) montrent l'existence de préjugés à propos des travailleurs du sale, qui les stigmatisent et les dévalorisent, à cause de l'exercice de leur travail. Dans le même sens, Nussio et Oppenheim (2014) avancent l'idée selon laquelle la participation à des actes antisociaux dans des groupes armés illégaux créerait une perception à propos des auteurs comme étant contaminés, ce qui « collerait » un stigmate sur eux. D'autres études soulèvent que les ex-combattants des groupes paramilitaires en Colombie sont de fait stigmatisés par les communautés (Llorente, 2008), qui continuent à les percevoir comme des tueurs et des criminels (Thorsell, 2013). En fait, les nommer comme des ex-combattants est déjà leur assigner une étiquette, en les identifiant à partir de ce qu'ils ont été dans le passé. C'est pour cette raison qu'un passage du statut d'ex-combattants à celui de citoyens est nécessaire.

Pendant notre terrain, nous avons visité plusieurs fois Sincelejo, la capitale du département de Sucre, où il y a un nombre important d'ex-combattants des Héros de Montes de Maria. Nous avons eu l'occasion d'interviewer des professionnels travaillant dans des ONG locales et de parler avec des gens de la population. Dans cette ville, les ex-combattants des Héros de Montes de Maria sont perçus comme des voleurs,

responsables de l'insécurité qui règne dans la ville, due à la commission de vols de sacs à main par les conducteurs de motos-taxis. Suite à la démobilisation des Héros de Montes de Maria et à ce qui est perçu comme une « pacification » de la région à partir de sa constitution en tant que zone de réhabilitation en 2002, des petits entrepreneurs du département d'Antioquia ouvrirent des centaines de commerces, vendant toute sorte de produits, dont des vêtements, des lunettes de soleil, des casquettes, des carcasses de cellulaire, dans les rues. À ce scénario d'économie informelle s'ajoutent les milliers de motos qui transitent dans les rues, provoquant des accidents et commettant des vols, ce qui crée une ambiance de chaos et d'insécurité. Beaucoup d'ex-combattants des Héros de Montes de Maria qui participent au programme de réintégration dépensèrent l'argent que le programme leur avait donné pour qu'ils créent des projets productifs, pour s'acheter des motos. Cela entraîna une perception de la part de la population selon laquelle les anciens victimes seraient devenus les nouveaux voleurs, responsables de l'insécurité dans la ville. Également, des centaines d'ex-combattants du groupe ont été victimes d'homicides sélectifs après leur démobilisation. Des victimes ont pris la justice en leur main, tuant des anciens participants du groupe. D'autres ont été tués par la guérilla et par ceux qui avaient été les commandants de leur groupe (El Herald, 2011). Selon l'interviewé Dylan, qui a dû passer deux mois à l'hôpital, victime d'un attentat chez lui, ses amis du groupe, ceux qui ne sont pas en prison, ont été tués par des tueurs à gages. Selon lui et d'autres interviewés, les tueurs à gages ont proliféré à Sincelejo après la démobilisation du groupe, ce qui serait dû, entre autres, à l'émergence du micro-traffic d'armes et de drogues. Cette activité est contrôlée par des bandes néo-paramilitaires, qui emploient des jeunes consommateurs de drogues, qui flânent dans les coins de rue des quartiers de déplacés, pour qu'ils perpétuent des homicides.

5. Les carrières dans le post-conflit

Nous avons demandé à nos interviewés de nous décrire leurs parcours après avoir laissé les armes. Les effets endogènes du conflit armé sont notoires, dans les transformations de la trajectoire de leur carrière. On constate qu'aucun d'entre eux n'a repris ses activités

de travail paysannes. Tous ont poursuivi des carrières instables dans des grandes villes. Selon nous, leurs trajectoires après avoir laissé le groupe ne s'expliquent pas par leur agencement ou par leurs choix de carrières, mais c'est d'avantage le contexte d'opportunités qui leur donne forme. Tous nos interviewés avaient participé au programme de réintégration, recevant de l'aide humanitaire. Ils avaient reçu de l'aide psycho-sociale. Ils avaient pu finir leur scolarité secondaire, en plus d'avoir participé à des formations pour l'emploi. Plusieurs étaient sans emploi au moment de l'entrevue. D'autres étaient des conducteurs de moto-taxis. Certains avaient suivi des formations en soudage, en électronique, en cuisine ou en « produits et services de vente », mais ils n'avaient jamais travaillé dans ces domaines. Selon eux, il existe très peu d'industries et d'entreprises dans leurs villes et celles qui existent ne veulent pas les engager. Les opportunités de travail existantes sont dans les domaines de la sécurité privée, de la construction et des ventes ambulantes. La plupart avaient fini par s'acheter une moto et ils conduisaient des moto-taxis. Ce travail leur permettait de percevoir un revenu, mais les conditions étaient mauvaises. Ils travaillaient sous le soleil à des températures très élevées. Certains interviewés avaient développé des maladies de la peau et du dos. Ils avaient eu des emplois temporaires en sécurité privée, construction, ventes ambulantes et sauvetage, avant de s'acheter une moto. L'interviewé Wilson a fait deux sessions de médecine et Jhon Edwin a étudié deux semestres de droit, mais ils ont arrêté, car ils ne pouvaient pas continuer à se payer les frais de scolarité, devant assumer la responsabilité pour le maintien de leurs familles. Tous s'étaient mariés et avaient eu des enfants après avoir laissé le groupe. Il n'y a pas une continuité ou une régularité dans leurs carrières. Par exemple, Wilson travailla comme messenger. Ensuite, il devint conducteur de moto-taxi. Après, il fit des études en médecine. Puis, il fit une formation en cuisine, mais il n'a jamais exercé. Après, il travailla dans le transport pour un chenil. Il vendit du fast-food. Il vendit des voitures. Cela montre que leur cheminement ne dépend pas de ce qu'ils souhaitent faire, mais des opportunités qui s'offrent à eux, ainsi que de leur capacité à se débrouiller. Ceux qui parviennent à avoir des meilleures opportunités sont ceux qui sont les plus entrepreneurs ou débrouillards. Ils créent des petites entreprises, comme des mini-marchés, ou deviennent des associés dans des fermes de

bétail.

Ces données mettent en relèbe un aspect important soulevé par Thorsell (2013) : le programme de réintégration à la vie civile colombien se base sur une approche qui serait, selon lui, « néolibérale », selon laquelle le libre marché devrait permettre de créer un secteur privé fort. Le programme se base sur l'idée selon laquelle les entreprises devraient créer des opportunités d'emploi pour les anciens combattants (Thorsell, 2013). Il donne accès à l'éducation et il offre des formations afin de favoriser l'employabilité des ex-combattants dans le secteur privé. En plus d'encourager la formation de micro-entreprises, le programme aide à identifier des opportunités d'emploi, en essayant de créer des partenariats avec le secteur privé, en plus d'aider à les employer dans le secteur public, dans le domaine des services sociaux. Néanmoins, Thorsell (2013) montre que les entreprises n'ont pas d'intérêt à employer des anciens combattants, ce qui fait en sorte que le travail informel devienne l'option par défaut. En fait, 68% des ex-combattants travaillent dans le secteur de l'économie informelle (Daviaud, 2012; Villarraga Sarmiento, 2012). Notre étude montre que dans le contexte de Sincelejo, malgré les formations pour l'emploi suivies dans le programme de réintégration, le modèle basé sur la création d'emploi par des entreprises privées et sur l'éducation est un échec, car il n'existe pas un marché de l'emploi qui permette de donner du travail à ces anciens combattants.

Les effets endogènes de la guerre sur le contexte du travail dans la région doivent être analysés. La constitution de Montes de Maria en tant que zone de réhabilitation en 2002, s'encadre dans un projet de développement économique selon lequel la pacification et la sécuritisation de la région visent à promouvoir l'investissement par des entreprises agro-industrielles dans des produits spécifiques, notamment la palme africaine, le bois et le cacao (Aguilera, 2013). L'agro-industrie de la palme africaine commença à se développer dans la région à la fin des années 1990. La palme africaine était utilisée pour la production de l'huile de palme, ainsi que par l'industrie chimique et cosmétique, en plus de l'alimentation animale et de la production de bio-combustibles (Aguilera, 2013).

Selon une entrevue que nous avons menée dans une ONG locale, dans le contexte du post-conflit, l'opportunité d'obtenir des subventions du gouvernement pour la production de produits spécifiques, fut mise au profit par des entrepreneurs du département d'Antioquia, proches à l'ex-président Alvaro Uribe Velez (2002-2010), qui achetèrent des terres à des prix ridicules à des paysans déplacés ou endettés, suite à une décennie de conflit armé et de politiques néolibérales, qui menèrent les producteurs de riz à la crise. Ces paysans n'avaient pas les moyens d'être compétitifs dans le marché international (Molano, 2011). Ces informations ont été corroborées par les recherches menées par La Silla Vacía (2009; 2011), qui montrent que cette situation conduisit à une nouvelle concentration de la terre par les éleveurs de bétail et par les entreprises agro-industrielles, renversant le processus de réforme agraire en faveur des paysans mise en place depuis les années 1970, grâce aux luttes menées par le mouvement paysan. En 2008, des entreprises achetèrent plus de 37 000 hectares de terres aux paysans de Montes de María (La Silla Vacía, 2009; La Silla Vacía, 2011). Les hectares de terres consacrées à la palme africaine ont augmenté, de 900 hectares en 2001 à 9702 en 2012 (La Silla Vacía, 2011).

Sans terre, l'appauvrissement des paysans se traduit par une croissance de l'informalité dans les villes et par des nouvelles problématiques, dont celle de l'emploi des enfants des déplacés comme tueurs à gages par les bandes néo-paramilitaires *Los Rastrojos* et *Los Urabenos*, tel que mentionné auparavant. Grajales (2016) souligne le paradoxe du lien entre violence et développement. Le programme de réintégration, ainsi que les agences internationales de développement et de construction de la paix, telles que l'Organisation des nations unies (ONU), la Banque mondiale (BM), l'Union européenne (UE) et l'agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), encouragent des activités agro-industrielles telles que l'huile de palme, qui sont très désavantageuses pour les paysans et pour les communautés locales. Selon une entrevue faite dans une autre ONG locale, les agences de coopération créèrent des centaines de petites fermes pour les petits paysans et elles améliorèrent les conditions de vie dans les villages en mettant en place des garderies, des associations de femmes et des bibliothèques, mais les villes et les

zones les plus critiques de la violence, dont le Golfe de Morrosquillo ont été exclues des programmes de coopération. À cela s'ajoute le problème de la corruption des politiciens. D'après nos observations, une entrevue avec un entrepreneur de la région, ainsi que des conversations informelles avec des personnes de la population, en plus d'utiliser les fonds publics pour bâtir des maisons luxueuses à leurs proches, les politiciens volent ces fonds afin d'acheter les votes des prochaines élections, alors que le manque de services publics se manifeste dans l'absence d'un service de transport public à Sincelejo, ou encore dans le fait que les ordures se trouvent au bord des autoroutes. En plus, le très peu d'activités ludiques offertes aux enfants et aux jeunes contraste avec une forte présence militaire dans les rues. Le seul musée existant est celui du bataillon militaire, ce qui s'inscrit dans une campagne de glorification des militaires et de valorisation de la « récupération de la région de l'ennemi subversif », visible dans des panneaux dans les villages. La peur et le silence s'installent dans les populations locales qui préfèrent de ne pas dénoncer les politiciens, ni de rien demander, de peur d'être accusés de « subversion ». Les politiciens semblent avoir une visibilité importante dans la région. Nous sommes arrivés pour la première fois dans la région, le jour des élections au Congrès en 2014. Nous avons pris un bus de l'aéroport au village où nous allions demeurer et nous avons été impressionnée par le fait que les politiciens faisaient des peintures sur les maisons dans les villages avec leur nom, leur parti politique et leur numéro de liste, afin de promouvoir leurs campagnes électorales. Selon un interviewé, un représentant au Congrès aurait une très grande influence sur le réseau de maires des villages, instaurant un régime de corruption et de peur. À Tolu, un village touristique où nous avons parlé avec des habitants, les vagues d'insécurité étaient réglées par le groupe de « nettoyage » du maire, qui se chargeait de tuer les jeunes garçons qui volaient sur leurs petits vélos. Des recherches ultérieures pourraient étudier les liens entre ces politiciens, les trafiquants de drogues et les entreprises agro-industrielles, car il pourrait exister un lien collusif entre ces acteurs.

Conclusion

Cet article contribue à la connaissance des trajectoires des carrières d'anciens combattants du groupe paramilitaire Héros de Montes de Maria en Colombie, en analysant les effets endogènes du conflit armé sur celles-ci. Également, l'article s'intéresse aux conséquences du vécu du conflit armé sur l'identité des anciens combattants. À la différence d'autres études récentes, qui appréhendent les anciens combattants comme des individus à risque de récidiver, la nôtre propose une analyse qualitative de leurs trajectoires de travail, basée sur les récits d'anciens paramilitaires. Nous montrons l'existence de trajectoires différenciées. Les interviewés sont nés dans des contextes urbains ou ruraux. Alors que dans certains cas, l'affiliation au groupe se présente après avoir fini le service militaire, ou bien se constitue comme une continuation de carrières militaires, ou d'une participation à d'autres groupes paramilitaires, dans d'autres cas, celle-ci est une conséquence directe de victimisations subies dans le conflit armé, qui les obligèrent à se déplacer, passant d'une situation de vie de paysans laborieux, à une autre de déplacés dans les villes, sans emploi, exerçant des activités économiques informelles. Dans des cas d'interviewés d'origine urbaine, leur participation au groupe fut une alternative à des carrières instables dans un contexte économique informel. Les réseaux d'amis du quartier et du milieu militaire, jouèrent un rôle facilitateur du recrutement. D'autres interviewés joignirent l'organisation avec leur groupe d'amis, étant pour eux une sorte d'aventure de la jeunesse. Le service militaire et la participation au groupe paramilitaire sont des points tournants majeurs des carrières et des trajectoires de vie de nos interviewés.

Tel qu'il a été soulevé par d'autres études (Theidon, 2009 ; Maringira, 2015), les récits de nos interviewés montrent qu'ils avaient une identité d'hommes guerriers. Ils interprètent leur vécu à l'armée comme une période importante pour la construction de leur masculinité, au moyen de rituels d'initiation et d'entraînements qui les transformèrent physiquement et mentalement en des soldats prêts à défendre leur nation, les populations civiles et les pôles économiques principaux du pays,

expérimentant une incarnation du pouvoir de l'État, qui, en ce sens-là, peut être considéré un pouvoir masculin. Leurs récits soulèvent la manière dont des fonctions essentielles pour le maintien de l'ordre et de la sécurité, telles que le combat des guérillas et la protection des entreprises et des populations civiles, étaient déléguées par l'État aux jeunes hommes des classes populaires qui faisaient le service militaire. Aussi, ils montrent comment, étant disciplinés et entraînés, ces jeunes hommes incarnèrent l'autorité de l'État.

Néanmoins, la question de l'identité des paramilitaires est plus complexe. Il existe une différence entre l'identité des militaires et celle des paramilitaires. Alors que l'identité des militaires est basée sur l'idée de l'usage légitime de la force, les anciens paramilitaires que nous avons interviewé reconnaissaient l'illégalité de leur groupe. Néanmoins, ils représentent celui-ci comme étant une sorte d'armée, défendant les mêmes valeurs et intérêts, soit ceux des gouvernants et des populations de la région. Mais aussi, comme il a été montré par Tanner (2010), afin d'analyser l'identité des paramilitaires, il faut prendre en considération l'existence de plusieurs registres. D'un côté, l'identité est constituée par des représentations de l'acteur en tant que guerrier défendant des valeurs nationalistes. De l'autre côté, ce qui est crucial, il faut prendre en considération la manière dont les expériences traumatiques de la violence deviennent une partie intégrale de leur identité. Les souvenirs des expériences des violences perpétrées envers leur famille, envers leurs camarades, par leur groupe, ceux des combats ou des abus exercés sur les corps des victimes, créèrent, en reprenant l'expression utilisée par Veena Das (2000), une « connaissance empoisonnée » d'eux mêmes. Ces expériences devinrent une partie intégrale de ce qu'ils sont et seront. Malgré la volonté d'oublier le passé, afin de pouvoir continuer à vivre avec eux-mêmes, et la pression qui est mise sur eux par le programme de réintégration pour qu'ils « laissent le passé derrière eux », leur vécu traumatique demeure un élément définissant leur identité. Il est intéressant, alors, de noter la manière dont leur participation à un « sale boulot » marqua ce qu'ils étaient, ou la manière dont ils se percevaient, et aussi, la manière dont ils étaient perçus par leurs proches et par les communautés, qui, après-

coup, les désignaient comme étant des criminels, devenant, en même temps, des cibles de violence.

Le conflit armé a eu aussi des effets endogènes sur les trajectoires de leurs carrières après-coup. Certains sont passés d'avoir eu un statut de paysans laborieux, à un autre de conducteurs de moto-taxis dans les villes. L'instabilité de leurs carrières après-coup montre un échec de l'approche du programme de réintégration, dans ce contexte, qui est basée sur l'idée selon laquelle former des anciens combattants pour le travail permettrait au marché privé, qui devrait s'auto-réguler, de les employer. Dans un contexte où la guerre laissa les paysans sans emploi et qui fut mis au profit des entreprises privées et des éleveurs de bétail, l'économie informelle devint une des options limitées pour la survie. Nous suggérons qu'un processus de redistribution de la terre aux paysans et aux communautés Noires et Indigènes, soutenu par des politiques d'aide financière et technique aux paysans, dans une approche de défense de leurs droits à la terre et au travail, ainsi que de protection de leurs droits humains, aideraient à la construction de la paix et à la création d'emplois. Un contrôle de la corruption serait indispensable pour créer un secteur public qui soit en mesure de fournir les services publics de base et de mettre en place des politiques sociales, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villages et dans les villes. La construction d'un secteur public fort, dans une optique d'amélioration des conditions de vie de tous, permettrait de créer des emplois formels par l'État. Un changement des représentations, qui sont axées sur la sécurité et sur l'investissement privé, à d'autres, qui soient centrées sur les besoins des populations s'avère urgent.

Conclusions générales

L'objectif principal de cette thèse était d'étudier le contrôle social paramilitaire en Colombie, en nous basant sur une analyse des récits d'anciens paramilitaires. L'adoption d'une perspective compréhensive à l'étude des conduites des paramilitaires nous a permis de proposer un nouveau regard pour l'interprétation des actions des paramilitaires en Colombie. La littérature sur les groupes paramilitaires en Colombie, en adoptant une approche stratégique, soutient l'existence d'une perte de l'idéologie de ces acteurs, perçus comme rationnels et réduits à des simples trafiquants de drogues, indépendants de l'État, défendant des intérêts économiques et illégaux, à partir d'une prise du contrôle de l'État local (Pécault, 1997 ; Lair, 1999 ; Rangel, 2005 ; Garzon, 2005 ; Duncan, 2006). Les considérations stratégiques, faisant disparaître les motivations politiques, rendraient la violence banale, ne donnant pas lieu à la construction de représentations par les paramilitaires sur leurs propres conduites (Pécault, 1997). Cependant, notre analyse des représentations des paramilitaires montre l'existence d'une relation symbiotique entre les paramilitaires et l'État, ainsi que l'importance des perceptions morales des paramilitaires dans la construction du contrôle social paramilitaire. Le contrôle social ou l'ensemble des mécanismes par lesquels les paramilitaires induisent les populations qu'ils contrôlent à la conformité aux normes sociales, se bâtit dans l'interprétation de l'immoralité des actions des catégories sociales, comme étant la cible du nettoyage par ces groupes. L'élimination des transgresseurs des normes sociales crée la conformité à celles-ci. La violence paramilitaire est une manière de punir l'immoralité perçue des transgresseurs de l'ordre moral conservateur de la société, qui est en même temps un ordre politique et économique.

Les principales thèses faisant sens du phénomène de privatisation de la violence par des groupes paramilitaires à la fin du XX^{ème} siècle sont basées sur l'idée de la faiblesse de l'État, qui serait incapable de monopoliser la violence. La thèse de Tilly (2000) explique la prolifération de groupes privés comme étant une situation semblable à celle des guerres médiévales, où l'État s'alliait avec le crime organisé pour augmenter son contrôle territorial. Celle de Kaldor (2001) soutient que la multiplication de groupes privés où la distinction entre les acteurs publics légaux et les acteurs privés illégaux tend à

disparaître, est propre aux « nouvelles guerres » de l'ère de la globalisation.

Une troisième thèse, s'opposant à l'idée de l'État faible, propose d'envisager la privatisation comme une délégation du sale boulot de la répression des acteurs politiques émergents, mettant en péril le maintien du *status quo* par les élites traditionnelles, par l'État à des groupes paramilitaires dans un contexte de pression croissante par la communauté internationale pour que les États respectent les droits humains (Campbell and Brenner, 2000 ; Mazzei, 2003). Dans la même lignée que les travaux de Jacobo Grajales (2013 ; 2016) et que les recherches sur la privatisation de la sécurité en criminologie (Garland, 1996; Bayley and Shearing, 1996; Braithwaite, 2000; Loader, 2000 ; Dupont et al., 2007 ; Tanner and Mulone, 2013), notre thèse montre que le contrôle social paramilitaire en Colombie est une forme de gouvernance néolibérale où l'État délègue la responsabilité de la sécurité des entreprises à la sécurité privée, multipliant le nombre de groupes privés impliqués dans le crime organisé, chargés de la répression des luttes sociales dans les entreprises et du déplacement forcé des populations locales pour favoriser l'investissement privé dans un contexte de transnationalisation de l'économie, où l'État encourage la privatisation des institutions publiques et promeut les activités minières et agro-industrielles, visant l'intégration du pays au marché international (Grajales, 2016). Dans le cas étudié de la région de Montes de Maria, le processus de transnationalisation de l'économie des années 1990, qui a eu lieu parallèlement à une diminution des programmes d'aide aux paysans, amena les paysans à la crise, ce à quoi s'ajouta une décennie de conflit armé laissant les paysans déplacés, endettés et sans terre. Cette situation fut favorable à la concentration de la terre par les éleveurs de bétail et par l'agro-industrie de la palme africaine. Notre thèse soulève également l'existence d'une confluence entre néolibéralisme et néo-conservatisme dans le sens où un discours réactif aux processus de libéralisation sociale, de mobilisation sociale et aux changements sociaux, s'ajouta au processus de transnationalisation de l'économie légale et illégale en Colombie des années 1980 et 1990. Ce discours est basé sur une condamnation morale des transgresseurs des normes sociales traditionnelles, qui sont criminalisés et montrés comme s'ils devaient être punis,

devenant « des vies qui ne mériteraient pas d'être vécues » (voir Hilberg, 1961), ce qui justifie leur extermination, perçue comme une forme de nettoyage, parallèlement à une exaltation des valeurs traditionnelles de la famille, de la religion, du travail, de la loi et de la propriété privée. En ce sens, notre thèse propose que le contrôle social paramilitaire en Colombie doit être envisagé comme une manière de maintenir l'ordre moral conservateur de la société.

Notre thèse apporte une contribution à la littérature sur les agresseurs des violences (para) étatiques, notamment aux discussions sur la morale des travailleurs de la violence et leurs conduites. Les recherches sur les agresseurs de l'État en Allemagne nazie et en Amérique Latine montrent l'existence d'une rationalisation du travail de la violence par les agents à partir d'une division du travail, de l'usage de techniques et de la perpétration des violences de manière secrète, permettant de créer une dissociation entre l'individu et son rôle, en plus de nier sa responsabilité individuelle (Hilberg, 1961 ; Robben, 2000; Huggins et al., 2002; Arendt, 1963). Selon Welzer (2005), la rationalisation du travail de la violence a permis aux exécuteurs de conserver leur intégrité morale, en interprétant la violence comme une tâche individuellement dégoûtante, mais nécessaire pour les futures générations. Arendt (1963 ; 2003) défend une position contraire, soutenant que les fonctionnaires de la bureaucratie ont perdu leur morale, résultat du renversement de la structure normative de la société, ainsi que du remplacement de la responsabilité morale par la responsabilité technique et par le consentement à l'autorité, dans le cadre de la bureaucratie nazie. Notre analyse du cas de la division du travail dans le groupe paramilitaire Héros de Montes de Maria à partir des récits des interviewés à propos de leurs expériences directes ou indirectes de la violence, montre que les représentations des radio-opérateurs et des combattants sur la moralité de leurs fonctions et de leurs actes, ont aidé à automatiser chacun des rôles et à diluer la responsabilité pour la violence envers les civils dans le groupe, tel que montré par Browning (1992) et par Welzer (2005) dans le cas de l'Allemagne nazie. Ce qui est important est que les significations morales qu'ils attribuent à leur travail aident à construire la réalité du groupe et guident leurs actions. Également, une différence majeure avec les exécuteurs

des violences étatiques est que, contrairement à l'idée selon laquelle la violence serait une tâche dégoûtante, celle-ci est vécue comme une expérience de plaisir, comme une incarnation du pouvoir de l'autorité, devenant une sorte de conduite addictive. En ce sens, dans le cas étudié, il n'existe pas de dissociation entre l'individu et son rôle par des techniques, mais les techniques permettent précisément de transformer la peur en une expérience de jouissance de l'adrénaline du pouvoir.

Également, notre analyse du rôle de la morale dans les Héros de Montes de Maria montre qu'il est insuffisant de considérer, comme la thèse de la banalité du mal, la morale dans les contextes de violence de masse comme une faculté qui est détenue ou perdue dans un cadre de renversement des normes de conduite, permettant de différencier le bien du mal. À la différence d'une interprétation du langage des exécuteurs comme une forme de déni de leur responsabilité morale (Arendt, 1963 ; Cohen, 2001 ; Sémelin, 2007), notre thèse montre que les récits des paramilitaires sur la violence ne sont pas tellement le reflet des valeurs du groupe dans un cadre de renversement de l'ordre normatif et moral. Ils se constituent plutôt comme des cadres moraux d'action. Comme nous l'avons vu, les groupes paramilitaires en Colombie visent à préserver la structure normative conservatrice de la société. Contrairement au caractère secret des disparitions forcées de l'État, les massacres des Autodéfenses unies de Colombie étaient des spectacles publics de punition des corps des transgresseurs, torturés, amputés et dépecés, ce qui, comme montré par Foucault (1975), permet de restaurer la justice et de rétablir le pouvoir souverain, à partir d'une incarnation du pouvoir par les exécuteurs. Les paramilitaires construisent des liens moraux avec les communautés, en représentant leurs pratiques comme des actions morales permettant à la fois de garantir la sécurité des populations civiles et de promouvoir les bonnes conduites, « en prévenant l'existence de gens dédiés à créer du désordre ». Comme soulevé par des recherches en anthropologie de la violence (Sluka, 1988 ; Karandinos et al., 2015), au lieu de considérer les contextes de conflit armé comme un renversement de la structure normative de la société, l'interprétation de la morale comme des obligations collectives dans des espaces où la survie dépend de la participation à la violence, permet de s'approcher de la morale des

paramilitaires. Néanmoins, notre étude des représentations morales des Héros de Montes de Maria montre que non seulement les interviewés donnent un sens à leurs conduites en expliquant leur participation au groupe comme une manière d'avoir un travail et d'assumer ainsi leur responsabilité pour le maintien de leur famille, ce qui peut être interprété comme une obligation sociale dans ce contexte. Mais aussi, il est important de comprendre que dans le contexte violent du groupe où la violence est une expérience sociale partagée entre les membres, des liens moraux sont construits entre les paramilitaires, qui ressentent une obligation de protéger la vie et les corps de leurs camarades, en plus d'avoir un sens de protection, d'attachement et de responsabilité vis à vis des familles et des communautés, qui contraste avec la perte du sens de responsabilité morale envers la mort des ennemis et des victimes. Il s'agit alors d'une morale contradictoire qui se bâtit dans la construction de représentations différenciées de la mort selon le sens attribué aux relations sociales. La morale a alors un lien avec la signification des relations sociales pour les êtres humains et avec les obligations envers les autres et pas seulement avec le respect des codes de conduite et les obligations collectives.

Notre thèse propose de conceptualiser la violence paramilitaire comme un sale boulot (Hughes, 1958 ; 1962), ce qui est utile à la compréhension de la morale des paramilitaires, car cela permet de saisir que dans le contexte néolibéral de flexibilisation de l'emploi et de privatisation de la violence, où la participation à celle-ci devient « littéralement un travail » (Hoffman, 2011), l'État délègue la répression des mouvements sociaux et des populations civiles aux hommes issus des classes populaires, qui travaillent dans des organisations situées dans une zone grise entre le secteur public légal et le secteur privé illégal. L'intérêt de la notion du sale boulot est de montrer que malgré le caractère immoral et tabou des activités accomplies, les paramilitaires construisent des représentations afin de donner une dignité à leur travail, représenté comme moral et nécessaire pour garantir la sécurité des populations civiles. Cette idée est à la base de l'identité des paramilitaires. Les études sur l'identité des travailleurs légaux de la violence, en général, et sur les paramilitaires, en particulier ont une

tendance à associer la participation d'individus à la violence de masse, à l'adoption de ces acteurs à celle de leur groupe, qui est basée sur un discours construit à partir d'une exaltation des valeurs du groupe d'appartenance, parallèlement à une déshumanisation du groupe ennemi, qui justifie son élimination, interprétée comme nécessaire pour la survie du groupe (Uribe, 2004 ; Sémelin, 2007 ; Waller, 2007). Notre thèse soulève que ce qui est vraiment important pour comprendre l'identité des paramilitaires n'est pas la déshumanisation de l'ennemi, mais les représentations qu'ils construisent de leurs actions dans un sale boulot. L'identité des paramilitaires se bâtit sur leur rapport avec l'État, autour de l'idée de l'usage légitime de la force. Tandis que l'idée de l'usage légitime de la force pour la défense de la sécurité des citoyens est à la base de l'identité des acteurs légaux faisant le sale boulot du contrôle social, comme c'est le cas des policiers (Waddington, 1999), les paramilitaires se définissent comme des acteurs illégaux, mais nécessaires à l'État pour garantir la sécurité des populations civiles.

L'étude des récits de nos interviewés soulève que la participation à des groupes paramilitaires en Colombie est une manière d'échapper des situations financières difficiles et l'expérience du chômage. Il s'agit d'un travail temporaire, mal payé, irrégulier, sans avantage sociaux et qui se constitue comme une atteinte à leur dignité humaine, car ils sont fortement abusés par leur groupe et leurs droits humains ne sont pas respectés. Mais, il ne faut pas oublier qu'en fin de compte, malgré toutes les conséquences désagréables de la participation à la violence, il s'agit d'un travail qui leur permet de percevoir un salaire, préférable à l'expérience du chômage. Les ex-combattants interviewés construisent de la dignité dans un sale boulot en soulevant les immenses bénéfices tirés par la police, les militaires, les politiciens, les propriétaires fonciers, les trafiquants de drogues, entre autres acteurs qui délèguent en eux un sale boulot qu'ils considèrent nécessaire mais qu'ils ne sont pas prêts à faire par eux-mêmes. Mais aussi, un aspect central de leur identité est l'idée selon laquelle ils comptent sur le support de la population, dans la mesure où ils pensent garantir leur sécurité.

L'élimination des petits délinquants est interprétée comme une forme de nettoyage qui

assure la sécurité. Elle est représentée comme une forme de prévention de l'insécurité et de corriger des mauvaises conduites.

Notre thèse soutient que l'identité des paramilitaires se construit dans une zone grise entre la bureaucratie de l'État et le crime organisé, lié au trafic de drogues, à qui le sale boulot des violences a été délégué. Les paramilitaires se situent dans une zone où la ligne qui sépare la légalité de l'illégalité, le public du privé ou l'État du marché (légal et illégal) disparaît. Cela fait en sorte que ces acteurs ont une position morale ambiguë entre, d'une part, l'idée selon laquelle ils font un sale boulot qui permet d'aider l'État et les élites à garantir la sécurité des populations civiles et, de l'autre, les actions violentes clairement illégales perpétrées par les groupes. Mais aussi, l'étude de l'identité des anciens combattants des Héros de Montes de Maria soulève que l'identité, qui est l'interprétation que l'on a de soi-même à partir de ce qu'on a vécu dans le passé, des rôles joués dans la société, notamment celui lié au travail, ainsi que des significations acquises dans l'interaction sociale, est dans ce cas, une forme de dignification du sale boulot de la violence en soulevant leur rôle de pourvoyeurs de la sécurité en aide de l'État. Mais en même temps, la recherche montre que l'identité d'anciens combattants est marquée par l'expérience traumatisante du conflit armé et du travail de la violence. La participation aux forces militaires et paramilitaires est un point tournant important des trajectoires de vie et des carrières des interviewés, interprété comme un moment important du processus de devenir des hommes. Ce qu'il faut comprendre c'est que dans des contextes urbains où les carrières sont caractérisées par l'instabilité et la précarité, le marché informel étant une des seules options de survie, des hommes intègrent un groupe paramilitaire afin d'aider leur famille, à cause du rôle de pourvoyeurs qui leur est assigné dans ce contexte. Leurs corps sont disciplinés et endoctrinés pour la défense de la sécurité de l'État, des entreprises et des populations civiles, ce qui implique de vivre des expériences traumatiques de la violence, des abus de la part de leur groupe sur leur corps et sur ceux de leurs camarades, des blessures qui sont la marque de leur vécu de la guerre sur leur corps, des combats où ils voient mourir leurs camarades ou encore des victimes dont les corps sont torturés et démembrés. Malgré leur volonté d'oublier et de

la pression de la part du programme pour qu'ils le fassent, ces expériences de la violence sont des souvenirs marquants qui font partie de ce qu'ils sont. Après avoir laissé les armes, ils continuent à être perçus comme des criminels par leur communauté, ce qui peut être interprété comme un stigmate qui découle de la participation au travail de la violence sur l'individu. Notre thèse montre l'avantage des méthodes narratives qui soulèvent que la réalité n'est pas uniquement l'expérience concrète du corps dans l'espace physique et social, mais qu'une partie intégrale de celle-ci est constituée par les représentations que les êtres humains font de leurs expériences, ainsi que par l'ensemble des souvenirs de ce qu'ils ont vécu et par les significations données à ces mémoires de leur propre vie et de celle des autres. Nous encourageons d'autres étudiants et chercheurs en criminologie, à poursuivre le développement des études narratives sur les acteurs d'organisations violentes, non seulement dans le domaine des violences politiques et des métiers de l'ordre, mais aussi du crime organisé et des autres types de crimes.

Également, notre thèse contribue à la littérature sur les trajectoires en armes. Malgré les limites liées au petit échantillon, notre méthodologie a l'avantage d'avoir permis de comparer plusieurs groupes, mais surtout l'utilisation des histoires de vie des interviewés des Héros de Montes de Maria a été très utile à l'analyse des trajectoires. Cette méthode nous a permis de ne pas réduire l'analyse de la trajectoire à l'identification d'une succession d'étapes et de points tournants, ni à l'analyse de l'influence des réseaux sociaux sur la trajectoire. Les histoires de vie ont permis de situer les trajectoires dans le contexte politique, économique et social de la région et de saisir l'influence des changements sociaux survenus dans la région à cause des politiques néolibérales et du conflit armé, sur les trajectoires des carrières des interviewés. Également, cette méthode, permettant de connaître les expériences et les représentations des interviewés, nous a permis de porter un regard plus subjectif sur les trajectoires, étudiant les conséquences du vécu du conflit armé sur leurs identités. Nous avons montré que les trajectoires pouvaient présenter des configurations différenciées. Nous avons montré que celles-ci pouvaient présenter des configurations différenciées.

Certains se sont affiliés lorsqu'ils étaient des mineurs afin d'aider financièrement leurs familles, ou parce qu'ils se sentaient attirés par la vie en armes. D'autres étaient membres de la guérilla avant d'intégrer les paramilitaires. D'autres encore ont été recrutés par les paramilitaires alors qu'ils étaient délinquants (voir chapitre 4). Enfin, certains avaient même commencé dans des carrières militaires ou dans la police. À la différence, par exemple, des interviewés du bloc Cacique Nutibara de la ville de Medellin, qui étaient des délinquants depuis qu'ils étaient petits, recrutés par les paramilitaires afin de combattre les milices urbaines de gauche et de contrôler l'insécurité, les combattants des Héros de Montes de Maria sont issus essentiellement des milieux paysans déplacés par la violence, des milieux militaires et des secteurs populaires des villes dans le contexte de l'économie de la débrouillardise (chapitres 5 et 6). En plus de l'influence des réseaux militaires et de celui des amis du quartier dans le recrutement, nous montrons l'existence de différents rôles joués dans le groupe, ainsi que des différences dans le temps passé au sein de l'organisation et dans le degré d'exposition à la violence. Mais au delà de ces différences dans les trajectoires, notre thèse montre que les violences liées au conflit armé, ainsi que la participation aux forces militaires et paramilitaires sont des points tournants importants des trajectoires de vie et des carrières des interviewés, marquant un passage, dans certains cas, de carrières paysannes où ils avaient des bonnes conditions de vie et de travail, à des situations d'emploi très précaire dans les villes où l'économie de la débrouille constitue une des seules options de survie. L'analyse des carrières des interviewés après avoir laissé les armes, laisse entrevoir que la politique d'emploi du programme de réintégration du gouvernement colombien, qui se base dans une approche selon laquelle la formation des anciens combattants pour l'emploi devrait permettre au marché privé de les embaucher, ne marche pas, car ceux-ci sont formés pour travailler dans un marché qui est faible et peu capable de les métaboliser. Une analyse des transformations de l'économie de la région depuis les années 1990 montre que la réforme agraire des années 1970, qui avait apporté des meilleures conditions de vie et de travail aux paysans, s'est vue renversée par les politiques de mondialisation, ainsi que par les conséquences du conflit armé sur les populations paysannes et par la promotion de l'agro-industrie suite à la

démobilisation des paramilitaires, qui a créé une nouvelle concentration des terres par les éleveurs de bétail et les entreprises agro-industrielles, notamment de la palme africaine, du bois et du cacao. À cela s'ajoute un grave problème de corruption qui contribue à perpétuer l'autoritarisme, la privatisation de la justice, l'existence de réseaux néo-paramilitaires liés au micro-trafic de drogues et d'armes, sans parler des conditions de vie et de travail précaires, ainsi qu'un manque des services publics de base. Des futures recherches devraient analyser les liens collusifs entre les entreprises agro-industrielles, les politiciens et les bandes néo-paramilitaires. Nous recommandons un changement d'approche par rapport aux anciens combattants. Au lieu de considérer les ex-combattants comme un risque à la sécurité et d'encourager des recherches et interventions basées sur l'évaluation de risques, la criminologie étant perçue comme une discipline prometteuse pour la prévention du crime, de la violence, pour le maintien de la paix et de la sécurité, le gouvernement et le programme de réintégration pourraient encadrer le problème de la création d'emplois dans le contexte plus large de la concentration des terres dans la région par les entreprises agro-industrielles et les éleveurs de bétail, promouvant une redistribution des terres aux paysans, ainsi que la création d'entreprises dans le domaine agricole.

Également, des futures recherches pourraient d'avantage s'intéresser à analyser le lien entre le genre et le contrôle social paramilitaire en Colombie. Un travail théorique sur cette question est à faire. Notamment, il faudrait analyser le lien entre la violence paramilitaire et la masculinité. Notre thèse soulève quelques pistes, notamment le rôle de la violence dans la reproduction de la structure normative patriarcale, via la punition des femmes déviantes et des masculinités subordonnées, et de l'imposition de normes de genre sur les communautés, ainsi que l'importance majeure du service militaire dans la construction de la masculinité des hommes des classes populaires. Les corps des hommes sont entraînés, disciplinés et endoctrinés pour la défense de la nation, des entreprises et des populations civiles, ce qui passe par une incorporation du pouvoir de l'État par les soldats. Selon nous, afin de mieux comprendre le rôle du genre dans la perpétration de la violence paramilitaire, il faudrait faire une enquête qui aborde de

manière directe le rapport des paramilitaires aux femmes, notamment la question des violences envers les femmes et les homosexuels. Également, afin de mieux comprendre la masculinité des paramilitaires, il faudrait explorer leur histoire sentimentale et de leur sexualité, ce qui n'a pas été fait dans la présente thèse.

Références

- Aguilera M. (2013) Montes de María: Una subregión de economía campesina y empresarial. *Documentos de trabajo sobre economía regional*. Bogota: Banco de la república, 1-83.
- Ahmed B. (2010) Foreword. In: Ryan-Flood R and Gill R (eds) *Secrecy and Silence in the Research Process: Feminist Reflections*. London: Routledge, xvi-xxi.
- Ahram AI. (2011) *Proxy Warriors: The Rise and Fall of State-Sponsored Militias*, Stanford: Stanford University Press.
- Arendt H. (1963) *Eichmann in Jerusalem: A Report on the Banality of Evil*, London: Faber and Faber.
- Arendt H. (2002) *Condition de l'homme moderne*, Paris: Pocket.
- Arendt H. (2003) *Responsibility and Judgment*, New York: Schocken.
- Argueta O. (2012) Private Security in Guatemala: Pathway to Its Proliferation. *Bulletin of Latin American Research* 31: 320-335.
- Arnson CJ. (2000) Window on the Past: A Declassified History of Death Squads in El Salvador. In: Campbell BB and Brenner AD (eds) *Death Squads in Global Perspective Murder with Deniability*. New York: St. Martin's Press, 85-124.
- Ballvé T. (2012) 'Everyday State Formation: Territory, Decentralization, and the Narco Landgrab in Colombia. *Environment and Planning D: Society and Space* 30: 603-622.
- Banégas R. (2010) Génération "guerriers" ? Violence et subjectivation politique des jeunes miliciens en Côte d'Ivoire. In: Duclos N (ed) *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*. Paris: Karthala, 359-398.
- Barrett FJ. (2001) The Organizational Construction of Hegemonic Masculinity: The Case of the U.S. Navy. In: Whitehead SM and Barrett FJ (eds) *The Masculinities Reader*. Cambridge: Polity, 77-100.
- Bauman Z. (1989) *Modernity and the Holocaust*, Ithaca: Cornell University Press.
- Bayley DH and Shearing CD. (1996) The Future of Policing. *Law & Society Review* 30: 585-606.
- Becker H. (1963) *Outsiders. Studies in the Sociology of Deviance*, New York: Free Press.
- Bennett J. (1981) *Oral History and Delinquency: The Rhetoric of Criminology*, Chicago: University of Chicago Press.
- Bergman ME and Chalkley KM. (2007) "Ex" marks a spot: the stickiness of dirty work and other removed stigmas. *Journal of Occupational Health Psychology* 12: 251-265.
- Blair, E. (2010) La política punitiva del cuerpo: "economía del castigo" o mecánica del sufrimiento en Colombia. *Estudios Políticos* 36: 39-66.
- Boon K. (1993) La fonction d'enquête dans le secteur privé: développements et conséquences pour les polices publiques. *Déviance et société* 17: 185-208.
- Braithwaite J. (2000) The New Regulatory State and the Transformation of Criminology. *British Journal of Criminology* 40: 222-238.
- Brannigan A. (2014) *Beyond the Banality of Evil: Criminology and Genocide. Criminology, genocide and the legal consequences*, Oxford: Oxford University Press.

- Brenner N and Theodore N. (2002) Preface: From the “New Localism” to the Spaces of Neoliberalism. In: Brenner N and Theodore N (eds) *Spaces of neoliberalism. Urban restructuring in North America and Western Europe*. Malden: Blackwell publishers.
- Brinkmann S. (2013) *Qualitative interviewing*, Oxford: Oxford University Press.
- Browning CR. (1992) *Ordinary Men: Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, New York: Harper Collins.
- Butler J. (2012) *Défaire le genre*, Paris: Éditions Amsterdam.
- Buton F and Gayer L. (2012) Sociologie des combattants: Introduction. *Pôle sud* 36: 7-8.
- Byford J. (2013) Testimony. In: Keightley E and Pickering M (eds) *Research Methods for Memory Studies*. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- Campbell BB. (2000) Death Squads: Definition, Problems, and Historical Context. In: Campbell BB and Brenner AD (eds) *Death Squads in Global Perspective. Murder with Deniability*. United States: Palgrave Macmillan, 1-26.
- Campbell BB and Brenner AD. (2000) *Death Squads in Global Perspective. Murder with Deniability*, New York: St. Martin's Press.
- Carreiras H and Alexandre A. (2013) Research relations in military settings. How does gender matter? In: Carreiras H and Castro C (eds) *Qualitative Methods in Military Studies. Research Experiences and Challenges*. London and New York: Routledge, 87-115.
- Carrier N. (2006) La dépression problématique du concept de contrôle social. *Déviance & Société* 30: 3-20.
- Celis L. (2013) Les mouvements sociaux dans le contexte de conflits armés. Causes et effets de la défense des droits humains (1980-2012). *Sciences politiques*. Ottawa: Université d'Ottawa.
- Centro Nacional de Memoria Historica. (2009) El Salado: Esa Guerra no era nuestra.
- Centro Nacional de Memoria Historica. (2011) Mujeres y guerra. Víctimas y resistentes en el caribe colombiano.
- Centro Nacional de Memoria Historica. (2013) ¡Basta ya! Colombia: Memorias de Guerra y dignidad. Bogota.
- Chiappetta-Swanson C. (2005) Dignity and Dirty Work: Nurses' Experiences in Managing Genetic Termination for Fetal Anomaly. *Qualitative Sociology* 28: 93-116.
- Civico A. (2012) We Are Illegal, But Not Illegitimate. Modes of Policing in Medellin, Colombia. *Political and Legal Anthropology Review* 35: 77-93.
- Civico A. (2016) *The Para-State: An ethnography of Colombia's death squads*, Oakland: University of California Press.
- Cohen S. (1985) *Visions of Social Control: Crime, Punishment and Classification*, New York: Polity.
- Cohen S. (2001) *States of denial. Knowing about Atrocities and Suffering*, Cambridge: Polity.
- Collins R. (2008) *Violence: A Micro-sociological theory*, Princeton: Princeton University Press.
- Connell RW. (2005) *Masculinities*, Cambridge: Polity.
- Connell RW. (2014) *Masculinités: Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris: Éditions Amsterdam.

- Coser LA. (1983) The Notion of Control in Sociological Theory. In: Cohen S and Scull A (eds) *Social Control and the State. Historical and Comparative Essays*. Oxford: Basil Blackwell, 13-22.
- Cribb R. (2000) From Petrus to Ninja: Death Squads in Indonesia. In: Campbell BB and Brenner AD (eds) *Death Squads in Global Perspective. Murder with Deniability*. New York: St. Martin's Press, 181-202.
- Daas V. (1990) Introduction: Communities, Riots, Survivors - The South Asian Experience. In: Daas V (ed) *Mirrors of Violence: Communities, Riots and Survivors in South Asia*. Delhi: Oxford University Press, 1-36.
- Daas V. (2000) The Act of Witnessing: Violence, Poisonous Knowledge, and Subjectivity. In: Daas V, Kleinman A, Ramphela M, et al. (eds) *Violence and Subjectivity*. Berkeley: University of California Press.
- Daviaud S. (2012) Paramilitary Demobilization and the Return of Violence in Colombia. In: Duclos N (ed) *War Veterans in Postwar Situations. Chechnya, Serbia, Turkey, Peru, and Côte d'Ivoire*. New York: Palgrave Macmillan, 95-113.
- Davison J. (2004) Dilemmas in Research: Issues of Vulnerability and Disempowerment for the Social Worker/Researcher. *Journal of Social Work Practice* 18: 379-393.
- De Vries H and Wiegink N. (2011) Breaking up and going home? Contesting two assumptions in the demobilization and reintegration of former combatants. *International Peacekeeping* 18: 38-51.
- Debos M. (2008) Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad. *Politique africaine* 109: 167-181.
- Debos M. (2011) Living by the Gun in Chad: Armed Violence as a Practical Occupation'. *Modern African Studies* 29: 409-428.
- Debos M. (2013) *Le métier des armes au Tchad: Le gouvernement de l'entre-guerre*, Paris: Éditions Karthala.
- Delpla I. (2011) La banalité d'Eichmann : une moderne théodicée. *Raison publique*.
- Denissen M. (2010) Reintegrating Ex-Combatants into Civilian Life: The Case of the Paramilitaries in Colombia. *Peace & Change* 35: 328-352.
- Denov M. (2010). Coping with the trauma of war: Former child soldiers in post-conflict Sierra Leone. *International Social Work* 53 (6): 791-806
- Deschaux-Beaume D. (2013) Studying the military in a qualitative and comparative perspective: Methodological challenges and issues. In: Carreiras H and Castro C (eds) *Qualitative Methods in Military Studies. Research Experiences and Challenges*. London and New York: Routledge, 132-147.
- Dezalay S. (2008) Des droits de l'homme au marché du développement. Note de recherche sur le champ faible de la gestion de conflits armés. *Actes de la recherche en sciences sociales* 4: 68-79.
- Diamond T. (1992) *Making Gray Gold. Narratives of Nursing Home Care*, Chicago: University of Chicago Press.
- Duclos N. (2010) Introduction. In: Duclos N (ed) *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*. Paris: Karthala, 11-38.
- Duncan G. (2006) *Los señores de la guerra: de paramilitares, mafiosos y autodefensas en Colombia*, Bogota: Planeta.

- Dupont B, Grabosky P, Shearing CD, et al. (2007) La gouvernance de la sécurité dans les États faibles et défaillants. *Champ Pénal/Penal Field* 4.
- El Heraldo. (2011) Asesinatos de ex auctores se han centrado en la Region Caribe.
- Elshtain JB. (1987) *Women and war*, New York: Basic Books.
- Etzioni A. (1975) *A comparative analysis of complex organizations. On Power, Involvement, and their correlates*, New York: The Free Press.
- Favarel-Garrigues G and Gayer L. (2016) Violer la loi pour maintenir l'ordre. Le vigilantisme en débat. *Politix* 115: 7-33.
- Feldman A. (1995) Ethnographic States of Emergency. In: Nordstrom C and Robben A (eds) *Fieldwork under Fire: Contemporary Studies of Violence and Survival*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press., 224-252.
- Foucault M. (1975) *Surveiller et punir*, Paris: Gallimard.
- Francis DJ. (1999) Mercenary Intervention in Sierra Leone: Providing National Security or International Exploitation? *Third World Quarterly* 20: 319-333.
- Fundacion ideas para la paz. (2014) Retorno a la ilegalidad o reincidencia de excombatientes en Colombia: Dimension del fenomeno y factores de riesgo. *Informes FIP*. Bogota: Fundacion ideas para la paz.
- Gambetta D. (1993) *The Sicilian Mafia. The Business of Private Protection*, Boston: Harvard University Press.
- Garland D. (1996) The Limits of the Sovereign State: The Strategies of Crime Control in Contemporary Society. *The British Journal of Criminology* 36: 445-471.
- Garland D. (2001) *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*, Chicago: University of Chicago Press.
- Garland D. (2007) Adaptations politiques et culturelles des sociétés à forte criminalité. *Déviance et société* 31: 387-403.
- Garzon JC. (2005) La complejidad paramilitar: Una aproximación estratégica. In: Rangel A (ed) *El poder paramilitar*. Bogota: Planeta, 47-204.
- Gayer L. (2009) Le parcours du combattant: une approche biographique des militant(e)s sikh(e)s du Khalistan. *Questions de recherche* 28.
- Gayer L. (2010) Profession: Tueur. *La vie des idées*.
- Gayer L. (2013) Asie du Sud: Les amateurs experts de la violence collective. *Ceriscope*.
- Grabosky P. (1984) The Variability of Punishment. In: Black D (ed) *Toward a General Theory of Social Control*. New York: Elsevier Inc., 163-189.
- Grajales J. (2013) State Involvement, Land Grabbing and Counter-Insurgency in Colombia. *Development and Change* 44: 211-232.
- Grajales J. (2016) *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris: Karthala.
- Green L. (1995) Living in a State of Fear. In: Nordstrom C and Robben A (eds) *Fieldwork under Fire: Contemporary Studies of Violence and Survival*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press., 105-127.
- Guidon S and Jacques-Jouvenon D. (2007) Choupette et Pimprenelle : « Les bêtes curieuses » aux abattoirs. *Travailler* 1: 179-196.
- Gutierrez Sanin F. (2006) Crime, (Counter-)Insurgency and the Privatization of Security – The Case of Medellín, Colombia. *Environment and Urbanization* 16: 17-30.

- Guzman Campos, G., Fals Borda, O. et Umana Luna, E. (1962) *La Violencia en Colombia. Tomo 1*. Bogota : Carlos Valencia Editores.
- Hagan J and Rymond-Richmond W. (2009) *Darfur and the Crime of Genocide*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Hatzfeld J. (2005) *Une saison de machettes: Récits*, Paris: Points.
- Heideman LJ. (2015) Recovering from the Revolution: Long-Term Reintegration of ANC Ex-combatants in South Africa. *Sociological Imagination* 51: 49-69.
- Hilberg R. (1961) *The Destruction of the European Jews*, Chicago: Quadrangle Books.
- Hobbes T. (2004) *Léviathan*, Paris: Vrin.
- Hodson R. (2001) *Dignity at Work*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Hoffman D. (2007) The Meaning of a Militia: Understanding the Civil Defense Forces of Sierra Leone. *African Affaires* 106: 639-662.
- Hoffman D. (2011a) Violence Just in Time: War and Work in Contemporary West Africa. *Cultural Anthropology* 26: 34-57.
- Hoffman D. (2011b) *The War Machines: Young Men and Violence in Sierra Leone and Liberia*, Durham: Duke University Press.
- Houles G. (1997) La sociologie comme science du vivant : l'approche biographique. In: Poupart J, Groulx L-H, Deslauriers J-P, et al. (eds) *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal: Gaëtin Morin Éditeur, 273-292.
- Howell N. (1990) Surviving Fieldwork: A Report of the Advisory Panel on Health and Safety in Fieldwork. Washington: American Anthropological Association.
- Huggins MK. (2000) Modernity and Devolution: The Making of Police Death Squads in Modern Brazil. In: Campbell BB and Brenner AD (eds) *Death Squads in Global Perspective. Murder with Deniability*. New York: St. Martin's Press, 202-228.
- Huggins MK, Haritos-Fatouros M and Zimbardo PG. (2002) *Violence workers*, Berkeley: University of California Press.
- Hughes EC. (1958) *Men and Their Work*, United States: The Free Press.
- Hughes EC. (1962) Good People and Dirty Work. *Social Problems* 10: 3-11.
- Hughes EC. (1997) Careers. *Qualitative Sociology* 20: 389-397.
- Hutchings K. (2007) Making Sense of Masculinity and War *Men and Masculinities* 10: 389-404.
- Isaza R. (2007) 27 años de lucha por la paz. *Colombia Libre*.
- Jhonston L. (1992) *The Rebirth of Private Policing*, London: Routledge.
- Johnston L and Shearing CD. (2003) *Governing Security: Explorations in Policing and Justice*, Milton Park: Routledge.
- Jones R. (2008) State failure and extra-legal justice: vigilante groups, civil militias and the rule of Law in West Africa. *New issues in refugee research* 166: 1-12.
- Kaldor M. (2001) *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, Cambridge: Polity Press.
- Kalyvas SN. (2006) *The Logic of Violence in Civil War*, New York: Cambridge University Press.
- Kalyvas SN. (2010) Préface. In: Duclos N (ed) *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*. Paris: Karthala, 7-11.
- Kaplan O and Nussio E. (2015) Community counts: The social reintegration of ex-combatants in Colombia. *Conflict Management and Peace Science*: 1-22.

- Kaplan O and Nussio E. (2016) Explaining Recidivism of Ex-combatants in Colombia. *Journal of Conflict Resolution*: 1-30.
- Karandinos G, Hart L, Montero Castrillo F, et al. (2015) The Moral Economy of Violence in the US Inner City. Deadly Sociability in the Retail Narcotics Economy. In: Auyero J, Bourgois P and Scheper-Hughes N (eds) *Violence at the Urban Margins*. Oxford Scholarship Online.
- Katz J. (1988) *Seductions of crime: moral and sensual attractions in doing evil*, New York: Basic Books.
- Katz J. (2012) Emotion's Crucible. In: Spencer D, Kevin W and Hunt A (eds) *Emotions Matter: A Relational Approach to Emotions*. Toronto: Toronto University Press, 15-39.
- KohlerRiessman C. (2008) Narrative analysis. In: Given LM (ed). *The SAGE Encyclopedia of Qualitative Research Methods*: SAGE.
- Kovats-Bernat CJ. (2002) Negotiating Dangerous Fields. Pragmatic Strategies for Fieldwork amid Violence and Terror. *American Anthropologist* 104: 208-222.
- Kruijt D and Koonings K. (2004) The military and their shadowy brothers in arms. In: Koonings K and Krijt D (eds) *Armed actors : Organized violence and state failure in Latin America*. London-New York: Zed books, 5-15.
- La Silla Vacía. (2009) *Las tierras de la posguerra: Los nuevos dueños de los Montes de María*.
- La Silla Vacía. (2011) *Así se concentró la tierra en los Montes de María'*.
- Lair E. (1999) El terror, recurso estratégico de los actores armados: Reflexiones en torno al conflicto colombiano. *Análisis Político* 37: 64-76.
- Lascombes P and Nagels C. (2014) *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité en col blanc à la corruption politique.*, Paris: Armand Colin.
- Lefranc S. (2008) Du droit à la paix La circulation des techniques internationales de pacification par le bas. *Actes de la recherche en sciences sociales* 4: 48-67.
- Leirner PC. (2013) Side effects of the chain of command on anthropological research. The Brazilian army. In: Carreiras H and Castro C (eds) *Qualitative Methods in Military Studies: Research Experiences and Challenges*. London and New York: Routledge, 68-94.
- Lemert EM. (1967) *Human Deviance: Social Problems, and Social Control*, New Jersey: Prentice Hall.
- LionessAyres. (2008) Thematic Coding and Analysis. In: Given LM (ed) *The SAGE Encyclopedia of Qualitative Research Methods*.
- Llorente MV. (2008) *El reto de reintegrar a los desmovilizados*. Fundación Ideas para la Paz.
- Loader I. (2000) Plural Policing and Democratic Governance. *Social Legal Studies* 9: 323-345.
- Loez A. (2012) Militaires, combattants, citoyens, civils: Identités des soldats français en 1914-1918. *Pôle sud* 36: 67-85.
- Lopez C. (2007) La ruta de la expansión paramilitar y la transformación política de Antioquia. In: Valencia L (ed) *Parapolítica: la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*. Bogotá: Intermedio.

- Lyon ML and Barbalet M. (1994) Society's body: emotion and the 'somatization' of social theory. In: Csordas TJ (ed) *Embodiment and Experience: The Existential Ground of Culture and Self*. New York: Cambridge University Press, 48-68.
- Mancuso S. (2007) *Apartes de la versión libre de Salvatore Mancuso del 15 de mayo de 2007 ante el Fiscal de Justicia y Paz en Medellín*.
- Manrique Rueda G. (2010) De combattants à ex-combattants : Interprétations des ex-combattants des groupes paramilitaires colombiens sur leur participation au conflit armé. *École de criminologie*. Montréal: Université de Montréal.
- Manrique Rueda G. (2012) Narrando el pasado: Interpretaciones de los excombatientes de las Autodefensas Unidas de Colombia sobre su participación en el conflicto armado. In: Bechara Gómez E (ed) *Prolongación sin solución: Perspectivas sobre la guerra y la paz en Colombia*. Bogotá: Universidad Externado de Colombia, 467-490.
- Manrique Rueda G and Tanner S. (2015) To Prevent the Existence of People Dedicated to 'Causing Trouble': Dirty Work, Social Control and Paramilitaries in Colombia. *British Journal of Criminology*.
- Maringira G. (2015) Militarised minds: The lives of Ex-combattants in South Africa. *Sociology* 49: 72-87.
- Mariot N. (2003) Faut-il être motivé pour tuer? Sur quelques explications aux violences de guerre. *Point critique, genèses* 53: 154-177.
- Maruna S. (2001) *Making good: how ex-convicts reform and rebuild their lives*, Washington D. C. : American Psychological Association.
- Matza D. (1969) *Becoming Deviant*, New Jersey: Prentice-Hall.
- Mayhew H. (1861) *London labour and the London poor : cyclopaedia of the condition and earnings of those that will work, those that cannot work and those that will not work*, London: Griffin.
- Mazzei J. (2003) *Death Squads or Self Defense Forces? How Paramilitary Groups Emerge and Challenge Democracy in Latin America*, Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Mead GH. (1934) *Mind, self and society : from the standpoint of a social behaviorist* Chicago: University of Chicago Press.
- Molano A. (2011) Montes de Maria. *El Espectador*.
- Monroy Alvarez S. (2014) Pacificación y violencia. Ejes para una comparación Colombia-Brasil. *Análisis Político* 82: 22-44.
- Moustakas C. (1994) *Phenomenological Research Methods*: SAGE.
- Muggah R. (2005) No Magic Bullet: A Critical Perspective on Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) and Weapons Reduction in Post-conflict Contexts. *The Round Table* 94: 239-252.
- Mulone M. (2008) Privatisation et commercialisation de la sécurité : nouvelles perspectives sur les relations entre secteurs public et privé. *École de criminologie*. Montréal: Université de Montréal.
- Munive J. (2010) The army of 'unemployed' young people. *Young* 18: 321-338.
- Musah A-F. (2002) Privatization of Security, Arms Proliferation and the Process of State Collapse in Africa. *Development and Change* 33.

- Nash J. (1976) Ethnology in a Revolutionary Setting. In: Rynkiewicz MA and Spradley JP (eds) *Ethics and Anthropology. Dilemmas in Fieldwork*. New York: Wiley, 144-166.
- Naylor RT. (1993) The insurgent economy: Black market operations of guerrilla organizations. *Crime, Law and Social Change* 20: 13-51.
- Ndlovu-Gatsheni SJ. (2007) Weak States and the Growth of the Private Security Sector in Africa: Whither the African State. In: Gumede S (ed) *Private Security in Africa*. Pretoria: ISS, 17-38.
- Newman KS. (1999) *No Shame in My Game: The Working Poor in the Inner City*, New York: Vintage.
- Nussio E. (2011) How ex-combatants talk about personal security. Narratives of former paramilitaries in Colombia. *Conflict, Security & Development* 11: 579-606.
- Nussio E and Oppenheim B. (2014) Anti-Social Capital in Former Members of Non-State Armed Groups: A Case Study of Colombia. *Studies in Conflict & Terrorism* 37: 999-1023.
- Payne LA. (2008) *Unsettling Accounts: Neither Truth nor Reconciliation in Confessions of State Violence*, Durham and London: Duke University Press.
- Pécaut D. (1997) De la banalité de la violence à la terreur: le cas colombien. *Cultures et Conflits*.
- Pécaut D. (2013) OPPOSITION BLURRING OF "FRIEND ENEMY" AND "TRIVIALIZATION" PRACTICE ATROCIOUS. A PURPOSE OF RECENT VIOLENCE PHENOMENA IN COLOMBIA. *Analisis Politico* 26.
- Peck J and Tickel A. (2002) Neoliberalizing space. In: Brenner N and Theodore N (eds) *Spaces of neoliberalism. Urban restructuring in North America and Western Europe*. Malden: Blackwell publishers, 33-57.
- Pollio HR, Henley TB and Thompson CJ. (1997) *The phenomenology of everyday life*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Presser L. (2008) *Been a heavy life: stories of violent men*, Urbana: University of Illinois Pres.
- Reyes A. (1978) *Latifundio y poder político: La hacienda ganadera en Sucre*, Bogota: CINEP.
- Rivas A, Mendez ML and Arias G. (2007) De excombatientes a ciudadanos: Luces y sombras de los nuevos planes de desmovilización y reintegración. *Fundacion Ideas para la Paz*, 47.
- Robben ACGM. (2000) State Terror in the Netherworld: Disappearance and Reburial in Argentina. In: Sluka JA (ed) *Death Squad. The Anthropology of State Terror*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 91-113.
- Rodgers D. (2015) The Moral Economy of Murder. Violence, Death, and Social Order in Nicaragua. In: Auyero J, Bourgois P and Scheper-Hughes N (eds) *Violence at the Urban Margins*. Oxford Scholarship Online.
- Rodriguez J. (2011) It's a Dignity Thing: Nursing Home Care Workers Use of Emotions. *Sociological Forum* 26: 265-286.
- Ron J. (2000) Territoriality and Plausible Deniability: Serbian Paramilitaries in the Bosnian War. In: Campbell BB and Brenner AD (eds) *Death Squads in Global Perspective. Murder with Deniability*. United States: Palgrave Macmillan 287-312.

- Ross EA. (1970) *Social Control. A survey of the foundation of order*, New York: Johnson Reprint Corporation.
- Rozema R. (2008) Urban DDR-Processes: Paramilitaries and Criminal Networks in Medellín, Colombia. *Journal of Latin American Studies* 40: 423-452.
- Schroeder M. (2000) To Induce a Sense of Terror: Caudillo Politics and Political Violence in Northern Nicaragua. In: Campbell BB and Brenner AD (eds) *Death Squads in Global Perspective. Murder with Deniability*. United States: St. Martin's press, 27-56.
- Schütz A and Luckman T. (1973) *The Structures of the life-world*, Evanston: Northwestern University Press.
- Sémelin J. (2007) *Purify and Destroy: The Political Uses of Massacre and Genocide*, New York: Columbia University Press.
- Sennett R. (2000) *Le travail sans qualités: Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris: Albin Michel.
- Shaffir W and Stebbins RA. (1991) *Fieldwork experience: An inside view of qualitative research*, New York: St. Martin's.
- Singer PW. (2001) *Corporate Warriors: The Rise of the Privatized Military Industry*, Cornell: Cornell University Press.
- Sluka JA. (1988) Loyal Citizens of the Republic: Morality, Violence, and Popular Support for the IRA and INLA in Northern Irish... In: Rubinstein R and Foster ML (eds) *The Social Dynamics of Peace and Conflict*. Boulder: Westview Press.
- Sluka JA. (2000) Introduction: State Terror and Anthropology. In: Sluka JA (ed) *Death squad. The Anthropology of State Terror*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1-45.
- Smith V. (2001) *Crossing the Great Divide: Workers Risk and Opportunity in the New Economy*, Cornell: Cornell University Press.
- Spencer D. (2013) Sensing violence: An ethnography of mixed martial arts. *Ethnography* 15: 232-254.
- Stacey CL. (2001) 'Finding Dignity in Dirty Work: The Constraints and Rewards of Low Wage Home Care Labour. *Sociology of Health & Illness* 27: 831-854.
- Strauss S. (2006) *The Order of Genocide: Race, Power and War in Rwanda*, Cornell: Cornell University Press.
- Tanner S. (2008) Dynamiques de participation et processus de cristallisation de bandes armées dans les crimes de masse : retour sur la violence en ex-Yougoslavie. *École de criminologie*. Montréal: Université de Montréal.
- Tanner S. (2010) Le milicien "recyclé". Regard sur l'expérience de reconversion de quatre anciens membres de bandes armées serbes. In: Duclos N (ed) *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*. Paris: Karthala, 233-264.
- Tanner S. (2012) Some Thoughts on the Banality of Evil, Inspired by a Conversation with Jean-Paul Brodeur. *Champ Pénal/Penal Field* 9.
- Tanner S and Mulone M. (2013) Private Security and Armed Conflict: A Case Study of the Scorpions During the Mass Killings in former Yugoslavia. *British Journal of Criminology* 53: 41-58.

- Taussig M. (2003a) Culture of Terror-Space of Death: Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture In: Scheper-Hughes N and Bourgois P (eds) *Violence in War and Peace: An Anthology*. Blackwell Publishing.
- Taussig M. (2003b) *Law in a Lawless Land: Diary of a "Limpieza" in Colombia*, New York: New Press.
- Taylor C. (1994) *Multiculturalism and "The politics of recognition"*, Princeton: Princeton University Press.
- Theidon K. (2009) Reconstructing Masculinities: The Disarmament, Demobilization, and Reintegration of Former Combatants in Colombia. *Human Rights Quarterly* 31: 1-34.
- Thorsell S. (2013) Towards People-Centred Economic Reintegration? An Analysis of the Economic Reintegration Strategy of Demobilised Combatants in Colombia. *Colombia Internacional* 77: 177-215.
- Tilly C. (2000) La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé. *Politix* 13.
- Uribe, C. A. (2010) Conflit colombien : manipulation du cadavre et terreur. *Le journal des psychologues* 1 : 52-56
- Uribe MV. (2004) Anthropologie de l'inhumanité: Un essai sur la terreur en Colombie. Paris: Calmann-Lévy.
- Valencia L. (2007) Los caminos de la alianza entre los paramilitares y los politicos. In: Valencia L (ed) *Parapolitica. La ruta de la expansion paramilitar y los acuerdos politicos*. Bogota: Intermedio, 13-48.
- Valentine DE. (1996) *Charred Lullabies: Chapters in an Anthropography of Violence*, Princeton: Princeton University Press.
- Van Manen M and Adams C. (2008) Phenomenology. In: Given LM (ed) *The SAGE Encyclopedia of Qualitative Research Methods*.
- Verdad Abierta. (2010) *Como se fraguo la tragedia de los Montes de María*.
- Verdad abierta. (2014) *Las verdades de las FARC que exigen en los Montes de María*.
- Villarraga Sarmiento A. (2012) Experiencias historicas recientes de reintegracion de excombatientes en Colombia. *Colombia Internacional* 77: 107-140.
- Waddington P. (1999a) Police (Canteen) Sub-culture. An Appreciation. *British Journal of Criminology* 39: 287-309.
- Waddington P. (1999b) *Policing Citizens: Authority and Rights*, London: UCL Press.
- Waller J. (2005) *Becoming evil : How ordinary people commit genocide and mass killing*, New York: Oxford.
- Waller J. (2007) *Becoming evil : How ordinary people commit genocide and mass killing*, New York: Oxford.
- Weber M. (1968) *Economy and Society: An Outline of Interpretative Sociology*, New York: Bedminster Press.
- Welzer H. (2005) *Les exécuteurs: Des hommes normaux aux meurtriers de masse*, Paris: Gallimard.
- Zedner L. (2006) Liquid security: Managing the market for crime control. *Criminology and criminal justice* 6: 267-288.

